

# DIGITHÈQUE

## Université libre de Bruxelles

---

MERLIN Aude, SERRANO Silvia, *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010.

---

**Cette œuvre littéraire est soumise à la législation belge en matière de droit d'auteur.**

Elle a été publiée par les  
**Editions de l'Université de Bruxelles**  
<http://www.editions-universite-bruxelles.be/>

Les règles d'utilisation de la présente copie numérique de cette œuvre sont visibles sur la dernière page de ce document.

L'ensemble des documents numérisés mis à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB sont accessibles à partir du site  
<http://digitheque.ulb.ac.be/>

# Ordres et désordres au Caucase

EDITE PAR

AUDE MERLIN  
SILVIA SERRANO







# Ordres et désordres au Caucase

EDITE PAR

AUDE MERLIN  
SILVIA SERRANO

## DANS LA MEME COLLECTION

- Sport et Union européenne, édité par Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, 2001
- Les fédérations européennes de partis, édité par Pascal Delwit, Erol Kùlahci et Cédric Van de Walle, 2001
- Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre, Nicolas Bárdos-Féltoronyi, 2001
- Fascistes, communistes, paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1921-1989), Antoine Roger, 2002
- Libéralismes et partis libéraux en Europe, édité par Pascal Delwit, 2002
- Le parti social chrétien. Mutations et perspectives ?, édité par Pascal Delwit, 2002
- Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe. Une nouvelle convergence ?, édité par Pascal Delwit, 2003
- La Pologne et l'intégration européenne, édité par Jean-Michel De Waele, 2003
- Le gouvernement des colonies, regards croisés franco-britanniques, Véronique Dimier, 2004
- Les partis politiques roumains après 1989, Sorina Soare, 2004
- Les clivages politiques en Europe centrale et orientale, édité par Jean-Michel De Waele, 2004
- Expertise et action publique, édité par Steve Jacob et Jean-Louis Genard, 2004
- Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives, Thanassis Diamantopoulos, 2004
- Social Democracy in Europe, edited by Pascal Delwit, 2005
- European Union accession referendums, edited by Jean-Michel De Waele, 2005
- Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004, édité par Pascal Delwit et Philippe Poirier, 2005
- Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?, édité par Pascal Delwit, 2005
- Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale, édité par Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, 2005
- Faire et vivre le postcommunisme. Les femmes roumaines face à la « transition », Ioana Cîrstocea, 2006
- Le postcommunisme dans l'histoire, édité par Sandrine Kott et Martine Mespoulet, avec la collaboration d'Antoine Roger, 2006
- Changer pour gagner ? Les réformes des lois électorales en Belgique, Jean-Benoit Pilet, 2007
- Bureaux de partis, bureaux du pouvoir. Cinquante ans d'histoire, édité par Wilfried Dewachter et Sam Depauw, 2007
- Football et identités, édité par Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, 2008*
- Le vote des Belges (Bruxelles – Wallonie, 10 juin 2007), édité par Pascal Delwit et Emilie van Haute
- La social-démocratie et le chômage, Erol Kùlahci, 2008
- Les partis agrariens et paysans en Europe, édité par Jean-Michel De Waele et Daniel-Louis Seiler, 2009
- Politique et religion en France et en Belgique, édité par François Foret, 2009
- L'absence de partis nationaux : menace ou opportunité ?, édité par Jean-Benoit Pilet, Jean-Michel De Waele et Serge Jaumain, 2009*
- Réformer la justice dans un pays post-communiste. Le cas de la Roumanie, Ramona Coman, 2009
- La politique étrangère roumaine (1990-2006), Ruxandra Ivan, 2009
- Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique, Emilie van Haute, 2009
- L'islam à Bruxelles, Corinne Torrekens, 2009
- Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009, édité par Kris Deschouwer, Pascal Delwit, Marc Hooghe et Stefaan Walgrave, 2010

 EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

# Ordres et désordres au Caucase

EDITE PAR  
AUDE MERLIN  
SILVIA SERRANO

SCIENCE POLITIQUE  
ENQUILITPOL ENICS

ISBN 978-2-8004-1490-4  
D/2010/0171/20  
© 2010 by Editions de l'Université de Bruxelles  
Avenue Paul Héger 26 - 1000 Bruxelles (Belgique)

EDITIONS@admin.ulb.ac.be  
[www.editions-universite-bruxelles.be](http://www.editions-universite-bruxelles.be)

Imprimé en Belgique

## PRÉFACE

# Etats et conflits au Caucase

Aude MERLIN et Silvia SERRANO

Le 7 août 2008, après plusieurs jours d'escarmouches entre forces ossètes et géorgiennes, l'armée géorgienne lançait une offensive sur Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud. En réaction, la Fédération de Russie envoyait ses troupes en Géorgie et reconnaissait, le 26 août, les indépendances abkhaze et sud-ossète. Le conflit russo-géorgien d'août 2008, première guerre ouverte au Caucase méridional depuis 1994, a profondément redistribué les cartes régionales. Il témoigne d'un passage à un niveau supérieur de violence dans les relations interétatiques mais surtout d'une transformation de la nature des conflits et d'une recomposition du paysage étatique dans la région.

C'est là la première guerre réellement interétatique de l'espace postsoviétique : si le conflit du Haut-Karabagh oppose bien deux Etats – l'Arménie et l'Azerbaïdjan –, et si la Fédération de Russie était impliquée à un degré ou à un autre dans l'ensemble des conflits armés qui ont éclaté dans l'espace postsoviétique, c'est la première fois que s'opposent directement deux armées nationales envoyées au front par leur gouvernement respectif. Les *statu quo* en vigueur depuis les cessez-le-feu des années 1992-1994 qui avaient mis fin aux hostilités en Ossétie du Sud, en Abkhazie et au Haut-Karabagh, volent en éclats, tout comme le compromis sur les frontières résultant des accords de Minsk du 8 décembre 1991<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1992 se sont retrouvées indépendantes trois Républiques du Caucase, anciennes « Républiques de l'Union » – l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie –, tandis que par exemple la

---

<sup>1</sup> Cet accord précipitait l'éclatement de l'Union soviétique et la naissance de quinze nouvelles républiques indépendantes reconnues par la communauté internationale et dont les contours épousaient à l'identique les frontières administratives qui les dessinaient à l'intérieur de l'Union.

Tchéchénie, dotée à l'époque soviétique d'un statut inférieur de République autonome intégrée à la Russie, restait au sein de la Russie devenue, elle, indépendante.

La guerre russo-géorgienne de l'été 2008 présente de fortes spécificités liées notamment au contexte conjoncturel et à la nature des relations entre les deux Etats<sup>2</sup>. Toutefois, outre ses conséquences immédiates sur le voisinage, elle est révélatrice de tendances profondes à l'œuvre dans la région. Les conflits du début des années 1990 étaient liés à l'effondrement et au morcellement de l'Etat soviétique<sup>3</sup>. L'heure est venue, près de vingt ans après leur déclenchement, de se pencher avec de nouvelles interrogations sur les conflits ethno-territoriaux au Caucase, en mettant l'accent sur les dynamiques et l'articulation entre conflits et trajectoires étatiques.

Une des caractéristiques du Caucase postsoviétique est la globalisation des enjeux et, sur le versant Sud du moins, la multiplication des acteurs en présence. Les dernières années ont ainsi été marquées par l'activisme accru des Etats-Unis, la volonté de la Russie de réaffirmer ses ambitions et un engagement plus fort de l'Union européenne dans son voisinage oriental<sup>4</sup>. Nombre d'ouvrages récents consacrés au Caucase abordent, souvent avec beaucoup de pertinence et de précisions, les dimensions géopolitiques et géostratégiques, faisant une large place à la question des hydrocarbures, du Grand Jeu, des influences américaines, russes, européennes ou de celles des puissances régionales (Iran, Turquie), dans le contexte de l'« après-Kosovo ». Parce que moins souvent étudiées, ce sont les dynamiques internes qui font l'objet ici, prioritairement, de notre attention.

La littérature existante sur les dimensions internes des évolutions au Caucase a surtout, jusqu'à présent, mis l'accent sur les identités et les mobilisations nationales des années 1980 et 1990, dont le rôle a été fondamental dans l'effondrement de l'URSS. Critiquant les interprétations essentialistes des conflits vus comme le jeu d'antagonismes ethniques, de nombreux auteurs ont étudié l'impact des discours, des représentations, mais aussi des pratiques adossées à l'ethnicité<sup>5</sup>. Le propos

---

<sup>2</sup> Les relations entre la Russie et la Géorgie ont été marquées par des tensions très fortes, en particulier depuis l'arrivée de M. Saakachvili au pouvoir à Tbilissi en 2004. Voir par exemple Th. GORDADZE, « Georgian-Russian Relations in the 1990s », in S. E. CORNELL & S. F. STARR (éd.), *The Guns of August 2008 : Russia's War in Georgia*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program Joint Center, Washington, M.E. Sharpe, 2009.

<sup>3</sup> Voir C. URJEWICZ, « Les conflits postsoviétiques. Essai de typologie », *Notes et Etudes documentaires*, 1993 ; V. CHETERIAN, *War and Peace in the Caucasus, Russia's Troubled Frontier*, Londres, Hurst, 2008.

<sup>4</sup> L. A. MITCHELL, *Uncertain Democracy : U.S. Foreign Policy and Georgia's Rose Revolution*, Cloth Penn Press, 2008 ; R. D. ASMUS, *A Little War That Shook the World. Georgia, Russia, and the Future of the West*, Palgrave Macmillan, 2010 ; J. RUPNIK (éd.), *Les banlieues de l'Europe. L'Union européenne et ses voisinages*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; L. DELCOUR et E. TULMETS (éd.), *Pioneer Europe ?*, Nomos, 2008 ; F. DAUCÉ, S. SERRANO (éd.), « A l'Est de l'Europe : quel voisinage partagé ? », *Revue d'études politiques et constitutionnelles est-européennes*, 2, 2008.

<sup>5</sup> On peut mentionner la riche historiographie existant sur la politique soviétique des nationalités et les travaux sur les usages de l'histoire. Voir en particulier T. MARTIN, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, 2001 ; T. MARTIN et R. G. SUNY (éd.), *A State of Nations : Empire and*

n'est donc pas de négliger l'importance des mobilisations identitaires, qui restent incontestablement un élément clef des scènes politiques caucasiennes, mais de porter ici l'attention sur d'autres logiques qui se sont développées en parallèle ces quinze dernières années, et dont l'importance s'est sensiblement accrue.

On a en effet assisté, si ce n'est à une érosion, du moins à une transformation des nationalismes liée, dans certains cas (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), à l'accession à l'indépendance, et dans d'autres (Tchéchénie), à l'échec des projets politiques qu'ils portaient. Au Caucase du Nord, la faillite des aspirations nationales débouche sur une islamisation et une régionalisation de l'affrontement armé. Dans tous les cas, les logiques de construction, reconstruction, consolidation des Etats, aujourd'hui déterminantes, méritent d'être interrogées plus directement, tant la donne a changé.

Le questionnement classique de science politique sur l'articulation entre guerre et formation de l'Etat a peu à peu quitté le terrain européen<sup>6</sup> pour nourrir l'analyse des Etats postcoloniaux et périphériques<sup>7</sup>. Le Caucase, et plus généralement, l'ensemble de l'espace postsoviétique ont longtemps été marginalisés dans les réflexions sur le postcolonial, notamment en raison des spécificités de l'URSS et du prisme idéologique qui a présidé à son étude durant la guerre froide. Les débats ne sont d'ailleurs pas tranchés sur la nature du projet « impérial », tandis que la qualification de « colonial » pour définir l'empire tsariste<sup>8</sup> et plus encore l'URSS reste discutable. L'originalité très forte des Etats issus de l'ancienne seconde puissance mondiale et patrie du socialisme ne doivent toutefois pas interdire d'utiliser, dans une visée heuristique, les questionnements nés de l'étude des trajectoires étatiques des Etats issus de la décolonisation<sup>9</sup>. Et ce d'autant que les processus de formation des entités stato-

---

*Nation-making in the Age of Lenin and Stalin*, New York, Oxford University Press, 2001 ; V. A. SHNIRELMAN, *The value of the past : myths, identity and politics in Transcaucasia*, Osaka, National Museum of Ethnology, 2001 ; Th. GORDADZÉ, « L'effort historiographique de l'invention de la nation géorgienne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 30, mars 1999, p. 53-80 ; C. MOURADIAN, « The mountainous Karabagh Question : an international conflict or a decolonisation crisis ? », *The Armenian Review*, 43/2-3, 1990, p. 1-34 ; J. RADVANYI, « Un héritage paradoxal : la fabrication des entités nationales territoriales au Caucase », in F. LONGUET-MARX (éd.), « Le Caucase : axes anciens, nouveaux enjeux », *Nouveaux mondes*, 8, été 1998, p. 1-7.

<sup>6</sup> Ch. TILLY, « War Making and State Making as Organized Crime », in P. EVANS, D. RUESCHEMEYER et T. SKOCPOL (éd.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ; N. ELIAS, *La dynamique de l'Occident*, 1975, rééd. Agora Pocket, Paris, 2003.

<sup>7</sup> On se reportera à l'excellente synthèse de A. BLOM, « *La guerre fait l'Etat* » : trajectoires extra-occidentales et privatisation de la violence, C2SD, Thématiques n° 2, 2006. <http://www.c2sd.sga.defense.gouv.fr/IMG/pdf/thematique2charte.pdf>, consulté le 2 août 2009.

<sup>8</sup> Sur les modalités de la colonisation et la comparaison avec d'autres Empires, voir C. MOURADIAN, « Les Russes au Caucase », in M. FERRO (éd.), *Le livre noir de la colonisation*, Paris, Hachette littérature, 2005 (nouv. éd.), p. 523-542.

<sup>9</sup> La continuité territoriale, le mode d'administration des populations autochtones, les possibilités de promotion et d'intégration des élites, distinguent fortement l'Empire tsariste des empires coloniaux européens ; l'énoncé du projet idéologique, le système d'exploitation économique sont quant à eux des spécificités fortes de l'URSS. Voir par exemple M. BUTTINO,

nationales au Caucase, y compris à certains égards de la Russie, présentent plus de similitudes avec les Etats non occidentaux qu'avec la formation des Etats-nations européens. Quelques questions méritent ainsi d'être posées.

La première est celle des élites portées au pouvoir dans un contexte où la guerre a coïncidé avec l'émergence des structures étatiques indépendantes. Les hostilités, puis l'ombre de la guerre ont fourni – et continuent à fournir – non seulement des ressources de légitimation politique interne, mais aussi les conditions du contrôle des moyens de la violence. Le cas le plus notoire est celui de l'Arménie, où les deux derniers présidents sont originaires du Haut-Karabagh, où ils ont participé aux combats contre les Azéris. En Tchétchénie en revanche, l'ancien commandant en chef de l'armée indépendantiste Aslan Maskhadov qui accède au pouvoir à l'issue de la première guerre n'a jamais détenu le monopole de la coercition, tandis que la centralisation de l'appareil répressif qui se fait sous l'égide de Ramzan Kadyrov est imputable à d'autres ressources que le passé d'ancien combattant indépendantiste qu'il met en avant.

La deuxième question porte justement sur la centralisation de l'appareil répressif, de la « rationalité de la sous-traitance ». Incontestablement, dans l'ensemble des Etats de la région étudiée ici, des armées nationales se sont constituées, parfois par dissolution, parfois par intégration et cooptation des formations privées, sans toutefois que disparaisse la sous-traitance de la coercition. Est-ce à dire que consolidation de l'Etat et (re)centralisation des instruments de la contrainte iraient nécessairement de pair ? Les exemples caucasiens, dans leur diversité, illustrent le caractère simplificateur de l'adéquation entre les deux. Au Caucase du Nord, en Tchétchénie notamment, la délégation assumée de la violence à des élites locales a pu être une condition du redéploiement de l'Etat fédéral. La Géorgie paraît l'exemple *a contrario* où la consolidation et la rationalisation de l'appareil répressif, en encourageant l'affrontement armé, ont entraîné un affaiblissement de l'Etat.

La troisième question touche à l'importance des facteurs exogènes. Alors que le rôle joué par la guerre dans le sens de la formation des Etats-nations européens tient également à la centralisation de la collecte de l'impôt, dans le cas des Etats périphériques, la guerre n'occupe qu'une place marginale, car c'est l'exportation des biens ou l'aide internationale, et non la fiscalité, qui permet de la financer. La Géorgie, l'Azerbaïdjan, mais aussi la Fédération de Russie, où la consolidation des appareils militaires dépend principalement des programmes d'exportation d'hydrocarbures, ou de liens de clientèle avec les grandes puissances, présentent différents visages de cette « militarisation dépendante » dont parle C. Tilly<sup>10</sup>.

La diversité des entités étatiques au Caucase priverait-elle alors de pertinence une approche globale ? Que de dissymétries en effet entre, d'une part, la Fédération de Russie, ancienne métropole ayant hérité de l'essentiel de la seconde armée au monde, et des arsenaux stratégiques – et, d'autre part, les Etats nouvellement indépendants du Caucase du Sud. Que de dissymétries encore entre les Républiques fédérées

---

*La rivoluzione capovolta. L'Asia centrale tra il crollo dell'impero zarista e la formazione dell'Urss*, Napoli, 2003.

<sup>10</sup> Ch. TILLY, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*, Aubier, 1992.

du Caucase du Nord dont certaines, comme la Tchétchénie, ont longtemps espéré l'indépendance, et les Etats *de facto* abkhaze et sud-ossète, aux agendas d'ailleurs parfois dissemblables et qui se trouvent aujourd'hui dans une voie d'intégration avec la Fédération de Russie.

Il nous a néanmoins semblé indispensable d'étudier le Caucase dans son ensemble, pour plusieurs raisons. L'interrogation sur les parcours étatiques (même quand ils n'ont pas abouti à l'indépendance) nous a amenées à intégrer dans une même réflexion des entités jouissant de statuts très différenciés au regard du droit international (non reconnus, reconnus, reconnus par un nombre très restreint d'Etats), justement parce que les conflits sont l'une des variables explicatives des logiques aboutissant à ces statuts.

En outre, la guerre de l'été 2008, en mettant en cause la frontière internationale russo-géorgienne, a fragilisé la délimitation entre Caucase du Nord et du Sud. Plus que jamais, le Caucase dans sa globalité forme un système de sécurité. Les liens entre les évolutions à l'œuvre sur les deux versants sont multiples et anciens : flux licites ou illicites, passerelles entre combattants (participation de Tchétchènes aux opérations en Abkhazie ou en Ossétie du Sud à plusieurs reprises, et encore à l'été 2008), peuples présents de part et d'autre de la chaîne de montagnes (Ossètes, Lezguines, Circassiens). La Fédération de Russie, après être intervenue en Géorgie au prétexte de défendre ses citoyens – Ossètes du Sud et Abkhazes s'étant vu distribuer des passeports russes –, installe aujourd'hui des bases à quelques dizaines de kilomètres de Tbilissi. L'interdépendance mérite certes d'être questionnée. L'embrasement général du Caucase, régulièrement annoncé par les Cassandre, ne s'est toutefois pas réalisé, et la reconnaissance par Moscou des indépendances abkhaze et sud-ossète n'a pas créé un précédent fortifiant les aspirations séparatistes d'autres peuples de la région comme certains l'avaient craint... ou espéré.

Mais le fait que la frontière caucasienne de la Fédération de la Russie soit la seule à avoir été si fortement contestée<sup>11</sup> n'est dû ni au hasard, ni exclusivement au contexte postsoviétique. Les évolutions actuelles invitent à repenser le regard porté sur la longue durée et à reconsidérer les legs présoviétiques, voire prétsaristes. Si l'importance des constructions soviétiques et l'effet performatif des statuts administratifs différenciés ne sont pas à négliger, les ordres politiques précoloniaux et les conditions de l'intégration à l'empire tsariste – qui a commencé la conquête par le Sud avant de s'attaquer au Caucase du Nord – pèsent aussi sur la fragilité de la construction étatique géorgienne ou sur la légitimité des revendications politiques nord-caucasienne.

Face à ces passerelles incertaines entre Nord et Sud, ces enchevêtrements de l'histoire, cette pluralité de groupes ethniques, cette conflictualité et les aléas imprévisibles de ces débris d'Empire, le chercheur se trouve confronté à une série de défis. Le Caucase reste en effet un terrain sur lequel il est difficile de travailler. L'une des difficultés tient au paysage linguistique. Les langues vernaculaires se comptent par dizaines (plus de trente idiomes sont ainsi comptabilisés au seul Daghestan),

---

<sup>11</sup> B. COPPIETERS (éd.), *Contested Borders in the Caucasus*, Bruxelles, VUB Press, 1996 ; V. CHETERIAN, *op. cit.*, 2008.

et le russe, *lingua franca* depuis des décennies, est en net recul, notamment – mais pas exclusivement – au Caucase méridional. La connaissance des langues locales devient donc nécessaire pour avoir accès aux sources, qu'il s'agisse d'entretiens ou de publications originales. Si les procédures administratives d'accès à la région se sont globalement simplifiées après la chute de l'URSS, de nouveaux obstacles sont apparus, et les déplacements internes sont désormais entravés par les nouvelles frontières interétatiques ou administratives, parfois militarisées et/ou infranchissables. A ces obstacles s'ajoutent, certes à des degrés différents, les préoccupations en matière de sécurité pour les chercheurs eux-mêmes et pour tous ceux qui les accueillent, en raison des conflits, mais aussi et surtout des contextes politiques sensibles.

Jean Radvanyi revient sur les principaux écueils méthodologiques et épistémologiques qui guettent le chercheur au Caucase. Qui dit guerre dit guerre de l'information, la « vérité » étant une des premières victimes de tout conflit, bien difficile alors à appréhender même pour qui croit se prévaloir de toute approche partielle. Les modes d'énonciation, historique – les chronologies par exemple – ou géographique – les cartes – peuvent ainsi faire l'objet de polémiques sans fin. Face à cela, c'est un leurre de croire à une plus grande objectivité des analyses « extérieures », menacées du biais de l'occidentalo-centrisme. L'un des paris de cet ouvrage est de mettre en contact – et parfois en confrontation – une pluralité d'approches, portées par des auteurs venant de pays en conflit les uns avec les autres, dont l'expérience personnelle vient nourrir les analyses et les perceptions, et qui apportent toute la richesse d'une connaissance intime des terrains dans leur complexité.

Cet ouvrage ne vise pas à dresser un tableau synthétique et exhaustif des conflits au Caucase, mais à apporter quelques éclairages féconds, en regroupant des études approfondies et originales sur certains aspects peu documentés et en croisant les approches disciplinaires (science politique, géographie, histoire).

Une première partie est ainsi consacrée à la question des frontières et à l'impact de la construction territoriale sur les conflits récents. Arsène Saparov, en étudiant les logiques qui amènent à créer *ex-nihilo* un district autonome d'Ossétie du Sud, montre la complexité de la construction des territoires par les bolcheviks, ici nullement réductible à une volonté de diviser pour régner. Cela n'exclut pas les effets performatifs de la fabrication de territoires, comme le montre Thorniké Gordadzé qui analyse l'utilisation par les élites locales des ressources fournies par l'autonomie et les opportunités de manipulation par Moscou. La guerre d'août 2008 redessine-t-elle finalement la frontière Nord-Sud ? Alexeï Malachenko revient sur le potentiel de déstabilisation du Caucase du Nord.

La deuxième partie, centrée sur l'analyse des cas nord-caucasiens en particulier tchéchène et daghestanais, se penche sur les mobilisations et modes de transformation de la violence. A l'ordre de la terreur kadyroviennne répond la persistance de la violence dans les régions avoisinantes de la Tchétchénie. Depuis plusieurs années, le Caucase du Nord est caractérisé par trois grands types d'évolutions : un élargissement géographique des opérations armées, une mobilisation plus forte de l'islam, une radicalisation des modes d'action. Les projets de « libération nationale » qui s'énonçaient, dans le sillage de la perestroïka, en termes d'aspiration à l'autonomie politique, culturelle ou à l'indépendance, se sont, avec l'échec sanglant des revendications tchéchènes,

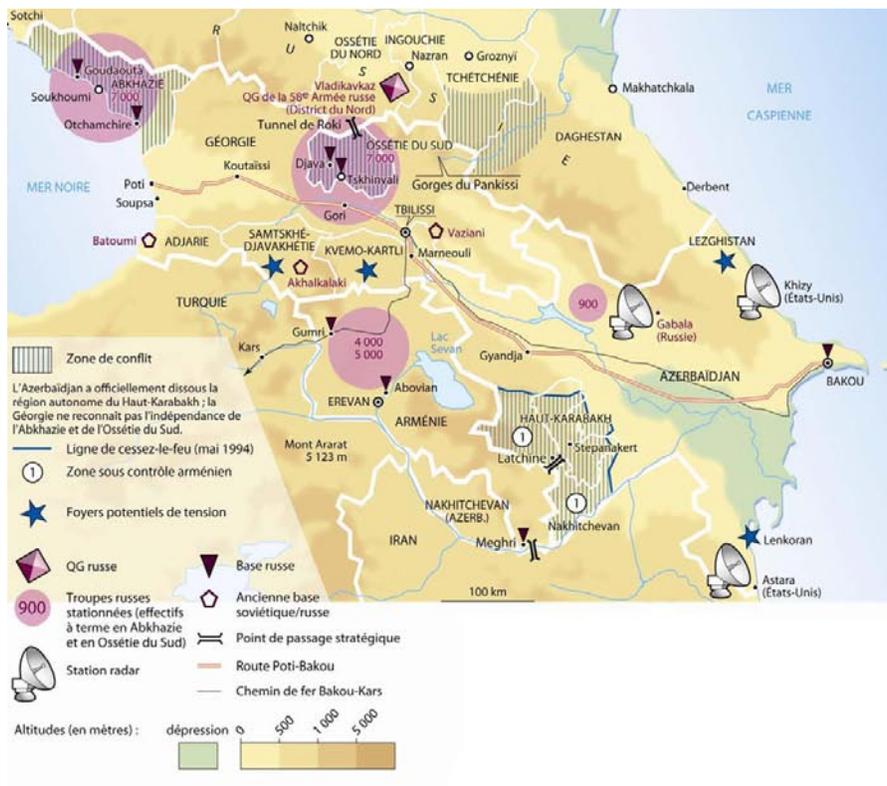
commués en projets transnationaux articulés autour du religieux. L'absence d'espace de contestation politique ne fait que faciliter ou accélérer le recours à la violence armée. Mairbek Vatchagaev montre que cette triple évolution s'est appuyée sur l'apparition de nouvelles structures militantes, les *djamaats*. Mais, comme le souligne Anna Zelkina, il ne faut toutefois pas réduire l'islam à sa dimension politique et guerrière. En dépit de la forte visibilité de la mobilisation politique du religieux au Daghestan, la majorité de ceux qui se tournent vers l'islam sont mus par des motivations qui peuvent être éloignées du combat armé. Aude Merlin quant à elle pose la question de la transformation de la violence en Tchétchénie même et de la difficulté de dater la fin d'un conflit en l'absence de négociations politiques et de règlement, et alors que la résistance armée, désormais dépourvue de perspective politique, n'a pas complètement cessé et connaît même des périodes de regain. Moussa Basnoukaev donne, lui, des éléments de compréhension de ce nouvel « ordre tchéchéne », en particulier à travers l'analyse des relations entre élites locales et élites fédérales et de la mobilisation des ressources budgétaires fédérales dans le contexte de la reconstruction d'une République qui, il y a peu, n'était encore que ruines.

Comment cependant penser les conflits sans en envisager les issues possibles ? La priorité accordée à l'affirmation de la souveraineté sur les territoires contestés a amené à négliger d'autres champs essentiels de déploiement de l'Etat, comme en témoignent les choix budgétaires et les dépenses militaires croissantes effectuées dans les trois Etats du Caucase du Sud. Dans tous les cas, les conflits ont fortement dessiné les politiques étrangères et pesé sur les recompositions géopolitiques, tandis que la recherche de soutiens dans les négociations a balisé les alliances. Taline Papazian montre comment le conflit du Haut-Karabagh a été à la fois contrainte et ressource pour les élites politiques arméniennes. Mais ces ressources ne sont pas simplement internes, en raison du cadre interétatique dans lequel s'inscrivent les négociations et de l'importance du droit international. Tabib Huseynov analyse dans le cas de ce même conflit l'impasse des pourparlers sous égide internationale en tentant d'en identifier les causes. Bruno Coppieters quant à lui revient sur la question cruciale de l'impact de la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo en février 2008 sur les évolutions abkhazes et sud-ossètes en abordant la question des principes de la sécession juste.

C'est donc à travers ces trois grands axes que cet ouvrage se propose d'articuler une réflexion sur les conflits dans une région souvent méconnue ou réduite à des rivalités de post-guerre froide, au détriment d'analyses fines et documentées. Et c'est en tant que chercheurs de terrain mais aussi enseignantes passionnées que nous espérons proposer au lecteur – qu'il soit étudiant, voyageur, diplomate, journaliste, membre d'ONG – une nourriture stimulante <sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Nous remercions pour leurs critiques et commentaires Amandine Regamey et Alain Blum, ainsi que deux lecteurs anonymes. Enfin, nous remercions la Région de Bruxelles-Capitale et le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Belgique pour l'aide financière apportée aux traductions.



## Le Caucase, Etats et conflits

Roberto Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po, avril 2009

© La Documentation française

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/environnement-strategique-du-caucase.shtml>

# Analyser le Caucase contemporain

## Enjeux géopolitiques, enjeux de recherche <sup>1</sup>

Jean RADVANYI

Le conflit de l'été 2008 entre la Géorgie et la Russie a de nouveau posé de façon frontale une série de questions sur la position du chercheur face à l'actualité la plus brûlante. Peut-on valablement effectuer des travaux de recherches en sciences humaines dans des régions en guerre ou durablement meurtries par des conflits actifs ? Quels types de recherches peuvent y être menés, sans tomber dans des positions partisans quelles qu'elles soient, et quelles précautions doit-on prendre pour éviter ce risque ? Peut-on y dépasser le niveau de réflexion que présentent les bons comptes rendus journalistiques ou les rapports présentés dans le cadre des centres d'analyses diplomatiques ou stratégiques, ou encore ceux des organisations internationales, voire de certaines ONG, souvent biaisés par les nécessités du « politiquement correct » ? Autrement dit, le chercheur familier d'une région où surgit un conflit armé actif peut-il encore exercer ses talents sans risquer de tomber dans le commentaire journalistique ou le soutien militant d'une cause ?

La réflexion menée dans le cadre de la préparation d'un *Atlas géopolitique du Caucase* par un collectif regroupant les efforts de chercheurs de l'ensemble du Caucase Nord et Sud, expérience riche d'embûches et d'enseignements aussi bien sur le plan scientifique que diplomatique <sup>2</sup>, a été réactualisée par la détérioration accélérée de la situation en Géorgie et le conflit de 2008 autour de l'Ossétie du Sud.

---

<sup>1</sup> Ce travail s'insère dans le projet de l'Agence nationale pour la recherche française (ANR), « Caucase et Asie centrale post-soviétiques : un autre Sud ? ».

<sup>2</sup> Le projet est le fruit de la collaboration depuis plusieurs années de chercheurs des universités de Bakou, Erevan, Stavropol et Tbilissi coordonnée par l'Observatoire des Etats postsoviétiques (INALCO, Paris). Une première ébauche fut publiée aux Publications Langues O en 1997 (N. BEROUTCHACHVILI et J. RADVANYI, *Atlas géoinformatique du Caucase*), une seconde (N. BEROUTCHACHVILI et J. RADVANYI, *Atlas géopolitique du Caucase. Russie, Géorgie,*

## 1. De la cartographie en zone de conflits...

La carte et tous les types de documents utilisant des représentations cartographiques ont toujours fait partie de la panoplie de base d'une grande partie des recherches ayant un fondement territorial. Fait un peu nouveau, ils sont devenus à la mode ces dernières années. La vogue des atlas géopolitiques et thématiques<sup>3</sup>, la multiplication dans tous les médias de cartes plus ou moins précises confirment bien cette tendance. Le Caucase échappe d'autant moins à cette vague qu'il présente la particularité, outre sa réputation de mosaïque ethnique (« la montagne des langues »), de contenir un nombre important de territoires et de frontières contestées, de conflits territoriaux<sup>4</sup> où les revendications croisées et de ce fait les mobilisations nationalistes autour des enjeux territoriaux sont dans tous les esprits. Et du même coup, le travail du chercheur en sciences humaines est soumis à de multiples pressions.

Comment, en effet, produire un document cartographique « géopolitiquement neutre » quand les deux parties en conflit nomment la région (et ses villes et villages) différemment, comme c'est le cas par exemple concernant le Haut-Karabagh<sup>5</sup> ? Quand les Azéris parlent de territoires « occupés » – ce qu'ils indiquent sur leurs propres cartes – là où les Arméniens indiquent « territoires libérés », tout en utilisant la mention « territoires occupés » pour désigner les deux petits secteurs de la région autonome du Haut-Karabagh (dans ses frontières soviétiques) qu'ils n'ont précisément pas réussi à occuper lors du conflit de 1991-1994 ! On peut certes mettre les deux noms pour chaque localité, mais dans quel ordre ? Et pourquoi mettre un nom arménien à des localités faisant partie du territoire azéri hors du Karabagh ? Lors de la première ébauche de cet Atlas, nous avons reçu les critiques acérées de nos collègues azéris et géorgiens pour avoir mentionné les régions du Karabagh et d'Ossétie du Sud en dépit de leur dissolution officielle en août et décembre 1990

---

*Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*) est parue aux éditions Autrement en 2010, Paris.

<sup>3</sup> Sur la région qui nous intéresse, citons : *Atlas du Monde diplomatique*, Paris, A. Colin, 2007 ; A. et J. SELLIER, *Atlas des peuples d'Orient*, Paris, La Découverte, 2004 ; Y. PLASSERAUD (éd.), *Atlas des minorités en Europe*, Paris, Autrement, 2005 ; P. MARCHAND, *Atlas géopolitique de la Russie*, Paris, Autrement, 2007 ; A. TSOUTSIEV, *Atlas etnopoliticheskoï istorii Kavkaza 1774-2004* (Atlas de l'histoire ethnopolitique du Caucase 1774-2004), Evropa, 2006 ; C. MUTAFIAN *et al.*, *Atlas historique et culturel de l'Arménie*, Paris, Autrement, 2001.

<sup>4</sup> Citons M. BENNIGSEN BROXUP (éd.), *The North Caucasus Barrier. The Russian Advance toward the Muslim World*, London, Hurst 1992 ; M.-R. DJALILI (éd.), *Le Caucase postsoviétique : la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant, 1995 ; E. HOESLI, *A la conquête du Caucase*, Paris, Syrtes, 2006 ; A. LE HUÉROU, A. MERLIN, A. REGAMEY, S. SERRANO, *Tchéchénie, une affaire intérieure ? Russes et Tchéchènes dans l'étau de la guerre*, Paris, Autrement, 2005 ; F. LONGUET-MARX (éd.), *Caucase : axes anciens, nouveaux enjeux*, Genève, CRES, 1998 ; C. MOURADIAN, « Le Caucase des indépendances », *Problèmes politiques et sociaux*, 718, 1993 ; J. RADVANYI, « Grand Caucase, la « montagne des peuples » écartelée », *Hérodote*, 107, octobre 2002 ; M. TÛTÛNCÛ (éd.), *Caucasus : war and peace*, Haarlem, Sota, 1998.

<sup>5</sup> Karabagh pour les Azéris, Artsakh pour les Arméniens... Voir les deux récits dans P. DONABEDIAN *et al.*, *Artsakh, histoire du Karabagh*, Sevig, 1991 ; A. TABRIZLI, *Histoire du Daglig (Haut-Karabagh)*, Strasbourg, 1989. Ainsi, la ville et le corridor de Latchine, situés hors de la région autonome proprement dite, sont appelés Berdzor par les Arméniens.

respectivement par les Parlements d'Azerbaïdjan et de Géorgie. Or la représentation de ces entités se complique quand on sait que ces deux pays ont procédé après cette dissolution à une reconfiguration administrative de ces territoires, regroupant les anciens districts des régions autonomes avec d'autres districts proches (comme la reconfiguration des districts de Barda, Agdere et Kelbadjar par les Azéris), histoire de gommer encore mieux leur souvenir. Outre l'aspect proprement cartographique, ce redécoupage territorial fait disparaître des cartes les petits districts dans lesquels des groupes non titulaires étaient majoritaires. C'est le cas en Géorgie, où le nouveau niveau administratif régional regroupe les districts hérités de la période soviétique, permettant de renforcer la part de la population éponyme (l'ethnie « titulaire »). Ainsi, le rattachement, dans le cadre de la nouvelle région de Samtskhé-Djavakhétie, du district de Bordjomi à ceux d'Akhalkalaki et de Ninotsminda, peuplés majoritairement d'Arméniens, permet aux Géorgiens d'y être majoritaires.

« La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre »<sup>6</sup>. Cette affirmation souvent répétée du fondateur de la nouvelle géopolitique française Yves Lacoste peut être prise au sens le plus matériel. En août 2008, quelques jours après le début de l'attaque de l'Ossétie du Sud par les forces géorgiennes et de la riposte russe, GoogleEarth faisait disparaître de son site toute une série de photographies satellites à haute définition d'une partie des villes et des infrastructures du Sud Caucase. Il est clair que et les Géorgiens et les Russes disposaient de couvertures satellitaires à jour de leurs positions respectives (même si le retard constaté dans la mise en œuvre du système GLONAS, équivalent russe du GPS, a été critiqué dans la presse russe) mais, indépendamment de l'usage possible de certaines de ces images pour des actions militaires ou terroristes, le géographe peut songer à bien d'autres utilisations. Depuis quelques années, divers organismes ou centres de recherches utilisent de façon systématique les images satellites pour évaluer les dégâts consécutifs aux conflits dans lesquels l'évaluation de terrain est rendue difficile<sup>7</sup>. Lors du conflit d'août 2008, on a vu se multiplier les tentatives d'évaluation de ce type sans éviter des polémiques quant à leurs résultats, chaque camp cherchant à trouver dans ces images la confirmation de ses thèses<sup>8</sup>. Or l'évaluation du nombre de victimes ou les dégâts réels sont difficiles à déduire simplement de ces documents. Les calculs publiés en terme de pourcentages de maisons détruites ne permettent pas forcément d'en inférer des nombres de morts (les chiffres de 2 000 puis de 1 400 morts, invoqués hâtivement par l'ambassadeur de Russie à Tbilissi puis par E. Kokoïty, le président ossète du sud<sup>9</sup>, seront contredits par l'évaluation publiée par le Parquet général russe faisant état de 162 victimes

---

<sup>6</sup> Le livre célèbre de Y. LACOSTE, ayant cette phrase pour titre, publié chez Maspéro en 1976 quelques mois après le premier numéro de la revue *Hérodote*, a été réédité en 1988 à La Découverte. Voir aussi M. FOUCHER, *Fronts et frontières*, Paris, Fayard, 1994.

<sup>7</sup> C'est par exemple le travail de l'Institut pour la protection et la sécurité du citoyen (IPSC) de la Commission européenne, à Ispra, Italie (<http://ipsc.jrc.ec.europa.eu/home.php>).

<sup>8</sup> Voir la série d'images interprétatives de l'UNOSAT sur le conflit ossète : [http://unosat.web.cern.ch/unosat/ Georgia maps](http://unosat.web.cern.ch/unosat/Georgia_maps).

<sup>9</sup> Voir la chronologie publiée par le site du *Monde* les 9 et 10 août 2008.

civiles ossètes identifiées<sup>10</sup>) ou l'ampleur réelle des dégâts : les vitres soufflées des immeubles ou les actions de pillage des maisons ou de viols de leurs habitants n'apparaissent évidemment pas sur les images satellites.

Il demeure que lors de ce conflit comme pour la plupart des guerres récentes, les médias ont multiplié les documents cartographiques de tous types et l'observateur attentif demeure confondu devant l'approximation fréquente de ces images qui contribuent assurément à créer un sentiment diffus d'insécurité et de peur par l'usage répété de symboles agressifs, explosions, flèches menaçantes alors que les éléments les plus simples (rivières, routes et oléoducs principaux) sont indiqués sans aucun souci de véracité. Un exemple fréquent de ces approximations est la localisation souvent fantaisiste du fameux oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan, mais qui ne passe justement pas par Tbilissi), alors même qu'il est considéré à juste titre comme un élément d'infrastructure majeur et qu'il n'a volontairement pas fait l'objet de bombardement russe pendant cette guerre<sup>11</sup>.

## 2. Batailles de dates

L'établissement d'une chronologie est souvent fort précieux pour mettre en lumière les différents facteurs qui expliquent le surgissement d'un conflit et son déroulement<sup>12</sup>. Mais comment dater le début d'un conflit ? Longtemps, cette question trouvait une réponse simple quand une déclaration de guerre en bonne et due forme était signifiée par un belligérant à son adversaire. La logique des nouveaux conflits à la fin du XX<sup>e</sup> siècle est bien différente. Certes, l'entrée en guerre de la Russie en Tchétchénie le 11 décembre 1994 peut s'inscrire dans cette catégorie, même si le président B. Eltsine ne l'annonça pas à l'avance par un geste médiatique analogue à celui du président Bush lors de l'attaque de Bagdad par l'aviation américaine en mars 2003. Mais dans bien des cas, non seulement la datation du déclenchement d'une guerre pose question, mais elle se trouve au cœur de longues polémiques, chaque camp belligérant s'efforçant de démontrer qu'il répondait à une agression extérieure et n'a fait que se défendre. C'est par exemple le cas pour la guerre du Karabagh, les Arméniens se référant souvent aux pogroms anti-arméniens de Soumgaït de février 1988 comme élément déclencheur, alors que les deux parties font état de premiers incidents meurtriers au Karabagh même, attribués à l'un et l'autre camp<sup>13</sup>.

On le sait, la polémique est encore plus vive dans le cas du conflit d'août 2008, les Géorgiens, qui ont lancé dans la nuit du 7 au 8 août une attaque nocturne massive contre Tskhinvali, capitale d'Ossétie du Sud, s'efforçant de démontrer qu'ils répondaient ainsi à l'entrée de troupes russes sur le territoire d'Ossétie du Sud par

---

<sup>10</sup> Présentation par A. BASTRYKINE du « Livre blanc » des crimes commis en Ossétie du Sud, *Vedomosti*, 24 décembre 2008.

<sup>11</sup> Carte du conflit dans *Le Monde* du 10 août 2008.

<sup>12</sup> Sur le Caucase, on peut renvoyer à la chronologie générale proposée par C. MOURADIAN dans le numéro spécial de la revue *Slovo*, dossier « Les Slaves et le Caucase », 18-19, 1998. Sur la guerre d'août 2008, un exercice intéressant de chronologie du conflit est proposé par N. PETRO, « The 2008 Crisis in the Caucasus : A Unified Timeline, August 7-16 », [www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=10009](http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=10009), consulté le 2 août 2009.

<sup>13</sup> Voir les ouvrages de P. DONABEDIAN et A. TABRIZLI, cités à la note 5.

le tunnel de Roki<sup>14</sup>. Pourtant, on peut légitimement rechercher les causes directes de ce conflit dans toute une série d'événements antérieurs, de décisions politiques, militaires ou économiques qui s'inscrivent dans une spirale de mesures et contre-mesures dont l'historien tentera de déduire les responsabilités réciproques des uns et des autres. Le recours aux souvenirs pris sur le vif ou à la mémoire des témoins est, on le sait bien, à la fois un élément précieux et incertain tant les perceptions sont soumises au vécu nécessairement subjectif de chacun. Comment dater avec certitude le premier tir de sniper ou de roquette entre les villages géorgiens et ossètes autour de Tskhinvali quand les deux communautés sont aussi enchevêtrées ? Dans ce cas précis, on sait que les tensions sur le terrain s'exacerbaient depuis le printemps 2008, avec la multiplication des tirs de mortiers de part et d'autre, rendant bien illusoire la question de savoir qui a tiré le premier<sup>15</sup>.

Dans bien des cas, il n'y a pas de réponse simple à l'interrogation de l'observateur qui cherche à établir l'élément crucial permettant de définir à la fois la date de début d'un conflit et son responsable, si tant est qu'il n'y en ait qu'un. De mesure en contre-mesure, on peut ainsi remonter à l'envi le fil chronologique, et le risque est grand, en cherchant à chaque étape le geste, petit ou grand de telle partie qui explique la réponse de l'adversaire, de diluer indéfiniment les responsabilités des différents acteurs. Et encore faut-il, dans cette quête des origines, ne pas oublier des intervenants apparemment plus éloignés du théâtre des opérations mais qui peuvent jouer un rôle majeur et sur lesquels les sources d'information réelles ne seront sans doute pas ouvertes avant longtemps : le *State Department* américain ou le Pentagone affirment avoir tenté de dissuader le président géorgien de cette attaque sur Tskhinvali le 7 août<sup>16</sup>. Mais en est-il de même pour d'autres conseillers américains très nombreux dans l'entourage immédiat du président géorgien et du ministère de la Défense, membres des *think-tanks* néo-conservateurs, ONG, groupes d'influence, jusqu'à des organismes de sécurité comme Blackwater, société militaire privée américaine très active en Afghanistan et en Irak<sup>17</sup> et dont on connaissait la présence à Tbilissi<sup>18</sup> ?

La plupart des conflits caucasiens ont comme base l'établissement de territoires nationaux sous Staline<sup>19</sup> sous la tutelle de telle ou telle république et on sait combien de polémiques ont rejailli, à partir de la perestroïka, quant aux origines et dates réelles de leur création, sans que les documents d'époque soient souvent cités. Aussi faut-

<sup>14</sup> M. SAAKACHVILI, « Mes questions sur la guerre », *Le Monde*, 4 décembre 2008.

<sup>15</sup> Le quotidien russe *Nezavissimaïa Gazeta* titre « Terreur en Ossétie du Sud » le 4 juillet 2008 puis « La Russie et la Géorgie ont été à deux doigts d'un conflit armé » le 14 juillet 2008 et « La guerre reportée » le 4 août...

<sup>16</sup> Source diplomatique française.

<sup>17</sup> Voir par exemple J. SCAHILL, *Blackwater, l'ascension de l'armée privée la plus puissante du monde*, Arles, Actes sud, 2008.

<sup>18</sup> Interview de correspondants de guerre présents en Géorgie avant et durant le conflit.

<sup>19</sup> Sur le lien entre les créations d'autonomies nationales et l'éclatement des conflits au début des années 1990, voir le texte de A. SAPAROV, « Aux origines de l'autonomie sud-ossète, 1918-1922 », dans ce même ouvrage et J. RADVANYI, « Un héritage paradoxal : la fabrication des entités nationales territoriales au Caucase », *Nouveaux Mondes*, 8, op. cit., p. 1-7.

il saluer l'ouvrage de C. Hille qui éclaire d'un jour nouveau ce dossier grâce aux documents d'archives<sup>20</sup>.

### 3. Chiffres distordus...

L'analyse de situations complexes implique en permanence l'utilisation de données chiffrées, démographiques, économiques ou autres. Et, là encore, le chercheur soucieux d'objectivité qui travaille sur les conflits caucasiens se trouve confronté à des situations inconfortables. Même des données aussi simples en apparence que la surface des territoires semble sujette à caution : ainsi les autorités de Bakou affirment-elles depuis 1994 que les forces arméniennes contrôlent 20 % du territoire de l'Azerbaïdjan, chiffre souvent repris y compris dans des rapports internationaux, alors que tous les calculs qu'on peut effectuer à partir des données de surface des districts n'indiquent que 13 à 15 %<sup>21</sup>.

Ce n'est là qu'un exemple éclairant de l'enjeu médiatique et polémique que représentent bien des données proposées concernant ces territoires sensibles. Et pour chacune d'entre elles, le chercheur se doit de s'interroger sur le degré de fiabilité des chiffres qu'il utilise. Sans revenir sur les polémiques surgies à propos du chiffrage des victimes du récent conflit en Ossétie du Sud et en Géorgie, il faut souligner l'intérêt des véritables enquêtes menées par certains organismes qui ne se contentent pas de reprendre témoignages incertains et rumeurs, mais se sont interrogées sur ces données à partir d'un véritable travail d'observation sur le terrain<sup>22</sup>.

Il paraît de même nécessaire d'attirer l'attention sur d'autres séries de données massivement utilisées dans toutes sortes d'études caucasiennes et dont on ne soulève pas assez, me semble-t-il, les spécificités : les données démographiques et économiques. En ordre dispersé, les quatre Etats de la région (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan et Russie) ont conduit les opérations de recensement de leurs populations et une grande partie de ces données a été publiée<sup>23</sup>. Or l'interprétation de ces recensements et plus généralement l'utilisation d'une partie des données chiffrées fournies par les offices statistiques nationaux doit être revisitée à partir de quelques remarques préalables. Deux des Etats du Caucase du Sud, l'Arménie et la Géorgie, sont concernés par un mouvement d'exode massif de leurs populations. Ces mouvements migratoires, liés dans un premier temps aux conflits du début des années 1990, Haut-

<sup>20</sup> C.M.L. HILLE, *State Building in the Transcaucasus since 1917*, Leiden University, 2003.

<sup>21</sup> N. BEROUTCHACHVILI et J. RADVANYI, *Atlas géopolitique du Caucase...*, *op. cit.*

<sup>22</sup> Voir les rapports d'ICG (International Crisis Group), *Russia vs Georgia : the Fallout*, Europe Report n° 195, 22 août 2008 et de Human Rights Watch, <http://hrw.org/doc?t=europe&c=georgia>. Voir aussi *After August 2008 : Consequences of the Russian-Georgian War*, The Caucasus Institute for Peace, Democracy, and Development, septembre 2008.

<sup>23</sup> Les recensements ont eu lieu en 1999 en Azerbaïdjan, en 2001 en Arménie, en 2002 en Géorgie et en Russie. Pour la Russie, voir E. FILIPPOVA, D. AREL, C. GOUSSEFF (éd.), *Etnografia perepisi – 2002* (Ethnographie d'un recensement – 2002), Moscou, Aviaizdat, Institut d'ethnographie, 2003 et « Recenser la Russie en 2002 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 34/4, décembre 2003. Pour les recensements sud-caucasiens, lire en particulier les articles de R. ROWLAND dans *Eurasian Geography and Economics*, 45/4, 2004 pour l'Azerbaïdjan, 47/2, 2006 pour la Géorgie, 48/1, 2007 pour l'Arménie et 49/1, 2008 pour le Karabagh.

Karabagh, Abkhazie et Ossétie du Sud, puis à la crise économique, sont d'autant plus difficiles à mesurer que les migrants conservent le plus souvent une résidence au pays d'origine et ne savent pas eux-mêmes la durée de leur séjour ou, dans certains cas, s'ils reviendront ou non au pays. En Arménie, ce phénomène amplifié par le blocus des frontières appliqué dès le début de la guerre au Karabagh par les autorités azéries et turques, a conduit les autorités à continuer d'enregistrer comme résidents des migrants absents parfois depuis des années, entraînant une évidente distorsion entre les chiffres de population annoncés et l'observation sur le terrain. Au recensement arménien de 2001, le comité statistique s'est ainsi fixé sur le seuil symbolique des trois millions d'habitants, au dessous duquel il n'était pas question de descendre (la population de l'Arménie était, lors du dernier recensement soviétique de 1989, de 3 440 000 habitants). Quoique avec moins d'ampleur, ce problème de surestimation existe aussi en Géorgie.

La situation en Azerbaïdjan, pays connu pour son dynamisme démographique, est très différente, mais un autre choix vient perturber l'utilisation des statistiques régionales. Les autorités de Bakou ne reconnaissent pas l'occupation par les forces arméniennes d'une partie de leur territoire. Mais curieusement, cela les a conduites à fournir pour la région concernée des ensembles de séries statistiques de population et de données économiques pour des districts qu'ils ne contrôlent plus depuis 1992-1994. Fait plus préoccupant encore, les populations concernées, « réparties » statistiquement dans leur ancien district d'origine, ne sont donc pas correctement comptabilisées dans les districts où elles se sont réfugiées depuis le conflit, introduisant un facteur d'incertitude majeur pour l'ensemble des statistiques de population de ce pays.

Si l'on n'observe pas, globalement, de semblables distorsions en Russie, le cas des républiques nord-caucasiennes soulève plusieurs questions. La tenue très expéditive du recensement de 2002 en Tchétchénie sous contrôle militaire, et dans une partie seulement du territoire, a été critiquée tant il est clair que la volonté de « normalisation » et les pressions exercées sur les réfugiés afin qu'ils se réinstallent dans la république ont conditionné les chiffres publiés<sup>24</sup>. Au Daghestan, on se heurte à d'autres séries de problèmes qui tiennent aux pratiques héritées de la période soviétique consistant à inciter les populations montagnardes à s'installer sur le piémont avec, à l'intérieur d'un même kolkhoze ou sovkhoe et donc d'une communauté villageoise, une répartition complexe des activités et des habitants entre plusieurs points de peuplement : l'*aoul* de montagne et le village de plaine sur le piémont voire la capitale Makhatchkala. Le résultat est aujourd'hui une confusion totale, les membres d'un même foyer familial pouvant être enregistrés sur plusieurs localités de districts différents, pratique renforcée par le désir de bénéficier dans chaque lieu d'habitation de partages éventuels de terres et de propriété. Ces pratiques entretiennent une tendance aux doubles comptes qui

<sup>24</sup> Voir M. IOUSSOUPOV, « Perepis' v Tchetchne » (Le recensement en Tchétchénie), in E. FILIPPOVA, D. AREL, C. GOUSSEFF (éd.), *op. cit.*, p. 364-381 et M. IOUSSOUPOV, « Tchetchenskaïa Respublika » (La République de Tchétchénie), in V. TICHKOV (éd.), *Na pouti perezpissi* (En route vers le recensement), EAWARN, Aviaizdat, 2003, p. 489-505. En outre, le chiffre précis donné à la télévision russe dès le 16 octobre 2002, dernier jour du recensement, de 1 080 000 Tchétchènes, ne résiste pas à l'analyse. Voir, par exemple A. CHERKASOV, « Book of Numbers — Book of the Lost », <http://www.mhg.ru/english/34F9F34>, 2004.

s'ajoute à la généralisation de l'économie de l'ombre et des comptabilités parallèles très courantes ici comme dans toutes les républiques nord-caucasiennes<sup>25</sup>.

Un dernier point sensible concerne la fiabilité des données économiques disponibles. Il est plus souvent souligné dans la littérature ; contentons-nous alors d'en rappeler les spécificités. La statistique soviétique était, on le sait, souvent faussée soit par la dissimulation de données, soit par l'usage d'estimations planifiées en roubles non convertibles qui permettaient toutes sortes de manipulations<sup>26</sup>. La statistique russe postsoviétique, comme d'ailleurs celle des autres Etats de l'ex-URSS intègre, peu à peu, les normes de présentation des comptabilités occidentales et l'on dispose apparemment de nombreuses données chiffrées. Mais leur fiabilité est désormais fragilisée par d'autres travers, bien connus d'ailleurs dans les pays occidentaux : tentation, pour les différents acteurs économiques, de dissimuler une partie de leurs activités réelles, part plus ou moins grande des économies parallèles, de la corruption etc. Ces défauts sont connus partout et les statisticiens ou les services fiscaux ont depuis longtemps mis au point des méthodes d'évaluation de ces zones d'ombre qui permettent d'en corriger partiellement les effets. Mais que faire dans des régions où ces économies de l'ombre atteignent, selon les estimations les plus souvent citées, 50, 60 voire 70 % des économies réelles comme dans certains Etats du Sud-Caucase ou au Daghestan<sup>27</sup> ?

#### 4. Conclusion

Il n'y a pas de réponse univoque à cet ensemble de questions. La prudence est de mise dans tous les cas, que l'on soit confronté à la fiabilité relative des sources ou aux pressions de discours officiels qui tendent à soutenir leur version, leur lecture d'une réalité qui est souvent présentée de façon mythifiée, réinterprétée dans le cadre d'un discours national construit. La question n'est pas tant de rejeter ce discours en tant que tel, mais bien de l'intégrer pour ce qu'il est comme un des éléments d'une analyse globale, un des facteurs explicatifs permettant de comprendre à la fois les politiques suivies et les réactions d'opinions mobilisées par ces campagnes médiatiques. L'autre aspect de cette question est l'absolue nécessité, dans ces situations complexes, d'une fréquentation assidue, régulière et raisonnée du terrain. Sans éluder le facteur subjectif de cette approche (chaque chercheur aborde son terrain par un nombre limité d'entrées, dans un contexte spatio-temporel déterminé par son propre cheminement), c'est à mon sens la seule méthode qui permette d'évaluer le poids relatif des différents facteurs explicatifs. Et c'est donc dans la confrontation des différentes expériences de terrain que l'on peut espérer

---

<sup>25</sup> Sur le Daghestan, voir J. RADVANYI et S. MUDUYEV, « Challenges Facing the Mountain Peoples of the Caucasus », *The Caucasus in a Time of Conflict, Eurasian Geography and Economics*, XLVIII/2, mars 2007, p. 157-177 et *Russia's Dagestan : Conflict Causes*, 3 juin 2008, rapport d'ICG, [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)

<sup>26</sup> A. NOVE, *L'économie soviétique*, Paris, Economica, 1981.

<sup>27</sup> J. RADVANYI, « Le Daghestan, par delà les idées reçues », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 38, 2004 ; P. CHAMPAIN *et al.* (éd.), *From War economies to Peace Economies in the South Caucasus*, Londres, International Alert, 2004, <http://www.international-alert.org/caucasus/index.php>.

dégager les éléments de cette analyse d'une région conflictuelle, en laissant au temps le délai nécessaire pour que tous les facteurs impliqués soient mis en lumière.

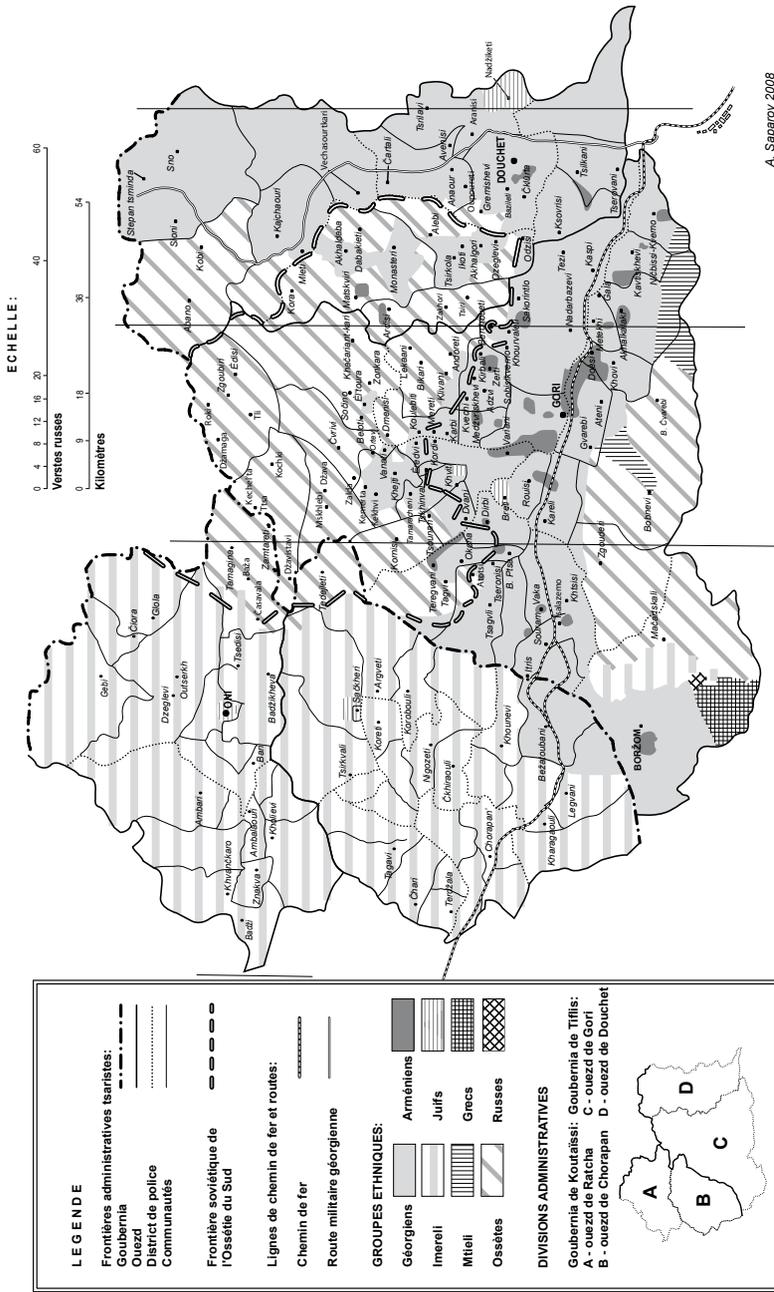


PREMIÈRE PARTIE

Frontières et reconstruction des territoires :  
le cas sud-ossète

# La création de l'Ossétie du Sud à partir des provinces de Tiflis et Kutais

## Composition ethnographique et divisions administratives à la fin du 19ème - début du 20ème siècle



# Aux origines de l'autonomie sud-ossète (1918-1922)<sup>1</sup>

Arsène SAPAROV

Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, l'armée géorgienne bombardait et prenait d'assaut Tskhinvali, capitale de l'Ossétie du Sud, ainsi que plusieurs villages environnants. Il sembla même un moment que cette opération militaire éclair avait réussi à venir à bout de la petite république autoproclamée. Le conflit s'intensifia quand la Russie, soutien traditionnel des Ossètes, s'y impliqua directement en envoyant son armée régulière en Géorgie. Après quelques jours de combat et de bombardements, l'armée russe buta les troupes géorgiennes hors d'Ossétie du Sud. Elle ne s'arrêta toutefois pas à la frontière sud-ossète, poussa l'avantage, occupant de grandes portions du territoire géorgien en dehors de l'Ossétie du Sud. Le conflit prit un tournant quand la Russie reconnut formellement l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud le 26 août, décision dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences pour l'ordre international.

Ce conflit n'est pas nouveau. Dix-sept ans plus tôt, la Géorgie et l'Ossétie du Sud ont déjà été en guerre. Dans les dernières années de l'Union soviétique, le Caucase a été la scène de violents conflits ethniques, certaines libertés démocratiques introduites par la perestroïka permettant l'expression publique de problèmes jusqu'ici refoulés et en particulier, les griefs mutuels entre les différents groupes ethniques. Alors que les Ossètes du Sud, confrontés à la montée du nationalisme géorgien, craignent une remise en cause de leur statut, le Parlement d'Ossétie du Sud demande le 10 novembre 1989 à voir son statut rehaussé, du niveau d'« *Oblast* autonome » (OA)<sup>2</sup>, à celui, plus élevé,

---

<sup>1</sup> Ce travail s'insère dans le projet de l'Agence nationale pour la recherche française (ANR), « Caucase et Asie centrale post-soviétiques : un autre Sud ? ».

<sup>2</sup> *Avtonomnaia Oblast'* : Région autonome ; RSSA : République soviétique socialiste autonome.

de République soviétique socialiste autonome « RSSA »<sup>3</sup>. Cette décision provoque une « guerre des lois » entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie<sup>4</sup>. Un an plus tard, le 11 décembre 1990, le Soviet suprême de Géorgie vote à l'unanimité l'abolition complète de l'autonomie ossète<sup>5</sup>. Dans le contexte de l'effondrement de l'Union soviétique, les tensions mènent vite à des affrontements isolés qui dégénèrent finalement en conflit ethnique de grande envergure durant l'hiver 1990-1991. Des escarmouches périodiques ont lieu entre les deux parties à Tskhinvali et dans les villages voisins tout au long de l'année 1991, les affrontements les plus intenses éclatant au printemps 1992<sup>6</sup>. La phase militaire du conflit s'achève durant l'été 1992 par un accord de cessez-le-feu et la mise en place d'une mission de maintien de la paix conjointe entre l'Ossétie, la Géorgie et la Russie.

À l'issue du conflit, les Ossètes contrôlent une grande partie de l'entité autonome, tandis que les autorités géorgiennes gardent le contrôle de territoires peuplés de Géorgiens. Selon les Nations unies, le nombre total de personnes déplacées à la suite du conflit s'élève à 60 000, dont 10 000 Géorgiens expulsés d'Ossétie du Sud et 50 000 Ossètes expulsés du reste du territoire géorgien<sup>7</sup>.

De nombreuses études ont été consacrées à ce conflit, certaines mettant l'accent sur le dilemme de sécurité et les mécanismes de l'engrenage<sup>8</sup>, d'autres montrant en quoi il était une conséquence de la construction soviétique d'identités rivales qui, avec l'affaiblissement du pouvoir central, ont débouché sur des violences<sup>9</sup>. Le rôle des institutions autonomes dans la définition de ces identités durant l'ère soviétique a été souligné par certains chercheurs qui ont mis en évidence la corrélation directe entre

---

<sup>3</sup> E. FULLER, « The South Ossetian Campaign for Unification », *Report on the USSR*, 49, RFE/RL, Munich, 1989, p. 17-20.

<sup>4</sup> Pour une description détaillée des développements entre 1989 et 1991, voir J. BIRCH, « Ossetiya – land of uncertain frontiers and manipulative elites », *Central Asian Survey*, 18/4, 1999, p. 501-534.

<sup>5</sup> E. FULLER, « Georgian Parliament Votes to Abolish South Ossetian Autonomy », *Report on the USSR*, 51, RFE/RL, Munich, 1990, p. 7-8.

<sup>6</sup> Voir A. PARASTAEV, « North and South Ossetia : Old Conflicts and New Fears », in A. MATVEEVA et D. HISCOCK (éd.), *The Caucasus : Armed and Divided – Small Arms and Light Weapons Proliferation and Humanitarian Consequences in the Caucasus*, Safeworld, 2003.

<sup>7</sup> UNITED NATIONS COMMISSION ON HUMAN RIGHTS (CHR), *Report of the Representative of the Secretary-General on internally displaced persons, Mr. Francis Deng*, submitted pursuant to Commission on Human Rights resolution 2000/53, E/CN.4/2001/5/Add.4, 25 janvier 2001, p. 12.

<sup>8</sup> B. POSEN, « The Security Dilemma and Ethnic Conflict », *Survival*, 35, printemps 1993, p. 27-47. On trouve une autre explication du conflit dans S. E. LOBELL et Ph. MAUCERI (éd.), *Ethnic Conflict and International Politics : Explaining Diffusion and Escalation*, New York, Palgrave, 2004. Ce travail explique le conflit ethnique par l'environnement international et, en particulier, le rôle des institutions d'Etat qui s'affaiblissent, l'implication des ONG et les changements dans la composition ethnique.

<sup>9</sup> St. J. KAUFMAN, *Modern Hatreds : The Symbolic Politics of Ethnic War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2001.

conflit et existence d'une « autonomie ethnique »<sup>10</sup>. En effet, là où les minorités ethniques ne disposaient pas d'autonomie, les conflits potentiels n'ont pas éclaté<sup>11</sup>. Ces études examinent les rouages d'un mécanisme à l'œuvre, mais ne se demandent pas dans quelles conditions et à quelles fins celui-ci fut instauré.

Ce chapitre vise à revenir sur certains aspects peu étudiés du conflit, et notamment sur les raisons qui ont poussé les bolcheviks à la création d'une autonomie sud-ossète<sup>12</sup>. Les origines de cette autonomie permettent d'expliquer la façon dont celle-ci a été perçue par les Géorgiens durant la période soviétique et les motivations des différentes parties lors de l'effondrement de l'URSS. En ce sens, elles ont eu des conséquences directes, y compris sur le conflit actuel.

Nombreux sont les auteurs à partager la vision de S. Cornell :

« (...) plus de trente régions autonomes qui furent créées en Union soviétique dans les années vingt et trente ne le furent pas en raison de revendications ethniques. La structure même de l'Etat soviétique était bâtie sur le fédéralisme ethnique ; les groupes minoritaires étaient cartographiés, évalués, et un certain statut leur était assigné, souvent selon les caprices des décideurs au plus haut niveau, notamment de Staline lui-même. On ne connaîtra sans doute jamais toutes les raisons pour lesquelles certaines minorités furent dotées d'une autonomie et d'autres non ; on peut cependant avancer sans grand risque d'erreur que ces décisions avaient assez peu à voir avec de réelles revendications ethniques »<sup>13</sup>.

Pourquoi les autorités soviétiques ont-elles jugé nécessaire d'accorder une autonomie là où aucun découpage administratif propre n'existait auparavant, et sur la base de quelles considérations politiques ? Nous étudierons les relations entre Géorgiens et Ossètes de 1918 à 1921, puis entre la soviétisation de la Géorgie en février 1921 et l'octroi de l'autonomie ossète en avril 1922, et nous nous intéresserons enfin au tracé des frontières.

## 1. Géorgiens et Ossètes pendant la guerre civile (1918-1921) : les prémices du conflit

Différentes interprétations ont été faites des relations entre Géorgiens et Ossètes durant la guerre civile de 1918-1921. La version soviétique officielle y voyait un avatar de la lutte révolutionnaire des ouvriers et paysans contre le régime bourgeois des mencheviks<sup>14</sup>. Selon une autre version, largement répandue durant la guerre

<sup>10</sup> V. A. SHNIRELMAN, *The Value of the Past : Myths, Identity, and Politics in Transcaucasia*, Osaka, National Museum of Ethnology, 2001.

<sup>11</sup> Sv. E. CORNELL, *Autonomy and Conflict ; Ethnoterritoriality and Separatism in the South Caucasus – Cases in Georgia*, Uppsala, 2001.

<sup>12</sup> Voir par exemple, la brève discussion de ces événements de 1918-1921 dans J. BIRCH, *op. cit.*, p. 502-503.

<sup>13</sup> Sv. E. CORNELL, « Autonomy as a Source of Conflict. Caucasian Conflicts in Theoretical Perspective », *World Politics*, 54, janvier 2002, p. 257.

<sup>14</sup> Voir par exemple B. Z. PLIEV et I. N. TSKHOVREBOV, « Bor'ba troudiachchikhsia Iougo-Ossetii za oustanovlenie Sovetskoï vlasti (1917-1921) », *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII (IuONII AN GSSR)*, 8, Tskhinvali, 1957 ; I. D. NIKONOV, *Krest'ianskie vosstaniia v Iougo-Ossetii v 1917-1920 gg.*, Staliniri, 1956.

civile et réapparue après l'effondrement de l'URSS, il s'agissait d'un affrontement entre deux groupes ethniques<sup>15</sup>.

### A. Les rébellions ossètes de 1918-1919

Le conflit débute fin 1917 ou début 1918, selon l'événement retenu comme point de départ, par ce qui apparaît comme un conflit social, alors dénué de toute connotation révolutionnaire ou nationaliste. Même les sources soviétiques, d'ordinaire promptes à exagérer toute activité révolutionnaire, sont bien incapables d'y voir la moindre logique ou inspiration de cette nature<sup>16</sup>.

À la suite de la Révolution d'octobre 1917, l'armée du tsar se désintégra rapidement. Inspirés par la proclamation par les bolcheviks de la fin de la guerre impérialiste et par le slogan « la terre aux paysans », les soldats désertèrent en masse. C'est dans cette atmosphère d'euphorie, à l'automne 1917, à la veille de changements sociaux majeurs qu'apparurent des bandes de déserteurs ossètes<sup>17</sup> qui empêchèrent les propriétaires de collecter les taxes. La tension s'amplifia en février 1918 quand les habitants du village ossète de Kornis, dans l'*ouezd* de Gori, menés par des déserteurs, assassinèrent trois princes géorgiens de la famille des Kherkheluidze<sup>18</sup> et s'approprièrent leurs terres<sup>19</sup>. Le gouvernement menchevique, scandalisé par ce meurtre, fit tout pour désarmer et punir les bandes ossètes ; il envoya donc une unité de la garde nationale géorgienne dans le village ossète où le meurtre avait eu lieu. Les gardes nationaux géorgiens combattirent les bandes ossètes, mais furent défaits. Après de lourds combats, les rebelles ossètes avancèrent vers Tskhinvali et en prirent le contrôle le 15 mars 1918<sup>20</sup>. La ville resta quatre jours aux mains des Ossètes jusqu'à l'arrivée des troupes géorgiennes qui matèrent la rébellion<sup>21</sup>. Cette première révolte ossète avait été, dans une large mesure, spontanée et mal organisée. On dispose de peu de documents faisant état de revendications politiques ou de motivations idéologiques.

Ce n'est en revanche pas le cas de la seconde rébellion ossète, qui éclate en octobre 1919. Celle-ci est planifiée et organisée avec le soutien évident des bolcheviks.

<sup>15</sup> R. D. DZIDZOEV, *Kavkaz kontsa XX veka : tendentsii etnopoliticheskogo razvitiia (istoriko-politologicheskoe issledovanie)*, Vladikavkaz, 2000 ; I. B. SANAKOEV, *Istoki i faktory evoliutsii grouzino-ossetinskogo konflikta*, Vladikavkaz, 2004 ; A. M. MENTECHECHVILI, *Istoricheskie predposylki sovremennogo separatizma v Grouzii*, Tbilissi, 1998 ; A. TOTADZE, *Nasselenie Abkhazii. Ossetiny v Grouzii*, Tbilissi, 1994.

<sup>16</sup> Le mouvement révolutionnaire de cette période est défini comme « semi-spontané », « semi-organisé », « souffrant d'une direction pas assez précise » et « de plans mal aboutis ». Voir V. A. SANAKOEV, « Grajdanskaïa voïna v Iougo-Ossetii v 1917-1921 gg. v vospominaniakh i dokumentakh », *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, 2, Stalinir, 1935, p. 11-12.

<sup>17</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *Iz istorii Iougo-Ossetinskoï organizatsii KP Grouzii (1917-1925) (sozdanie oblastnoi organizatsii, ee bor'ba za oustanovlenie i uprochnenie Sovetskoi vlasti)*, Tskhinvali, Iryston, 1981, p. 39 ; P. BUTYRINA, « Iz natsional'no-osvoboditel'noi bor'by Ioujnoi Ossetii », *Bor'ba Klassov*, 4, 1934, p. 32.

<sup>18</sup> B. Z. PLIEV et I. N. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, p. 40.

<sup>19</sup> *Bor'ba trudiashchikhsia Iugo-Osetii za Sovetskuiu vlast' 1917-1921. Dokoumenty i materialy*, 8, Stalinir, 1957, p. 18-19.

<sup>20</sup> *Ibid.*, 13, p. 28.

<sup>21</sup> *Ibid.*, 16, 17, 19, p. 34-37.

Elle commence dans le district de Roki, adjacent au Caucase du Nord russe<sup>22</sup>. Les rebelles, soutenus par les bolcheviks, en prennent le contrôle et y proclament le pouvoir soviétique. La rébellion dure près d'un mois mais est finalement matée début décembre 1919, par les troupes régulières géorgiennes<sup>23</sup>. Les rebelles et leurs chefs bolcheviques fuient alors vers l'*oblast* du Terek, en Russie, où ils établissent un comité du district d'Ossétie du Sud en exil. Après le départ des troupes géorgiennes d'Ossétie en janvier 1920, certains des fuyards bolcheviques ossètes retournent en Ossétie du Sud pour y reprendre leurs activités révolutionnaires<sup>24</sup>.

### **B. La situation internationale à la veille de la rébellion ossète de 1920**

Certains événements internationaux sont décisifs pour la rébellion ossète de 1920. A la fin janvier, les armées blanches du général Denikine sont défaites. Les bolcheviks se saisissent de larges parties du Caucase du Nord, ce qui leur permet d'avancer au Caucase du Sud et de mettre la main sur le pétrole de Bakou et les ports géorgiens de la mer Noire. Le plan de soviétisation du Caucase est prêt au printemps 1920. En mars, Lénine écrit à Sergo Ordjonikidze, chargé de mener à bien la soviétisation du Caucase du Sud : « Nous devons prendre Bakou. Faire converger tous les efforts vers cet objectif »<sup>25</sup>.

Après le renversement du gouvernement de l'Azerbaïdjan le 28 avril 1920 et la proclamation d'une République soviétique d'Azerbaïdjan, S. Ordjonikidze est désireux de poursuivre ses conquêtes<sup>26</sup>. Cependant, les plans de soviétisation de l'Arménie et de la Géorgie sont contrariés par le cours de la guerre civile. Les armées polonaises de Jozef Pilsudski lancent en effet une offensive en Ukraine le 25 avril 1920 et en moins de deux semaines, prennent Kiev, qui tombe les 6-7 mai. Cela reporte à plus tard la soviétisation du Caucase, d'où les troupes sont redéployées vers le front polonais. En même temps, face à l'avancée de la Russie soviétique vers le Caucase, le gouvernement géorgien envoie à Moscou une mission diplomatique, fin avril 1920, dont l'objectif est de conclure un traité de paix, souhaité également par Moscou en raison de la poursuite de l'offensive polonaise. Les négociations russo-géorgiennes débouchent sur la signature d'un traité de paix le 7 mai : la Russie soviétique y reconnaît l'indépendance de la Géorgie dans ses frontières incluant l'Abkhazie et le territoire de l'Ossétie du Sud<sup>27</sup>. Parallèlement à la mission diplomatique à Moscou, le gouvernement géorgien, inquiet des plans bolcheviques au Caucase du Sud, envoie

<sup>22</sup> *Ibid.*, 42, 43, p. 68-69. V.G. ESIASHVILI (éd.), *Otcherki istorii kommunisticheskoi partii Grouzii. Chast' I 1883-1921*, Tbilissi, 1957, p. 349.

<sup>23</sup> *Bor'ba troudiashchikhsia Iougo-Ossetii za sovetskouiu vlast' 1917-1921. Dokoumenty i materialy*, 44, Stalinir, 1957, p. 70-75.

<sup>24</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 99.

<sup>25</sup> V. I. LENIN, *Polnoe sobranie sotchinienii*, 5<sup>e</sup> éd., vol. 51, Moscou, 1965, p. 163-164.

<sup>26</sup> Voir A. V. KVACHONKINE, « Sovetizacija Zakavkaz'ja v perepiske bol'shevistkogo rukovodstva, 1920-1922 gg. », *Cahiers du monde russe*, 38, janvier-juin 1997.

<sup>27</sup> A. BEICHMAN, *The long Pretence : Soviet treaty diplomacy from Lenin to Gorbachev*, New Brunswick, Londres, Transaction, 1991, p. 165.

des troupes bloquer les cols de montagne débouchant vers l'*oblast* du Terek à partir de l'Ossétie du Sud, et désarmer les Ossètes<sup>28</sup>.

Ordjonikidze, furieux du recul de Moscou, envoie un télégramme : « Nous aurions pu être prêts ; [nous aurions ainsi] lancé l'offensive le 8 mai, et dès le 11-12 nous pouvions être à Tiflis »<sup>29</sup>. Les plans de soviétisation de la Géorgie étaient en effet prêts depuis longtemps. Dès mars 1920 par exemple, un *Revkom* (comité révolutionnaire) ossète, prêt à intervenir en Géorgie, était sur pied au Caucase du Nord. Lors d'une session du *Kavkazkii Kraevoi Komitet RKP(b)* (KKK, comité caucasien)<sup>30</sup> du 23 mars 1920, la décision est adoptée

« d'organiser un *Revkom* en Ossétie du Sud (...) dans le but de :

1. dissoudre l'ancien Soviet national [ossète]<sup>31</sup> ;
2. proclamer l'autorité soviétique et, temporairement, donner tout pouvoir au *Revkom* ;
3. former immédiatement un détachement armé ;
4. établir le contact avec l'Ossétie du Nord et les villages de l'*ouezd* de Gori [en Géorgie]. Il est souhaitable d'installer le quartier général du mouvement à Tskhinvali. [A ces fins], allouer 100 000 roubles au *Revkom* »<sup>32</sup>.

Ce document montre clairement que la rébellion ossète était planifiée en Géorgie et qu'elle faisait partie d'un plan plus large visant à soviétiser toute la Géorgie. Cependant, la situation se complique quand des Ossètes du district de Roki se rebellent spontanément fin avril 1920, en réaction à la tentative géorgienne de couper les communications avec le Caucase du Nord, ce qui a précipité la révolte planifiée. Les bolcheviks ossètes de Vladikavkaz, surpris, envoient d'abord deux membres du *Revkom* ossète dans le district de Roki<sup>33</sup>. Les rebelles, menés par la nouvelle direction bolchevique, arrêtent le représentant géorgien menchevique et proclament le 8 mai l'instauration du pouvoir soviétique dans le district de Roki<sup>34</sup>. Lors d'une réunion est lue la déclaration suivante :

« Au vu des rapports des camarades locaux, et du rapport des représentants du KKK [les deux membres du *Revkom* mentionnés *supra* – A.S.] il a été décidé à l'unanimité :

En raison de l'évolution de la situation, où, d'une part, la population s'est – partiellement – rebellée, et, d'autre part, considérant l'avancée de troupes géorgiennes dans les cols de montagne, qui renforcent par là considérablement leurs positions, et conformément à l'ordre du KKK, nous jugeons nécessaire de ne proclamer

<sup>28</sup> B. Z. PLIEV et I. N. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, p. 66.

<sup>29</sup> A. V. KVACHONKINE, *op. cit.*, p. 168.

<sup>30</sup> KKK était le principal centre de décision politique au Caucase. Il fut remplacé le 8 avril 1920 par le tristement célèbre *Kavbiuro*.

<sup>31</sup> Les Ossètes de Géorgie avaient leur propre Conseil national (Soviet) où les bolcheviks n'étaient pas majoritaires en 1920, d'où la décision bolchevique de le démanteler.

<sup>32</sup> *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, 2, Stalimir, 1935, p. 124.

<sup>33</sup> P. BUTYRINA, « Iz natsional'no-osvoboditel'noï bor'by Ioujnoï Ossetii », *Bor'ba klassov*, 4, 1934, p. 33.

<sup>34</sup> *Bor'ba troudiashchikhsia Iougo-Ossetii za sovetskouïou vlast' 1917-1921. Dokoumenty i materialy*, 52, Stalimir, 1957, p. 79.

pour le moment l'instauration du pouvoir soviétique que dans le district de Roki, (...) de rejoindre la [RSFSR], et de notifier cette décision à Moscou et à la Géorgie démocratique »<sup>35</sup>.

Les auteurs de ce document assimilent révolte spontanée (« l'évolution de la situation ») et rébellion planifiée. La référence à l'ordre du KKK révèle en réalité clairement la nature planifiée de l'intervention bolchevique. On peut également relever l'aspiration à rejoindre la Russie, et, en particulier, la référence à la « Géorgie démocratique », pour désigner la Géorgie devenue bolchevique. Il est également significatif que c'est le 8 mai que le pouvoir soviétique a été proclamé dans le district de Roki, c'est-à-dire le jour même où échouait la tentative de coup d'état bolchevique à Tiflis<sup>36</sup>. Les bolcheviks de Tiflis prévoyaient de recourir au même scénario que celui mis en œuvre avec succès en Azerbaïdjan : une révolte de communistes locaux qui proclament l'instauration du pouvoir soviétique puis réclament une aide militaire.

La révolte ossète dans le district de Roki, fin avril, coïncide avec un changement d'état d'esprit à Moscou. Le traité de paix signé avec la Géorgie et l'abandon provisoire du projet de soviétisation immédiate de la Géorgie voulu par Ordjonikidze<sup>37</sup> permet au gouvernement menchevique géorgien d'envoyer des troupes contre les Ossètes pour réprimer la révolte en cours dans le district de Roki<sup>38</sup>. Les rebelles ossètes se trouvent donc menacés par les troupes géorgiennes. C'est dans ce contexte politique complexe que les bolcheviks d'Ossétie du Nord décident finalement de soutenir les rebelles, non sans avoir hésité à intervenir directement dans le conflit. Le 28 mai 1920, le comité du district sud-ossète exilé dans le Caucase du Nord ordonne à la brigade ossète<sup>39</sup> tout juste formée de marcher immédiatement sur l'Ossétie du Sud<sup>40</sup>. Cette décision va, semble-t-il, à l'encontre des instructions de Moscou de ne pas intervenir en Géorgie et constitue de fait une initiative purement locale.

### C. La rébellion ossète de 1920

Les rebelles ossètes du district de Roki, désormais soutenus par des renforts bolcheviques fraîchement arrivés, remportent un premier succès contre les troupes régulières géorgiennes et elles prennent Tskhinvali le 7 juin. Le lendemain, le *Revkom* ossète proclame le pouvoir soviétique sur toute l'Ossétie du Sud :

« Les troupes mencheviques ont été expulsées d'Ossétie du Sud par les paysans rebelles qui proclament le pouvoir soviétique sur le territoire s'étendant d'Oni à

<sup>35</sup> « Vypiska iz protokola zasedaniia tchlenov Iougo-Ossetinskogo revkoma », *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, 2, Stalinir, 1935, p. 124.

<sup>36</sup> Certains de ses participants seront capturés et exécutés, voir A. V. KVACHONKINE, *op. cit.*, p. 170.

<sup>37</sup> *Ibid.*, en particulier les pages 169-171.

<sup>38</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 103.

<sup>39</sup> Les bolcheviks forment une brigade militaire comprenant des réfugiés sud-ossètes de l'*oblast* du Terek en avril 1920 dans le but apparent de l'utiliser en Ossétie du Sud (V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 101). Il est intéressant de noter que la brigade était à l'origine appelée « Brigade communiste spéciale » mais que le nom fut changé en « Brigade d'Ossétie du Sud » dès qu'elle traversa les montagnes et entra en Ossétie (*Ibid.*, p. 79).

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 105.

Douchet. Toute l'autorité sur le territoire mentionné est subordonnée au *Revkom* d'Ossétie du Sud basé à Tskhinvali. Informer le *Narkomindel* [Commissariat du peuple aux affaires étrangères de la RSFSR] de la volonté de l'Ossétie du Sud de rejoindre la Russie soviétique »<sup>41</sup>.

Les Ossètes semblent avoir conscience de la fragilité de leur position politique, et mettent l'accent sur les revendications territoriales ainsi que sur leur désir de se séparer de la Géorgie pour rejoindre la Russie. Ce succès militaire ossète est cependant de courte durée. Une fois passé le danger d'une soviétisation imminente, la situation à la frontière entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan stabilisée, les Géorgiens peuvent redéployer davantage de troupes régulières face aux Ossètes. La contre-offensive géorgienne commence le 12 juin 1920 et aboutit dès le lendemain à la prise de Tskhinvali. Le lien entre la rébellion et la tentative de soviétisation de la Géorgie accroît la perception, par le gouvernement géorgien, des Ossètes comme traîtres et l'opération contre les rebelles se transforme en une véritable expédition punitive. Lors de la contre-offensive, la population ossète s'enfuit en masse, près de quarante villages sont entièrement brûlés<sup>42</sup>. Le nombre de morts est estimé entre 5 000<sup>43</sup> et 20 000<sup>44</sup>, et quelque 35 000<sup>45</sup> réfugiés sont forcés de fuir vers l'Ossétie du Nord. Qui plus est, l'image de la population ossète comme « non fiable », renforcée de révolte en révolte, pousse le gouvernement géorgien à expulser la quasi-totalité de la population ossète des districts rebelles. L'ordre initial d'expulsion concerne le district de Djava, mais d'autres parties de l'*ouezd* de Gori sont aussi touchées<sup>46</sup>. Une commission spéciale de repeuplement est établie pour organiser le départ des Ossètes et installer des Géorgiens à leur place<sup>47</sup>. Les conséquences désastreuses de la rébellion de 1920 laissent donc un souvenir amer aux Ossètes<sup>48</sup>.

<sup>41</sup> *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, 2, Stalimir, 1935, p. 125.

<sup>42</sup> « Telegramma tsentral'nomu komitetu RKP(b) 24 June 1920 », *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, Stalimir, 1935, p. 127.

<sup>43</sup> *Istoricheskii vestnik*, 7, Tbilissi, 1958, p. 147, cite 4 812 victimes mentionnées dans un rapport de la commission qui enquête sur les événements après la soviétisation de la Géorgie.

<sup>44</sup> « Telegramma tsentral'nomou komitetou RKP(b) 24 June 1920 », *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, 2, Stalimir, 1935, p. 127.

<sup>45</sup> Z. VANETI, « Narodnoe khoziaistvo Iougo-Ossetii za 10 let i perspektivy ego razvitiia (1921-1930 gg.) », *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, 1, 1933.

<sup>46</sup> *Bor'ba troudiachchikhsia Iougo-Ossetii za Sovetskuiu vlast' 1917-1921. Dokoumenty i materialy*, 97, Stalimir, 1960, p. 145-147.

<sup>47</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 108.

<sup>48</sup> Les références aux événements de 1920 sont fréquentes dans l'historiographie ossète et le discours politique actuel. Par exemple, après la dissolution de l'URSS, on peut noter plusieurs tentatives de la part d'hommes politiques ossètes de présenter les événements de 1920 comme un génocide. En 1990, le Soviet sud-ossète adopta une « déclaration sur le génocide » et en octobre 2006, le parlement nord-ossète interpella la *Douma* russe pour qu'elle prenne une position sur la qualification des crimes commis contre les Ossètes.

### D. Les revendications politiques ossètes de 1918 à 1921

Les revendications politiques qui accompagnent le violent conflit de 1918-1921 expliquent également l'octroi de l'autonomie. Elles se focalisent sur deux points qui dépendent l'un de l'autre : la relation avec la Géorgie et le statut politique de l'Ossétie du Sud.

La première revendication politique ossète apparaît peu après la première révolte spontanée quand, en décembre 1918, le Congrès des députés d'Ossétie du Sud décide de « créer en Ossétie du Sud une entité [okroug] politico-administrative autonome »<sup>49</sup>. Le document ne précise pas si celle-ci devait faire ou non partie de la Géorgie. Ce congrès élit un Conseil national ossète dominé par les bolcheviks qui explicite son attitude vis-à-vis de l'Etat géorgien en refusant de participer aux élections locales géorgiennes et aux élections à l'Assemblée constituante de Géorgie. Le Conseil prévoit en revanche ses propres élections pour mai 1919. Le gouvernement menchevique géorgien réplique en envoyant des troupes, en démembrement le Conseil national ossète dominé par les bolcheviks, et en tenant de nouvelles élections justement en mai 1919<sup>50</sup>. Cependant, le nouveau Conseil national ossète manifeste lui aussi des signes de séparatisme et avance des revendications d'autonomie nationale, désormais sous la forme d'un canton sud-ossète<sup>51</sup>.

L'avenir politique du Caucase et de la Russie est à l'ordre du jour de la Conférence de paix de Paris en 1919. Les bolcheviks russes sont sur la défensive, et la branche ossète du parti socialiste révolutionnaire adresse la lettre suivante à la mission de l'Entente au Caucase :

« Au cas où il serait décidé à la Conférence de paix que la Russie soit organisée selon des principes fédéraux, l'Ossétie (...) souhaite rejoindre l'Etat russe nouvellement reconstitué en tant que membre autonome de la fédération.

Au cas où le Caucase deviendrait un territoire sous mandat d'une des puissances alliées, l'Ossétie devrait l'intégrer directement en tant qu'entité fédérée au sein de la sphère d'influence de cette puissance alliée.

Au cas où les Etats alliés décideraient de modifier les divisions politiques des peuples du Caucase, du fait des conditions historiques et économiques, *l'Ossétie unie devrait être incluse dans une entité nord-caucasienne* »<sup>52</sup>.

Quelle que soit la solution adoptée, les projets prévoient que l'Ossétie du Sud soit en dehors de la Géorgie. Tandis que les socialistes révolutionnaires ossètes s'adressent à l'Entente, les bolcheviks ossètes regardent, eux, dans une autre direction. Les communistes ossètes exilés dans l'*oblast* du Terek, en Russie, adoptent un mémorandum lors de la deuxième conférence, en mai 1920. Ce document définit approximativement le territoire de l'Ossétie du Sud tel qu'il est revendiqué, et déclare :

« 1. L'Ossétie du Sud est inséparable de la Russie soviétique.

<sup>49</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 81.

<sup>50</sup> *Bor'ba troudiachchikhsia Iougo-Ossetii za Sovetskuiu vlast' 1917-1921. Dokoumenty i materialy. Dokoumenty i materialy*, Staliniir, 1960, *Dokoumenty i materialy*, 35, Staliniir, 1957, p. 59.

<sup>51</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 83-84.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 93-94. Souligné par l'auteur.

2. L'Ossétie du Sud rejoint la Russie soviétique sur la même base que les autres entités »<sup>53</sup>.

A cette époque, les communistes ossètes envoient deux représentants au congrès du *Komintern* à Moscou, chargés de présenter le mémorandum au Comité central, de le transmettre personnellement à Lénine et « d'insister fermement sur le caractère inséparable de l'Ossétie du Sud et de la Russie ». L'émissaire ossète évoque sa rencontre avec Lénine dans les termes suivants : « Je lui ai parlé de notre rébellion et de la décision des masses laborieuses sud-ossètes d'intégrer la Russie soviétique »<sup>54</sup>. Socialistes révolutionnaires et bolcheviks ossètes désirent donc les uns comme les autres se séparer de la Géorgie.

Le conflit a ainsi commencé comme un mouvement social spontané pour la redistribution des terres, prioritairement auprès des paysans ossètes. Cependant, très vite, il s'est ethnicisé dans la mesure où les propriétaires terriens étaient traditionnellement des nobles géorgiens, et s'est transformé en antagonisme entre Géorgiens et Ossètes. Les Ossètes du Sud trouvent alors un soutien de l'autre côté de la chaîne de montagnes, auprès des Ossètes du Nord qui, eux, soutiennent les bolcheviks contre les armées blanches du général Denikine. Ainsi les Ossètes de Géorgie épousent-ils le combat bolchevique car leur situation politique (des paysans luttant contre des propriétaires terriens aristocratiques) les y pousse.

## 2. La solution bolchevique au conflit : soviétisation de la Géorgie et création de l'autonomie de l'Ossétie du Sud

Malgré la victoire décisive remportée sur les Ossètes, les nuages s'amoncellent au-dessus de l'Etat géorgien indépendant. La soviétisation de l'Arménie en novembre-décembre 1920 annonce le sort qui attend la Géorgie. En février 1921, l'Armée rouge l'envahit en effet sous prétexte d'aider les rebelles du district de Lori, et proclame l'instauration du pouvoir soviétique.

A la suite du soulèvement infructueux de l'été 1920, les bolcheviks sud-ossètes fuient en Ossétie du Nord où ils conservent des structures organisées. Il existe en Ossétie du Nord un *Okroujkom*<sup>55</sup> sud-ossète du parti communiste qui fait office de gouvernement sud-ossète en exil, s'occupant principalement des réfugiés sud-ossètes et des questions administratives. Ce « gouvernement en exil » a ses propres unités militaires – une unité spéciale de partisans sud-ossètes et une deuxième brigade sud-ossète composée de réfugiés qui avaient participé à la rébellion infructueuse de mai-juin 1920 en Géorgie. Ces structures politiques et militaires permettent aux Ossètes du Sud d'exercer une influence politique, tout en gardant une certaine flexibilité dans les prises de décision mineures. Ces facteurs jouent un rôle décisif dans la tentative ossète d'obtenir une autonomie.

---

<sup>53</sup> L'expression utilisée en russe était *Na obshchikh osnovaniakh. Bor'ba troudiachchikhsia Iougo-Ossetii za Sovetskouiou vlast'*, p. 96-97. Je remercie le professeur Margot Light d'avoir suggéré cette traduction.

<sup>54</sup> Cité dans V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 112.

<sup>55</sup> *Okroujnoï Komitet* : Comité de district.

Ainsi, à la veille de l'invasion de la Géorgie par les bolcheviks, l'*Okroujkom* sud-ossète basé à Vladikavkaz, en Ossétie du Nord, adopte une résolution appelant « l'établissement d'une entité autonome sud-ossète (...) ayant Tskhinvali comme chef-lieu » et demandant que « cette décision soit mise en œuvre par des moyens révolutionnaires et soumise ensuite à validation finale par le Congrès des Soviets d'Ossétie du Sud »<sup>56</sup>.

Cette résolution, qui présente des similarités avec de nombreuses autres déclarations typiques de cette époque, replacée dans le contexte décrit plus haut, témoigne clairement de l'inquiétude des Ossètes quant au statut futur de l'Ossétie du Sud. *Primo*, l'expulsion de la quasi-totalité de la population ossète et, par la suite, leur incapacité à contrôler les territoires revendiqués les force à revoir leurs exigences à la baisse. Les Ossètes n'exigent plus explicitement le rattachement à la Russie soviétique, mais demandent un statut autonome, sans préciser si celui-ci devait être au sein de la Géorgie ou de la Russie. *Secundo*, avec la perspective que la Géorgie devienne république « socialiste », il devient plus difficile pour les Ossètes d'invoquer l'oppression bourgeoise de la part des Géorgiens. La seule solution possible est donc l'autonomie<sup>57</sup>.

La mention de Tskhinvali comme capitale potentielle n'a rien d'accidentel, car cette ville se trouvait au cœur d'un âpre conflit entre Ossètes et Géorgiens. Les Ossètes vivaient dans des villages de montagnes et non en centre urbain. Une autre raison était idéologique : sans ville, point de prolétariat, ce qui posait problème aux bolcheviks. Tskhinvali était la seule ville suffisamment proche des territoires peuplés d'Ossètes pour faire office de capitale et ce, bien que les Ossètes y fussent minoritaires<sup>58</sup>.

Finalement, examinons ce que l'expression « mis en œuvre par des moyens révolutionnaires » signifie. Un *Revkom* sud-ossète est établi<sup>59</sup>. Quelques jours plus tard, les unités ossètes entrent en Ossétie du Sud et, en moins d'une semaine, sans rencontrer de forte résistance, prennent le territoire d'Ossétie du Sud, Tskhinvali

<sup>56</sup> *Bor'ba troudiachtchikhsia Iougo-Ossetii za Sovetskouiou vlast'*, 125, p. 194-195.

<sup>57</sup> Le sens exact et les éléments constitutifs de « l'autonomie » bolchevique au début des années 1920 ne sont pas très clairs. Jusqu'à la révolution de 1917, il n'y avait pas de définition exacte du terme autonomie. Pendant la guerre civile, les bolcheviks utilisèrent l'autonomie comme une solution *ad hoc* sans réelle constance. Dans les premières années qui suivirent la révolution, il y eut une grande variété de formes d'autonomie, allant des « communes d'ouvriers » aux « Républiques liées par un traité ». Dans tous les cas, « l'autonomie » était une entité politique comprenant un certain nombre d'institutions politiques et culturelles. Dans les années 1930, la direction soviétique introduisit l'uniformité dans la structure des Etats en abolissant certaines des autonomies et en en déclassant d'autres.

<sup>58</sup> Par exemple, selon le recensement de 1926, la composition nationale de Tskhinvali était la suivante : 1 152 Ossètes ; 1 920 Géorgiens ; 1 739 Juifs (les Juifs étaient recensés comme nationalité) ; 827 Arméniens ; 114 Russes. La population totale de la ville était de 5 818 personnes. Voir *Vsesoiouznaïa perepis' nasseleniia 1926 goda. Zakavkazskaïa Sotsialisticheskaïa Federativnaïa Sovetskaïa Respublika*, XIV, Moscou, 1929, p. 105.

<sup>59</sup> *Revkom* : Comité révolutionnaire, autorité extraordinaire responsable pour l'établissement du pouvoir soviétique dans la République.

comprise, le 5 mars 1921<sup>60</sup>. La prise de l'Ossétie du Sud par les troupes bolcheviques ossètes et l'établissement du *Revkom* sud-ossète à Tskhinvali créent une situation curieuse. Il existait déjà une formation autonome auto-proclamée en Ossétie du Sud avec un *Revkom* qui fonctionnait, même si son existence n'était pas formellement reconnue par le *Revkom* géorgien. Les Ossètes contrôlent donc *de facto* le territoire sud-ossète, ce qui leur permettait de défendre leur projet d'autonomie. L'existence de deux *Revkom* à Tskhinvali au début de la période de domination soviétique fournit un bon exemple du statut confus de l'Ossétie du Sud à cette époque : un *Revkom* gère les questions concernant les Géorgiens, tandis que l'autre traite des questions relatives aux populations ossètes<sup>61</sup>. La soviétisation de la Géorgie permet le retour des Ossètes expulsés, qui reçoivent alors des subsides et peuvent récupérer les biens qui leur avaient été confisqués<sup>62</sup>.

Une fois l'entité politique d'Ossétie du Sud proclamée, la population rentrée et le contrôle sur le territoire établi *de facto*, se pose la question de la reconnaissance des frontières. A la fin de la période tsariste, le territoire habité par les Ossètes n'était limité par aucune frontière administrative et la plus grande partie était comprise dans les deux *ouezds* de la *gubernia* (province) de Tiflis. Un petit nombre d'Ossètes résidait également dans la *gubernia* de Koutaïssi. La seule exception fut l'existence, entre 1842<sup>63</sup> et 1859, d'une unité administrative appelée « *ossetinskii okroug* » (arrondissement ossète) qui fut finalement incorporée dans l'*ouezd* de Gori de la *gubernia* de Tiflis<sup>64</sup>. A l'exception de ces dix-sept années, il n'y avait jamais eu d'entité administrative portant le nom d'Ossétie au Caucase du Sud. Ceci retarda et compliqua le tracé des frontières ossètes et la reconnaissance de l'Ossétie du Sud en tant qu'entité politique et administrative.

Les revendications ossètes avaient peu de légitimité du fait de l'absence de toute entité politique et administrative antérieure. En outre, aucune frontière nettement définie ne pouvait être revendiquée, à la différence des deux autres autonomies géorgiennes d'Abkhazie et d'Adjarie – ce qui compliqua les choses. Après tout, le territoire qui allait devenir la région (*oblast*) autonome d'Ossétie du Sud était réparti sur deux *gubernias* et quatre *ouezds*<sup>65</sup>. Enfin, la composition ethnique de la population était très complexe. Bien que les Ossètes fussent majoritaires, ils n'étaient pas répartis de façon compacte et homogène sur le territoire qu'ils revendiquaient. De

<sup>60</sup> Voir S. GAGLOEV, « O peredvijeniiakh otdel'nogo iougo-ossetinskogo otriada (brigady) s 19 fevralia po 18 marta 1921 goda », *Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII*, 2, Stalinir, 1935, p. 129-139.

<sup>61</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 127.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 117-118 et p. 127.

<sup>63</sup> « Iz predpissaniia glavnogo upravleniia Zakavkazskogo kraia grouzino-imeretinskomou grazhdanskou gubernatorou ob obrazovanii Ossetinskogo okrouga », *Istoriia Iougo-Ossetii v dokumentakh i materialakh (1800-1864)*, 2, Stalinir, 1960, p. 67-68.

<sup>64</sup> A. P. BERGÉ (éd.), AKAK (*Akty, sobrannye Kavkazkoi Arkheologicheskoi komissiei*), 1-12, Tiflis, 1866-1904, p. 85.

<sup>65</sup> La Région (*oblast*) autonome d'Ossétie du Sud comprenait des parties des *ouezds* de Gori et Douchet, de la *gubernia* de Tiflis, et des petites parties des *ouezds* de Ratcha et Chorapan de la *gubernia* de Koutaïssi.

larges enclaves peuplées de Géorgiens se trouvaient au milieu de la population ossète. Même Tskhinvali, envisagée pour être la capitale, était entourée de villages géorgiens (voir carte). De plus, les communistes géorgiens répugnaient à créer des frontières pour un groupe ethnique, surtout là où il n'y en avait jamais eu.

La reconnaissance de l'entité ossète et de ses frontières passa par un grand nombre de commissions bureaucratiques créées par les parties géorgienne et ossète. Une première commission, établie le 13 mai 1922 dans l'*ouezd* de Gori sur ordre du *Revkom* géorgien, devait déterminer les caractéristiques géographiques et ethnographiques du district<sup>66</sup>. A cette époque, la population ossète du district de Tchassavala dans l'*ouezd* de Ratcha, de la *gubernia* de Koutaïssi, adresse une pétition demandant le rattachement de son district au « district » sud-ossète en cours de création (voir la partie nord de l'OA d'Ossétie du Sud sur la carte). Certains arguments utilisés pour justifier cette requête méritent qu'on s'y attarde :

« Nous, soussignés, habitants ossètes des 394 foyers de la communauté de Tchassavala, (...) avons discuté du rattachement de notre communauté au district d'Ossétie du Sud en création et considérons que :

La communauté de Tchassavala forme, d'un point de vue historique, économique, et géographique, une partie intégrante du district d'Ossétie du Sud. Si notre communauté a pu être sous administration de l'*ouezd* de Ratcha, c'est parce que cela nous avait été imposé par le régime de Nicolas [II].

Dès le début de la révolution, nous avons exprimé notre souhait de nous séparer de l'*ouezd* de Ratcha, et nous nous sommes rattachés au Conseil national sud-ossète (...) et nous avons participé à tous les congrès des peuples d'Ossétie du Sud. Nous avons fait partie du comité de district du parti communiste de Russie et nous demandons donc catégoriquement :

A être détachés de l'*ouezd* de Ratcha et à rejoindre l'entité autonome d'Ossétie du Sud, et donc, à entrer dans la famille sud-ossète soudée (*sic*) »<sup>67</sup>.

Si les arguments ethnographique et politique sont solides, l'argument économique est quant à lui totalement injustifié : la raison pour laquelle cette région avait été placée à l'intérieur de l'*ouezd* de Ratcha n'était pas liée à un complot tsariste mais à sa position géographique. La région de Tchassavala avait plus de relations économiques avec l'*ouezd* de Ratcha qu'avec le reste de ce qui allait devenir l'OA d'Ossétie du Sud. Il y avait une route directe menant à Oni, chef-lieu de l'*ouezd*, alors que la route reliant la région de Tchassavala au reste de l'Ossétie du Sud (Tchassavala – Kemoulta – Goufta) ne serait construite que dans les années 1930<sup>68</sup>.

Par la suite, la question est prise en charge par le Commissariat géorgien aux affaires intérieures qui, à l'une des propositions, répond : « l'Ossétie du Sud

<sup>66</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 128.

<sup>67</sup> « Protokol obchchego sobraniia grajdan Chassoval'skogo obshchestva ob ikh jelanii prisoedinit'siia k Iougo-Ossetii 20 iunia 1921 g. », *Vosstanovlenie i razvitie narodnogo khoziaistva Iougo-Ossetii. Sbornik dokumentov i materialov (1921-1929 gg.)*, 1/15, Stalinitir, 1960, p. 29-30.

<sup>68</sup> V. D. ABAEV, *Ekonomitcheskoe razvitie Iougo-Ossetii. Tchast' tret'ia Sotsializm (1921-1940)*, Stalinitir, 1956, p. 120. A l'époque de la guerre civile, le village de Goufta s'appelait Goufta.

ne représente pas une entité géographique et ne remplit [donc] pas les conditions pour l'octroi d'un statut d'autonomie »<sup>69</sup>. Une autre source résume assez bien les arguments invoqués contre l'autonomie : « les districts habités par les Ossètes n'ont pas d'unité géographique, et du point de vue géographique et économique, font partie de provinces différentes ; la création d'une entité administrative artificielle à partir de ces bandes de terre est donc impossible »<sup>70</sup>.

Les discussions sur le statut et les frontières de l'Ossétie du Sud continuent pendant plusieurs mois sans beaucoup avancer. Face à la forte réticence côté géorgien, les Ossètes se lancent en septembre 1921 dans une manœuvre politique : au lieu de négocier directement avec les Géorgiens, ils décident de faire appel à un organe politique supérieur.

Les *Revkom* et *Partkom* ossètes préparent plusieurs propositions communes à l'appui de leur revendication d'autonomie, et comprenant un plan détaillé des frontières envisagées. C'est la première fois depuis l'instauration du pouvoir soviétique que les Ossètes mentionnent leur rattachement à la Géorgie : « l'Ossétie du Sud noue volontairement des relations fédératives avec la RSS de Géorgie »<sup>71</sup>. Cette clause indique le changement substantiel de la position ossète en quelques mois. Si les Ossètes demandaient auparavant l'unification avec l'Ossétie du Nord, en septembre, ils sont finalement prêts à accepter un rattachement à la Géorgie. La raison de cette modération tient à l'impossibilité de légitimer une revendication séparatiste en se référant à un statut administratif antérieur. En se montrant prêts au compromis, ils espèrent alors obtenir au moins une autonomie au sein de la Géorgie. La conférence conjointe des *Partkom* et *Revkom* d'Ossétie désigne une délégation spéciale chargée de transmettre directement ces propositions au plus haut organe politique du Sud-Caucase, le *Kavbiouro*<sup>72</sup>, espérant ainsi forcer les Géorgiens à reconnaître les frontières sud-ossètes. Ces propositions sont aussi envoyées au Comité central et au *Revkom* géorgien, mais le destinataire principal restait bien le *Kavbiouro*.

Le *Kavbiouro* décide le 31 octobre 1921 d'accorder l'autonomie à l'Ossétie du Sud et ordonne au *Revkom* géorgien de coopérer avec le *Revkom* ossète pour déterminer les frontières :

<sup>69</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 129.

<sup>70</sup> Cité dans L. TOIDZE, *Obrazovanie ossetinskoï avtonomii v Grouzii*, Tbilissi, 1994, p. 307.

<sup>71</sup> *Bor'ba troudiachtchikhsia Iougo-Ossetii za Sovetskouiou vlast', 1917-1921. Dokoumenty i materialy*, 132, Stalini, 1957, p. 203. La liste détaillée des propositions ossètes et des projets de frontières figure aux p. 203-213.

<sup>72</sup> *Kavbiouro* : le Bureau caucasien représentait le TsKa RKP(b) au Caucase. Il fut créé sur décision du TsKa RKP(b) le 8 avril 1920 pour remplacer le KKK (*Kavkazkii Kraevoi Komitet*). A l'origine, ses membres incluaient Ordjonikidze, Kirov, Nazarpetian, Opakhelachvili, Smilga puis Staline. Il fonctionna jusqu'au 22 février 1922, jour où il transféra ses pouvoirs au *Zakavkazskii kraevoi komitet* (Comité régional transcaucasien) qui fut élu au premier congrès des organisations communistes du Caucase du Sud. Pendant son existence, il fut au Caucase le corps décisionnaire du plus haut niveau, et avait le dernier mot dans toutes les décisions importantes concernant l'organisation politique de la région.

« [Après] avoir entendu le rapport du camarade Eliava sur l'Ossétie du Sud, [il a été] décidé :

1. d'accorder les attributions d'une région autonome à l'Ossétie du Sud ;
2. de proposer [que] le *Revkom* géorgien et l'*Ispolkom*<sup>73</sup> sud-ossète déterminent ensemble les frontières de la Région autonome d'Ossétie du Sud<sup>74</sup>.

Une commission conjointe est créée à cet effet, après avoir résolu quelques questions litigieuses ; les frontières sud-ossètes sont finalement approuvées le 20 décembre 1921 »<sup>75</sup>.

Dans les dix jours qui suivent, un semblant de référendum est organisé dans plusieurs villages peuplés de Géorgiens qui se retrouvent dans les frontières de l'autonomie d'Ossétie du Sud. Une réunion générale se tient le 31 décembre 1922 dans les villages géorgiens d'Eredvi et Prissi, et le 1<sup>er</sup> janvier 1923 dans la ville de Tskhinvali, durant laquelle la direction communiste locale informe la population de la « décision de l'autorité centrale soviétique de créer une région autonome d'Ossétie du Sud, avec pour centre Tskhinvali et incluant le village d'Eredvi »<sup>76</sup>. La population, sans surprise, adopte une résolution approuvant la mesure « unilatéralement », et visant à démontrer le soutien de la population géorgienne à l'inclusion de leurs villages dans l'autonomie ossète. Les bolcheviks, attachés aux apparences, avaient besoin de donner un fond de légitimité à leur décision.

Dans son discours au premier congrès du parti communiste de Géorgie à Tbilissi en janvier 1922, Sergo Ordjonikidze lui-même aborde brièvement la question ossète :

« (...) il y eut de petites frictions, mais les petites frictions sont-elles importantes quand il s'agit de résoudre une question si complexe ! (...) Finalement, vous avez offert une large autonomie à l'Ossétie du Sud, et les Ossètes épris de liberté [qui] ont encore et encore fait flotter la bannière de la rébellion contre les mencheviks, entretiennent maintenant des relations étroites et des plus fraternelles avec la Géorgie des ouvriers et des paysans »<sup>77</sup>.

<sup>73</sup> *Ispolkom* : comité exécutif.

<sup>74</sup> « Iz protokola zasedaniia Prezidiouma Kavburo TsK RKP o predostavlenii Ioujnoi Ossetii prava avtonomii », 30, 31 octobre 1921, in *Vosstanovlenie i razvitie narodnogo khoziaistva Iougo-Ossetii. Sbornik dokumentov i materialov (1921-1929 gg.)*, 1, Stalinir, 1960, p. 40-41.

<sup>75</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 131.

<sup>76</sup> « Protokol obchtchego sobraniia jitelei selenii Nijnego, Verkhnego Eredvi i Prisi o neobkhodimosti predostavleniia Iougo-Ossetii avtonomii », 32, 31 décembre 1921 ; « Protokol obchtchego trekhtyssiatchnogo sobraniia gorozhan g. Tskhinvali, posviachtchennogo obrazovaniou Iougo-Ossetinskoï avtonomnoi oblasti s tsentrom v Tskhinvali », 33, 1<sup>er</sup> janvier 1922, *Vosstanovlenie i razvitie narodnogo khoziaistva Iougo-Ossetii. Sbornik dokumentov i materialov (1921-1929 gg.)*, 1, Stalinir, 1960, p. 42, 43.

<sup>77</sup> S. ORDJONIKIDZE, « Vystouplenie v preniakh po dokladou o natsional'nom voprose na I-om s'ezde Kompartii Grouzii. Tiflis, 30 ianvaria 1922 g. », in G. K. ORDJONIKIDZE, *Izbrannye stat'i i retchi 1911-1937*, Moscou, 1939, p. 136-138.

Il fallut cependant encore quatre mois pour que l'*Oblast* autonome ossète soit finalement déclarée par un décret du Comité exécutif central géorgien, le 20 avril 1922<sup>78</sup>.

### 3. Les principes de découpage des frontières de l'Ossétie du Sud

Quels principes présidèrent à l'établissement des frontières ? Nous allons tenter de répondre à cette question en juxtaposant les frontières d'Ossétie du Sud créées par les Soviétiques et la carte administrative et ethnographique de la période tsariste.

Il s'agit d'une carte administrative tsariste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais les divisions administratives sont celles de l'année 1903 et l'échelle est d'une verste par pouce et d'un kilomètre par centimètre. La distribution ethnographique est fondée sur les données de 1886. Les noms de lieux sont ceux utilisés à l'époque, qui diffèrent souvent des toponymes modernes. En outre, un certain nombre de villages qui ont été détruits durant la guerre civile de 1918-1921 n'existent plus. De plus, il y a des erreurs. De nombreux villages, en particulier dans les zones de montagnes les plus reculées sont mal situés, parfois à plusieurs kilomètres de leur emplacement réel, de même que le cours des rivières.

La carte contient de nombreux groupes ethniques catégorisés comme tels par les ethnographes tsaristes, tels les groupes appelés Imérétiens et Mtiouls, des Géorgiens qui parlant un dialecte géorgien<sup>79</sup> et dont certains ne furent pas considérés comme des groupes ethniques distincts par les gouvernements soviétiques ultérieurs et ne furent donc plus inclus dans les recensements.

De plus, le géographe du XIX<sup>e</sup> siècle utilisait les données de population pour un district dans son ensemble et en colorait uniformément le contenu. A l'évidence, cette démarche était erronée, surtout dans les districts montagneux faiblement peuplés. Les zones directement attenantes à la chaîne de montagnes étaient de toute évidence dépeuplées.

Cette carte permet cependant de bien comprendre la répartition de la population et les frontières administratives avant la soviétisation de la Géorgie. En superposant à cette carte tsariste la frontière soviétique de l'autonomie d'Ossétie du Sud, on peut percevoir quels sont les facteurs géographiques, ethnographiques ou administratifs, qui ont joué un rôle dans le choix des tracés.

#### A. La gubernia de Koutaïssi : les ouezds de Ratcha et Chorapan

La frontière de l'autonomie sud-ossète pour la partie nord-ouest se trouve dans ce qui était auparavant l'*ouezd* de Ratcha de la gubernia de Koutaïssi. Elle comprend une petite bande de montagne inhabitée et incorpore presque entièrement le district de Tchassavala, où la frontière suit les lignes de peuplement ethnique, excluant la partie du district peuplée de Géorgiens.

<sup>78</sup> V. D. TSKHOVREBOV, *op. cit.*, 1981, p. 133.

<sup>79</sup> R. WIXMAN, *The Peoples of the USSR, An Ethnographic Handbook*, London, Macmillan Press, 1984, p. 82-140.

La frontière passe ensuite dans l'*ouezd* de Chorapan de la *gubernia* de Koutaïssi où elle incorpore le village ossète de Tedeïleti<sup>80</sup>, situé dans le district d'Arghveti. La frontière suit ensuite sur une courte distance l'ancienne frontière entre les *gubernias* de Koutaïssi et de Tiflis. Elle coïncide ici avec la chaîne de montagnes et suit également une ligne ethnique, séparant la partie de la *gubernia* de Tiflis peuplée d'Ossètes, de la *gubernia* de Koutaïssi peuplée d'Imérétiens (Géorgiens).

### **B. La gubernia de Tiflis : l'ouezd de Gori**

La frontière de l'autonomie traverse ensuite l'*ouezd* de Gori de la *gubernia* de Tiflis. Au début, elle suit de près le principe ethnique dans le district d'Okona, où elle sépare les populations géorgienne et ossète jusqu'à soigneusement exclure le village d'Atotsi, peuplé de Géorgiens, mais la frontière néglige ensuite ce principe : on peut voir de larges parties peuplées de Géorgiens incluses dans l'autonomie. Cependant, les gros villages géorgiens de Tseronissi, Dirbi, Dvani et Khviti en sont exclus. Ensuite, elle approche la capitale Tskhinvali, passant par les quartiers sud de la ville. Ce tronçon de la frontière est probablement le plus contesté car la population ossète était alors minoritaire à Tskhinvali. L'inclure signifiait englober également une large enclave géorgienne au nord de la ville. Ainsi les importants villages géorgiens de Kemerti, Tamaracheni, Kekhvi, Kheiti, Vanati, Eredvi et Koulebity<sup>81</sup> sont-ils intégrés à l'autonomie sud-ossète. Ensuite, la frontière suit de très près le principe ethnique en séparant les populations géorgiennes et ossètes jusqu'à la frontière de l'*ouezd* de Douchet, non loin du village géorgien d'Odzissi.

### **C. La gubernia de Tiflis : l'ouezd de Douchet**

Dans l'*ouezd* de Douchet, la frontière suit précisément l'ancienne limite tsariste de l'entité administrative de l'*outchastok* de Ksani, comprenant trois districts. L'intégralité de cet *outchastok*, à l'exception du village le plus au sud (Odzissi) fut incluse dans l'entité, ce qui créa une situation curieuse, comme on peut le voir sur la carte, la frontière suivait le peuplement ethnique, à l'exception d'une petite zone peuplée d'Ossètes. Ceci créait une autre enclave géorgienne au sein de l'entité sud-ossète, ce qui pouvait en quelque sorte compenser le fait que la partie nord de l'*outchastok* de Ksani restait en dehors. Ce territoire fut en effet à l'origine d'une vive dispute entre Ossètes et Géorgiens, ces derniers justifiant leur opposition à l'inclusion de cette région dans l'autonomie<sup>82</sup> par son éloignement géographique. Cependant, la vraie raison semble avoir été que la route militaire géorgienne, hautement stratégique, traversait cette zone, comme on le voit sur la carte. Le camp géorgien était en effet très opposé au contrôle par les Ossètes des cols de montagnes menant au Nord-Caucase.

Cette courte étude des frontières de l'autonomie sud-ossète montre que si le tracé des frontières ne fut pas fondé sur un seul principe, les considérations ethniques l'ont en général emporté sur les frontières historiques ou géographiques. Cependant,

---

<sup>80</sup> Il faut noter que ce village est mal positionné sur la carte. Il se trouve presque sur la frontière de l'autonomie et non pas dans l'autonomie proprement dite.

<sup>81</sup> Son nom moderne est Koulebity.

<sup>82</sup> I. B. SANAQEV, *Istoki i faktory evolioutsii grouzino-ossetinskogo konfliktka*, Vladikavkaz, 2004, p. 23.

à certains endroits les considérations politiques, comme le souhait de voir incluse Tskhinvali, ou le souci des Géorgiens de maintenir leur contrôle sur la route militaire ont été déterminantes. Dans certains cas, des compensations territoriales ont entravé le principe ethnique. Ainsi la large enclave ossète de la partie sud de l'*ouezd* de Gori n'a-t-elle pas été incluse car elle était séparée de la zone autonome par une large étendue peuplée de Géorgiens.

#### 4. Conclusion

Alors qu'un conflit social entre Ossètes et Géorgiens s'était mué en conflit ethnique et que les Ossètes avaient recherché un appui auprès des Bolcheviks, la soviétisation de la Géorgie en février 1921 mit ces derniers face à un dilemme. Il paraissait de toute évidence impossible de résoudre le problème en donnant satisfaction aux deux parties, mais il n'était pas non plus possible de l'ignorer. Les bolcheviks avaient deux options. Ils pouvaient récompenser pleinement les Ossètes en leur accordant d'être séparés de la Géorgie. Cependant, cette ligne de conduite était impossible pour plusieurs raisons. Les Ossètes contrôlèrent rarement l'intégralité du territoire d'Ossétie du Sud, voire n'en contrôlèrent rien à la veille de la soviétisation. Séparer l'Ossétie de la Géorgie aurait sans aucun doute aliéné cette dernière, alors que son importance était plus grande aux yeux des bolcheviks que l'Ossétie du Sud.

Les Géorgiens auraient préféré qu'aucun statut spécial ne soit donné aux Ossètes, d'autant qu'ils ne pouvaient s'appuyer sur l'existence d'aucun royaume antérieur pour fonder leurs revendications. La férocité du conflit et le fait que dans le bouleversement qui suivit la soviétisation de la Géorgie, les Ossètes reprirent le territoire d'Ossétie du Sud et établirent *de facto* une entité autonome avec un *Revkom* indépendant imposait l'octroi d'un statut aux Ossètes. La seule solution possible était donc de leur accorder une autonomie au sein de la Géorgie. Celle-ci n'est donc pas le produit de manipulations délibérées de la part de Staline, comme on le crut longtemps. Les frontières de l'entité sud-ossète ne furent pas dessinées arbitrairement<sup>83</sup>.

Cette solution ne satisfait bien sûr aucun des deux camps. Les Ossètes demeurèrent mécontents de leur statut de subordonnés, et ne renoncèrent pas à leur projet, comme le prouverait leur tentative de rejoindre l'Ossétie du Nord en 1925<sup>84</sup>. Parallèlement, les Géorgiens étaient insatisfaits d'une autonomie qui leur avait été imposée par les autorités centrales, d'autant que le gouvernement géorgien menchevique renversé avait été prêt à accorder l'autonomie à l'Abkhazie et l'Adjarie, mais jamais à l'Ossétie<sup>85</sup>.

---

<sup>83</sup> Ceci semble être le cliché prédominant qui refit surface durant les événements d'août 2008. Voir par exemple Sh. WALKER, « Ethnic tensions : War in the Caucasus is Stalin's legacy », *Independent on Sunday*, 17 août 2008.

<sup>84</sup> Voir L. S. GATAGOVA, L. P. KOSHELEVA et L. A. ROGOVAIA (éd.), *TsKa RKP(b) – VKP(b) i natsional'nyi vopros. Kniga 1. 1918-1933gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2005.

<sup>85</sup> Deux jours avant que Tbilissi ne tombe aux mains de l'Armée rouge en février 1921, le gouvernement menchevique géorgien adoptait une nouvelle constitution pour la République géorgienne, qui mentionnait en termes très ambigus une autonomie pour l'Adjarie et l'Abkhazie, mais rien pour l'Ossétie du Sud. Voir *Constitution de la République de Géorgie*, Paris, Edition

Le conflit qui a éclaté au début des années 1990 puis de nouveau en 2008 trouve donc son origine dans la création de l'autonomie ossète au début des années 1920. Durant la période soviétique, la confrontation se poursuit dans les milieux intellectuels, les deux camps invoquant l'histoire pour valider et défendre leur point de vue. Il n'est donc pas surprenant que les réformes de Gorbatchev donnant libre cours à l'expression publique de questions trop longtemps refoulées, les Ossètes aient tenté d'améliorer leur statut puis de se séparer de la Géorgie, tandis que les Géorgiens avaient eux cherché à réparer « l'injustice » bolchevique et donc à abolir complètement l'autonomie ossète.

Traduit de l'anglais par David RANC

---

de la Présidence de l'Assemblée constituante de la République de Géorgie, 1922, chapitre XI, articles 107 et 108, p. 26.



# L'Empire contre l'Etat-nation L'Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-géorgien (1922-2008) <sup>1</sup>

Thorniké GORDADZÉ

Le 9 octobre 2008, le ministère du Développement économique de la Fédération de Russie envoyait à toutes les structures étatiques du pays une missive officielle intitulée « Au sujet des changements sur la carte du monde »<sup>2</sup>. La lettre annonçait aux fonctionnaires que deux nouveaux Etats souverains – l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud – étaient apparus sur la scène internationale et que désormais toutes les administrations du pays devaient tenir compte de cette réalité. Cette modification de la carte du monde, pour l'heure reconnue seulement par la Russie, le Nicaragua, le Venezuela, l'île Nauru et l'organisation palestinienne Hamas, est la conséquence de la guerre russo-géorgienne d'août 2008. Le conflit se déclencha sur le territoire de l'Ossétie du Sud, que certains s'empressèrent de qualifier d'enjeu du conflit. Or, pour les belligérants, pour la Russie davantage encore que pour la Géorgie, l'Ossétie du Sud a été le théâtre de l'affrontement, et non pas un objectif en soi. Les combats en Ossétie du Sud qui ne durèrent que trois jours (la guerre s'est ensuite étendue sur le reste du territoire géorgien, dans les régions de Chida Kartlie, de Samegrélo – Mingrélie – et d'Imérétie) ne furent qu'un épisode du conflit russo-géorgien qui n'a jamais véritablement cessé depuis l'indépendance de la Géorgie vis-à-vis de l'URSS en 1991. La guerre d'août emboîta le pas au conflit qui opposait déjà la métropole soviétique à la périphérie géorgienne désireuse d'émancipation dès la fin des années 1980. Ce ne fut pas, loin s'en faut, un conflit frontal de dix-huit ans, mais une période ponctuée de phases de crises aigues, comme lors du coup d'Etat de janvier 1992<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Ce travail s'insère dans le projet de l'Agence nationale pour la recherche française (ANR), « Caucase et Asie centrale post-soviétiques : un autre Sud ? ».

<sup>2</sup> Voir « Bitva za Tskhinval » (La Bataille de Tskhinvali), *Kommersant*, 10 août 2008, p. 5.

<sup>3</sup> Le président géorgien d'alors, Zviad Gamsakhourdia, fut renversé par l'opposition soutenue et armée par la Russie.

ou lors de la guerre d'Abkhazie entre 1992 et 1993, mais aussi de moments durant lesquels la Russie fut l'acteur hégémonique comme en 1993-1995, ainsi que de périodes d'intenses jeux et rivalités diplomatiques. Les provinces rebelles géorgiennes, issues de l'organisation ethno-territoriale de l'empire soviétique, ont toujours été des pièces maîtresses de ces relations conflictuelles. Farouchement attachée à son cadre national, la Géorgie était solidement « accrochée » à l'idée de la « restauration de l'intégrité territoriale »<sup>4</sup> et cet élément ne pouvait être négligé par la Russie en quête d'une influence perdue. Fortement implantée dans les provinces autonomes géorgiennes, Moscou n'a jamais renoncé au retour de la Géorgie dans sa zone d'influence par la pression exercée à travers l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Quant à la Géorgie, aucun gouvernement n'y a jamais abandonné l'objectif d'unification territoriale. La détérioration rapide des relations déjà très tendues entre la Russie et la Géorgie depuis la « révolution des roses » de 2003 augmentait l'acuité des « conflits gelés » des régions géorgiennes. La Russie « hier à genoux, aujourd'hui debout » grâce aux revenus énergétiques exceptionnellement élevés entre 2005 et 2008, à la mise au pas de la société et à la gestion autoritaire de Vladimir Poutine, cherchait de façon croissante à revenir sur la scène internationale pour « effacer » ce que ses dirigeants considéraient comme l'« humiliation » des années 1990 et du début des années 2000. Cette véritable « politique publique de la vengeance » coûta des milliers de vies humaines en Tchétchénie et dans le reste du Caucase russe et réduisit en peau de chagrin les dernières bribes du régime démocratique, sacrifiées sur l'autel de la « grandeur nationale ».

« Nous avons été faibles et les faibles sont tabassés », déclarait le président russe à la télévision nationale<sup>5</sup> au soir du dénouement sanglant du drame de Beslan en septembre 2004. La Russie forte devait être celle qui punit et la Géorgie avait tout du coupable idéal. Dirigé par une élite politique farouchement pro-occidentale, affichant sa volonté d'adhérer à l'OTAN et à l'UE dès que ses portes s'entrouvriraient, ce petit Etat verrou du Caucase fragilisait en prime l'une des cartes majeures de la nouvelle puissance russe : la tendance monopolistique sur la livraison des hydrocarbures à l'Occident par le contrôle des gisements de l'Eurasie et de ses moyens de transport. Le Bakou-Tbilissi-Ceyhan, oléoduc permettant d'acheminer les hydrocarbures de la Caspienne vers l'Ouest sans passer par la Russie, le projet européen de gazoduc Nabucco et autres projets derrière lesquels se profilaient les intérêts des pays importateurs et de transit de l'énergie, nuisaient en réalité davantage aux intérêts russes que le fameux élargissement de l'OTAN, il est vrai symboliquement plus difficile à digérer.

Dans ce contexte, il est tentant d'analyser le conflit en Ossétie du Sud selon la grille de lecture instrumentaliste : le conflit communautaire osséto-géorgien serait uniquement du ressort du clivage russo-géorgien. Ce paradigme n'est sans doute pas dénué d'intérêt, mais il n'explique qu'une partie de l'histoire. Il existe en effet plusieurs niveaux d'analyse possibles. L'instrumentalisation du conflit sud-ossète par la Russie est indéniable, mais c'est la conséquence d'un long processus dans lequel la

---

<sup>4</sup> Pour la transition postsoviétique en Géorgie, voir S. SERRANO, *Géorgie, sortie d'Empire*, Paris, CNRS Editions, 2007.

<sup>5</sup> Voir l'interview de V. POUTINE à la chaîne de télévision russe ORT, 3 septembre 2004.

seule volonté « impériale », consciente et machiavélique, ne peut pas tout expliquer. Il est donc pertinent de se demander dans quelle mesure le conflit en Ossétie du Sud peut avoir des racines propres. Quel eût été le clivage dans cette région si le pouvoir soviétique n'était pas intervenu en créant la Région autonome d'Ossétie du Sud en 1922 et n'y avait pas appliqué sa politique ethnofédéraliste, et quelle eût été la suite du conflit si l'abolition par Tbilissi du statut autonome de l'Ossétie du Sud en 1991 avait été entérinée par la Russie ? Et enfin, comment aurait évolué la situation si la Géorgie n'avait pas tenté de se joindre à l'Alliance atlantique, ravivant l'intérêt de la Russie poutinienne pour l'Ossétie du Sud après douze ans de « ni paix, ni guerre » ? Nous ne pouvons évidemment pas donner les réponses à ces questions, la politiquement-fiction n'étant pas du ressort de la recherche. Nous pouvons seulement affirmer avec assurance que le scénario eût été différent. En revanche, l'étude des phénomènes qui ont mené à la formation du conflit sud-ossète, du processus politique qui l'a transformé en une crise internationale majeure est l'objectif de ce texte.

## 1. De la lutte des classes à la formation des ethnocraties : l'expérience soviétique

L'historiographie soviétique dont la grille de lecture dogmatique était l'explication de l'histoire par la lutte des classes, considérait qu'en Ossétie du Sud, l'aristocratie géorgienne était une classe d'exploiteurs, alliée du tsarisme<sup>6</sup>. Ce dernier lui permettait d'exploiter le prolétariat rural – la paysannerie ossète sans terre –, classe révolutionnaire par essence. La libération du « joug géorgien » devait également signifier la libération socio-économique des Ossètes. Dans ce contexte, même les émeutes de la faim étaient analysées comme la lutte du peuple ossète pour l'établissement du pouvoir soviétique dans la région<sup>7</sup>. La création, en avril 1922, de la région autonome d'Ossétie du Sud, avec comme centre politique et bureaucratique Tskhinvali (appelé Staliniri de 1934 à 1961), dans des frontières aussi discutables et « artificielles » pour la plupart des Géorgiens, a néanmoins eu un effet indéniable sur la formation de l'identité collective ossète, des élites bureaucratiques et intellectuelles locales – « porteurs sociaux » (au sens wébérien du terme) de l'entité autonome. L'ethnofédéralisme soviétique appliqué à l'Ossétie du Sud a favorisé l'émergence d'une élite communiste locale. Bien qu'inférieur en statut à l'Abkhazie (République autonome)<sup>8</sup>, l'Ossétie du Sud

---

<sup>6</sup> Cette thèse était difficilement conciliable avec le caractère prétendument nationaliste de cette même aristocratie à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, également dénoncé par les auteurs soviétiques. Voir V. ABAEV, *Ekonomitcheskoe Razvitie Iougo-Ossetii v Period Kapitalizma (1864-1917-1921)* (Le développement économique de l'Ossétie du Sud à l'époque du capitalisme), Tbilissi, 1956, et Z. VANETI, *Krestianskii Vopros i krestianskoe dvijenie v Ioujnoi Ossetii v XIX-om veke* (La question paysanne et le mouvement paysan en Ossétie du Sud au XIX<sup>e</sup> siècle), Staliniri, 1956.

<sup>7</sup> Voir par exemple Z. DOGOUZOV, *Revolioutsionnoe Dvijenie v Ioujnoi Ossetii v kontse XIX, natchale XX-ogo veka* (Le mouvement révolutionnaire en Ossétie du Sud à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle), Staliniri, 1960.

<sup>8</sup> Dans le système soviétique, la région autonome ne disposait pas de constitution propre. Son statut était réglé par la Loi organique de la République socialiste soviétique de Géorgie (RSSG) à propos de l'Ossétie du Sud (sa dernière version fut adoptée par le Soviet suprême de la RSSG en 1980).

disposait de son Soviet des députés du peuple, composé de 140 membres (pour une population de moins de 100 000 personnes), élu pour deux ans et demi. Le Soviet élisait parmi ses membres le comité exécutif, qui faisait office de gouvernement local. Les districts et les communes avaient leurs soviets respectifs. Les structures du parti communiste et du *Komsomol* doublaient toutes les structures du pouvoir : l'*Obkom* (le comité régional), les *raikoms* et le *gorkom* (quatre comités de district et un comité de la ville du PCUS), avaient chacun des centaines d'adhérents, qui formaient ensemble la société bureaucratique locale, entièrement intéressée au maintien du statut autonome de la région.

Sur le front culturel, l'ethnofédéralisme soviétique, en Ossétie du Sud comme partout ailleurs en URSS, a déployé une panoplie de mesures, qui à terme produisirent les récits nationaux profondément intériorisés par la population, contribuèrent à la clôture et l'objectivation identitaire. L'Institut de recherche de la Région autonome de l'Ossétie du Sud, créé à partir de la Société littéraire et scientifique de l'Ossétie du Sud (elle-même fondée dès 1922 et transformée en Société d'ethnographie (*kraevedenie*) en 1925) avait une place de première importance dans ce domaine. L'établissement a acquis le statut d'Institut de recherche en 1936 et fut transformé en 1938 en Institut de langue, de littérature et d'histoire, à l'instar de son homologue abkhaze. Véritable auxiliaire du pouvoir, l'Institut qui a produit entre autres la monumentale *Histoire d'Ossétie. Documents et matériaux*, publiée en 1959 et le *Dictionnaire de la langue ossète* en quatre volumes (1979), portait dans son titre officiel la mention « Institut près du Comité exécutif central [le TSIK] d'Ossétie du Sud »<sup>9</sup>. Multidisciplinaire dans l'âme, l'Institut considérait comme domaines prioritaires de recherche « les problèmes cruciaux de l'histoire ossète des temps les plus reculés à l'époque moderne : les questions d'ethnogenèse du peuple ossète, le développement du mouvement révolutionnaire, les questions d'amitié pluriséculaire entre les peuples ossète, géorgien et russe, la construction du communisme, le développement de la production socialiste et du rôle dirigeant du parti communiste »<sup>10</sup>.

D'autres institutions, comme l'Union des écrivains, les organes de presse<sup>11</sup>, le théâtre<sup>12</sup>, les « collectifs d'art populaire » (chant et danse folkloriques)<sup>13</sup>, les

<sup>9</sup> A partir de 1944, l'Institut est devenu l'un des centres de recherche de l'Académie des sciences de la RSS de Géorgie.

<sup>10</sup> Brochure éditée pour le quarantième anniversaire de l'Institut, Tskhinvali, 1978, p. 5.

<sup>11</sup> Plusieurs journaux et magazines en ossète paraissaient dans la région autonome : du *Sveton Iriston* (Ossétie soviétique), créé en 1924 à *Dzaou* (l'organe du district de Djava, dont le tirage était de 3 000 exemplaires dans les années 1980 pour une population de 11 000 habitants), le tirage total des publications avait atteint 104 000 exemplaires en 1980 (pour une population de l'Ossétie du Sud de 98 000 habitants). Quant aux livres publiés par la maison d'édition Iriston (la seule en Ossétie du Sud de 1930 à 1990), leur tirage total en 1978 avait atteint 170 000 exemplaires (*Kartouli Sabtchota Entsiklopedia* (Encyclopédie soviétique géorgienne), 1979, p. 388).

<sup>12</sup> Le théâtre ossète de Tskhinvali fut fondé en 1931 (il portait le nom de Kosta Khetagourov depuis 1935). Jusqu'au conflit des années 1990, il abritait deux troupes : l'une ossète et l'autre géorgienne.

<sup>13</sup> Une troupe de danse d'Etat (*gossoudarstvennyi ansambl'*), ainsi qu'une troupe vocale et instrumentale d'Etat (musique folklorique) étaient les attributs inévitables de toute formation

musées, les palais de pionniers, l'institut pédagogique (formation des maîtres) de Tskhinvali, participaient pleinement au processus d'identification de la population ossète à son territoire et à son statut autonome, en vertu duquel tous ces organismes existaient et fonctionnaient.

La politique des nationalités soviétique a eu comme conséquence la territorialisation de l'identité ossète en Géorgie. La population ethniquement ossète était relativement éparpillée sur tout le territoire de la Géorgie centrale et orientale. D'après le recensement de 1989, seuls 39 % des Ossètes de Géorgie vivaient sur le territoire qui leur avait été alloué en qualité de « nationalité titulaire », mais c'est bien sur ce territoire que s'est formée l'élite politique, bureaucratique, intellectuelle et culturelle des Ossètes. Ainsi, il n'est pas sans intérêt de souligner qu'à l'époque soviétique quasiment toutes les publications (livres et journaux) en langue ossète publiées en Géorgie, le furent sur le territoire de la région autonome, tandis qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le centre de la culture ossète en Géorgie était Tbilissi. C'est ainsi dans la capitale géorgienne que fut publié, en 1907 le premier journal en ossète du pays – *Nog Tsard*, Vie nouvelle. Tout comme la presse, les débuts du théâtre ossète en Géorgie eurent également lieu à Tbilissi. Le premier spectacle en langue ossète fut joué à Tbilissi en 1906 par la troupe ossète de la ville, tandis qu'à Tskhinvali, avant que la ville devienne le centre administratif de la région autonome, les pièces jouées étaient exclusivement en géorgien. Le théâtre de la ville, à sa fondation en 1909, était également géorgien<sup>14</sup>.

Mais la fixation des frontières identitaires et l'objectivation du fait national ne signifient pas forcément l'hostilité entre les communautés. L'animosité entre « Ossètes » et « Géorgiens » était très peu visible à l'époque soviétique, contrairement aux tensions régulières en Abkhazie. Elle s'est largement formée entre 1990 et 2008, c'est-à-dire après que le premier affrontement armé fit des victimes. Les Ossètes étaient parmi les « minorités nationales » les mieux intégrées dans la société géorgienne. D'après Revaz Gatchetchiladzé, 53,7 % d'Ossètes de Géorgie maîtrisaient « bien » la langue officielle du pays – le géorgien – en 1989, alors que ce pourcentage était de 30,2 % pour les Arméniens, de 23,7 % pour les Russes, de 10,2 % pour les Azéris<sup>15</sup>. De plus, des cas d'assimilation se traduisant par la géorgianisation des patronymes étaient particulièrement nombreux chez les Ossètes en comparaison avec les autres « minorités nationales », tout comme le pourcentage de mariages mixtes avec les représentants de la *nationalité* majoritaire.

---

autonome nationale en URSS. L'Ossétie du Sud disposait de ce fait d'une troupe de danse d'Etat, *Simd*, et de son équivalent « vocal et instrumental », *Bonvaron*.

<sup>14</sup> Les spectacles publics ont commencé à être présentés à Tskhinvali dans les années 1870 à l'initiative de l'Amicale de la scène géorgienne, soutenue par l'auteur dramaturge de renom, Ivane Matchabeli. Les spectacles sont devenus réguliers à partir de 1895 et étaient joués en langue géorgienne. Voir N. LACHKHIA, Th. MESHVILDE, *Tskhinvalis Kartouli Theatri* (Le théâtre géorgien de Tskhinvali), Tbilissi, Khelovneba, 1980 ; V. TSABAEV, *Iougo-Ossetinskii Gossoudarstvennyi Dramaticheskii Teatr imeni Kosta Khetagourova* (Le théâtre dramatique d'Etat d'Ossétie du Sud Kosta Khetagourov), Stalini, 1957

<sup>15</sup> Voir R. GATCHETCHILADZÉ, *The new Georgia. Space, Society, Politics*, Texas University Press, 1995, p. 145.

## 2. Le problème de l'Ossétie du Sud et la marche de la Géorgie vers l'indépendance. Des maladies infantiles d'un jeune Etat face au conflit armé

Le legs de la période de la présidence de Zviad Gamsakhourdia (octobre 1990-décembre 1991)<sup>16</sup> dans le champ politique géorgien n'a pas encore été sérieusement inventorié. La plupart des analyses existantes dans la littérature scientifique russe et européenne sont univoques et qualifient tour à tour le premier président géorgien de nationaliste extrême ou de dirigeant incompetent, l'accusant en général d'être à l'origine de tous les conflits géorgiens. Ces assertions comportent des éléments de vérité, mais une analyse minutieuse des sources et données de terrain devrait montrer une réalité plus complexe, tandis qu'une enquête comparative minimale des idéologies politiques ayant cours dans l'espace soviétique et postsoviétique devrait nous inciter à relativiser l'exceptionnalité de l'extrémisme politique du premier président postsoviétique de la république géorgienne<sup>17</sup>.

Ainsi est-il essentiel de distinguer les faits historiques de la lecture *a posteriori* de la période Gamsakhourdia, essentiellement politique et souvent utilisée à usage commémoratif, notamment par les leaders des groupes « victimes ». C'est dans ce contexte que doit être appréhendée par exemple l'insistance de Kokoïty à qualifier l'ère Gamsakhourdia de « second génocide » ossète<sup>18</sup>.

Ces mises en garde faites, il ne faut pas sous-estimer la portée des événements qui ont marqué l'Ossétie du Sud durant les premiers mois de l'indépendance géorgienne. Pour Gamsakhourdia et la plupart des nationalistes géorgiens, les Ossètes représentaient une population essentiellement non autochtone, arrivée en Géorgie tardivement, même s'il était admis que ce « tardivement » correspondait au moins à un siècle de peuplement dans le cas de la région autour de Tskhinvali, et à plusieurs siècles s'agissant de la région septentrionale de Djava. En soi, la qualité de « non-

---

<sup>16</sup> Gamsakhourdia, fils d'un écrivain célèbre, dissident antisoviétique et auteur nationaliste, fut élu président du parlement géorgien en novembre 1990, après que son mouvement politique « Table ronde-Géorgie libre » a gagné les premières élections pluralistes depuis 72 ans (28 octobre 1990). Après l'introduction du poste du président de la République, il fut élu le 9 avril 1991 à la magistrature suprême. Le 21 décembre 1991 commença un putsch qui s'acheva avec son départ du pays le 6 janvier 1992.

<sup>17</sup> Dans certains cas, Gamsakhourdia fut très pragmatique, acceptant des concessions importantes pour prévenir les conflits. Ce fut notamment le cas en Abkhazie, où non seulement l'autonomie ne fut pas supprimée, mais où un accord politique intercommunautaire permit à la minorité abkhaze (17,7 % de la population) d'avoir la majorité au parlement local. En contrepartie, les leaders abkhazes avaient renoncé à la déclaration unilatérale de sécession.

<sup>18</sup> E. Kokoïty dénombre au total pas moins de quatre génocides ossètes perpétrés par les Géorgiens : celui de 1919-1920 (durant la première République géorgienne), de 1990-1991 (période Gamsakhourdia), de 2004 (les affrontements d'août 2004) et enfin celui d'août 2008. L'usage abusif du terme « génocide » est ici évident. En effet, si pour 1919 nous ne disposons pas de chiffres fiables, les violences interethniques du début des années 1990 firent plusieurs centaines de victimes chez les Ossètes (et autant chez les Géorgiens), les conflits de 2004 et de 2008, respectivement plusieurs dizaines et de 130 à 160.

autochtone » ne déchaînait pas une réaction d'agression<sup>19</sup>, mais c'est le statut de l'autonomie politique de l'Ossétie du Sud que ce facteur rendait problématique. A la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'opinion dominante considérait que l'autonomie ossète était une création artificielle et illégitime du pouvoir soviétique, ayant pour but le démembrement de la nation géorgienne<sup>20</sup>. Ce discours dominant géorgien fut renforcé par les premiers soubresauts du nationalisme séparatiste qui se manifestait en Ossétie du Sud. Ce nationalisme était concomitant de la libéralisation relative du régime soviétique permise par la perestroïka. C'est ainsi que les premiers militants nationalistes ossètes regroupés au sein de l'organisation *Aedamon Nykhas* (« La voix du peuple » en ossète) formulaient pour la première fois depuis des décennies une critique de l'hégémonie géorgienne et le vœu d'unification de leur région autonome à la république sœur du Nord (l'Ossétie du Nord) faisant partie de la Fédération de Russie. Au départ, *Aedamon Nykhas* n'était pas l'émanation de l'élite politique communiste locale, cette dernière s'en méfiait même beaucoup, craignant qu'il s'agisse d'un groupe de « prétendants » voulant profiter de la vague nationaliste pour remplacer l'élite communiste à Tskhinvali. L'organisation était surtout composée de quelques intellectuels locaux : historiens (à l'instar d'Alan Tchotchiev, le leader du groupe<sup>21</sup>), ethnologues et philologues pour la plupart. Mais très vite leurs exigences furent endossées sans difficulté par le Soviet (assemblée) des députés du peuple de la région autonome, dominé par les communistes conservateurs. Cette fusion entre l'élite communiste établie et les idéologues nationalistes sortis du milieu intellectuel est un phénomène assez classique pour l'époque, particulièrement dans les petites républiques autonomes en conflit, où une pluralité des élites n'a pu se former. Forts de leurs réseaux formés à l'époque soviétique, les dirigeants locaux envoyèrent de nombreuses délégations à Vladikavkaz et à Moscou pour y chercher un soutien politique.

Les mouvements politiques géorgiens sentant le danger du séparatisme et pour souligner la « géorgianité » de la région, tentèrent d'organiser une manifestation de masse à Tskhinvali en novembre 1989. Plusieurs dizaines de milliers de Géorgiens y affluèrent à Tskhinvali en provenance de toutes les régions du pays, mais ils furent empêchés d'entrer dans la ville par les manifestants ossètes et les cordons de blindés

---

<sup>19</sup> Sur la question de l'autochtonie politique au Caucase soviétique et postsoviétique, voir Th. GORDADZÉ, « La Géorgie et ses hôtes ingrats », *Critique internationale*, 10, 2001, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci10p161-176.pdf>.

<sup>20</sup> L'exemple caractéristique des publications qui faisaient autorité à l'époque est le livre de R. TOPTCHICHVILI *Osta tchamosakhleba Sakartvelochi* (L'établissement des Ossètes en Géorgie), Tbilissi, Metsniereba, 1990.

<sup>21</sup> Alan Tchotchiev fut président d'*Aedamon Nykhas* de 1989 à 1992. Historien formé à l'Institut pédagogique de Tskhinvali et moniteur de sport en lutte libre, il devint l'idéologue principal du nationalisme ossète dans la région autonome. Dans son livre *Nartes-Aryens et idéologie aryenne*, il affirmait notamment que l'Ossétie du Sud était « la proto-patrie » des Aryens. Tchotchiev, devenu vice-président du Soviet suprême local (parlement) joua un rôle déterminant dans la mobilisation anti-géorgienne. Malgré cela, il fut emprisonné à deux reprises par les autorités sécessionnistes (en 1995 et en 2001). Depuis 2004, il vit en Ossétie du Nord et s'oppose radicalement à Edouard Kokoïty.

du ministère de l'Intérieur soviétique. Après trois jours de face-à-face, les manifestants géorgiens se dispersèrent sans forcer les cordons, se contentant d'organiser une manifestation dans le village géorgien d'Ergneti qui jouxte la ville <sup>22</sup>.

Les événements de novembre 1989 ont illustré plusieurs tendances importantes du moment. Tout d'abord, ils ont démontré que le mouvement indépendantiste géorgien sous-estimait le problème ossète, surtout par rapport à l'Abkhazie que l'opinion publique considérait comme le problème numéro un. L'Ossétie du Sud était pensée comme un problème mineur, facile à régler compte tenu de sa taille réduite, de sa pauvreté économique et de son faible poids démographique. De plus, le différend ossète-géorgien paraissait moins chargé d'un passif historique « négatif ». De ce face-à-face de trois jours à l'entrée de Tskhinvali, les leaders géorgiens auraient dû tirer l'enseignement selon lequel le problème ossète n'allait pas être aisé à régler et qu'il fallait pour cela faire preuve de souplesse. Il fallait également agir avec prudence afin de ne pas creuser le fossé entre les communautés, alors encore peu profond. Ensuite, le territoire compris entre Ergneti et Tskhinvali était devenu une barrière entre Géorgiens et Ossètes, symboliquement parlant, qui ne fit que se renforcer au fil des années, alors qu'à l'époque soviétique la frontière de l'Ossétie du Sud avec le reste de la Géorgie était tout à fait formelle et imperceptible <sup>23</sup>. L'autre point significatif de ce premier affrontement fut le fait que les manifestants ossètes qui bloquaient l'accès aux manifestants venus des différentes régions du pays, le faisaient derrière des drapeaux rouges, ou de banderoles arborant slogans favorables à l'Union soviétique et photos de Lénine. Cela montrait une société locale orientée par ses élites en faveur de la légalité soviétique et méfiante vis-à-vis d'une Géorgie indépendante. L'organisation par les autorités locales, quelque dix-huit mois plus tard (en mars 1991), du référendum au sujet du maintien de l'Union soviétique et du nouveau « traité de l'Union », contrairement au boycott déclaré en Géorgie, confirma cette tendance.

Enfin, ce premier face-à-face illustra l'engagement du Kremlin dans la région et démontra que ce dernier entendait s'appuyer sur les provinces autonomes de Géorgie pour garder une influence sur la totalité du pays. La direction soviétique a même officiellement envisagé, dès l'hiver 1990, d'élever le statut des autonomes au rang des républiques fédérées de l'Union (*soiouznye Respoubliki*). Cette menace fut mise à exécution par l'adoption le 26 avril 1990 de la loi soviétique sur la « répartition des compétences entre l'Union des RSS et les sujets de fédération ». L'alinéa 2 de l'article 6 de cette loi établissait les procédés d'adhésion à l'Union des nouvelles

---

<sup>22</sup> Les autorités communistes géorgiennes (Guivi Goumbaridzé et Chota Gorgodzé, respectivement premier secrétaire du PC géorgien et ministre de l'Intérieur) tentèrent de désamorcer la crise en se rendant sur place. Néanmoins, les violences éclatèrent après la fin de la manifestation, notamment dans les villages géorgiens autour de Tskhinvali, où plusieurs personnes trouvèrent la mort.

<sup>23</sup> Cette barrière fut matérialisée par l'apparition de *check-points* et de postes pour les troupes de maintien de la paix dès 1992. Entre 1995 et 2004, un immense marché illégal fonctionnait entre Ergneti et Tskhinvali symbolisant la « détente » et l'« intégration par la contrebande ». Mais, dès l'été 2004, la route entre Tskhinvali et Ergneti était devenue quasiment infranchissable. Le gouvernement géorgien finança ainsi une route de contournement pour atteindre Tamaracheni et l'enclave de la vallée de la Grande Liakhvi.

républiques fédérées et ceux de la création des nouvelles formations autonomes<sup>24</sup>. Pour la Géorgie, la loi était censée diminuer la tutelle de Tbilissi sur ses autonomies, leur donnant la possibilité d'adhérer à l'URSS en cas d'indépendance géorgienne. Il faut souligner que cette loi, bien que ne mentionnant jamais explicitement la Géorgie, la visait néanmoins au premier chef, car aucune république parmi les six refusant le nouveau « traité de l'Union » ne comportait d'« autonomies à problèmes »<sup>25</sup>.

Par l'intervention du ministère de l'Intérieur soviétique, qui supplanta le ministère de l'Intérieur géorgien dans la gestion de cette crise, Moscou inaugurait une pratique qui allait se renforcer les années qui suivirent l'incident.

L'histoire de la suppression de l'autonomie de l'Ossétie du Sud est également plus complexe que la version qui a la faveur des journalistes et des discours politiques, qui accusent Gamsakhourdia de suppression unilatérale et brutale du statut autonome de la région. En réalité, le 20 septembre 1990, le Soviet suprême de la région autonome, sur proposition d'Alan Tchotchiev et de Thorez Kouloumbegov<sup>26</sup>, a voté l'acte de « déclaration de souveraineté d'Ossétie du Sud » et de sa transformation en une « République soviétique démocratique d'Ossétie du Sud » (RSDOS)<sup>27</sup>. La région autonome s'était déjà unilatéralement arrogé le statut de « république autonome » en novembre 1989, plus élevé dans le cadre du fédéralisme soviétique. En un an et demi, le Soviet suprême sud-ossète a plusieurs fois modifié le nom officiel de l'entité politique. Ainsi dès le 28 novembre 1990, le Soviet des députés du peuple d'Ossétie du Sud a-t-il supprimé le mot « démocratique » dans le nom officiel de la république adopté le 20 septembre<sup>28</sup>. Six mois plus tard, avec le vote du 4 mai 1991, le même Soviet annula la décision du 20 septembre 1990 au sujet de la transformation de la région autonome en « République socialiste démocratique » et restaura la « Région autonome »<sup>29</sup>. Cette décision fut cassée quatre mois plus tard, toujours par le même Soviet, qui déclara la décision du 4 mai « nulle et non avenue », car elle aurait été adoptée « pour satisfaire l'insistance et suivre les indications de l'ex-président du Soviet suprême de l'URSS Anatoli Loukianov et du groupe parlementaire « Soiouz »<sup>30</sup>. De ce fait, la motion votée le 1<sup>er</sup> septembre 1991 restaurait le statut antérieur au 4 mai »<sup>31</sup>.

<sup>24</sup> *Vedomosti S'ezda Narodnykh Depoutatov SSSR i Verkhovnogo Soveta SSSR* (Le Courrier de l'Assemblée des députés du peuple et du Soviet suprême de l'URSS), 19, 1990, p. 429-433.

<sup>25</sup> Nous pouvons également parler de l'Azerbaïdjan et de sa région autonome du Haut-Karabagh, mais à l'époque l'Azerbaïdjan figurait parmi les républiques de l'Union les plus loyales vis-à-vis de Moscou.

<sup>26</sup> Aucun des deux militants nationalistes n'était alors membre du parlement local, mais ils étaient néanmoins présents à la session.

<sup>27</sup> Le texte de cette déclaration est paru dans *Sovetskaïa Ossetia* (L'Ossétie soviétique) de 22 septembre 1990.

<sup>28</sup> *Sovetskaïa Ossetia*, 5 décembre 1990.

<sup>29</sup> *Ibid.*, 16 mai 1991.

<sup>30</sup> « Soiouz » était un groupe de communistes orthodoxes en faveur du maintien de l'URSS. Ils appuyèrent le putsch d'août 1991 contre M. Gorbatchev.

<sup>31</sup> *Ioujnaïa Ossetia – Naveki s Rossiei. Istoriko-pravovoe obosnovanie vkhojdenia respubliky Ioujnaïa Ossetia v sostav Rossii* (Ossétie du Sud : avec la Russie pour des siècles !

Cette prolifération d'activité constituante du Soviet sud-ossète était suivie avec attention par le parlement géorgien qui invalidait les votes ossètes avec la même minutie, et qui, à l'occasion, passait même à l'offensive législative. Le Soviet suprême géorgien (encore communiste pour un mois) déclara illégal le vote du Soviet sud-ossète sur la transformation de la région autonome en « République socialiste démocratique » dès le lendemain du vote ossète, le 21 septembre 1990<sup>32</sup>. Ignorant cet acte juridique, le Soviet suprême de l'Ossétie du Sud confirma son vote le 16 octobre, en ajoutant la création du « Comité exécutif de la République soviétique démocratique d'Ossétie du Sud ». C'est seulement après l'organisation des élections du nouveau parlement en Ossétie du Sud, déclaré illégitime par le parlement géorgien présidé par Gamsakhourdia avant même que le scrutin ait lieu, que la Géorgie décida la suppression de la RSDOS (le 11 décembre 1990)<sup>33</sup>. Le même jour, le parlement géorgien déclarait l'état d'urgence dans la ville de Tskhinvali et dans le district de Djava<sup>34</sup>. Dès le lendemain, le 12 décembre, trois Géorgiens étaient assassinés à la mitraillette dans le centre de Tskhinvali<sup>35</sup>, ce qui servit de déclencheur aux violences, qui dégénérent au fil des semaines en véritable conflit armé. Notons que la direction politique russe (l'administration Eltsine) avait une position sensiblement différente de celle du leadership soviétique (Gorbatchev). En conflit politique avec la direction de l'URSS, Eltsine soutenait en effet les opposants au Kremlin dans les républiques fédérées. Ainsi les rapports entre Gamsakhourdia et Eltsine furent-ils très positifs au départ. Dans le mémorandum signé le 23 mars 1991 par les deux présidents à la suite de leur rencontre au sommet à Qazbegui (Géorgie), l'Ossétie du Sud est mentionnée comme « ex-région autonome d'Ossétie du Sud ». La Fédération de Russie s'engageait dans ce document à lutter conjointement avec le ministère de l'Intérieur géorgien pour désarmer « toutes les formations militaires illégales sur le territoire de l'ex-région autonome ». Ainsi d'après ce document, la Fédération de Russie reconnaît *de facto* l'abolition de l'autonomie ossète<sup>36</sup>. Néanmoins, la position russe est très rapidement redevenue pro-ossète, quelques semaines après la rencontre de Qazbegui<sup>37</sup>, et la Fédération de Russie endossa entièrement la position de l'ancienne métropole après la disparition de l'Union soviétique.

---

Les fondements historico-juridiques de l'adhésion de la République d'Ossétie du Sud à la Russie), Moscou, 2004, p. 83-84.

<sup>32</sup> *Sakartvelos Respublikis Ouzenaesi Sabtjos Matsné* (Le Courrier du Conseil suprême de la République de Géorgie), 9, 1990, p. 29-30.

<sup>33</sup> *Ibid.*, 12, 1990, p. 150-151.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 152-157 ; il est intéressant de rappeler que le président de l'URSS, M. Gorbatchev, par le décret présidentiel daté du 7 janvier 1991, déclara à son tour illégales ces deux décisions du parlement géorgien (la dissolution de l'autonomie sud-ossète et l'introduction de l'état d'urgence à Tskhinvali et Djava), s'engageant dans le bras de fer aux côtés des sud-Ossètes.

<sup>35</sup> L'un des tués était un proche de Gamsakhourdia, Merab Ouridia.

<sup>36</sup> Le texte du mémorandum est publié dans *Sakartvelos Respublika*, 24 mars 1991.

<sup>37</sup> Dès le 31 mars, le parlement de la Fédération de Russie demande au parlement géorgien la restauration de l'autonomie ossète. Le ton s'est fait de plus en plus belliqueux à partir de l'automne 1991.

Le dernier épisode dans la guerre juridique autour du statut fut la déclaration d'indépendance adoptée par le parlement sud-ossète le 21 décembre 1991. Étrangement, cette déclaration précéda l'organisation du référendum sur l'indépendance, qui n'eut lieu que le 19 janvier 1992. De façon encore plus étrange, le référendum sur l'indépendance comportait en deuxième point une question sur l'adhésion de l'Ossétie du sud à la Russie <sup>38</sup>.

Une nouvelle phase dans les violences fut atteinte avec l'introduction des troupes du ministère de l'Intérieur géorgien à Tskhinvali, le 6 janvier 1991, qui marqua le début du conflit armé d'Ossétie du Sud <sup>39</sup>. Le conflit dura de janvier 1991 à juin 1992 et fut d'intensité variable, selon les différents secteurs de la région. Les combats furent assez circonscrits géographiquement et ne dépassèrent presque jamais un rayon de dix kilomètres autour de Tskhinvali. La ville fut régulièrement pilonnée par l'artillerie légère et lourde des unités géorgiennes, tandis que les villages géorgiens du nord, de l'est et du sud de Tskhinvali furent attaqués par les milices ossètes <sup>40</sup>. Ces milices étaient en grande partie composées d'habitants locaux et de forces de l'ordre locales, mais de nombreux combattants étaient également venus d'Ossétie du Nord et de Russie. Les districts de Znaouri (Qornissi) et de Djava furent moins touchés, tandis que dans la région d'Akhalgori, située dans la partie orientale de l'Ossétie du Sud, quasi aucun coup de feu ne fut tiré jusqu'à son occupation par l'armée russe en août 2008, étant donné qu'elle était restée loyale aux autorités centrales de Tbilissi tout au long du conflit. Conflit de basse intensité par excellence, le conflit sud-ossète de 1991-1992 était également un conflit comportant des prises d'otages, et des attaques contre les civils <sup>41</sup>. De par l'importante mixité de peuplement, les villages ossètes et géorgiens se succédant en collier de perles, il était fréquent que les milices

---

<sup>38</sup> Le référendum sur l'indépendance fut accompagné d'autres irrégularités et faits curieux. Ainsi, le protocole final de la Commission électorale centrale ossète établit le taux de participation à 100 % (53 441 votants sur 53 441 « bulletins distribués »), et le pourcentage de « oui » à la question de l'indépendance à 99,75 %. Le protocole numéro 2 (concernant les chiffres du vote relatifs à la seconde question du référendum, au sujet de « l'unification avec la Russie ») établit le pourcentage de « oui » à 99,73 %. Ces résultats font naître un doute sérieux quant à leur fiabilité. Voir *Ioujnaïa Ossetia...*, *op. cit.*, p. 94 et s.

<sup>39</sup> Ces troupes légèrement armées (un peu plus de deux mille policiers) ont provoqué des affrontements avec les miliciens ossètes armés par les garnisons des troupes soviétiques basées en Ossétie du Sud. Au moment de l'explosion des violences, deux unités de l'armée soviétique étaient stationnées à Tskhinvali : un régiment de génie militaire et de démineurs et un régiment d'hélicoptères. C'est ce dernier qui fournissait aux miliciens ossètes les roquettes avec lesquelles ils faisaient exploser les postes de police tenus par les Géorgiens (voir A. GORCHKOV, *Grouzinskii Izlom*, 1991). Pour éviter les combats de rue, la police géorgienne a quitté la ville pour se positionner à ses alentours et dans les villages géorgiens de la région.

<sup>40</sup> La zone de guerre ne s'arrêtait pas aux frontières de la région autonome, car les villages de Zemo Nikozi, Kvemo Nikozi, Ergneti, situés dans le district de Gori furent également sur la ligne de front.

<sup>41</sup> Les deux parties commirent des crimes de guerre. Pour les Ossètes, une attaque contre un bus de civils aux environs du village de Dzari en mai 1992 dans laquelle une trentaine de personnes furent tuées, constitue le crime le plus abominable, commémoré tous les ans. Les Géorgiens ont leur lot de martyrs : tous se souviennent notamment des larmes du président

constituées d'habitants des villages voisins se fassent des micro-guerres, avec leur lot d'expropriations, de kidnappings et de vengeances personnelles. Au total, un millier de personnes furent tuées, mais le nombre de déplacés et de réfugiés fut beaucoup plus important. Les villages mixtes, qui jusqu'en 1991 représentaient le tiers du nombre total des villages de la région, devinrent quasiment tous mono-ethniques à l'exception du district d'Akhalgori, où malgré le départ de quelques Ossètes, la mixité fut maintenue jusqu'en août 2008. Tskhinvali est ainsi devenue pour la première fois de son histoire une ville exclusivement ossète : les Géorgiens (environ 10 000 personnes) quittèrent la ville en direction des enclaves géorgiennes ou de Gori<sup>42</sup>, tandis que les villages à majorité géorgienne de la vallée de la Grande et de la Petite Liakhvi (Tamaracheni, Atchabeti, Kourta, Dzartsemi, Kemerti, Kekhvi, Sveri, Eredvi, Beroula, Beloti, etc.) furent vidés de leur population ossète. Le conflit alla aussi de pair avec une importante émigration des Ossètes vivant dans les différentes régions géorgiennes (de la Kartlie intérieure, du district de Bordjomi, de la Kakhétie et de Tbilissi) vers l'Ossétie du Nord<sup>43</sup>. La nette diminution du nombre des Géorgiens vivant en Ossétie du Nord (notamment à Vladikavkaz) fut aussi l'une des conséquences de cet « échange des populations » à la caucasienne.

### **3. La paix des braves contrebandiers : criminalisation de la politique et de l'économie de la région, et constitution d'un espace d'intégration**

La paix fut signée en juin 1992 à Dagomys (près de Sotchi) sans que le statut de la région soit défini. L'Ossétie du Sud se transforma depuis cette date en une zone indépendante *de facto* de Tbilissi, mais sans aucune reconnaissance internationale et sans continuité territoriale : certains villages et vallées reconnaissaient le pouvoir central géorgien et, par conséquent, ignoraient les autorités sécessionnistes installées à Tskhinvali. Trois bataillons de forces de paix (un russe, un géorgien et un nord-

---

Gamsakhourdia devant le cadavre d'un nourrisson tué par balles dans un village géorgien près de Tskhinvali.

<sup>42</sup> Historiquement, la ville abritait une importante communauté juive géorgienne (le centre de la ville correspond à l'ancien quartier juif) qui, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, était même la plus grande communauté de Tskhinvali. Largement diminuée après la première vague d'émigration en Israël dans les années 1970, ces derniers représentants quittèrent la ville au début de la guerre en 1991.

<sup>43</sup> Les sources ossètes parlent de près de 100 000 réfugiés ossètes en Fédération de Russie originaires de Géorgie. Les Géorgiens considèrent comme injuste de qualifier tous les émigrés de « réfugiés » et refusent le qualificatif « d'épuration ethnique », car presque tous ceux qui décidèrent de partir eurent la possibilité de vendre leurs biens immobiliers (chose impossible en cas de « nettoyage ethnique »). La différence est évidente avec les nouveaux réfugiés de 2008, qui virent leurs habitations détruites délibérément par les troupes de E. Kokoïty. D'autre part, une proportion non négligeable des Ossètes aurait quitté la Géorgie dans les années 1990 pour des raisons économiques (au total près d'un million de personnes ont émigré entre 1990 et 1997). Néanmoins, les cas de discriminations et de terreur sur une base communautaire furent légion dans les régions contrôlées par les deux antagonistes.

ossète, étrangement inclus dans l'accord) veillaient au respect du cessez-le-feu dans la zone de sécurité créée à cet effet <sup>44</sup>.

Pendant les années Chevardnadze (1992-2003) <sup>45</sup>, les rapports entre communautés se sont relativement apaisés et ont été beaucoup moins problématiques qu'en Abkhazie. Contrairement à cette dernière, le territoire de l'Ossétie du Sud était totalement perméable aussi bien à partir de l'intérieur de la Géorgie, que d'Ossétie du Nord et de Russie. L'absence d'affrontements armés, la relative liberté de circulation et le développement le long de l'autoroute transcaucasienne (le *transkam*) des divers trafics illicites auxquels participaient Ossètes et Géorgiens, sécessionnistes et loyalistes confondus, avaient fini par créer un *modus vivendi* provisoire fondé sur la stratégie de l'évitement de la guerre. Le président sud-ossète Ludvig Tchibirov, historien de profession, converti aux idées nationalistes dès le début des années 1990, se montrait relativement peu porté à rattacher sa république autoproclamée à la Russie. Réaliste et pragmatique, Tchibirov profitait pleinement du *statu quo*. Cela ne signifie pas que la question de la réunification était tombée dans l'oubli. Elle revenait régulièrement, ne fût-ce que pour faire pression sur la Géorgie. Néanmoins, la conjoncture n'y était pas favorable, car les Ossètes du Nord, avec leurs propres problèmes territoriaux non réglés, notamment avec les Ingouches <sup>46</sup>, n'étaient pas très enclins à entamer un nouveau conflit avec la Géorgie à propos de l'Ossétie du Sud. Rappelons que, bien que présent dans la région, notamment via des agences répressives du pouvoir, le centre fédéral russe n'avait pas la même maîtrise des régions caucasiennes jusqu'aux années 2000 qu'à partir du second mandat de Poutine débutant en 2004. Par conséquent, la direction politique d'Ossétie du Nord (le président Alexandre Dzassokhov) avait une certaine marge de manœuvre et jouait un rôle non négligeable dans le règlement du conflit. Ainsi, à la différence de l'Abkhazie, qui était déjà du ressort direct du Kremlin et des militaires russes, la présidence de l'Ossétie du Nord se voyait déléguer par Moscou la compétence de traiter avec les Géorgiens dans le conflit sud-ossète. A cause de la politique relativement modérée de Dzassokhov, qui préconisait une solution négociée pour l'Ossétie du Sud au sein de la Géorgie et n'insistait pas sur l'unification du peuple ossète, les Géorgiens ne tentaient pas de résoudre le problème par la force. Néanmoins, A. Dzassokhov militait pour les liens particuliers entre les deux Ossétie, qui d'après lui ne devaient pas être séparées par une frontière trop

---

<sup>44</sup> La zone de sécurité comportait le territoire situé dans un rayon de quinze kilomètres autour de Tskhinvali. Une zone de restriction des armements lourds fut également constituée.

<sup>45</sup> Edouard Chevardnadze est officiellement revenu en Géorgie le 7 mars 1992 après l'éviction de Zviad Gamsakhourdia de la présidence par un coup d'état. Il fut d'abord président du « Conseil militaire », transformé en été 1992 en « Conseil d'Etat » – organes provisoires du pouvoir jusqu'aux élections d'octobre 1992. D'octobre 1992 à septembre 1995, il fut à la tête du Parlement national – et du fait de l'abolition provisoire du poste de président de la République – le premier personnage de l'Etat. Depuis 1995 et l'adoption de la nouvelle constitution, il s'est fait élire président de la République. Il a été réélu en 2000 pour un second mandat. En novembre 2003, il fut contraint à la démission suite à la révolution dite « des roses ».

<sup>46</sup> Un contentieux territorial datant de la période de la déportation des Tchétchènes et des Ingouches en 1944 a dégénéré en conflit armé à l'automne 1992, le district du Prigorodnyi transféré à l'Ossétie du Nord étant revendiqué par l'Ingouchie.

étanche. A. Dzassokhov fut à l'origine d'un projet qui supposait la réalisation d'un grand couloir de transport Nord-Sud (Russie-Caucase-Turquie, Iran et Moyen-Orient), dans lequel les deux Ossétie devaient jouer un rôle déterminant. Ce projet avait l'aval du gouvernement russe, qui tentait de cette façon de concurrencer les couloirs Est-Ouest (Asie centrale-Caucase-Turquie-Europe), dont faisait partie le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan et qui échappait au contrôle russe.

Si les projets présentés par A. Dzassokhov sont restés lettre morte, le flou juridique et statutaire qui régnait dans cette zone en attendant la résolution du conflit fournissait de nombreuses possibilités d'y privatiser les fonctions régaliennes de l'Etat et assurait des revenus illicites aux élites politiques locales. Jusqu'en 2004, près de 70 % du commerce russo-géorgien relevait de la contrebande. La majeure partie de ces marchandises transitait à travers le territoire d'Ossétie du Sud et était écoulée sur le marché d'Ergneti. D'après plusieurs experts, le budget national perdait entre 2,5 et 10 millions de dollars de recettes par mois à cause de ces trafics<sup>47</sup>. De l'aveu même des séparatistes, en 2004 près de deux tiers des revenus des autorités de Tskhinvali provenaient des sommes prélevées sur le transit des marchandises entre la Russie et la Géorgie<sup>48</sup>. Le président autoproclamé Ludvig Tchibirov, dont le propre fils, Alexeï, responsable de l'OMON (régiment spécial de la police) d'Ossétie du Sud était le principal bénéficiaire des flux commerciaux illicites, demeurait en somme favorable au maintien du *statu quo*. Mais les autorités *de facto* n'étaient pas seules à profiter de ce véritable couloir de contrebande. De nombreux officiels géorgiens participaient pleinement aux trafics<sup>49</sup>. Certains d'entre eux avaient « des parts » du marché sauvage d'Ergneti. La fraction majeure des marchandises de contrebande était constituée de l'essence importée en Géorgie (parfois cette essence était doublement illicite puisqu'elle était illégalement extraite et raffinée dans la Tchétchénie en guerre). L'alcool à destination de la Russie était l'autre « produit phare »<sup>50</sup>. Farine, pâtes, huile,

---

<sup>47</sup> Voir A. KUKHIANIDZE, A. KUPATADZE et R. GOTSIRIDZE, « Smuggling through Abkhazia and Tskhinvali Region/South Ossetia », *Center for Transnational Crime and Corruption Studies*, Washington, American University, 2003.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>49</sup> Voici un exemple de la « coopération » entre les deux administrations corrompues : la police géorgienne tolérait que les voitures importées en Géorgie soient dédouanées et immatriculées en Ossétie du Sud, alors qu'officiellement aucune administration géorgienne ne reconnaissait son existence. En effet, en accord illicite avec la police des routes géorgienne, les autorités sud-ossètes avaient mis en place des procédures de dédouanement et d'immatriculation des véhicules beaucoup moins chères qu'ailleurs en Géorgie. Ces plaques étant tolérées, de nombreux automobilistes résidant dans les régions géorgiennes limitrophes d'Ossétie du Sud affluaient à Tskhinvali pour s'y immatriculer. Les profits ainsi dégagés étaient partagés entre les autorités policières sud-ossètes et géorgiennes.

<sup>50</sup> Plusieurs dizaines de citernes d'alcool pur transitaient tous les jours par le Transkam vers le nord. La proximité avec le territoire non contrôlé d'Ossétie du Sud a transformé l'Ossétie du Nord en centre de production d'alcool le plus important de la Fédération de Russie. Les « rois de l'alcool » dominèrent la vie politique et économique de l'Ossétie du Nord tout au long des années 1990. Influençant la direction sud-ossète et constituant des réseaux au sein de l'administration géorgienne, les trafiquants et fabricants d'alcool participèrent à la création d'un « espace d'intégration » par le recours à la contrebande.

confiseries et beurre à destination de la Géorgie, fruits, légumes et produits maraîchers à destination du marché russe étaient également échangés à Ergneti. Profitant de la confusion juridique, en plus de produits licites, Tskhinvali était également devenue une plaque tournante de drogues et de voitures volées en Géorgie.

Avec l'introduction par la Russie du régime de visas à l'encontre de la Géorgie en 2001 et, plus tard, de l'embargo sur les produits agricoles géorgiens (2006), l'Ossétie du Sud servit de base de réexportation et les Ossètes du Sud, qui furent exemptés par la Russie de ces mesures discriminatoires, servirent d'intermédiaires. Ne pouvant plus vendre leurs produits sur les marchés russes, les commerçants ou paysans géorgiens vendaient leurs produits aux revendeurs ossètes, qui accédaient aux marchés russes. Quant aux produits agricoles géorgiens frappés d'interdiction en Russie, officiellement « pour des raisons sanitaires », ils devenaient subitement irréprochables dès lors qu'ils étaient vendus sous l'étiquette ossète ou abkhaze. Ainsi, sans produire une tonne d'agrumes (pour des raisons climatiques), l'Ossétie du Sud exportait en Russie des milliers de tonnes d'oranges et de mandarines, en réalité produites ailleurs en Géorgie.

Sans jamais lui reconnaître la légitimité, les Géorgiens s'accommodèrent néanmoins de L. Tchibirov, qui avait aussi le soutien des clans puissants et de la direction politique de l'Ossétie du Nord<sup>51</sup>. Tbilissi le préférait aux autres dirigeants ossètes, jugés plus anti-géorgiens et, de ce fait, il était devenu l'interlocuteur incontournable des autorités géorgiennes, notamment d'Irakli Matchavariani, qui fut le représentant personnel de Chevardnadze dans les négociations avec les Ossètes et d'Eldar Chenguélaia, vice-président du parlement, chargé par le législatif du conflit ossète.

A plusieurs reprises, les négociateurs géorgiens et ossètes, réunis sous l'égide de l'OSCE, furent près de signer un accord qui eût réglé le conflit tout en maintenant l'unité de l'Etat géorgien. Une occasion particulièrement favorable fut gâchée en 2000, lors des pourparlers de Baden, près de Vienne : les Ossètes avaient quasiment accepté le principe d'un statut de large autonomie au sein de la Géorgie, mais les négociateurs avaient achoppé sur le statut des forces armées sécessionnistes et sur la question de la double citoyenneté (russe et géorgienne) des habitants de la région<sup>52</sup>. Le gouvernement Chevardnadze n'a pas saisi l'occasion, estimant que la partie ossète allait, avec le temps, finir par accepter d'autres concessions<sup>53</sup>.

Or, L. Tchibirov et son clan furent balayés aux élections de novembre 2001. L'opposition était principalement composée de communistes et de nationalistes. Les premiers avaient obtenu la majorité au parlement local en 1999 et voulaient l'union de l'Ossétie du Sud avec la Russie. Leurs leaders étaient très proches du parti

---

<sup>51</sup> L. Tchibirov avait été élu à ce poste en 1994 et réélu en 1998. Ces élections, tout comme les élections législatives de 1995 et de 1999, n'avaient été reconnues ni par la communauté internationale ni par les autorités de Tbilissi. Elles furent boycottées par les habitants des vallées géorgiennes (ils envoyaient leurs élus au parlement national).

<sup>52</sup> La distribution de passeports russes dans les régions sécessionnistes de Géorgie a commencé dans les années 1990, mais le Kremlin a officiellement décidé d'étendre la citoyenneté russe à ces régions à partir de l'été 2002.

<sup>53</sup> Interview avec l'un des participants des négociations, Tbilissi, mai 2005.

communiste russe de Guenadi Ziouganov, grâce au soutien duquel l'un des leurs, Anatoli Tchekhoev, avait même obtenu le mandat de député à la *Douma* russe<sup>54</sup>. D'autres opposants avaient activement combattu les Géorgiens entre 1990 et 1992, mais s'étaient reconvertis dans les « affaires » à la fin de la guerre.

Toutes ces forces invoquaient le nationalisme pour attaquer L. Tchibirov, décrit comme lié aux Géorgiens. Elles mettaient l'accent sur de prétendus accords secrets avec Tbilissi, prévoyant le retour au bercail de la région. L. Tchibirov était également accusé d'avoir mis la main sur l'économie (parallèle et officielle) par le biais de sa famille. L'enrichissement des proches de L. Tchibirov et l'appauvrissement de la majorité de la population avaient rendu les leaders populistes plus influents. L. Tchibirov, qui n'avait pas de véritable parti politique propre, commença à perdre la main dès 1998. Mais, fort des soutiens de Vladikavkaz (Ossétie du Nord) et de la bienveillance de Tbilissi, et bénéficiant de son image d'homme de consensus et de paix, il pensait avoir les mains libres dans les jeux politiques locaux. Jusqu'en 2001 il avait neutralisé ses opposants, contraignant les uns à l'exil, tandis que d'autres disparaissaient dans des circonstances troubles. L. Tchibirov pensait pouvoir maîtriser les élections présidentielles d'Ossétie du Sud de novembre 2001. Ainsi, il avait fait invalider par la Commission électorale centrale les candidatures de ses adversaires les plus sérieux. Parmi eux, Felix Sanakoev, ex-premier secrétaire de la cellule régionale du PCUS et ex-proche de E. Chevardnadze<sup>55</sup>.

#### 4. Kokoïty et l'annexion rampante par Moscou

Lors de la campagne de 2001, L. Tchibirov considérait Stanislav Kotchiev, président du parlement sud-ossète et chef de file des communistes locaux, comme son rival principal. Les Géorgiens ne souhaitaient pas voir S. Kotchiev ravir la place à L. Tchibirov, car il semblait plus opposé à l'idée de la réintégration de sa région à la Géorgie. Mais la surprise vint d'Edouard Kokoïty (devenu Kokoïty après modification de son patronyme à la fin des années 1990), homme d'affaires de 38 ans à la réputation sulfureuse. La carrière de Kokoïty avait débuté dans le sport : il fut champion de lutte de Géorgie, ce qui lui avait valu le poste de chef du *Komsomol* de Tskhinvali dans les années 1980. Pendant le conflit du début des années 1990, il s'engagea militairement, point de sa biographie qu'il exagéra largement lors de sa campagne pour promouvoir son image patriotique. En 1993, E. Kokoïty créa une fondation « sportive et caritative » nommée « Iounost » (Jeunesse), officiellement censée œuvrer à la réhabilitation des combattants blessés pendant la guerre<sup>56</sup>. Nommé « représentant commercial de

<sup>54</sup> Elu sur la liste du parti communiste de la Fédération de Russie, il fut vice-président de la commission de la *Douma* chargée des affaires de la CEI.

<sup>55</sup> F. Sanakoev était membre de « l'équipe Chevardnadze » dans les années 1970-1980, quand ce dernier était premier secrétaire du PC géorgien. La loi qu'a fait voter L. Tchibirov quand il avait encore la majorité au parlement local interdisait les candidatures de tous ceux qui n'avaient pas vécu sur le territoire de la région durant les cinq années précédant le scrutin. Etant donnée la vie économique et politique de l'Ossétie du Sud et l'émigration massive de sa population, ce dispositif limitait considérablement le choix des candidats potentiels.

<sup>56</sup> E. Kokoïty déclara à la *Komsomol'skaïa Pravda* qu'il faisait également du travail social afin que les « mecs costauds » qui avaient fait la guerre ne tournent pas mal. Voir l'interview de

l'Ossétie du Sud en Fédération de Russie » dès 1997, E. Kokoïty se lança dans les affaires à Moscou avec d'autres anciens lutteurs reconvertis <sup>57</sup>.

La surprise fut grande lorsque E. Kokoïty arriva en tête du premier tour avec plus de 47 % des voix aux élections de 2001 <sup>58</sup>. L. Tchibirov n'alla même pas au second tour, puisqu'il fut distancié par S. Kotchiev qui avait obtenu 24 % <sup>59</sup>. Selon la réglementation en vigueur, le second tour devait donc opposer E. Kokoïty et S. Kochiev. Ainsi la question du départ de L. Tchibirov s'est posée sans que ce dernier soit préparé à cette éventualité. Disposant d'un grand capital intimement lié à l'exercice du pouvoir, ce dernier ne pouvait accepter la défaite, qui allait remettre en cause la suprématie de son clan. Les Tchibirov étaient un clan au sens familial et lignager du mot : le fils, Alexeï, était chef des forces spéciales de la police sud-ossète ; la famille de son épouse et les personnes issues de son village contrôlaient l'essentiel des postes à rendement important. Loudvig Tchibirov et son Premier ministre, Dmitri Sanakoev (plus tard chef de l'administration provisoire d'Ossétie du Sud pro-géorgienne), essayèrent d'empêcher l'arrivée au pouvoir de E. Kokoïty par tous les moyens <sup>60</sup>. Voyant que le gouvernement géorgien n'était pas prêt à intervenir en leur faveur, les Tchibirov tentèrent un coup de force le 21 novembre 2001, lorsque plus de deux cents policiers de la brigade spéciale d'Alexeï Tchibirov firent irruption au parlement de Tskhinvali, réuni en séance. Les mutins exigèrent du parlement l'annulation des résultats du premier tour et la convocation de nouvelles élections <sup>61</sup>. Le danger

---

Kokoïty, « Les Géorgiens voulaient m'acheter pour 20 millions de dollars », *Komsomol'skaïa Pravda*, 10 décembre 2008. Dans cette interview Kokoïty et sa mère disent avoir eu une révélation mystique, selon laquelle Kokoïty était appelé à diriger et à sauver le peuple ossète.

<sup>57</sup> Dans les pays postcommunistes, les sportifs issus des sports de combat (boxe, lutte, karaté) furent très actifs dans le processus des privatisations au début des années 1990. Ayant des liens de sociabilité et de solidarité forts, beaucoup d'entre eux convertirent avec succès ces liens en capital économique. Le fait d'être fort physiquement et maîtrisant un art de combat était un atout non négligeable lors du développement chaotique du capitalisme sauvage du début des années 1990. Plusieurs leaders d'entreprises criminelles de renom étaient issus de ce milieu (voir Otar Kvantrichvili).

<sup>58</sup> Les frères Tedeev (Albert, dit « *Dikii* », le Sauvage, et Djamboulat, entraîneur officiel de l'équipe de lutte de la Fédération de Russie), le plus puissant clan contrôlant la majeure partie des trafics du Transkam, ont joué un rôle décisif dans la victoire de E. Kokoïty. Liés au crime organisé russe et ossète du nord, disposant d'une fortune colossale et d'une véritable petite armée privée, les Tedeev financèrent la campagne électorale de E. Kokoïty et garantirent sa victoire. En échange, ils eurent comme prébende le contrôle total de la « douane » sud-ossète, « le Sauvage » devenant officiellement le secrétaire du Conseil national de sécurité sud-ossète.

<sup>59</sup> Alors que Tchibirov n'obtient que 20 %

<sup>60</sup> Ils tentèrent d'abord de révéler les liens de E. Kokoïty avec le crime organisé. Ensuite, ils ont tenté de persuader S. Kochiev de démissionner du second tour, ce qui aurait permis l'organisation des nouvelles élections (d'après le règlement, deux candidats étaient nécessaires au second tour). S'il n'y avait qu'un seul prétendant, plus de 50 % des électeurs inscrits devaient voter pour lui. S. Kotchiev, bien que sachant qu'il n'avait aucune chance de l'emporter au second tour, n'a pas renoncé à sa candidature, en scellant le sort des Tchibirov qu'il considérait comme ses ennemis jurés.

<sup>61</sup> L'un des témoins oculaires de la scène nous raconta en janvier 2002 que le jeune Tchibirov accompagné de ses gardes aurait surgi dans la salle de réunion en criant : « les jeux

d'affrontement fut réel, puisque E. Kokoïty commença à rassembler sur la place centrale de Tskhinvali ses alliés armés. Il déclara au ministre de l'Intérieur sud-ossète Alan Goutchmazov que la responsabilité de la « guerre civile » allait être imputée à la famille Tchibirov, déjà responsable selon lui de la disparition et de l'assassinat de 160 militants de l'opposition depuis 1994<sup>62</sup>.

L. Tchibirov n'a pas obtenu l'aide qu'il pensait obtenir de A. Dzassokhov (D. Sanakoev s'était immédiatement rendu à Vladikavkaz) et E. Chevardnadze préféra rester neutre, même si E. Kokoïty galvanisait les foules en vociférant que l'armée géorgienne était à deux doigts d'intervenir à Tskhinvali. Ayant obtenu les garanties d'intouchabilité et de liberté, les fidèles de L. Tchibirov s'étaient retirés du centre-ville. Le second tour que E. Kokoïty emporta avec près de 60 % des voix, eut lieu le 6 décembre. L. Tchibirov déclara qu'il allait quitter la politique et revenir à son métier de chercheur.

Le changement à la tête de l'Ossétie du Sud en 2001 signifiait clairement des modifications à venir. Les ressources de la région allaient davantage être contrôlées par les intérêts financiers des groupes d'intérêt russes qui avaient imposé E. Kokoïty à la tête de la région<sup>63</sup>. Pour accroître sa légitimité lui permettant une « tranquillité sur le plan des affaires », celui-ci eut recours à une campagne relativement agressive vis-à-vis de la Géorgie dès son élection, exigeant notamment comme préalable à la reprise des négociations « la reconnaissance du génocide des Ossètes ». Le régime de E. Kokoïty veillait également à la création d'un monisme idéologique dans sa mini-république, cimenté par l'hostilité à tout ce qui venait de Géorgie. Si l'on peut concevoir la méfiance du gouvernement Kokoïty par rapport aux initiatives venant du gouvernement géorgien, il est plus malaisé de comprendre le blocage constant des projets dits de la société civile, qui visaient la réconciliation des deux communautés et l'établissement de la confiance mutuelle. L'exemple le plus emblématique de cette tendance fut l'emprisonnement d'un responsable d'ONG ossète qui dirigeait le programme d'envoi d'enfants en colonies de vacances sur la côte géorgienne de la mer Noire. Quant aux parents « irresponsables », qui laissèrent leurs enfants à « l'influence néfaste des colonies des vacances géorgiennes », ils furent affublés de l'étiquette de « traîtres » dans la presse contrôlée par E. Kokoïty.

L'autre facteur de détérioration de la situation fut la mise en place dans les régions russes de la « fameuse verticale du pouvoir » chère à Vladimir Poutine. Ainsi, la direction nord-ossète – qui, jusqu'aux années 2000, apparaissait comme l'un des principaux facteurs de stabilisation en Ossétie du Sud, modérant notamment les ardeurs des politiciens de Tskhinvali au sujet de l'Ossétie unifiée –, s'est transformée en fidèle exécutante de la politique du Kremlin. Le nouveau président nord-ossète Taïmouraz

---

sont faits ! Croyez-vous que les Tchibirov vont partir comme ça ? ! ». Interview à Tskhinvali, janvier 2002.

<sup>62</sup> E. Kokoïty n'a jamais présenté une quelconque preuve de ses affirmations.

<sup>63</sup> Peu de temps après la publication des résultats, le député de la chambre basse du parlement russe (la *Douma*), Anatoli Tchékhoev, originaire d'Ossétie du Sud, a déclaré à la chaîne de la télévision russe NTV que les milieux criminels venant de toute la Fédération de Russie se dirigeaient vers l'Ossétie du Sud, puisqu'ils avaient « flairé la nouvelle redistribution des richesses liée au changement de la direction politique ».

Mamsourov s'est empressé de faire une déclaration commune avec Edouard Kokoïty en appelant de ses vœux la réunification de deux Ossétie dès septembre 2005. Avec la détérioration des relations russo-géorgiennes, la politique de rapprochement des deux Ossétie comme tentative de déstabilisation du régime géorgien est devenue la politique officielle de Moscou, plus confiante dans la région après l'écrasement de la résistance tchétchène<sup>64</sup>.

Grâce aux autorités russes, E. Kokoïty fut débarrassé de la tutelle encombrante des frères Tedeev<sup>65</sup>. Progressivement, il devint l'une des pièces maîtresses du dispositif russe dans le Caucase. Signe de cette confiance, Edouard Kokoïty et ses gardes armés<sup>66</sup> étaient présents à Beslan (Ossétie du Nord) lors des événements tragiques de septembre 2004. D'après certaines sources, les hommes de E. Kokoïty seraient même responsables des premiers coups de feu tirés sur le commando retranché dans l'école et du début de l'opération calamiteuse de « libération des otages »<sup>67</sup>.

Avec la démission d'Alexandre Dzassokhov, à l'époque président d'Ossétie du Nord, critiqué à cause de la faillite de l'opération, E. Kokoïty apparaissait comme le leader possible de l'Ossétie unifiée et les spéculations allaient bon train à propos d'une intronisation éventuelle et *de facto* de E. Kokoïty – l'homme des *siloviki* russes, à la tête des deux Ossétie. A l'époque, ce scénario fut écarté pour éviter de

<sup>64</sup> Voir dans ce même ouvrage les textes consacrés à la Tchétchénie.

<sup>65</sup> Les frères étaient devenus les maîtres de l'Ossétie du Sud avec l'élection de E. Kokoïty. Chefs de la douane, du Conseil de sécurité, l'un d'eux, Ibrahim, était même à la tête du comité des droits de l'homme ! Mais ayant reçu les garanties fermes de la part des *siloviki* russes (principalement FSB), E. Kokoïty entra en conflit avec les frères, qui tentèrent de réagir. L'aîné (« *Dikii* ») aurait même physiquement agressé « le président » à plusieurs occasions et les deux hommes s'étaient mutuellement promis la mort en public. Mais après plusieurs affrontements armés, les Tedeev ont compris que leur suprématie dans la région était finie. Tandis que Jamboulat était devenu entraîneur en chef de l'équipe nationale de lutte libre de la Fédération de Russie, Ibrahim s'est installé à Moscou, où il contrôlait plusieurs casinos. Il fut assassiné dans un restaurant de Vladikavkaz en octobre 2006 par un autre mafieux de Tskhinvali, Léon Kokoev.

<sup>66</sup> Le contingent de la milice sud-ossète à Beslan était dirigé par le chef d'une unité spéciale de l'armée de Kokoïty, Bala Bestaev, l'un des hommes les plus craints en Ossétie. Proche de E. Kokoïty, Bala était accusé d'enlèvements, d'assassinats et de trafics illicites par le gouvernement géorgien. Il a échappé à un attentat en juillet 2006.

<sup>67</sup> Ce fut notamment le témoignage du journaliste Roustam Kaliev présent sur le lieu du drame. Cette version fut également présentée dans l'article de L. UZZELL, « A South Ossetian Role in Beslan ? », *Chechnya Weekly*, 6 octobre 2004. Selon cette version, la présence de Kokoïty et de ses hommes aurait été voulue par les fédéraux, afin que leur soit confiée la tâche que les forces régulières ne souhaitaient pas accomplir. L'assaut de l'école aurait été décidé dès le début, mais l'opération devait apparaître comme une mesure obligée. Il fallait obliger le commando venu de Tchétchénie à ouvrir le feu sur les fédéraux. Cette tâche aurait été confiée aux miliciens de Kokoïty. Cette version est reprise à quelques nuances près par John Dunlop qui a rédigé un rapport détaillé sur les événements de Beslan pour la fondation Jamestown (« Beslan, Russia's 9/11 ? », *Jamestown Foundation*, octobre 2005). C'est aussi celle du grand reporter de *Moskovskii Komsomolets*, Vadim Retchkalov (« Tol'ko tak my pobedim vraga » (C'est seulement comme ça que nous vaincrons nos ennemis !), *Moskovskii Komsomolets*, 14 septembre 2004). La partie officielle russe récuse cette version.

renforcer le mécontentement de la population nord-ossète traumatisée par la mort de nombreux enfants (339 personnes tuées, dont deux tiers d'enfants), ne désirant pas particulièrement voir un Ossète du Sud (un « Koudarets » selon l'expression ossète) prendre la direction de « leur » république. Néanmoins, les années 2005 et 2006 ont vu devenir pratique courante les réunions communes de cabinets des ministres de l'Ossétie du Nord et du Sud avec la bénédiction des plus hautes autorités de la Fédération de Russie. Ainsi, en mars 2006, la réunion conjointe de deux cabinets de ministres fut présidée par l'assistant du Premier ministre de la Fédération de Russie Sergueï Fradkov, Guenadi Boukaev, connu comme étant à l'époque officieusement chargé des relations avec les régions indépendantistes<sup>68</sup>. Le même Boukaev avait annoncé le 22 mars 2006 un « accord de principe » du gouvernement russe pour procéder à l'intégration de l'Ossétie du Sud au sein de la Fédération de Russie<sup>69</sup>.

D'autres mesures relevant de l'annexion rampante consistaient en un processus pudiquement appelé « intégration » économique de la région séparatiste. Ces mesures comprenaient la construction d'une nouvelle route à travers le tunnel de Roki<sup>70</sup> et l'installation d'une nouvelle ligne à haute tension pour transmettre le courant électrique vers la région de Tskhinvali directement depuis la Russie. En septembre 2005, le géant Gazprom avait annoncé le projet de construction d'un gazoduc en direction de l'Ossétie du Sud, pour pallier la dépendance gazière de la région séparatiste à l'égard du gazoduc géorgien en provenance de Gori<sup>71</sup>. Le nouveau projet de gazoduc était censé faire pression sur les Géorgiens, en leur montrant que la Russie était en train d'envisager sérieusement le rattachement de l'Ossétie du Sud et se préparait à parer aux éventuelles coupures du gaz en provenance de Tbilissi. Commercialement parlant, ce projet estimé à 650 millions de dollars, qui prévoyait la construction d'un gazoduc

---

<sup>68</sup> Boukaev est lourdement intervenu lors des élections abkhazes de novembre 2004, en sommant les Abkhazes d'élire un candidat fidèle à Moscou au détriment de celui qui venait d'être désigné par les urnes. Il a également apporté le soutien russe au régime sécessionniste de Smirnov en Transnistrie en réaction au durcissement du régime de contrôle à la frontière de cette république non reconnue imposé par l'Union européenne et l'Ukraine.

<sup>69</sup> Cette déclaration était censée servir de ballon d'essai au gouvernement russe afin de tester la réaction des pays occidentaux. Même si elle n'a pas été reprise à son compte par le ministère des Affaires étrangères russe, un pas supplémentaire fut franchi en direction de l'annexion de l'Ossétie du Sud.

<sup>70</sup> La route du col de Roki (situé à 2 950 mètres d'altitude) est la seule route carrossable qui lie l'Ossétie du Nord et la Russie à l'Ossétie du Sud. Toutefois, avant d'arriver à Tskhinvali, cette route devait traverser les villages ethniquement géorgiens de la vallée de la Grande Liakhvi (aujourd'hui entièrement détruits et vidés de leurs habitants), qui n'étaient pas contrôlés par les autorités sécessionnistes.

<sup>71</sup> Avant la guerre de 2008 les Ossètes du Sud recevaient le gaz russe via la Géorgie et de ce fait payaient pour ce gaz un prix légèrement plus élevé que les Géorgiens. En réalité, ce sont les autorités russes (c'est-à-dire Gazprom) qui couvraient les frais de gaz consommé en Ossétie du Sud et versaient une certaine somme aux Géorgiens pour son transit. Khassan Pliev, le ministre du gouvernement *de facto*, affirmait dans une publication en ligne, que l'Ossétie du Sud entendait créer une ou deux « mini-centrales nucléaires » (*sic*) sur son territoire. Voir <http://www.regnum.ru/news/760648.html>.

long de 160 kilomètres à travers plusieurs cols du Grand Caucase pour seulement 7 à 8 000 foyers, était une absurdité économique : il était uniquement politique <sup>72</sup>.

La collusion des intérêts russes et sécessionnistes atteignit son apogée avec la nomination de militaires de carrière russes et d'individus issus du FSB dans le gouvernement sud-ossète. Ainsi, le Premier ministre sud-ossète Iouri Morozov, chargé de rassembler l'aide économique et financière russe à l'Ossétie du Sud à travers les banques privées russes, le président du Conseil de sécurité Anatoli Barankevitch, colonel de l'armée russe, resté salarié du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, le ministre de la Défense Vassili Lounev, ancien commissaire militaire de l'oblast de Perm en Russie centrale et vice-commandant des forces russes en Sibérie, le ministre de l'Intérieur Mikhail Mindzaev, ex-chef des unités spéciales de la police nord-ossète, et le ministre de la Sécurité d'Etat Boris Atoev, ex-chef adjoint du FSB russe en Kabardino-Balkarie <sup>73</sup>, venaient tous de la Fédération de Russie <sup>74</sup>.

Les forces de paix russes stationnées dans la zone du conflit, qui n'ont jamais été neutres, lancèrent une véritable guerre des nerfs contre les Géorgiens. Elles commencèrent notamment à organiser les exercices militaires conjoints avec les miliciens de E. Kokoïty dès 2004 <sup>75</sup>. Le commandant en chef des troupes de maintien de la paix russes, Sviatoslav Nabdzorov, fut déclaré *persona non grata* en Géorgie en 2004 du fait de son engagement en faveur de la sécession de l'Ossétie du Sud. Quant à E. Kokoïty, il se rendait en moyenne deux fois par mois à Moscou depuis 2004, officiellement « pour consultations » avec les autorités russes. Dans ce contexte, le régime sud-ossète ne pouvait plus être qualifié d'indépendantiste. Il était devenu tout simplement l'émanation de l'administration russe.

En plus de la distribution massive de passeports russes à partir de 2002 à la population ossète vivant sur le territoire contrôlé par les sécessionnistes, l'implication

---

<sup>72</sup> Après la proclamation de l'indépendance de l'Ossétie du Sud par la Russie en août 2008, la construction du gazoduc est devenue très urgente, car le gaz n'arrivait plus de Gori. Malgré les déclarations tonitruantes, le gazoduc n'a pas pu être construit à temps et des doutes sérieux planent sur sa faisabilité, étant donné les détournements de fonds et la crise financière et économique à laquelle la Russie doit faire face. Le président de la compagnie chargée des travaux, M. Djoussoev, et E. Kokoïty s'accusent de crimes économiques dans la presse russe. Ce projet aurait un sens économique seulement si en cas d'issue politique « favorable » du conflit russo-géorgien (c'est-à-dire en cas de retour de toute la Géorgie dans l'orbite russe), la Géorgie et avec elle l'Arménie et l'Iran se raccordaient à ce gazoduc. Dans ce cas, la Russie réaliserait son rêve de sabotage des projets Est-Ouest (BTC, Bakou-Erzurum, Nabucco) et prendrait également sous son contrôle les exportations du gaz iranien vers l'Europe.

<sup>73</sup> Les chefs précédents du KGB sud-ossète étaient aussi directement parachutés de Russie : Anatoli Iarovoï était chef de l'unité du FSB de Mordovie avant son arrivée à Tskhinvali et Nikolaï Dolgopolov était un journaliste spécialisé dans les affaires d'espionnage. Ce dernier fut embauché pour mener une campagne de propagande contre la Géorgie.

<sup>74</sup> Après la reconnaissance de l'indépendance par la Russie, le nombre des bureaucrates détachés de l'administration russe augmenta. La présence de cadres originaires d'Oulianovsk (région de la Volga) est particulièrement remarquable. En effet, les entreprises de cette région russe sont « pressenties » pour la privatisation de la seule entreprise sud-ossète pouvant dégager des profits, les mines de zinc et de cuivre de Kvaissi.

<sup>75</sup> Interview en mai 2008 avec un officier supérieur géorgien en poste dans la région.

russe à Tskhinvali était de plus en plus militaire. Dès 2003, les forces russes avaient commencé à installer une base militaire à Djava en violation de tous les accords signés entre les parties <sup>76</sup>. En 2005, la police militaire géorgienne avait intercepté des camions militaires russes livrant plusieurs centaines de roquettes aux troupes de E. Kokoïty. D'après l'ex-ministre géorgien chargé des conflits entre 2004 et 2005, G. Khaïndrava, la Russie aurait fourni à E. Kokoïty de 200 à 300 camions de munitions militaires, plusieurs tanks et blindés, ainsi que des pièces d'artillerie et de défense anti-aérienne <sup>77</sup>. Ainsi vers le milieu des années 2000, E. Kokoïty avait à sa disposition une armée de plus de 3 000 soldats, comprenant la « Garde présidentielle », « le ministère de la Défense de la République de l'Ossétie du Sud » <sup>78</sup>, l'OMON (forces spéciales du « ministère de l'intérieur ») et un millier de « volontaires » nord-caucasiens, en réalité des Cosaques ou des militaires démobilisés des forces armées de la Fédération de Russie et « détachés » en Ossétie du Sud <sup>79</sup>. L'essentiel des troupes sécessionnistes était stationné au nord de la ville de Tskhinvali et de l'enclave géorgienne de la vallée de la Grande Liakhvi. C'est également dans le district de Djava que se trouvaient les bases des « volontaires » russes, qui effectuaient des allées et venues incessantes au gré de la montée ou de la baisse des tensions. Les districts de Djava et de Znaouri (à l'ouest de Tskhinvali) restaient inaccessibles aux observateurs de l'OSCE, ainsi qu'aux représentations diplomatiques des pays occidentaux. A l'aide des militaires russes, les troupes de E. Kokoïty y avaient dressé des dispositifs défensifs et déployé des pièces d'artillerie lourde, pourtant bannies de la zone du conflit selon les accords de Dagomys. D'après certains analystes militaires, ces armes pouvaient atteindre, en cas de reprise des opérations militaires, le pipeline BTC, situé à une centaine de kilomètres de Tskhinvali <sup>80</sup>. Le soutien militaire russe n'était pas

---

<sup>76</sup> D'après Andrei Illarionov, l'ex-conseiller du président Poutine, treize tanks russes arrivèrent à Djava en hiver 2003. Ce fut le début de la militarisation accélérée de la région qui ne cessa jamais jusqu'au déclenchement de la guerre en août 2008. Voir l'interview de A. ILLARIONOV à *Interfax* le 29 décembre 2008

<sup>77</sup> Ce rapport fut présenté par le ministre Khaïndrava au parlement géorgien au printemps 2006.

<sup>78</sup> Ce ministère était illégal selon les termes des accords de Dagomys de 1992, qui concédait le monopole de la sécurité dans la zone du conflit au contingent du maintien de la paix mixte.

<sup>79</sup> Voir par exemple les données citées dans la publication annuelle « Military Balance » de l'International Institute of Security Studies (IISS, Londres). Selon l'étude 2008, l'Ossétie du Sud était classée en première position mondiale pour le ratio des tanks et des blindés disponibles par mille habitants (l'Abkhazie était classée troisième). Voir <http://www.iiss.org/publications/military-balance/the-military-balance-2008>.

<sup>80</sup> Les « militaires » sud-ossètes, agissant sur instruction de A. Barankevitch, avaient réalisé plusieurs attentats contre les objectifs stratégiques (barrages, lignes à haute tension) situés sur le territoire contrôlé par les autorités géorgiennes. D'après le gouvernement géorgien, les Forces de paix russes servaient également de couverture aux agissements des groupes de diversion du GRU (services de sécurité de l'armée russe), dont les officiers planifiaient des attentats et actes de sabotage à partir du territoire ossète. Le général Anatoli Syssoev (l'un des quatre espions russes arrêtés à Tbilissi en octobre 2006) était notamment impliqué dans la préparation et la réalisation de l'attentat contre le bâtiment de la police à Gori en 2004 qui a causé la mort de plusieurs personnes.

seulement logistique. Les unités de la 58<sup>e</sup> armée de la Fédération de Russie déployées sur le territoire de l'Ossétie du Nord avaient plusieurs fois démontré leur capacité à franchir la frontière géorgienne, si l'ordre en était donné : à chaque regain de tension au sud, les manœuvres militaires de grande envergure étaient lancées à proximité immédiate du passage de Roki. Ce fut également le cas lors des manœuvres qui se tinrent en juillet 2008, quelques semaines avant le début de la guerre.

### 5. Les aléas de la politique géorgienne vis-à-vis de l'Ossétie du Sud

A l'implication grandissante de la Russie, la Géorgie tentait de trouver une réponse adéquate. Le programme minimum pour le gouvernement géorgien était la défense des villages géorgiens de la région (les vallées de la Grande et de la Petite Liakhvi, l'enclave de Nuli-Eredvi, ainsi que le district d'Akhalgori). La population géorgienne était soumise à des bombardements nocturnes fréquents censés obliger les habitants à quitter cette zone. Le programme maximum du gouvernement était évidemment de recouvrer la souveraineté sur la totalité de la région – M. Saakachvili l'avait promis à ses électeurs dès janvier 2004, lorsqu'il venait d'être triomphalement élu à la présidence de la République dans le sillage de la « révolution des roses ». Mais d'après les dirigeants géorgiens, la « restauration de l'intégrité territoriale » ne devait pas signifier la souveraineté intégrale et sans partage. Les autorités centrales reconnurent publiquement le droit des Ossètes à l'autodétermination et la nécessité de restaurer une république autonome ossète au sein de la Géorgie. En cela, M. Saakachvili avait marqué sa différence avec les gouvernements de Z. Gamsakhourdia et de E. Chevardnadze. M. Saakachvili avait d'ailleurs réintroduit dans les langages officiel et administratif géorgiens l'expression même d'Ossétie du Sud, bannie auparavant au profit de celle de « Tskhinvalis regioni » (région de Tskhinvali), tandis que l'appellation de Samatchablo<sup>81</sup> avait l'aval des nationalistes géorgiens. Malgré la protestation de certaines forces de l'opposition nationaliste, le président géorgien proposa de restaurer l'autonomie ossète « dotée de prérogatives plus étendues que celles dont bénéficiait l'Ossétie du Nord au sein de la Fédération de Russie »<sup>82</sup>. Comme geste de bonne volonté, 300 000 dollars furent débloqués du budget géorgien, afin de permettre aux Ossètes ayant quitté la Géorgie dans les années 1990 de revenir sur leur lieu d'habitation d'origine<sup>83</sup>. A maintes reprises, les Géorgiens avaient

---

<sup>81</sup> Samatchablo se traduit du géorgien comme « le domaine des (princes) Matchabéli ». Ce terme s'est répandu à partir de la fin des années 1980 et la montée en puissance des mouvements indépendantistes en Géorgie. Voulu comme « nationalement correct », contre l'Ossétie du Sud, « invention des communistes », il est néanmoins anachronique et mal ciblé. En effet, le domaine des princes Matchabéli ne couvrait pas la totalité du territoire de l'Ossétie du Sud, mais seulement les environs de la ville de Tskhinvali et son district.

<sup>82</sup> Intervention du président géorgien à la télévision nationale le 15 février 2005.

<sup>83</sup> Néanmoins, le nombre des rapatriés était resté très bas par rapport aux dizaines de milliers d'Ossètes qui ont dû quitter la Géorgie entre 1990 et 1992. Voir le rapport d'INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Georgia's South Ossetian Conflict : Make Haste Slowly*, Bruxelles, 7 juin 2007.

proposé le contrôle commun (avec les autorités sud-ossètes et russes) du tunnel de Roki, lieu de passage de tous les trafics et des produits illicites<sup>84</sup>.

L'une des premières mesures adoptées par le gouvernement issu de la « révolution des roses » fut le démantèlement des réseaux de contrebande et du vaste marché à ciel ouvert d'Ergneti, situé entre la ville de Tskhinvali et le territoire sous contrôle des autorités centrales. En fermant le trou béant d'Ergneti, le gouvernement pensait faire d'une pierre deux coups : renflouer les caisses de l'Etat et faire fondre les revenus de E. Kokoïty. Les Géorgiens escomptaient la chute rapide de la légitimité du régime sécessionniste, qui au bout de deux ans et demi de pouvoir à Tskhinvali, ne bénéficiait plus de la confiance de la majorité des Ossètes. Ces actions, couplées avec « l'assaut humanitaire » des villages ossètes, c'est-à-dire l'envoi de denrées alimentaires de base et d'engrais pour les paysans, étaient censées faire pencher la population ossète dans le camp des autorités centrales. En réalité, les mesures géorgiennes furent accueillies par la population ossète d'une façon plus que mitigée. Non seulement elles montraient que les autorités géorgiennes ne prenaient pas la mesure du fossé qui séparait Ossètes et Géorgiens, mais la démarche était aussi très maladroite, elle donnait en effet l'impression que les Ossètes pouvaient être « achetés » à bas prix. E. Kokoïty et les forces russes, en jouant sur la « menace géorgienne » réussirent à mobiliser l'opinion contre M. Saakachvili et le président autoproclamé se présenta comme « le sauveur de la nation ». La lutte contre la contrebande dégénéra vite en affrontements armés. La tentative de Tbilissi eut des conséquences plutôt négatives : la fragile confiance intercommunautaire qui s'était instaurée en douze années de « ni guerre, ni paix » s'était brisée, et les forces les plus hostiles au règlement du conflit, Edouard Kokoïty et ses alliés, se retrouvèrent confortées dans leur position. Les affrontements qui suivirent la fermeture du marché de la contrebande à Ergneti en août 2004 firent plusieurs dizaines de victimes et marquèrent le début d'une période de tension et d'accélération de la militarisation de la région.

Le gouvernement géorgien a néanmoins marqué un point important depuis 2006. Par sa politique active et volontariste, il avait réussi à attirer une partie de l'élite ossète locale dans son camp. L'élite sud-ossète, malgré sa taille relativement réduite (il s'agit en effet de la classe dirigeante des quelque 35 000 Ossètes qui demeuraient dans l'ex-région autonome) n'avait jamais été monolithique – les clivages claniques, sectoriels et les conflits d'intérêt y existaient même sous la présidence de L. Tchibirov. Mais en 2006, pour la première fois depuis le début du conflit en 1991, une partie de cette élite était apparue comme ouvertement pro-géorgienne, ou du moins favorable à la réintégration au sein de la Géorgie de l'Ossétie du Sud gratifiée d'un statut de large autonomie. L'apparition de ce courant était en grande partie la conséquence de la politique rigide et prédatrice de E. Kokoïty à l'intérieur de l'Ossétie du Sud, à l'accaparement de la plupart des ressources de la région par ses fidèles, avec la protection de Moscou. Les mécontents de la politique de la direction sécessionniste furent habilement récupérés par Tbilissi, qui semblait avoir retenu la leçon des

---

<sup>84</sup> Cette proposition a également été faite à la Fédération de Russie. Après leur refus, les Géorgiens avaient tenté de lier cette question à celle de leur accord pour l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC.

événements de l'été 2004 et ne privilégiait plus une action volontariste de reprise en main de la région. Les plus ardents partisans de la solution militaire de la question sud-ossète, à l'instar du ministre de la Défense Irakli Okrouachvili, furent remerciés en novembre 2006<sup>85</sup>. D'ailleurs, plus qu'un faucon véritable, I. Okrouachvili jouait le rôle d'épouvantail au sein du gouvernement de M. Saakachvili, rôle qui s'est avéré inutile à la fin de l'année, tant le soutien des pays occidentaux, qui exigeaient son départ, parut indispensable.

La nouvelle stratégie du gouvernement géorgien misait sur l'isolement de E. Kokoïty sur la scène ossète. Le but de la manœuvre était de démontrer que celui-ci ne représentait nullement l'Ossétie du Sud, mais seulement un groupe politico-économique agissant sur ordre de la Russie. M. Saakachvili tenta de montrer également qu'il ne s'agissait pas d'un conflit géorgiano-ossète, mais d'un conflit entre les autorités centrales géorgiennes et un représentant des intérêts russes, donc avec la Russie.

Tbilissi soutint la constitution d'une « administration provisoire sud-ossète » composée d'hommes politiques et de notables opposés à E. Kokoïty. Significativement, les leaders « alternatifs » ossètes – Dimitri et Vladimir Sanakoev, Djemal, Ianek et Ourouzmag Karkousov, étaient issus de l'ancien camp « séparatiste ». En effet, Dimitri Sanakoev était Premier ministre et ministre de la Défense du gouvernement sécessionniste de L. Tchibirov, tandis que Djemal Karkousov<sup>86</sup> était ministre de l'Intérieur et président du « comité de la sécurité nationale » de E. Kokoïty. De même, Alan Parastaev, l'ex-ministre de la Justice de la république autoproclamée, avait également déserté Tskhinvali<sup>87</sup>. Ainsi, les chefs du Mouvement du salut national ossète, adversaires de E. Kokoïty et alliés de Tbilissi, quelques années, voire quelques mois avant leur ralliement, étaient parmi les tenants principaux de la séparation de l'Ossétie du Sud. La facilité avec laquelle les dirigeants sud-ossètes passèrent de l'option « indépendantiste », à l'option « pro-géorgienne » laissait penser que la République indépendante de l'Ossétie du sud ne fut jamais prise au sérieux, y compris par ses propres dirigeants<sup>88</sup>.

<sup>85</sup> Originaire de Tskhinvali, I. Okrouachvili a fait scandale en déclarant son intention de fêter l'arrivée de la nouvelle année 2007 dans sa ville natale. Dans la même interview, l'ex-ministre déclarait qu'il était partisan de la résolution pacifique du conflit ossète, mais c'est surtout sa « menace » qui attira l'attention, comme preuve qu'au moins une partie de l'équipe gouvernementale géorgienne était en faveur de l'action musclée en Ossétie du Sud.

<sup>86</sup> Les frères Karkousov étaient les plus fidèles alliés de E. Kokoïty. Ce sont eux qui ont permis à ce dernier de se dégager de l'emprise du clan des Tedeev. Lorsque E. Kokoïty s'est trouvé des patrons puissants à Moscou, il s'est débarrassé à son tour des Karkousov, en les emprisonnant à Tskhinvali. Au début 2006, les Karkousov, aidés par les services secrets géorgiens se sont évadés et se sont réfugiés dans la zone contrôlée par Tbilissi. Ils ont vite rejoint le Mouvement du salut national ossète dirigé par D. Sanakoev.

<sup>87</sup> La police de Kokoïty a obtenu les aveux de Parastaev, qui déclara que les Géorgiens lui avaient versé 220 000 dollars pour assassiner E. Kokoïty. Plus tard, Parastaev (par l'intermédiaire de son avocat Mikheev) a porté plainte auprès du Tribunal européen des droits de l'homme à Strasbourg contre Kokoïty, accusant ce dernier d'avoir obtenu les « aveux » sous la torture.

<sup>88</sup> E. Kokoïty confirma cette tendance, lorsque quelques jours après la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud par Moscou (le 26 août 2008), il déclara que sa région ne

A la fin de l'année 2006, « l'Administration provisoire de l'Ossétie du Sud » organisa des élections alternatives au scrutin « présidentiel » et au référendum organisés par E. Kokoïty. Le référendum des anti-Tbilissi et sa couverture médiatique furent totalement pris en charge par la Fédération de Russie, dont la machine de propagande tenta de présenter l'élection de E. Kokoïty comme un événement d'importance mondiale<sup>89</sup>. Un centre de presse international fut installé à Tskhinvali, dirigé par Oleg Sapojnikov, l'adjoint du chef de la direction des Relations interrégionales de l'Administration présidentielle de la Fédération de Russie, Modest Kolerov<sup>90</sup>. Comme c'était à prévoir, E. Kokoïty et le « oui » obtinrent respectivement 98 et 99 %. Alors que l'OSCE, l'ONU et l'UE n'ont pas reconnu la légalité de ce référendum et n'y ont envoyé aucun observateur, la Fédération de Russie par la voix de son ministère des Affaires étrangères a qualifié le scrutin d'« expression libre et démocratique du choix du peuple de l'Ossétie du Sud »<sup>91</sup>. Les élections parallèles organisées par « l'Administration provisoire » se sont quant à elles déroulées dans les zones d'Ossétie du Sud contrôlées par le gouvernement central. « Dans le doute », certains Ossètes participèrent même aux deux scrutins concurrents<sup>92</sup>. Selon les résultats des élections « alternatives », le candidat Dimitri Sanakoev avait obtenu 80 % des voix<sup>93</sup>. Après avoir été proclamé « président de l'Administration provisoire de l'Ossétie du Sud » par la Commission électorale centrale alternative, D. Sanakoev avait formé un gouvernement ossète alternatif, dont le siège se situait dans le village de Kourta, à quelques kilomètres au nord de Tskhinvali. Le gouvernement comptait plusieurs ministères, y compris un ministère des Affaires étrangères, mais ne comportait pas de ministère de la Défense pour illustrer son refus d'affrontement avec la partie pro-russe et son accord de principe sur un partage des tâches avec le gouvernement central.

Les autorités géorgiennes investissaient autant d'espoirs que de moyens matériels dans le gouvernement provisoire de D. Sanakoev. Ainsi, les locaux du gouvernement *bis* furent aménagés et reconstruits à la place de l'hôpital de Kourta par les soins du gouvernement central. Tbilissi y avait financé la construction d'écoles, d'hôpitaux,

---

souhaitait nullement l'indépendance, mais un rattachement à la Russie. Voir « L'Ossétie du Sud veut intégrer la Russie », *Le Figaro*, 11 septembre 2008. Ce type de déclaration annihile aux yeux de la communauté internationale l'argument russe selon lequel le Kremlin fit la guerre à la Géorgie pour aider le peuple ossète à obtenir l'indépendance.

<sup>89</sup> La campagne électorale, et les élections furent couvertes par les chaînes de télévision russe dans de longs reportages, occupant parfois la moitié du journal télévisé. Les reportages étaient soigneusement préparés pour créer chez le citoyen russe « lambda » l'impression qu'il s'agissait d'un « pays » relativement important, de quelques millions d'habitants au moins (aucun reportage n'a pris le soin de donner les chiffres démographiques ou économiques de l'Ossétie du Sud), ami et allié fidèle de la Russie qui luttait contre le colonisateur géorgien à la solde de l'impérialisme américain.

<sup>90</sup> Le même Sapojnikov était chargé de la mise en place du même type de « centre de presse internationale » à Tiraspol, lors du référendum pour l'indépendance de la Transnistrie.

<sup>91</sup> Voir la dépêche d'*Interfax* du 10 novembre 2006.

<sup>92</sup> Voir I. STARKOV, « Molotchnoe bratstvo » (Frères de lait), *Ogoniok*, 20-26 novembre 2006, ainsi que l'article de A. TSOUKHOURBAEV paru sur le site [www.gazeta.ru](http://www.gazeta.ru) le 9 novembre 2006.

<sup>93</sup> Les résultats des élections parallèles sont également sujets à caution, notamment à cause du gonflement artificiel du nombre des votants.

d'installations sportives et même de discothèques, censées attirer la jeunesse ossète à qui le gouvernement Kokoïty promettait comme seul emploi rémunéré le service dans les milices armées. Il n'est pas sans intérêt de souligner que l'appui apporté par l'équipe de Saakachvili au gouvernement de D. Sanakoev était critiqué par l'opposition géorgienne, plus nationaliste que le pouvoir, qui considérait que les zones sous contrôle géorgien (district d'Akhalgori, vallées de la Grande et de la Petite Liakhvi), étaient à tort officiellement reconnues comme faisant partie de l'Ossétie du Sud<sup>94</sup>.

L'apparition sur la scène ossète d'un gouvernement alternatif, non sans l'aide de Tbilissi, et son installation sur le territoire de l'Ossétie du Sud devaient servir de refuge et de protection à tous les mécontents du régime de E. Kokoïty. Cette opportunité n'était pas négligeable, puisque de par la forte collusion des intérêts russes avec E. Kokoïty, l'opposition sud-ossète n'avait que peu de chances de trouver une oreille attentive à Moscou ou à Vladikavkaz. De son côté, E. Kokoïty s'était retrouvé de plus en plus otage des cadres directement envoyés de Russie, généralement issus du FSB, du GRU ou de l'armée, ce qui ne pouvait que mécontenter les cadres locaux. Ce mécontentement croissant rendait ces cadres et ces notables mobilisables par les autorités alternatives. Les Géorgiens décidèrent également de donner leur feu vert à ce que les dix millions d'euros dégagés pour constituer un fonds de réhabilitation de l'Ossétie du sud par la conférence des donateurs réunie à Bruxelles en juin 2006, soient alloués à « l'administration alternative », dont on escomptait le renforcement de la légitimité, comparée à celle de E. Kokoïty, grâce aux succès dans la reconstruction. Dans ce contexte, E. Kokoïty comptait uniquement sur l'aide russe qui, en plus d'offrir gratuitement l'énergie, versait les pensions et les retraites et transférait des sommes non négligeables pour financer les forces armées sud-ossètes et les campagnes de propagande<sup>95</sup>.

Sans pouvoir entièrement éliminer E. Kokoïty, la reconnaissance *de facto* de Tbilissi ouvrit à l'administration Sanakoev les portes des organisations internationales, ce qui n'était pas négligeable, puisque E. Kokoïty s'isolait de plus en plus de la scène internationale. Ses rapports avec les organisations multilatérales présentes dans la zone du conflit (OSCE) et avec les représentations diplomatiques des pays occidentaux en Géorgie se détérioraient rapidement<sup>96</sup>. Son agressivité vis-à-vis des acteurs

---

<sup>94</sup> Suite à l'occupation d'Akhalgori par les forces russes en 2008, l'opposition géorgienne s'est souvenue de cette décision de M. Saakachvili et lui a adressé une avalanche de critiques.

<sup>95</sup> L'aide financière russe avait pour objectif principal l'affaiblissement du régime de Tbilissi, le développement de l'Ossétie du Sud n'a jamais été la priorité. De plus, étant donnée la corruption galopante, les transferts russes étaient en grande partie détournés par E. Kokoïty et son entourage. De même, Kokoïty fut vertement critiqué par la mission de la Cour des comptes de la Fédération de Russie, qui s'est rendue à Tskhinvali en décembre 2008, afin d'étudier la disparition d'immenses sommes d'argent allouées par le budget russe suite à la reconnaissance et la signature du « traité d'amitié et de coopération entre l'Ossétie du Sud et la Fédération de Russie » en octobre 2008.

<sup>96</sup> En plus d'un incident avec l'ambassadeur français, le Premier ministre du gouvernement Kokoïty avait publiquement émis les propos des plus grossiers à l'égard de la délégation de l'assemblée parlementaire de l'OTAN (son président français fut traité de « coq gonflé et

internationaux semblait faire partie d'une stratégie délibérée qui ne profitait à terme qu'à la Russie, dont le but stratégique était bel et bien l'élimination des organisations internationales de la région<sup>97</sup>. L'objectif majeur des Géorgiens était logiquement inverse : mobiliser la communauté internationale dans les conflits abkhaze et sud-ossète et internationaliser les conflits pour ôter à la Russie son monopole dans la gestion des crises.

Entre 2007 et août 2008, l'activisme de Tbilissi en Ossétie du Sud était accompagné d'une nervosité accrue de la frange pro-russe. Des incidents armés opposaient troupes géorgiennes et miliciens ossètes quasiment toutes les semaines. La confrontation généralisée en Ossétie du Sud n'était pas souhaitée par le gouvernement géorgien. Même s'ils disposaient d'une supériorité militaire sur les milices sud-ossètes, les Géorgiens estimaient que même en cas de victoire sur E. Kokoïty, l'intégrité territoriale du pays n'allait pas être atteinte, puisque en contre-mesure, la Russie allait accroître sa présence militaire en Abkhazie, signifiant la perte définitive de cette région, autrement plus importante que l'Ossétie du Sud et ses 35 000 habitants. Avant la reprise de la guerre en août 2008, les autorités de Tbilissi pensaient avoir rempli en Ossétie du Sud leur programme minimum : ils contrôlaient près de la moitié du territoire (d'après les sources géorgiennes, deux tiers du territoire) de la région, les villages à majorité géorgienne étaient bien protégés, ils recevaient de l'aide du gouvernement central et la reconstruction était en marche. La situation de l'autre camp était loin d'être brillante. Le régime Kokoïty ne survivait que grâce aux transferts directs de Russie, transferts qu'il détournait allègrement, au point même d'inquiéter et d'agacer Moscou. Afin d'obtenir encore plus d'aide russe, E. Kokoïty avait tout intérêt à montrer que la guerre avec Tbilissi était imminente. Ainsi les escarmouches reprenaient régulièrement, visant à démontrer que E. Kokoïty utilisait l'argent russe à bon escient. Le dépeuplement y était en marche, à cause de l'insécurité et de l'absence de perspective économique : jadis et même pendant l'accalmie de 1992-2004, la région était économiquement entièrement tournée vers la Géorgie, car elle est séparée de l'Ossétie du Nord et de sa capitale Vladikavkaz par une route difficile, jalonnée de plusieurs cols quasiment infranchissables en hiver. La population civile de l'Ossétie du Sud était ainsi devenue l'otage de la guerre que la Russie menait contre la Géorgie par l'intermédiaire de E. Kokoïty. Dans les mois qui ont précédé la guerre de 2008, l'Ossétie du Sud était devenue le paradis et le refuge des auteurs d'attentats et de sabotages sur le territoire géorgien<sup>98</sup>.

---

prétentieux », et son adjoint, un parlementaire hollandais, « de porc »). Voir le rapport de *Radio Free Europe, Radio Liberty* du 23 septembre 2006. La direction de l'autre région sécessionniste de Géorgie, l'Abkhazie, tentait au contraire de conserver une certaine respectabilité auprès des organisations internationales et des délégations des pays étrangers. Malgré l'existence du gouvernement abkhaze pro-géorgien et son installation dans la vallée de Kodori, les autorités *de facto* de Soukhoumi ne sont jamais allées aussi loin dans l'auto-isolément de leur région.

<sup>97</sup> Après la guerre de 2008 et le déploiement des observateurs de l'UE, la Russie leur interdit l'accès aux régions occupées et elle sabota le fonctionnement de la mission de l'OSCE en Géorgie, qui s'arrêta le 1<sup>er</sup> janvier 2009 à cause du veto russe.

<sup>98</sup> En 2007, plusieurs attentats furent commis contre les représentants de l'administration pro-géorgienne de l'Ossétie du Sud et contre les policiers géorgiens des unités spéciales (une

La politique géorgienne vis-à-vis de l'Ossétie du sud entre 2004 et 2008 a été marquée par plusieurs vecteurs parfois contradictoires. Cela rendit difficile l'élaboration d'une stratégie à long terme. Durant ces quatre années, la politique géorgienne se décidait sur le coup et au fur et à mesure que les dirigeants réalisaient l'inefficacité des politiques précédentes. Si au début du mandat Saakachvili, Tbilissi pensait que le problème principal était E. Kokoïty et que sa neutralisation rapide allait résoudre le problème avant même que Moscou puisse intervenir efficacement, à partir de 2006-2007 l'implication russe était devenue tellement évidente que le facteur strictement local était passé au second plan : il fallait désormais lutter contre la machine militaire et politique russe. Il en va de même pour le choix des instruments de cette politique. Voulant à tout prix attirer les sympathies de la population ossète et la bienveillance occidentale, les Géorgiens tentaient des opérations de séduction et de dialogue avec la société située de l'autre côté des barricades. Mais réalisant que ces efforts étaient voués à l'échec de par le sabotage systématique par E. Kokoïty et Moscou de toute initiative, ils recouraient à la rhétorique musclée et participaient à la militarisation de la région.

## 6. Conclusion

En plus du conflit communautaire qui avait sa propre dynamique, l'Ossétie du Sud était devenue au fil des années l'un des leviers principaux à la disposition des occupants successifs du Kremlin, de la direction de l'URSS aux présidents de la Fédération de Russie, dans leurs tentatives de soumettre la Géorgie à leur influence. Avec la rivalité russo-américaine accrue dans la région à partir des années 2000, l'Ossétie du Sud, dirigée par les officiers russes et militarisée à outrance, fut utilisée pour déstabiliser le régime de M. Saakachvili et empêcher le rapprochement de la Géorgie avec l'OTAN. La carte des « Etats auto-proclamés » est devenue la pièce maîtresse de la politique russe du maintien de son influence dans l'espace postsoviétique. Après la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les Etats-Unis et certains pays de l'UE<sup>99</sup>, la Russie entama le processus de « dégel » des conflits abkhaze et ossète en opérant un changement important par rapport à sa politique traditionnelle qui consistait à soutenir le *statu quo*. Ce *statu quo* signifiait le soutien à l'indépendance *de facto* de ces deux régions et les efforts en vue d'empêcher Tbilissi de rétablir le contrôle, y compris par le sabotage des négociations internationales<sup>100</sup>. Présentant

---

vingtaine d'entre eux trouvèrent la mort en 2007 et une quinzaine dans les huit premiers mois de 2008). Les lignes à haute tension, les ponts et autres infrastructures étaient régulièrement endommagés.

<sup>99</sup> Voir le texte de Bruno COPPIETERS dans cet ouvrage.

<sup>100</sup> Plusieurs plans de règlement des conflits séparatistes géorgiens étaient présentés en 2008 (ils portaient surtout sur l'Abkhazie). Après les propositions de M. Saakachvili faites en février 2008, il y eut le « plan Steinmeier » et l'élaboration du « plan Rice » en mai-juin 2008. Le plan Steinmeier fut accepté par la Géorgie, alors que la Russie semblait y porter peu d'intérêt. Ne voulant pas apparaître comme la partie qui sabotait les accords, la Russie les a fait échouer par la voix des séparatistes abkhazes. De la même façon, le contrôle quasi total des entités séparatistes géorgiennes permet à la Russie de bloquer le processus de négociation commencé à Genève le 15 octobre 2008, tout en tentant de sauvegarder la respectabilité internationale.

le refus de l'octroi de l'invitation officielle à rejoindre l'OTAN (le *Membership Action Plan* – MAP) que la Géorgie allait essuyer au sommet de Bucarest, la Russie entama le 6 mars 2008 la procédure de reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la dénonciation unilatérale de la décision du sommet des chefs d'Etat de la CEI de 1996 qui obligeait tous les pays membres de s'abstenir d'établir des relations officielles avec les entités séparatistes. Dès le printemps 2008, la Russie légalisa officiellement les relations avec les autorités *de facto* (officieusement, ces relations étaient déjà établies depuis longtemps), envoya sans concertation préalable de nouvelles troupes non prévues par les accords en Ossétie du Sud et en Abkhazie, introduisit des troupes du génie militaire pour restaurer le chemin de fer en vue d'un déploiement rapide de troupes et d'armements en Abkhazie, offrit un armement antiaérien sophistiqué aux sécessionnistes abkhazes et abattit des drones des forces armées géorgiennes.

L'intervention grandissante de la Russie en Géorgie visait des objectifs plus globaux : ils allaient de la réponse au Kosovo jusqu'au renversement des régimes installés suite aux « révolutions de couleurs », analysées à Moscou comme le résultat d'un « complot américain ». Le conflit sud-ossète devenait otage de la grande politique. Dans ce contexte, les Occidentaux ne furent pas à la hauteur de la compétition, car ils n'étaient pas prêts à s'engager militairement en Géorgie, alors que la Russie prit cette décision après avoir perdu sur le terrain du *soft power*. N'ignorant pas les divisions entre la « vieille Europe » et les Etats-Unis, sachant les Etats-Unis quasiment paralysés par les élections présidentielles et la Géorgie hors du bouclier de l'OTAN, à l'approche de l'été 2008 la guerre apparaissait comme une véritable aubaine pour Moscou, un moyen « rationnel » de continuer sa politique par d'autres moyens.

# Les répercussions du conflit d'Ossétie du Sud d'août 2008 sur le Caucase du Nord <sup>1</sup>

Alexeï MALACHENKO

La guerre russo-géorgienne, dite « guerre des cinq jours », a ouvert une nouvelle ère et pèse sur les évolutions au Caucase du Nord. Elle a en effet affecté les deux versants de la chaîne de montagnes ; pour la première fois, le Caucase apparaît comme un système géopolitique unique, et il est pratiquement impossible d'envisager séparément Caucase du Nord et Caucase du Sud. Nous traiterons de l'impact du conflit sur la région dans son ensemble, mais en mettant l'accent sur le Caucase du Nord, c'est-à-dire sur les conséquences tant pour le Caucase que pour la Russie.

Début septembre 2008, le député russe à la *Douma* d'Etat Konstantin Zatouline déclarait que « le conflit entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie avait permis de stabiliser le Caucase du Nord »<sup>2</sup>. C'était là prendre ses désirs pour la réalité. Mais il est vrai que la force a prévalu (au Caucase, ce n'est cependant pas une nouveauté datant de l'été 2008), si bien que tous ceux qui auraient pu avoir des velléités de s'opposer à l'Etat russe savent désormais à quoi ils s'exposent. Une fois passée la phase proprement militaire du conflit, toutes les forces armées de la région sont restées en alerte et ce sont elles qui contrôlent la situation aujourd'hui.

La démonstration de force de Moscou a pu refroidir certaines têtes brûlées au Caucase du Nord. A plus long terme, il n'est pas impossible que cette guerre, dans la mesure où elle s'est conclue par la reconnaissance par la Fédération de Russie de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, ait des conséquences inverses. En effet, la plupart des républiques du Caucase du Nord, et tout particulièrement la

---

<sup>1</sup> Ce texte est une version remaniée d'un article paru en russe, « Kogda vojna zakonchilas » (Quand la guerre s'est terminée), *Pro i Contra*, 2009, [www.carnegie.ru](http://www.carnegie.ru).

<sup>2</sup> K. ZATOULIN, « Konflikt stabiliziroval Severnyj Kavkaz » (Le conflit s'est stabilisé au Nord-Caucase), *Regnum*, <http://www.regnum.ru/news/1051176.html>.

Kabardino-Balkarie, l'Ingouchie et la Tchétchénie, où la situation était particulièrement tendue en 2007-2008<sup>3</sup>, ont un fort potentiel conflictogène. Les violences se sont poursuivies dans ces républiques nord-caucasiennes au lendemain du conflit russo-géorgien.

### 1. Une nouvelle donne : la reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète

A la fin août et en septembre 2008, des affrontements simultanés ont éclaté au Daghestan, dans les districts de Magaramkent, Derbent, Tabassaran, où de gros bourgs ont fait l'objet d'attaques. En Kabardino-Balkarie, attaques et échanges de tirs ont eu lieu dans les districts de Tyrnyaouz et Zol. En Ingouchie, plusieurs incidents armés ont éclaté en même temps, l'un sur la route Plievo-Malgobek, et un autre durant lequel le cousin de Mourat Ziazikov, alors président de cette petite république<sup>4</sup>, a été tué. A la mi-septembre, l'opposition ingouche a publié une liste noire des personnes qu'elle entendait éliminer, et dans laquelle figuraient le nom du président Ziazikov lui-même, ainsi que ceux des hauts fonctionnaires ingouches des services secrets, la plupart parents du président ingouche d'alors. En novembre 2008, un attentat suicide a eu lieu à Vladikavkaz, tuant douze personnes. Au cours de ce même mois, le vice-maire de Vladikavkaz a été tué.

D'autres actes de violence ont visé des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes. Magomed Evloev, leader de l'opposition et propriétaire du site le plus populaire de la république, [www.ingushetiya.ru](http://www.ingushetiya.ru), était tué en Ingouchie le 31 août 2008 par un policier, dans des circonstances non élucidées. Au Daghestan, Telman Alichev, le directeur de la chaîne de télévision « TV-Tchirkeï » qui s'était publiquement opposé aux radicaux islamistes, et s'était fait connaître par son documentaire retentissant « Le wahhabisme ordinaire », a été assassiné à son tour le 3 septembre 2008. Les violences n'ont pas diminué depuis. En Kabardino-Balkarie, Miloslav Bitokov, le directeur du célèbre journal indépendant *Gazeta Iouga* (Le Journal du Sud), était blessé dans un attentat. Les « wahhabites » sont accusés de l'assassinat d'Alichev, mais les défenseurs des droits de l'homme assurent en revanche que l'attentat contre Bitokov a été le fait des forces de l'ordre ulcérées par ses articles critiques. Des meetings dénonçant les

<sup>3</sup> *Biulleten' Seti etnologicheskogo monitoringa i rannego predouprejdenia konfliktov* (Bulletin du Réseau de monitoring ethnologique et de prévention des conflits), 80, août 2008, numéro spécial « La guerre en Ossétie du Sud », p. 80.

<sup>4</sup> Le 31 octobre 2008, M. Ziazikov a officiellement démissionné de son mandat de président de la République d'Ingouchie. C'est un militaire ingouche ayant fait toute sa carrière hors d'Ingouchie, Evkourov, qui lui succède. L'impopularité très importante de Ziazikov a probablement joué dans ce jeu de chaises musicales. Voir par exemple « Votlitchie ot Ziazikova Evkourov-boevoj ofitser » (A la différence de Ziazikov, Evkourov est un officier de l'active), *Izvestia*, 1<sup>er</sup> novembre 2008 ou M. MOURADOV, S. FARIZOVA, « V stolitsou Ingouchetii vvedeny tantsy, Nazran' otmechaet smenou prezidenta respublikli » (On ouvre la danse dans la capitale ingouche. Nazran fête le changement de président), *Kommersant*, 1<sup>er</sup> novembre 2008.

agissements illégaux des forces de l'ordre et les kidnappings se sont d'ailleurs tenus à plusieurs reprises à Makhatchkala<sup>5</sup>.

S'il n'y a pas de lien direct entre le conflit russo-géorgien et l'aggravation de la situation au Caucase du Nord en 2008, des effets indirects se font en revanche sentir, et l'on peut craindre un effet domino déstabilisateur pour toute la région.

Deux nouvelles entités politiques sont apparues simultanément sur la carte du Caucase. Leur statut juridique est encore incertain mais, quel que soit leur avenir – qu'elles obtiennent réellement leur souveraineté, qu'elles intègrent une union russo-bélorusse ou qu'elles deviennent officiellement des sujets de la Fédération de Russie –, elles seront *de facto* intégrées à la Russie ou, plus exactement, elles constitueront des extensions « naturelles » de l'*okroug*<sup>6</sup> fédéral du Sud. Si l'Ossétie du Sud était rattachée à la Fédération de Russie, la Russie posséderait alors un « sujet » politique au cœur du Sud-Caucase.

L'attitude des républiques du Caucase du Nord envers ces nouvelles « entités étatiques » est ambivalente. Une fois l'euphorie retombée, tout le monde se rendra compte que l'Abkhazie et surtout l'Ossétie du Sud constituent des « sujets » informels de la Fédération, financièrement dotés par le pouvoir central russe à l'instar de l'Ingouchie, du Daghestan, etc. Certes, elles étaient déjà financées par Moscou avant la guerre, mais cela apparaissait alors comme un soutien en faveur de mouvements nationaux (ou, pour reprendre la terminologie soviétique, de « mouvements de libération nationale »). Depuis que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ont vu leur indépendance reconnue par Moscou, il est difficile de considérer qu'elles sont « humiliées et offensées ».

D'autres facteurs sont déterminants dans les rapports que les républiques du Caucase du Nord entretiendront avec elles. Les fonds ponctionnés sur le budget de la Fédération de Russie pour la reconstruction de l'Ossétie du Sud, soit 25,5 milliards de roubles<sup>7</sup>, sont comparables au budget de la Tchétchénie par exemple. On sait à quel point le président tchétchène Ramzan Kadyrov est sensible aux relations financières qu'il entretient avec Moscou ; il voit ainsi d'un très mauvais œil la relative indépendance dont jouit la compagnie Rosneft dans sa république. Comme le fait remarquer l'économiste Mikhaïl Deliaguine, les sommes octroyées à l'Ossétie du Sud

<sup>5</sup> Le 15 juillet 2009, Natalia Estemirova, de l'organisation Mémorial, était assassinée (note des éditrices).

<sup>6</sup> En mai 2000, le président V. Poutine a créé sept « super-districts » couvrant l'ensemble du territoire russe, rassemblant chacun plusieurs entités fédérées, et dirigés par des représentants spéciaux du président (les *polpredy*). Le Caucase du Nord a été englobé dans le district fédéral du Sud (*Ioujnyj federal'nyj okroug*). En janvier 2010, celui-ci a été scindé et les Républiques nord-caucasiennes font désormais partie d'un nouveau district, le District fédéral du Caucase du Nord (note des éditrices).

<sup>7</sup> 12,5 milliards de roubles furent dépensés directement pour les actions militaires d'août. Le volume global du Programme fédéral de financement du Développement économique et social de développement de la République de Tchétchénie pour 2008-2011, ponctionné sur le budget fédéral, est de 110,8 milliards de roubles.

ne représentent que quelques « kopecks » pour le budget fédéral<sup>8</sup>. Toutefois, aux yeux des autres sujets nord-caucasiens, ces kopecks sont la preuve que Moscou a des « protégés » avec qui elle entretient des liens privilégiés. Or il n'est aujourd'hui pas exclu que les priorités du pouvoir central vis-à-vis du Caucase du Nord se modifient. Ainsi le président d'Ossétie du Sud, Edouard Kokoïty, considère-t-il de plus en plus sa république comme l'allié « exclusif » de Moscou, ce qui n'est pas sans irriter le président tchéchène, lui-même habitué à ce statut spécifique.

Un autre aspect est souvent occulté, délibérément ou non, dans les analyses sur l'Ossétie du Sud : l'aspect confessionnel. Dès les premiers jours de la guerre, les médias russes ont insisté sur le fait que la Russie venait en aide à ses frères orthodoxes, alors que les Géorgiens eux aussi sont orthodoxes. Cette dimension ne pouvait de toute façon pas passer inaperçue auprès des musulmans du Caucase du Nord.

## 2. Le séparatisme, une idée obsolète au Caucase du Nord ?

La reconnaissance par la Russie des indépendances abkhaze et sud-ossète risque à long terme d'entraîner une recrudescence des revendications séparatistes au Caucase du Nord. La question ne s'y est en effet pas seulement posée dans le cas tchéchène. Des velléités séparatistes, certes moins vives, ont existé ailleurs dans la région. Ainsi l'hypothèse d'une sortie de Russie s'est-elle posée pour l'Ingouchie en 1991, puis au plus fort du conflit osséto-ingouche à l'automne 1992, et, enfin, en 1993, lors du Congrès du peuple ingouche. Mais après 1994, ce thème ne fut plus abordé<sup>9</sup>.

Les Balkars ont eux aussi envisagé un tel scénario à différentes périodes<sup>10</sup>, de même que les Circassiens : en 1992-1993 fut discutée l'idée d'un Etat indépendant tcherkesse unifié hors de Russie, composé de la Tcherkessie, de la Kabarda, des Adyghés et des Chapsougs. Mais le contexte était alors spécifique : le pouvoir central, affaibli et instable, se déclarait démocratique et ouvert aux revendications politiques et nationales de ses périphéries. Les relations entre Moscou et les républiques pouvaient alors se résumer à la fameuse formule de Boris Eltsine : « Prenez autant de souveraineté que vous pouvez en avaler ». Plusieurs groupes ethniques s'en saisirent. La vague d'aspirations séparatistes du début des années 1990 coïncide avec la guerre abkhazo-géorgienne, qui vit affluer des volontaires nord-caucasiens aux côtés de Soukhoumi<sup>11</sup>.

<sup>8</sup> M. DELIAGIN (directeur de l'Institut des problèmes de la globalisation), *Ekonomitcheskie posledstvia voïny s Grouziej dlia Rossii : da nikakikh, v obchtchem* (Les conséquences économiques de la guerre avec la Géorgie pour la Russie : aucune, en fait), manuscrit, p. 2.

<sup>9</sup> B. BOGATYREV et B. KOSTOEV, *Ingouchskii vopros v « Nezavissimoi gazete »* (La question ingouche dans la « Nezavissimaïa Gazeta »), Moscou, Fonds humanitaire d'Ingouchie, 2000, p. 92.

<sup>10</sup> On peut en particulier évoquer les revendications séparatistes de 1991 et de 1996. Voir A. MERLIN, *Mobilisations identitaires et recompositions postsoviétiques. Le cas du Caucase du Nord (1988-2003)*, Thèse de doctorat soutenue à l'IEP de Paris, juin 2006, sous la direction du professeur Anne de Tinguy.

<sup>11</sup> *Mejdounarodnye konflikty na Kavkaze : metodika ikh preodoleniia. Tezisy dokladov mezhdounarodnoj konferentsii* (Les conflits internationaux au Caucase : méthodes de résolution. Actes de conférence internationale), Moscou, 1995, p. 38-39.

L'aspiration au séparatisme est si profondément ancrée au Caucase du Nord qu'elle est susceptible de réapparaître. De plus, depuis la désintégration de la Yougoslavie et la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, une question lancinante flotte, tel un nuage menaçant, dans le ciel géopolitique du Caucase : « Pourquoi eux et pas nous ? » L'attitude de la Russie a renforcé ces interrogations.

Cependant, dans les conditions actuelles, certains facteurs font obstacle à l'émergence de revendications séparatistes : la dépendance des républiques du Caucase du Nord envers le pouvoir central, le risque qu'elles ne conduisent à la guerre civile, l'hétérogénéité ethnique et les menaces de rétorsion du pouvoir central. L'instinct de conservation des populations semble les en dissuader.

Alors que tous les présidents des républiques du Caucase du Nord doivent leur poste à l'aval de Moscou, c'est en éliminant toute menace séparatiste que les élites locales parviennent à asseoir leur réputation auprès des autorités centrales. Tous savent parfaitement, à commencer par le président tchéchène Ramzan Kadyrov, qu'étant donné les tensions aux frontières méridionales de la Russie, leur capacité à assurer la stabilité a un prix. C'est pourquoi R. Kadyrov continue à marchander de nouvelles concessions avec le pouvoir fédéral<sup>12</sup> et tout en reconnaissant que « la Tchétchénie fait partie intégrante de la Russie »<sup>13</sup>, il ne renonce pas à un statut particulier au sein de la Fédération, bien qu'il ne s'exprime pas publiquement sur ce point. En réalité, « la pacification de la Tchétchénie sous « Kadyrov le jeune » n'a été possible qu'au prix de la reconnaissance informelle d'un statut d'exception pour cette république »<sup>14</sup>. Pour une partie de la population tchéchène, en particulier pour les jeunes, R. Kadyrov apparaît effectivement comme le garant d'une « semi-souveraineté » et donc d'un statut particulier. Enfin, les séparatistes dont le nombre est inconnu<sup>15</sup>, sont bel et bien présents en Tchétchénie, et leur activité a tendance à augmenter. Malgré les réels succès obtenus par le pouvoir, on trouve un réservoir de combattants potentiels très jeunes (âgés en moyenne de 16 à 20 ans) mécontents de leur situation, qui continuent à rallier le maquis, tant individuellement qu'en groupe. Les journalistes qui se rendent en Tchétchénie racontent que, d'après les habitants, ce sont des dizaines voire des centaines de jeunes qui rejoignent la montagne. Par ailleurs, certains combattants auparavant officiellement amnistiés par les *kadyrovtsy* y retournent également. D'ordinaire, ces informations sont étouffées, mais on sait que ce fut par exemple le cas d'un groupe de vingt hommes en 2007, un nombre aussi important n'ayant pu passer inaperçu, contraignant le mufti Soutan Mirzaev en personne à condamner publiquement ces transfuges. Ramzan Kadyrov a dit à plusieurs reprises qu'il ne restait en tout et pour tout que deux cents « *chaitanes* » (satan), nom qu'il donne aux wahhabites. Cependant, pour la seule période de janvier à octobre 2008, deux cents combattants ont été tués ou faits prisonniers, selon la

<sup>12</sup> Voir à ce sujet les textes de A. MERLIN et de M. BASNOUKAEV dans cet ouvrage.

<sup>13</sup> *Troud*, 29 août 2008.

<sup>14</sup> A. MAKARYTSEV, « Modernizatsionnye strategii rossiiskoï vlasti » (Stratégie de modernisation du pouvoir russe), in *Rossiskaïa modernizatsia : razmychliâta o samobytnosti* (La modernisation de la Russie : réflexions sur un cas particulier), Moscou, 2008, p. 351.

<sup>15</sup> Voir *infra* le texte de M. VATCHAGAEV.

*Nezavisimaia Gazeta*<sup>16</sup>. Le général Arkadi Edelev, chef d'état major au Nord-Caucase, a parlé de bandes totalisant un nombre de 450 hommes<sup>17</sup>. En 2007, le procureur général adjoint Ivan Sydorouk déclarait que « la situation en Tchétchénie ne pouvait que se dégrader sur le plan militaire »<sup>18</sup>.

Selon le chercheur tchétchène Moussa Basnoukaev, « le scénario actuel poursuivi par Moscou pour maintenir la Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie rappelle la théorie de l'intégration volontaire de la Tchétchénie dans le giron russe. Il paraît donc utopique de vouloir accorder un maximum de liberté et d'indépendance à la Tchétchénie, tout en la maintenant au sein de la Fédération »<sup>19</sup>. Les réactions nord-caucasiennes ont été unanimement critiques face aux déclarations de John McCain, alors candidat à la présidentielle américaine, selon lesquelles « l'Occident devait réagir aux accusations du « deux poids deux mesures en reposant la question de l'indépendance de la Tchétchénie »<sup>20</sup>. Pourtant, les Caucasiens n'ont pas le sentiment que le séparatisme tchétchène appartienne définitivement au passé, d'autant que personne ne doute de la force et de l'influence des radicaux islamistes à travers tout le Caucase du Nord. Si l'idéologie qui les anime est différente de celle des indépendantistes des années 1990, ils ne sont pas prêts pour autant à renoncer à leur objectif stratégique, à savoir la mise sur pied d'un Etat islamique souverain dans la région<sup>21</sup>.

Juste après l'assassinat de Magomed Evloev, l'opposition ingouche s'est tournée vers la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, les Etats-Unis pour demander l'obtention de passeports étrangers et a menacé de déclarer la sécession de l'Ingouchie, au cas où Moscou ne démettrait pas le président Mourat Ziazikov. Makcharip Aouchev, qui a succédé à M. Evloev comme propriétaire du site [www.ingushetiya.ru](http://www.ingushetiya.ru)<sup>22</sup>, avait cru bon de préciser que l'opposition ne rejetait pas la citoyenneté russe, ni ne nourrissait aucun projet séparatiste mais cherchait simplement à garantir la sécurité. Toutefois, cette demande de passeports étrangers, même formulée sur un ton ironique, n'était pas à prendre à la légère : elle donnait une idée des évolutions possibles si les revendications de l'opposition, reflets des espoirs d'une large partie de la population, restaient ignorées en bloc. Le remplacement de Ziazikov par Evkourov, s'il a ouvert

<sup>16</sup> *Nezavisimaia gazeta*, 29 octobre 2008.

<sup>17</sup> V. MOUKHINE, « Diagnoz : khronicheskaïa nestabil'nost' » (Diagnostic : instabilité chronique), *NG-Regiony*, 9 juillet 2007.

<sup>18</sup> O. ALLENOVA, « Zavari potikhon'kou kalitkou » (Ferre peu à peu la barrière), *Vlast*, 16 juillet 2007.

<sup>19</sup> M. BASNOUKAEV, « Rossiia i Tchetchnia : istoki konflikta i problemy razrecheniia » (Russie-Tchétchénie : origines du conflit et réflexions sur les modes de règlement possible), in *Severnyi Kavkaz – Zakavkaz'e : problemy stabil'nosti i perspektivy razvitiia* (Nord-Caucase – Transcaucasie : instabilité et perspectives de développement), Moscou, 2007, p. 107.

<sup>20</sup> P. GOBLE, « Moscow's Moves in Georgia Sparks Calls for Recognition of Captive Nations in Russia », *Georgiandaily.com*, 29 août 2008.

<sup>21</sup> Voir *infra* le texte de M. VATCHAGAEV.

<sup>22</sup> Condamné par la Cour suprême de Moscou, le site d'opposition [ingushetiya.ru](http://ingushetiya.ru) a été fermé à l'automne 2008 après l'assassinat de M. Evloev et le départ de sa rédactrice en chef Roza Malsagova.

une ère nouvelle, n'a pas pour autant résolu la question, l'attentat contre ce dernier en juin 2009 n'ayant fait que rappeler la fragilité de la situation.

Il convient néanmoins de ne pas exagérer l'importance des séparatismes au Caucase du Nord. Même si d'éventuelles revendications émergeaient, elles ne constitueraient pas une menace pour l'intégrité territoriale russe, mais elles auraient des effets déstabilisateurs en interne : elles pourraient en effet ébranler l'une des régions clefs de la Fédération de Russie, et c'est à ce titre qu'elles continuent à représenter un danger.

### 3. Des frontières instables

Le rattachement d'un même peuple à différentes entités constitue une autre spécificité du Caucase. Les premiers concernés sont bien sûr les Ossètes, qui ont vu augmenter leur chance d'être réunis à la suite des événements d'août 2008. La volonté de réunification a toujours été à l'agenda, même si la frontière entre l'Ossétie du Sud et l'Ossétie du Nord était seulement conventionnelle, et même si les Ossètes du Sud (ou Koudartsy) étaient munis de passeports russes depuis plusieurs années. Les Koudartsy sont déjà impliqués *de facto* dans la vie politique et sociale de la république d'Ossétie du Nord. Les Ossètes, du Nord comme du Sud, ont un passé commun, une culture commune, et sont unis par un « Congrès international des Alains ». Un néologisme a même vu le jour, l'« alanomanie ». De nombreux Ossètes du Nord ont pris part à la guerre d'août 2008<sup>23</sup>. La réunification des deux Ossétie pourrait alimenter un nationalisme local et conduire à des frictions entre les Ossètes et leurs voisins.

En outre, cela poserait un problème géopolitique : la Russie serait accusée d'annexer une partie du territoire géorgien, ce qui créerait un précédent qui pourrait avoir des conséquences au Haut-Karabakh, et également en Asie centrale, du fait des contentieux existant à la frontière entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, et entre le Kirghizstan et le Tadjikistan. Pour l'heure, Moscou temporise. Lors de la rencontre du 11 septembre 2008 entre le président Medvedev et les membres du « club Valdai » rassemblant des spécialistes de la Russie de tous horizons, le président d'Ossétie du Sud Edouard Kokoïty a présenté la réunification des deux Ossétie comme une affaire entendue. Deux heures plus tard, il devait pourtant se dédire, prétextant qu'on l'avait mal compris<sup>24</sup> ! De son côté, le président d'Ossétie du Nord Teïmouraz Mamsourov déclarait, très diplomatiquement (et discrètement), que « les Ossètes aspiraient depuis longtemps à la réunification des deux Ossétie »<sup>25</sup>.

Les Lezguines sont, quant à eux, le groupe le plus important à vivre à cheval sur deux entités différentes au Caucase. 250 000 Lezguines vivent au Caucase du Nord, essentiellement au Daghestan et à peu près autant en Azerbaïdjan. Cependant, le projet de constituer une entité lezguine unifiée n'a jamais « pris », ni en Russie ni en Azerbaïdjan. La revendication centrale portait sur la possibilité pour les familles vivant de part et d'autre de la frontière de la franchir librement, même s'il y eut un

<sup>23</sup> Témoignages recueillis par l'auteur.

<sup>24</sup> E. Kokoïty a réitéré ses propos le 31 juillet 2009 (note des éditrices).

<sup>25</sup> A. KOLESNIKOV, « Nachal'stvennaïa voennaïa podgotovka » (Quand le commandement militaire est sur le pied de guerre), *Kommersant*, 8 septembre 2008, p. 3.

temps une revendication de création d'un Lezguistan, formulé en particulier par le général Kakhriamanov, et également par N. Khatchilaev, l'un des chefs de file du mouvement national lak, mais qui en avait fait une idée fixe. Ce projet séduisit bien quelques Lezguines du Daghestan, mais les autorités russes mirent rapidement un terme à ces velléités. Si aucun conflit n'a éclaté, le réveil de la « question lezguine » et, par conséquent, de l'éventuelle réunification des Lezguines, ne peut plus être ignoré par les autorités azerbaïdjanaises, *a fortiori* si le conflit du Haut-Karabagh connaissait une nouvelle phase de tensions. En effet, une partie de la population lezguine pense que, lors du conflit au Karabagh, ce sont justement des Lezguines que Bakou envoya au front, là où se déroulaient les combats les plus durs. Certaines théories circulent d'ailleurs selon lesquelles les Lezguines auraient été dans un premier temps chrétiens, avant d'être islamisés de force. La question lezguine existe donc toujours comme problème potentiel.

La question des frontières reste à régler. Au Caucase du Nord, elles ont été modifiées à de nombreuses reprises, leur tracé ayant évolué au gré des contextes. Les limites entre les Républiques ou les districts ont été relativement stables lorsqu'elles recoupaient les frontières ethniques. Dans le cas contraire, elles ont donné lieu à des différends ethnopolitiques, politiques, économiques ou tout simplement administratifs.

D'un côté, le découpage en territoires « ethniques » permet de contenir les tendances centrifuges, mais, en même temps, il maintient les sociétés nord-caucasiennes dans un état de tension permanente. Les mariages mixtes, le travail en commun et l'érosion progressive des « mafias ethniques » favorisent une certaine internationalisation des sociétés du Caucase du Nord. Mais la modernisation inachevée, le départ des Russes dont la présence constituait un facteur de consolidation, conjuguée à une « retraditionalisation » amorcée dans les années 1990, contribuent à exacerber l'ethnicité. Cela explique le sempiternel retour des questions sur l'autochtonie : « qui vivait où », « qui doit vivre où » et « à qui appartient cette terre » ? De ce point de vue, le problème des frontières abkhazo-géorgiennes, osséto-géorgiennes, du Karabagh, se distingue assez peu de celui des frontières entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie : dans chacun de ces cas, ce qui est en cause, c'est l'absence de délimitation entre « leur » et « notre » terre. La « question des frontières » est sensible pour tous les peuples du Caucase, sans exception <sup>26</sup>.

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle – et ce processus se prolonge au début du XXI<sup>e</sup> –, les frontières du Caucase ont été modifiées. Il suffit simplement de rappeler les frontières artificielles de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud. Il ressort des évolutions passées qu'on ne peut exclure que, *nolens volens*, celles-ci soient de nouveau « corrigées » en fonction des aléas politiques. La première frontière susceptible de changement est celle

---

<sup>26</sup> On peut ajouter à cela le fait qu'en mars 2006, toute une série de lois furent adoptées sur l'élargissement des zones frontalières dans onze « sujets » de la Russie, dont toutes les républiques nord-caucasiennes. V. I. SAMPIEV, « Situatsiia vokroug Djeirakhsokogo raïona Ingouchetii » (La situation dans le district de Djeirakh en Ingouchie), *Kavkazskij ekspert* (L'expert caucasien), Institut caucasien du Fond Gadji Makhatchev, 7, 2006, p. 2.

qui sépare l'Ossétie du Nord de l'Ingouchie, au cœur du conflit du Prigorodny<sup>27</sup> de 1992, qui a fait plusieurs centaines de morts, entre 500 et 900 blessés et 200 disparus. Selon les différentes sources, il y eut entre 30 et 64 000 réfugiés<sup>28</sup>. Le différend n'est toujours pas réglé, or le conflit de 1992 n'avait pas impliqué la seule Ossétie du Nord, mais également des Ossètes du Sud, cette « grande Ossétie » étant en outre soutenue par le pouvoir fédéral russe. Comme le remarque Artour Tsoutsiev, spécialiste du Caucase, « c'est là une attitude classique chez les Ossètes que de rechercher la protection russe »<sup>29</sup>. La sympathie des autorités fédérales et, dans une certaine mesure, de la société russe envers les Ossètes suscite chez les Ingouches, qu'on le veuille ou non, un sentiment de vulnérabilité et d'humiliation plus grande, qui a pu se cristalliser dans un sentiment d'irritation collective vis-à-vis de la nomination « d'en haut », en 2002, du président ingouche Mourat Ziazikov jusqu'à son renvoi en octobre 2008.

Enfin, les Ingouches redoutent que des Ossètes du Sud réfugiés du conflit de l'été 2008 ne s'installent justement au Prigorodny, comme cela s'était produit au lendemain du conflit osséto-géorgien de 1991-1992. « Aujourd'hui, on trouve des déplacés d'Ossétie du Sud, entre autres, dans le district du Prigorodny, où vivent déjà des Ingouches »<sup>30</sup>. On peut rappeler le nombre non négligeable de Koudartsy (Ossètes du Sud) membres de la garde d'un des tout premiers présidents d'Ossétie du Nord, Akhsarbek Galazov (1994-1998).

Des problèmes de frontières existent en Ingouchie, non seulement sur sa façade Ouest, mais aussi à l'Est. La frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie reste indéterminée depuis 1992, et les deux districts de la Sounja et de Malgobek font toujours l'objet d'un contentieux. Deux administrations, – l'une ingouche, l'autre tchétchène –, se partagent le premier, *de facto* divisé en deux. De même, il y a toujours un différend à propos du district de Khassav-Iourt (historiquement district Aoukh), à la frontière entre le Daghestan et la Tchétchénie. Le projet de rétablir la Tchétchéno-Ingouchie a parfois été évoqué, en particulier en 2005-2006<sup>31</sup> et, plus récemment, en novembre 2008. De nombreux points de vue ont été exprimés à ce sujet, certains considérant que cela garantirait plus de stabilité dans la région, tandis que d'autres y voient un risque de déstabilisation accrue. Contrairement aux Ingouches, les représentants

<sup>27</sup> A la suite de la déportation des Ingouches et des Tchétchènes par Staline en 1944, la RSSA de Tchétchéno-Ingouchie fut supprimée et ses terres furent redistribuées entre l'Ossétie du Nord, le Daghestan, la Géorgie. Sous Khrouchtchev, malgré la réhabilitation des peuples déportés, le district de Prigorodny resta en Ossétie du Nord, ainsi que les habitations ayant appartenu aux Ingouches.

<sup>28</sup> *Kavkazskii Ouzel*, Novosti, 1<sup>er</sup> novembre 2005 ; A. G. ZDRAVOMYSLOV, *Ossetino-ingouchskij konflikt. Perspektivy vykhoda iz toupikovoj situatsii* (Le conflit osséto-ingouche. Comment sortir de l'impasse), Moscou, 1998, p. 66.

<sup>29</sup> A. A. TSOUTSIEV, *Ossetino-ingouchskij konflikt (1992-...) i ego predystoriia i faktory razvitiia*, (Le conflit osséto-ingouche (1992 -...). Origines et évolution), Moscou, 1998, p. 100.

<sup>30</sup> *Kavkazskii Ouzel*, Novosti, 16 août 2008.

<sup>31</sup> Rappelons ici que la région autonome de la Tchétchéno-Ingouchie fut créée en 1934 sur la base de la réunion des districts autonomes tchétchène et ingouche. En 1936, cette région autonome devint une république autonome et en 1944, la république soviétique de Tchétchéno-Ingouchie fut liquidée puis restaurée en 1957. En 1992, elle fut scindée en deux républiques.

politiques tchéchènes sont partisans de cette réunification, comme le président du parlement tchéchène Doukvaïha Abdourakhmanov, qui estime que la partition de la Tchétchéno-Ingouchie fut une erreur. Certains considèrent en outre que seule une Tchétchéno-Ingouchie réunifiée pourrait résoudre le contentieux du district de la Sounja. Cependant, la réunification en une Tchétchéno-Ingouchie reste impossible à ce jour. En octobre 2008, Ramzan Kadyrov déclarait : « Je ne soutiens pas l'idée de la fusion des deux républiques, comme je l'ai mentionné à de nombreuses reprises dans les médias. La République de Tchétchénie se trouve actuellement dans une période de reconstruction économique intensive, c'est pourquoi toute nouvelle charge politique ou économique et sociale à ce stade serait particulièrement malvenue »<sup>32</sup>.

Le statut de la république des Adyghés, enclavée dans le territoire de Krasnodar, pose aussi problème. Les Adyghés représentent à peine 25 % de la population de la république, tandis que les Russes représentent la majorité absolue sur le plan démographique<sup>33</sup>. L'Union des Slaves de la république des Adyghés, organisation russe la plus influente dans cette république pousse au changement de statut de la république pour en supprimer l'entité nationale. Une lettre ouverte adressée en 2005 au président de la Fédération de Russie demandant l'organisation d'un référendum sur le statut de l'entité adyghée a recueilli près de 20 000 signatures. Si une suite lui était donnée, cela risquerait d'entraîner la dissolution des Adyghés au sein du territoire de Krasnodar. Le Congrès tcherkesse s'y est opposé. Au plus fort de la crise, en 2005, selon des enquêtes sociologiques, seule la moitié des Adyghés de la république étaient pour une fusion dans le territoire de Krasnodar, alors que 80 % de la population de la république, toutes appartenances ethniques confondues, soutenaient cette idée. Pour Khazret Sovmen, alors président de la république des Adyghés, tout discours sur la fusion des Adyghés dans le territoire de Krasnodar relevait de la « provocation »<sup>34</sup>. En 2006, le Congrès du peuple de la république des Adyghés, se référant à la Constitution de la Fédération de Russie, s'exprima catégoriquement contre la fusion, et l'un des membres du Congrès ne manqua pas de souligner que Vladimir Poutine en personne était contre<sup>35</sup>.

Autres sources de tensions, les découpages administratifs internes aux républiques, comme c'est le cas par exemple en Tchétchénie des districts de Chali, Kourtchaloï et Grozny, ou encore de la limite entre la ville d'Argoun et le district de Chali. Ces problèmes de découpages sont parfois accentués par des clivages ethniques, comme

<sup>32</sup> *Prezident Tchetchni ne podderjivaet ideiou obiedineniia Ingouchetii i Tchetchni* (Le président de Tchétchénie ne soutient pas l'idée de fusion de l'Ingouchie et de la Tchétchénie), Regnum, [www.regnum.ru/news/1076300.html](http://www.regnum.ru/news/1076300.html).

<sup>33</sup> *Adygskaïa (tcherkesskaïa) Enciklopediïa* (Encyclopédie adyghée (tcherkesse)), Naltchik, 2006, p. 35.

<sup>34</sup> « Konfliktnyi potentsial i protsessy transformatsii v Kavkazskom regione » (Risques de conflits dans un contexte de transformations au Caucase), *Analiticheskie zapiski* (Notes d'analyse), MGIMO (U) MAE de la Fédération de Russie, 4/16, mai 2006 p. 32.

<sup>35</sup> O. TSVETKOV, « S'ezd adygov protiv ob'edineniia s Krasnodarskim kraem » (Le Congrès des Adyghés contre la fusion avec le kraï de Krasnodar), *Biulleten' Seti etnologiticheskogo monitoringa rannego predouprejdeniia konfliktov* (Bulletin du Réseau de monitoring ethnologique de prévention des conflits), 67, mai-juin 2006, Moscou, p. 39-41.

en Kabardino-Balkarie où la population balkare de Belaïa Retchka, Khassanya et d'autres villages proches de Naltchik revendique le droit à une « autodétermination » administrative sur une base ethnique. En Karatchaïévo-Tcherkessie, des débats se sont développés autour des limites du district d'Oust-Djegout et de l'opportunité de former des arrondissements abazes et nogaiï.

On peut poser la question des frontières dans les termes suivants : à partir du moment où celles-ci peuvent être modifiées, où l'intégrité territoriale d'un Etat peut être mise à mal, pourquoi ne serait-il pas possible de modifier les tracés à un niveau inférieur pour d'autres entités, républiques ou régions ? Le Kremlin a bien compris qu'il y avait là un danger et, en son temps, le représentant plénipotentiaire du président dans le district fédéral du Sud, Dmitri Kozak, s'était opposé à toute modification des tracés.

Enfin, comment ne pas rappeler que les plus déterminés à modifier des frontières des républiques ou des Etats, à travers leur projet de fondre la Tchétchénie et le Daghestan en un « Emirats du Caucase », étaient des séparatistes tchéchénes ? Des structures avaient été créées à cette fin : le Congrès des peuples d'Itchkérie et du Daghestan, un tribunal chariatique commun, etc. Le site séparatiste tchéchéne d'obédience islamiste « Kavkaz-tsentr » continue à parler au nom de cet « Emirats du Caucase ». Ses partisans ne reconnaissent pas les frontières actuelles. Or, tandis que ceux-ci qualifient les soldats russes présents sur le territoire tchéchéne d'« occupants », ils voient leur position légitimée en quelque sorte par l'action de la Russie en Ossétie du Sud car « si eux – les Russes – peuvent se le permettre, alors pourquoi pas les Tchétchénes ». Ainsi les frontières du Caucase du Nord – et désormais des régions adjacentes –, paraissent-elles encore plus instables.

#### 4. Une politique fédérale dans la continuité

Le chercheur V. N. Davydov considérait qu'au Caucase, « c'est la solidité de l'Etat russe qui était à l'épreuve »<sup>36</sup>. C'est là une affirmation bien tranchée, influencée par la guerre en Tchétchénie, guerre déclenchée, on le sait, par les autorités russes de l'époque. Toutefois, les guerres de Tchétchénie constituent plutôt des exceptions à une règle qui voudrait au contraire que les sociétés nord-caucasiennes aient intérêt au maintien de l'Etat russe, perçu comme une garantie les préservant de conflits possibles. Seule cette interprétation permet de comprendre les règles du jeu politique dans la région. Il s'agit pour les élites locales d'essayer d'obtenir concessions et privilèges de la part des autorités centrales, en agitant, le cas échéant, la menace séparatiste. Les hommes politiques locaux cherchent en effet à faire peur au Kremlin, sans toutefois être prêts à ébranler l'Etat russe. Il s'agit là d'un jeu bien rôdé entre les autorités locales et le pouvoir central, mais qui reste en réalité au niveau du discours, même si les hiérarques de Moscou, conscients des règles du jeu, redoutent cette mécanique certes bien huilée mais au caractère parfois imprévisible.

---

<sup>36</sup> V. N. DAVYDOV, « Etnopoliticheskie konflikty na Severnom Kavkaze : regional'nyi faktor ». (Les conflits ethnopolitiques au Nord-Caucase : le facteur régional), *Vestniki Rossiiskogo oouniversiteta droujby narodov* (Bulletin de l'Université de l'amitié entre les peuples), série Politologie, 1/5, 2004, p. 39.

Tôt ou tard, Moscou sera confrontée à un choix, qui dépendra largement du profil qu'elle souhaite pour le Caucase du Nord : modernisé par des réformes en profondeur, ou au contraire congestionné dans un retard économique et englué dans une sorte de « transition » perpétuelle, où les élites sont entièrement dépendantes du pouvoir central. La situation n'est cependant pas si simple. Si Ramzan Kadyrov, le président le plus influent de la région, contrôle sa république et ne craint pas d'exprimer des revendications vis-à-vis de Moscou, un Mourat Ziazikov, lorsqu'il dirigeait encore l'Ingouchie, manquait d'autorité dans sa propre république, et n'envisageait pas de défier Moscou par de quelconques revendications. Les autorités fédérales, manifestement, louvoient et privilégient une solution intermédiaire : un président de république fédérée idéal doit à la fois être suffisamment fort pour garantir la sécurité et la stabilité dans sa république, mais ne doit pas être trop exigeant vis-à-vis du pouvoir central. Tel est le paysage politique actuel au Caucase du Nord.

Par ailleurs, le pouvoir central est contraint de prendre en compte l'attitude de chacun des présidents dans les situations critiques. Il garde à l'esprit que certains ont fait preuve d'indécision, d'autres d'une grande détermination, par exemple lors de la tragédie de Beslan, et que ce sont par exemple les erreurs d'un Valeri Kokov, alors président de Kabardino-Balkarie, qui ont entraîné le raid armé de Naltchik en octobre 2005, – celui-ci avait en effet refusé d'entrer en contact avec les jeunes musulmans non wahhabites, mais qui avaient protesté contre les pressions exercées sur eux par les autorités, ainsi que contre l'interdiction absurde d'observer certains des rites musulmans.

Il n'est assurément plus question de rétablir l'élection des gouverneurs. Selon un sondage effectué en 2005-2006, 33 % des habitants de Kabardino-Balkarie, 27 % des Adyghés, 49 % du Daghestan, 20 % d'Ingouchie et 65 % de Karatchaïévo-Tcherkessie estimaient que la nomination des gouverneurs par le Kremlin était source de stabilité dans leur république, tandis que 40 % de la population de Kabardino-Balkarie, 44 % de celle des Adyghés, 30 % du Daghestan, 60 % de l'Ingouchie et 29 % de Karatchaïévo-Tcherkessie pensaient que celle-ci aggravait les problèmes existants et créait de nouvelles difficultés<sup>37</sup>.

Cette nouvelle donne entrave les réformes économiques et la modernisation de la région, dans la mesure où tout effort à long terme et en profondeur dans ce sens ne peut que s'accompagner de transformations sociales substantielles, et donc de risques de déstabilisation. Certains hommes politiques présentent même la modernisation comme une menace, la décrivant comme « un couloir étroit soumis à un contrôle strict »<sup>38</sup>, un passage à « un régime sec ». Telle est la perception qu'ont les administrations nord-caucasiennes de la modernisation, les élites locales se satisfaisant du *statu quo*, prêtes seulement à quelques mesures cosmétiques. En somme, autorités locales et pouvoir central redoutent de part et d'autre le moindre changement. Le *statu quo*

<sup>37</sup> I. TEKOUTCHEV, « Severnyi Kavkaz : vzgliad iznoutri » (Le Nord-Caucase vu de l'intérieur), [www.caucasustimes.com](http://www.caucasustimes.com), Prague, p. 7. Voir aussi A. MERLIN, « Le Nord-Caucase au miroir du fédéralisme russe », in A. MERLIN (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007.

<sup>38</sup> A. KAMAKIN, « Interv'iou s Glebom Pavlovskim » (Interview de Gleb Pavlovski), *Itogi*, 15 septembre 2008, p. 25.

revient à favoriser la stagnation, à encourager la corruption et à développer un marché de dupes sur les questions financières. Si, individuellement, les hommes politiques à tous les niveaux en retirent des revenus privés, cela va en réalité à l'encontre des intérêts collectifs de la région et des entités nationales. Les efforts de Dmitri Kozak pour instaurer un certain ordre et donner ne serait-ce qu'un peu de transparence aux relations entre Moscou et ces régions se sont heurtés à une totale surdité des deux côtés.

Le conflit en Géorgie, – qui n'en est qu'à son début, dans la mesure où la Géorgie, refusant de perdre une partie de son territoire, se réarme –, engendre de l'instabilité dans le Caucase du Nord. Les frontières nord et ouest de la Géorgie avec l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et les républiques nord-caucasiennes en Russie sont autant de sources de tension. Tout cela pousse Moscou à envisager la construction d'un modèle d'action publique au Caucase du Nord, dont de nombreux prémices existent déjà. Une grande partie des hommes politiques russes « isolationnistes » insistent d'ailleurs sur l'opportunité, à l'échelle de la Fédération, d'un tel modèle russe pour faire face à l'Occident dans un contexte de confrontation.

Cette politique suppose la répression de toute opposition, ce qui a toujours été le cas au Nord-Caucase, en dépit de quelques répit. Si l'offensive sur la Géorgie a été jugée acceptable, un recours à la force à l'intérieur du territoire de la Fédération sera *a fortiori* considéré par le monde entier comme inévitable, voire même nécessaire. Pourtant, à l'avenir, toute pression estimée excessive sur l'Ingouchie, le Daghestan et les autres républiques, et toute violence injustifiée des forces de l'ordre risquent de susciter une réaction plus violente encore de la part de la société. Le modèle d'action de l'Etat risque donc d'obérer encore plus les perspectives d'apaisement.

Toute déstabilisation risquerait de renforcer l'activisme des forces se réclamant de l'islam radical, les soi-disant wahhabites, contre lesquels la lutte est devenue chronique, attirant ainsi sur la région l'attention d'extrémistes d'autres pays musulmans et des organisations musulmanes internationales. Ainsi risque-t-on de voir l'histoire se répéter, et les problèmes caucasiens s'internationaliser à nouveau.

Ethnologues et sociologues identifieront les répercussions des événements d'août-septembre 2008 sur les relations interethniques en Russie même. On peut cependant noter l'absence d'attaque contre les Géorgiens dans la propagande officielle russe : le président Dmitri Medvedev a même souligné à plusieurs reprises que Russes et Géorgiens étaient des « peuples frères ». A la différence de ce qui s'était produit lors des tensions russo-géorgiennes de 2006<sup>39</sup>, il n'y eut cette fois sur le territoire russe pratiquement aucune poursuite discriminatoire contre des Géorgiens selon des critères ethniques : selon certaines informations, le ministère de l'Intérieur aurait donné des instructions allant dans ce sens. Toutefois, Moscou a les moyens de « mettre des bâtons dans les roues » des Géorgiens, immigrés ou citoyens russes. C'est ce que suggère un long article publié dans les *Izvestia* sous le titre ambivalent « La Géorgie a-t-elle combattu avec de l'argent envoyé depuis la Russie ? », qui finit par le récit

---

<sup>39</sup> *Migrations en Russie. Populations fragilisées, premières victimes des crises politiques externes et internes*, avril 2007, rapport FIDH 472, [www.fidh.org](http://www.fidh.org).

d'un policier qui raconte que pendant la guerre en Ossétie du Sud, les Géorgiens trinquaient à la gloire de Saakachvili<sup>40</sup>.

Il y a peu de chances que le conflit russo-géorgien réduise la « caucasophobie » qui prospère en premier lieu sur des problèmes économiques et sociaux. De même qu'en Europe on admet que la « question géorgienne » ne transformera pas les relations avec la Russie, il est peu probable que la société russe change fondamentalement son regard sur les ressortissants du Caucase du Nord, à l'exception peut-être de celui porté sur les Ossètes, dont les médias ont martelé qu'« ils ont la même religion que nous ».

Reste le problème principal : la nécessité d'élaborer un système de valeurs civiques partagées. Y parvenir complètement est peut-être impossible, mais il est absolument indispensable de s'y efforcer. L'archevêque Théophane de Stavropol et de Vladikavkaz souligne l'apparition inquiétante d'une « tendance au repli sur soi »<sup>41</sup> au Caucase du Nord. Cette tentation est également sensible dans la société russe travaillée par un certain « ethnonationalisme ». Ces tendances croisées sont un danger, tant pour le Caucase du Nord que pour la Russie dans son ensemble. Les tensions au Caucase renforcent incidemment la méfiance et l'animosité de la société russe vis-à-vis de la région.

## 5. Le Caucase du Nord dans la politique étrangère russe

Enfin, le conflit a posé en des termes nouveaux la question de la place qu'occupe le Caucase du Nord dans la politique étrangère russe. Dès le début de la guerre de Tchétchénie, la région a d'ailleurs joué un rôle dans la politique étrangère russe. Cette guerre interne à la Russie avait déjà d'ailleurs une dimension internationale, du fait de la participation d'islamistes internationaux, et elle a eu des répercussions au Caucase du Sud. Mais la Tchétchénie a aussi influencé la politique étrangère russe en influant sur le regard porté sur la Russie.

Aujourd'hui, le poids du Caucase du Nord dans la politique étrangère russe est moindre que dans les années 1990. Mais le Caucase du Nord et du Sud sont « liés » comme jamais ils ne l'ont été auparavant, à tel point que l'on ne peut exclure que les problèmes auxquels est confronté le Caucase du Nord soient utilisés pour faire pression sur la Russie. Moscou pourrait alors jouer des menaces étrangères de déstabilisation du Caucase du Nord dans sa politique extérieure. Ce risque est d'autant plus grand que cette région est l'une des plus vulnérables de par sa composition socio-ethnique.

Sur place, la population et certains hommes politiques nourrissent de la défiance, voire même de l'hostilité, vis-à-vis de l'Occident. Les musulmans du Caucase sont en effet convaincus que l'Occident méprise l'islam et le monde musulman. Le Caucase du Nord se positionne en faveur de la cause palestinienne, et les talibans afghans y jouissent d'une certaine sympathie<sup>42</sup>. La politique américaine en Irak a non seulement suscité

<sup>40</sup> *Izvestia*, 19 septembre 2008, p. 5.

<sup>41</sup> THÉOPHANE, archevêque de Stavropol et de Vladikavkaz, « Dialog koul'tour kak sredstvo preodoleniia razryva mejdou vozmojnym i deistvitel'nym na iouge Rossii » (Le Dialogue des cultures comme moyen de dépasser le fossé entre le possible et le réel dans le sud de la Russie), in V. A. TICHKOV (dir.) *Severnyj Kavkaz v natsional'noj strategii Rossii* (Le Nord-Caucase dans la stratégie nationale de la Russie), Moscou, 2008, p. 17.

<sup>42</sup> Observations de terrain.

un fort mécontentement, mais il a même été question d'y envoyer des régiments de volontaires : selon différentes sources<sup>43</sup>, au seul Daghestan, 6 000 hommes étaient prêts à partir se battre en Irak. Beaucoup pensent que les extrémistes religieux du Caucase du Nord sont en relation avec les services secrets occidentaux<sup>44</sup>.

Les différends russo-américains et, de manière plus générale, l'état des relations russo-occidentales ajoutent à cette animosité. En témoigne par exemple la déclaration de M. Zalikhanov, député de Kabardino-Balkarie à la *Douma* d'Etat, qui reflète une opinion largement répandue au Caucase du Nord : selon lui, les autorités européennes et américaines « seraient ravies de déstabiliser le Caucase pour affaiblir la Russie »<sup>45</sup>. De tels points de vue sont monnaie courante : l'Occident suscite doublement le rejet au Caucase du Nord.

Il ne faut toutefois pas s'attendre à un activisme accru de la part des Américains et des Européens au Caucase du Nord. Les Américains concentrent leurs efforts sur le Caucase du Sud, et les Européens poursuivront leurs projets humanitaires si la situation s'exacerbe dans la région et nécessite l'intervention d'organisations internationales de défense des droits de l'Homme.

Un facteur (relativement) nouveau dans la politique régionale est le rôle potentiel de la Turquie qui profite de la situation pour chercher à renforcer ses positions au Caucase. Tout en restant solidaire de l'OTAN, Ankara prend ses distances par rapport à la politique américaine pour mener une politique plus indépendante. En outre, cette indépendance s'explique aussi par le sentiment qu'ont les Turcs, constamment écartés par les « Grands » d'Europe, Allemands et Français en premier lieu, d'une d'« européanité inaboutie », qui encourage Ankara à se créer une niche géopolitique, par exemple au Caucase<sup>46</sup>.

La Turquie souhaiterait endosser le rôle, sinon de leader, du moins de médiateur dans la région. Le Premier ministre turc Erdogan s'est rendu à Moscou au lendemain des opérations militaires russes contre la Géorgie pour proposer une « plateforme pour la paix et la stabilité au Caucase » et la création d'une « Alliance caucasienne ». La diplomatie turque est principalement dirigée vers le Caucase du Sud. La question du transit des hydrocarbures compte. Rappelons que 29 % du pétrole et 63 % du gaz importés en Turquie proviennent de Russie<sup>47</sup> (à ce titre, la visite du président turc Abdul Gül à Erevan, pour assister à un match éliminatoire de football pour la coupe du monde entre l'Arménie et la Turquie, est très symbolique<sup>48</sup>). Cependant, les Turcs préfèrent percevoir le Caucase comme un système régional et reconnaissent que la

<sup>43</sup> Entretiens effectués par l'auteur avec des informateurs anonymes.

<sup>44</sup> Observations de terrain.

<sup>45</sup> *Biulleten' Seti etnologitcheskogo monitoringa i rannego predouprejdenia konfliktov* (Bulletin du Réseau de monitoring ethnologique et de prévention précoce des conflits), 74, août-juillet 2007, p. 12.

<sup>46</sup> M. BOZAN, « NATO, New Threats and New Strategies », *Eurasian Studies*, 17, printemps-été 2000, p. 88.

<sup>47</sup> P. SARKISSIAN, « Ankara smechaet kavkazskij accent » (Ankara dépoussière l'accent caucasien), *Nezavissimaïa gazeta*, 15 septembre 2008, p. 20.

<sup>48</sup> V. P. VANRIE, « Le football, étincelle du rapprochement turco-arménien », *La revue nouvelle*, Bruxelles, octobre 2008.

Russie en fait pleinement partie. Ankara mise sur la bienveillance de Moscou vis-à-vis de l'action économique et culturelle turque au Caucase du Nord.

Les liens que l'Abkhazie indépendante entretient depuis longtemps avec la Turquie (échanges commerciaux, en particulier dans le domaine du bois et du métal, tentatives de coopération dans le domaine religieux) ajoutent à la spécificité de sa présence dans la région. L'attitude de la Turquie vis-à-vis de l'Abkhazie aura des conséquences sur les relations russo-turques, sur l'ensemble de la région, et donc sur la situation en Abkhazie même, où l'espoir de mener une politique autonome subsiste, dans les limites de ce que l'influence russe permet.

Des centaines de milliers de personnes originaires du Caucase vivent actuellement en Turquie et au Proche-Orient (Syrie, Irak et Jordanie). Les communautés circassiennes de ces pays se sont réjouies de l'indépendance de l'Abkhazie et ont exprimé leur désir d'un rapprochement avec leurs « frères abkhazes ». Les Etats dans lesquels vivent ces communautés contribueront bien évidemment au développement de liens en ce sens. En faisant de la Turquie un allié certes réel mais conjoncturel, Moscou devra préciser la forme et les limites de la coopération.

Certains, en Russie, expriment des critiques virulentes, et parfois grossières, vis-à-vis de la politique russe au Caucase, tel l'essayiste Alexandre Minkine, qui considère que la Russie « mène depuis plus de vingt ans une politique irrationnelle qui rend les peuples de là-bas moins civilisés et plus agressifs »<sup>49</sup>. Plus mesurée, A. H. Borov, de Naltchik, parle de la nécessité « de rechercher des formes originales d'organisation politique du Caucase du Nord, qui refléteraient ses spécificités ethnoterritoriales et ethnoculturelles, tout en permettant aux sociétés locales d'être réellement intégrées dans les processus politiques et sociaux russes »<sup>50</sup>. On peut adhérer à cela tout en se demandant pourquoi ces questions restent en suspens, alors que leur résolution aurait permis depuis longtemps d'apaiser les tensions au Caucase du Nord.

S'impose ainsi peu à peu l'idée que le Caucase du Nord est instrumentalisé dans la politique intérieure russe. Personne ne nie que les deux guerres en Tchétchénie ont été déclenchées en raison des luttes de pouvoir à Moscou ; la prise d'otages de Beslan en 2004 a servi d'ultime prétexte pour supprimer l'élection des gouverneurs, et la lutte contre les « wahhabites » permet aux autorités locales d'écraser toute opposition. Enfin, la tension autour du statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud fournit un prétexte pour « changer le fusil d'épaule » et reformuler certaines priorités de politique intérieure. Comme l'expliquait un fonctionnaire de Kaliningrad à un journaliste moscovite : « Pourquoi nous ennuyez-vous avec vos histoires de corruption, alors qu'il y a la guerre en Ossétie du Sud ? »<sup>51</sup>. Ainsi l'élite au pouvoir utilise-t-elle la

<sup>49</sup> A. MINKIN, « Tsena pobedy » (Le prix de la victoire), *Moskovskii komsomolets*, 16 septembre 2008, p. 5.

<sup>50</sup> A. H. BOROV, « Natsional'naïa strateguia mnogonatsional'noj Rossii : severo-kavkazskij srez » (« La stratégie nationale de la Russie multiethnique : coupe nord caucasienne »), in V. A. TICHKOV (dir.), *Severnyj Kavkaz v natsional'noj strategii Rossii* (Le Nord-Caucase dans la stratégie nationale de la Russie), Moscou, 2008, p. 67.

<sup>51</sup> S. KANEV, « Ia ne kryssiaticnik, i chto noujno – delal » (« Je ne suis pas un rat de laboratoire, mais j'ai accompli ce que je devais faire »), *Novaïa Gazeta*, 15-17 septembre 2008, p. 6.

guerre russo-géorgienne et ses conséquences pour résoudre ses problèmes politiques intérieurs.

## **6. Conclusion**

Une fois retombée l'euphorie des indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ces deux républiques devront tôt ou tard prendre conscience que les liens qui les rattachent désormais à la Russie les rendront solidaires des problèmes intérieurs de cette dernière. Elles risquent alors de déchanter. Ces bouleversements politiques au Caucase se sont produits à la veille de la crise économique qui a exacerbé tous les problèmes de la région. Dans un contexte de probables tensions sociales du fait de la crise, la question de savoir quelles seront les républiques prioritaires aux yeux de Moscou en termes de soutien financier est aujourd'hui cruciale. La promesse faite par D. Medvedev au président ingouche Iounous-Bek Evkourov d'un versement de 29 milliards de roubles alloués au développement de cette République n'est pas passée inaperçue. Dans les années à venir, Moscou aura fort à faire pour assurer la stabilité dans la région, quitte à y modifier sa politique.

Traduit du russe par Sophie TOURNON



DEUXIÈME PARTIE

Mobilisations et transformation  
de la violence au Caucase du Nord



# Les *djamaats*, nouvelle forme de résistance au Caucase du Nord ?

Maïrbek VATCHAGAEV

Ces dernières années, de nombreuses opérations ont été menées par des combattants en Tchétchénie, en Ingouchie, au Daghestan, en Kabardino-Balkarie. Un conflit est bien toujours en cours au sud de la Russie. Les chiffres disponibles par exemple sur le site du mouvement anti-guerre basé à Moscou, [www.voinenet.ru](http://www.voinenet.ru) (« Non à la guerre »), montrent que, d'année en année, le nombre de morts et de blessés reste dans les mêmes proportions, et avait même augmenté en 2007 pour la première fois depuis 2004<sup>1</sup>. Ceci dément donc la version officielle russe selon laquelle la guerre serait terminée.

Ces données concernent les pertes militaires – dans l'armée, la police, le FSB<sup>2</sup> – et les civils tués par des militaires russes. Si l'on parvient globalement à chiffrer les pertes militaires (soldats russes tués dans le cadre du conflit), c'est plus difficile pour les pertes civiles dans leur globalité, en particulier lorsque celles-ci sont liées à des enlèvements, arrestations, actes de tortures : là, la statistique vacille. En effet, nombreuses sont les victimes et leurs familles qui tentent de dissimuler ces informations aux médias et préfèrent tenter de trouver une issue par elles-mêmes. Beaucoup ont peur et préfèrent se taire, craignant la vengeance des auteurs de ces crimes, liés la plupart du temps au pouvoir en place. Une autre raison, non sans importance, de la difficulté à obtenir des chiffres précis, tient au refus de la *Prokuratura* et de la police

---

<sup>1</sup> Pour la seule période de septembre-octobre 2007, on comptait, d'après des informations disponibles auprès des agences de presse russes, 112 morts et 136 blessés dus à des combats au Nord-Caucase. En 2006, pour la même période, 98 personnes avaient été tuées et 148, blessées. Durant le seul mois de juin 2008, les violences faisaient 44 victimes et 76 blessés, alors qu'en juin 2007, les chiffres étaient de 42 morts et 45 blessés. On trouve des chiffres réactualisés au fur et à mesure sur le site [www.kavkaz-uzel.ru](http://www.kavkaz-uzel.ru). Voir aussi *infra* la contribution de A. MERLIN.

<sup>2</sup> Service fédéral de sécurité.

russes de recenser de tels actes criminels, pour éviter que ces affaires soient connues du grand public. Ces statistiques ne rendent compte que d'une partie de la réalité, d'autant que les autorités russes tentent de limiter les fuites en provenance de cette région si sensible.

Dans le seul district de Vedeno (qui est loin d'être le district le plus densément peuplé de la république), ces dernières reconnaissent pourtant la présence de soixante-dix à quatre-vingt combattants. Comme il y a vingt districts en Tchétchénie, on peut conclure à un effectif stable d'environ mille hommes en armes dans les montagnes. Cela correspond aux chiffres donnés les années précédentes par le commandement russe qui parle de quelques centaines de combattants (fin 2006, ce chiffre était de mille hommes)<sup>3</sup>.

Dans un contexte où autorités fédérales et locales tentent d'empêcher l'expression d'une opposition politique et chantent les louanges d'une « normalisation » – fondée sur la terreur – en Tchétchénie, comment expliquer le maintien d'opérations armées de résistance, en dépit également d'un net déséquilibre des forces en présence ? Ceci amène à s'interroger sur les modalités, les instruments et les objectifs de la partie combattante dans une guerre asymétrique contre un Etat, son armée, et l'ensemble de ses structures de force (*siloviki*). Depuis le début de la première guerre en 1994, la direction tchétchène indépendantiste a vu évoluer ses objectifs politiques et militaires, ainsi que la stratégie et le mode d'organisation mis en œuvre, en fonction du contexte et des opportunités (1), les *djamaats* constituant la forme d'organisation privilégiée de la résistance actuelle (2). C'est par le biais des *djamaats* que l'on passe d'un mouvement de résistance circonscrit à la Tchétchénie, à un mouvement présent dans tout le Caucase du Nord (3). Il convient de s'intéresser aux motivations de ceux qui rejoignent les *djamaats* et à leur profil sociologique (4).

## 1. Une tactique évolutive de guerre asymétrique

Des transformations sensibles dans la manière de mener les combats, et dans la stratégie et l'organisation de la résistance sont survenues après la fin de la première guerre en 1996<sup>4</sup>. Elles sont corrélées aux changements politiques qui se sont produits dans la région, et en tout premier lieu à l'évolution des *djamaats*.

En 1994, les autorités tchétchènes (sous la houlette du président Djokhar Doudaev, ancien général de l'Armée soviétique) tentèrent d'organiser la défense de la République en s'inspirant du modèle de l'armée soviétique. Toutefois, dès les premiers combats, ce choix montra son inefficacité, face à l'une des armées numériquement

<sup>3</sup> « Chislennost' boevikov vozroslo do tysachi » (Le nombre de combattants a atteint le millier), 1<sup>er</sup> décembre 2006, <http://www.lenta.ru/news/2006/12/01/nummer>. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>4</sup> La résistance tchétchène, en réaction à l'agression russe, a le soutien populaire, comme l'ont montré les élections libres du 27 janvier 1997, organisées sous l'égide de l'OSCE en présence de nombreux observateurs et reconnues ensuite par la Russie qui signa le 12 mai 1997 au Kremlin un traité de paix entre la Russie et la Tchétchénie, prévoyant la mise en place de « relations sur la base des principes du droit international », A. D. OSMAEV, *Tchetchenskaïa Respublika v 1996-2006. Khronika, dokoumenty, issledovaniâ* (La République de Tchétchénie de 1996 à 2006. Chronique, documents, recherches), Naltchik, 2008, p. 70.

les plus importantes du monde. Des groupes de combattants furent organisés selon plusieurs principes : l'origine géographique par village, ville ou district (en particulier Nadterechny – Goudermes – Vedeno), l'appartenance à une *virid* (branche de confrérie soufie, comme les groupes Tachou-Hadji, Ali Mitaev, Kounta-Hadji), l'identification à un chef historique, en l'honneur de résistants de la guerre du Caucase du XIX<sup>e</sup> siècle, comme par exemple les divisions « Baïssangour » ou « Cheikh Mansour »<sup>5</sup>. Ces groupes n'étaient pas séparés par des frontières rigides, il arrivait que certains se rejoignent ou se fondent en une seule entité pour mener une action précise. D'autres groupes étaient formés sur la base de l'adhésion à un chef militaire : ainsi y avait-il les « Bassaevtsy » (hommes de Bassaev), les « Guelaevtsy » (hommes de Guelaev), les « Radouevtsy » (hommes de Radouev)... L'armée tchéchène était donc hétérogène de par son organisation, mais tous se reconnaissaient dans la lutte pour l'indépendance et presque tous étaient des murides, appartenant à telle ou telle *virid*. Cet éclatement constituait un obstacle pour l'armée russe qui ne voyait pas clairement contre qui elle se battait, et ce que représentait en Tchétchénie tel ou tel détachement et son commandant.

Lorsqu'apparurent en 1995 les *djamaats* militarisés, le président Maskhadov s'opposa à l'utilisation de ce lexique et tenta de maintenir la terminologie en vigueur, dans les unités de la résistance sous son contrôle : il insistait pour que l'organisation de la résistance soit régie par des fronts, secteurs, unités.

Dès le début de la deuxième guerre à l'automne 1999, Aslan Maskhadov qui, comme son prédécesseur D. Doudaev (1991-1996), était avant tout un officier soviétique, tenta à nouveau de mettre en place une armée telle qu'elle lui semblait nécessaire, c'est-à-dire organisée sur le modèle de l'armée soviétique. Il mit alors en place un ministère de la Défense dirigé par Magomed Khanbiev, et l'armée prit le nom de Garde nationale. Maskhadov souhaitait éviter le terme de *djamaat* et, à chacune de ses interventions orales, s'efforçait de démontrer qu'il y avait bien une « armée » et non des « *djamaats* ».

Les autorités fédérales russes ont aujourd'hui bien du mal à agir contre les organisateurs des nombreuses attaques lancées contre les structures fédérales du Caucase du Nord, les membres de la résistance étant dispersés dans toute la région, à l'exception des Adyghés. Les résistants sont à la fois « partout et nulle part », ce qui rend leurs frappes plus violentes, et leur permet d'échapper aux opérations des forces de l'ordre russes. Le problème est que la majorité d'entre eux ne vit pas dans le maquis, mais parmi la population civile. Il ne s'agit en effet pas d'un ennemi précis et déterminé que l'on pourrait combattre sur un front bien délimité.

La tactique de guerre utilisée contre les séparatistes a changé en 2000, après le départ des combattants de Grozny en février, puis après la bataille de Komsomolskoe en mars : depuis, les groupes de combattants ne participent plus à des combats en terrain découvert, très lourds en pertes civiles. De plus, les rebelles tchéchènes ont

---

<sup>5</sup> Le cheikh Mansour et Baïssangour sont des héros de la résistance à la colonisation aux XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles. Voir M. VATCHAGAEV, *L'aigle et le loup. La Tchétchénie dans la guerre du Caucase au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Buchet-Chastel, 2008.

compris qu'il était absurde et stupide de s'opposer, une simple arme automatique à la main, à une armée équipée de tanks et d'avions.

La guerre de partisans telle qu'elle est pratiquée depuis des siècles en de nombreuses régions du monde, est vue comme un moyen de se maintenir sur la scène politique en attendant que la situation change et permette aux résistants de sortir de l'ombre. En effet, les tactiques de combat ont été régulièrement modifiées, en fonction des changements survenus depuis le début de la deuxième guerre, puis de la prise de contrôle par l'armée russe du territoire tchéchène. Durant les deux premières années de la guerre, on est passé de la reprise de villages par les combattants à des attaques contre les forces fédérales, d'opérations militaires circonscrites à la Tchétchénie, à des actions dans les républiques voisines (Ingouchie et Daghestan en particulier).

Les forces radicales dirigées par Chamil Bassaev passèrent des actions de *chakhids* – attentats-suicides, vivement condamnés par la société tchéchène – aux prises d'otages massives hors de Tchétchénie, au théâtre de la Doubrovka à Moscou en 2002, ou à l'école de Beslan en Ossétie du Nord, en 2004.

La résistance est en effet loin d'être homogène et on trouve, à ses débuts, outre, un Aslan Maskhadov libéral, des forces issues de son opposition, comme Chamil Bassaev, enclin à exporter des opérations de guerre à l'extérieur du territoire tchéchène et, de fait, à impliquer les régions voisines dans le conflit en lui donnant une dimension plus interethnique. Ces forces font pression pour un changement de tactique. Il ne faut pas oublier non plus que les islamistes radicaux exigeaient de combattre sous la bannière de l'Islam, tandis qu'Aslan Maskhadov, président de l'Itchkérie, prônait une application des principes constitutionnels démocratiques proclamés en 1991. Il n'est donc pas surprenant que la direction tchéchène ait dû faire face, à plusieurs reprises, à des actions de chefs militaires allant à l'encontre de la politique de Maskhadov. Ce dernier condamna fermement chaque action menée par Chamil Bassaev, et considérait que ses agissements pouvaient porter un coup fatal à la résistance.

L'assassinat de Maskhadov le 8 mars 2005, puis celui de son successeur Abdoul-Khalim Sadoulaev le 17 juin 2006, ainsi que la mort de Chamil Bassaev le 11 juillet de la même année ont mis la résistance face au dilemme suivant. Comment poursuivre la lutte ? En suivant les traces d'Aslan Maskhadov, ou celles de Chamil Bassaev ? Le choix du nouveau chef, Dokka Oumarov<sup>6</sup>, fut de rompre avec la politique de ses prédécesseurs en concluant des accords avec les radicaux – Soupian Abdoullaev<sup>7</sup>,

---

<sup>6</sup> Membre de la résistance depuis 1995, Dokka Oumarov conduisit l'un des groupes de combattants les plus importants lors de la première guerre, ce qui contribua à sa carrière politique après la guerre. Il fut pendant un temps secrétaire du Conseil de sécurité mais s'éloigna de Maskhadov avant la reprise de la guerre, suite à des désaccords politiques liés aux modalités de construction de l'Etat tchéchène ; il avait un passé criminel, était connu pour avoir été impliqué dans des prises d'otages dans l'entre-deux-guerres.

<sup>7</sup> Plus connu en Tchétchénie comme l'un des fondateurs du parti de la renaissance islamique, ayant pour projet celui de mettre en place un Etat islamique dans l'ensemble du Nord-Caucase, Soupian a par la suite été nommé vice-président par D. Oumarov. Issa Oumarov, était l'un des principaux idéologues du parti de la renaissance islamique (PRI), et frère aîné de M. Oudougov qui lui, outre qu'il fut également un des fondateurs du PRI, fut ministre de la Presse, ministre des Affaires étrangères d'Itchkérie et est actuellement responsable du site

Issa Oumarov, Movladi Oudougov et Islam Khalimov –, lesquels ne cachèrent pas leur volonté de transformer le conflit de libération nationale en une guerre de religion étendue à tout le Caucase.

En 2005, le pouvoir indépendantiste tchéchène, alors incarné par Abdoul-Khalim Sadoulaev et Chamil Bassaev, prit la décision d'abandonner le terme *djamaat* au profit de l'expression de « sections du front caucasien unifié » – conformément à l'édiction d'un décret sur la formation du front caucasien du 5 mai 2005 – afin de donner une image plus organisée de leur armée à la communauté internationale. Mais, sur place, les commandants continuent toutefois, la plupart du temps, à utiliser le terme *djamaat*.

## 2. Renaissance islamique et émergence des premiers *djamaats*

L'importance de l'islam dans la résistance explique la persistance du terme. Il revêt un double sens dans la région. Au Daghestan et en Karatchaïévo-Tcherkessie, il désigne, historiquement, un groupement de population, une agglomération. En Tchéchénie, en Ingouchie, en Ossétie du Nord et dans certaines parties de Kabardino-Balkarie, il désigne les adeptes du salafisme, ces derniers ayant introduit le mot au début des années 1990 alors qu'il n'était pas usité dans la région jusque-là. Il n'a donc jamais eu la signification qu'il a en arabe, à savoir « communauté »<sup>8</sup>.

Ce n'est qu'à partir de 1995 que les mouvements de résistance dans le Caucase du Nord se sont réunis en *djamaats*. Auparavant, les *djamaats* n'étaient que des fractions non militarisées du parti de la renaissance islamique. Ce n'est toutefois que lors de la deuxième guerre de Tchéchénie, à partir de 1999, que ce terme attire vraiment l'attention. Le premier *djamaat* créé au sens de cellule salafiste apparut en 1991 en Karatchaïévo-Tcherkessie et devint l'une des fractions les plus actives du parti de la renaissance islamique<sup>9</sup>. Le leader du premier *djamaat* de Karatchaïévo-Tcherkessie, Moukhomed Bidjiev<sup>10</sup>, fut membre de la première *troïka* du parti, mais quelques années après, en 1993, il s'éloigna tant du parti que du *djamaat* et en tant que soufi, il fit carrière au Centre spirituel musulman de Moscou<sup>11</sup>, auprès de Talgat Tadjayoutdine<sup>12</sup>.

---

Kavkaz-centr. Islam Khalimov, quant à lui, est aussi l'un des fondateurs du PRI et est ancien ministre de l'Intérieur d'Itchkérie.

<sup>8</sup> V. O. BOBROVNIKOV, *Moussoul'mane Severnogo Kavkaza. Obytchaj, pravo, nassilie* (Les musulmans du Nord-Caucase. Coutumes, droit, violence), Moscou, 2002, p. 27.

<sup>9</sup> Créé à Astrakhan en 1991, il avait pour objectif de modifier le rapport du pouvoir à l'islam dans les régions soviétiques peuplées de musulmans.

<sup>10</sup> Egalement connu sous le nom de Bidji-Oulou ou Moukhammad Karatchaï.

<sup>11</sup> <http://www.islam.ru/pressclub/islamofobia/naponis>. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>12</sup> M. VACHAGAEV, « Karachay Jamaat : History, Reality and Perspective », Part 1, *North Caucasus Analysis*, 8/22, [http://www.jamestown.org/single/?no\\_cache=1&tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=4203](http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews[tt_news]=4203), 31 mai 2007. Son passage dans une unité plus grande est lié au désir d'être non pas leader d'un simple *djamaat* (à l'époque, en 1993, le PRI avait déjà fait la preuve de sa fragilité, dans les régions où l'islam ressemblait plus à une formalité qu'autre chose pour de nombreux musulmans du Caucase du Nord-Ouest), mais chef des musulmans de toute la région de la Karatchaïévo-Tcherkessie et du *krai* de Stavropol.

Pendant la seconde guerre, des groupes qui ne se considéraient pas comme soufis, mais qui pouvaient être méfiants vis-à-vis des positions salafistes, étaient également désignés par le terme *djamaat*.

Les radicaux issus du parti de la renaissance islamique avaient, dès le début, pour objectif de s'emparer du pouvoir dans la région – en Tchétchénie et au Daghestan ; la majorité ne partageait pas leurs idées mais soutenait les dirigeants qui cherchaient à obtenir l'indépendance. Bien sûr, les membres du parti avaient également besoin de l'indépendance, car sans celle-ci leurs activités ne pouvaient que rester clandestines, ce qui nuisait à l'efficacité de leur lutte. Avec la proclamation de l'indépendance en Tchétchénie (certes relativement formelle et votée unilatéralement, bien que s'appuyant sur des documents adoptés sous le président soviétique Gorbatchev)<sup>13</sup>, le parti revit ses ambitions à la hausse. Pendant la période d'instabilité politique que connut la Tchétchénie entre 1991 et 1994, il créa sa propre organisation militaire, processus qu'accéléra la guerre de 1994-1996. Il n'est alors pas étonnant que le parti ait organisé ses divisions de combat parmi ses adeptes : formellement, ils obéissaient au commandement tchétchène mais, en réalité, ils agissaient de manière autonome<sup>14</sup>.

L'arrivée en Tchétchénie, à partir de 1995, de militants originaires du Moyen-Orient, favorise l'expansion du terme *djamaat*. Ces derniers sont, en quelque sorte, les pères fondateurs de la structure militaire des *djamaats* dans le pays. Il s'agit alors d'escadrons indépendants, officiellement sous commandement tchétchène, mais qui, en réalité, existent de manière distincte et trouvent leurs sources de financement de façon indépendante auprès des donateurs du Moyen-Orient. Le cheikh Fatkhi, un Tchétchène de Jordanie, et l'émir Khattab, un Arabe d'Arabie séoudite, après avoir tous deux combattu en Afghanistan et au Tadjikistan, se rendent en Tchétchénie début 1995<sup>15</sup>, après l'éclatement de la guerre, avec un contingent de volontaires étrangers. Leur arrivée joue en faveur des membres du parti qui peuvent désormais établir des contacts au-delà des frontières avec leurs frères spirituels, les salafistes du Moyen-Orient<sup>16</sup>. Les contacts établis par le truchement des vétérans d'Afghanistan et du Tadjikistan ont permis de gagner la confiance des salafistes dans le monde musulman.

---

<sup>13</sup> Loi sur le changement de statut des autonomies au sein des Républiques de l'Union, *Vedomosti S'ezda Narodnykh Depoutatov SSSR i Verkhovnogo Soveta SSSR* (Bulletin du Congrès des députés du peuple d'URSS et du Soviet suprême d'URSS), Moscou, 1990, 19, p. 429-433.

<sup>14</sup> A. MALACHENKO, *Islamskie orientiry Severnogo Kavkaza* (Les tendances de l'Islam au Caucase du Nord), Moscou, 2001, p. 137.

<sup>15</sup> A. MALACHENKO et D. TRENINE, *Vremia Iouga, Rossiia v Tchetchne, Tchechnia v Rossii* (Le temps du Sud, la Russie en Tchétchénie, la Tchétchénie en Russie), Moscou, Gendal'f, 2002, p. 102. Le cheikh Fatkhi, leader spirituel et militaire, parvient à attirer en Tchétchénie des volontaires venus de Turquie, de Jordanie, du Yémen, d'Arabie séoudite et du Pakistan.

<sup>16</sup> Cela ne veut pas dire qu'avant 1995 les Nord-Caucasiens n'avaient pas de contact avec leurs coreligionnaires étrangers. Ainsi, bien avant le début de la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), Islam Khalimov a créé l'organisation « Médecins de l'Islam » pour coordonner leurs actions dans le monde avec les salafistes.

Le *djamaat* est alors devenu une forme d'unité militaire rapprochant ceux qui tendaient au radicalisme. Mais cela ne signifie pas que radicalisme ait toujours été synonyme de salafisme<sup>17</sup>. Les *djamaats* n'étaient pas exclusivement constitués par ceux qui idéologiquement, se considéraient comme des salafistes, mais en majorité par tous les déçus de l'incapacité des leaders soufis (héritiers des cheikhs, chefs de confréries) à opposer des arguments aux salafistes et à renoncer aux écarts évidents tolérés à l'époque de l'« athéisme militant » (culte des saints en particulier). Cette catégorie de croyants à la recherche de la vérité, se rendait dans les mosquées qui véhiculaient l'idéologie salafiste, apparues partout en Tchétchénie et dans l'ensemble du Caucase du Nord. Les jeunes qui ne trouvaient pas de réponse aux questions qu'ils se posaient se tournèrent vers les radicaux, qui attiraient les nouvelles recrues non seulement par les propos qu'ils répandaient, mais aussi par les avantages matériels dont ils disposaient. Ainsi en 1998 en Tchétchénie, si une personne parvenait à recruter quatre nouveaux membres et à les faire entrer dans un *djamaat*, le groupe se voyait alors récompensé d'un véhicule, d'un équipement militaire, et chacun se voyait octroyer un salaire mensuel de 100 \$, somme considérable pour la Tchétchénie d'alors, frappée par la guerre et ravagée par le chômage<sup>18</sup>.

Dans un premier temps, le *djamaat* le plus important était celui fondé à la création du parti de la renaissance islamique. C'est lui qui, en 1995, sert de base à la création du premier *djamaat* militaire, alors dirigé par le cheik Fatkhi en personne. Après sa mort en 1997, ce *djamaat* s'est scindé en deux groupes : d'une part, celui d'Ourous-Martan, dirigé par Ramzan Akhmadov ; d'autre part, celui d'Alkhan-Kala, dirigé par Arbi Baraev. Dans un premier temps, il ne s'agissait que d'une division géographique, mais ces *djamaats* ont par la suite adopté des positions différentes sur certaines questions liées à la construction de l'Etat tchéchéne. Par exemple, pour le *djamaat* d'Ourous-Martan, l'instauration de la charia était conciliable avec les principes de la République tchéchéne d'Itchkérie, tandis que pour Baraev, favorable à la proclamation d'un nouveau type d'Etat chariatique dans le Nord-Caucase, l'existence même de l'Itchkérie laïque était inacceptable. Aujourd'hui, les *djamaats* ne sont plus que de petits détachements éparpillés sur tout le territoire de la République, sans leader spirituel unique.

Des structures se sont développées dans toute la région, les *djamaats* de Tchétchénie sont donc aujourd'hui intégrés dans un réseau de *djamaats* agissant dans tout le Caucase du Nord.

### 3. Les *djamaats*, vecteurs de l'extension du conflit au Caucase du Nord

Depuis la première guerre de Tchétchénie, beaucoup de Nord-Caucasiens – Ingouches, Daghestanais, Nogaïs, Kabardes, Balkars – se sont battus dans la résistance tchéchéne. Ce sont eux qui devaient porter le conflit dans les territoires avoisinants.

Chamil Bassaev ne pouvait prétendre au rôle de leader militaire qu'en créant des unités différentes de celles proposées par Aslan Maskhadov. C'est lui qui a créé les

---

<sup>17</sup> Chamil Bassaev en est un exemple frappant. Il a été le fondateur des *djamaats* nationaux dans la région mais il est toujours resté un adepte du soufisme.

<sup>18</sup> Observations personnelles.

fractions nord-caucasiennes et organisé leur ralliement au commandement tchéchéne dirigé par le président d'Ichkérie. C'est bien Chamil Bassaev, et non Maskhadov, qui est à l'origine des *djamaats* « Iarmouk » en Kabardino-Balkarie, « Nogaï » dans les steppes nogaïes ou « Charia » en Ingouchie. Par ailleurs, d'après Anzor Astemirov – l'émir Seïfoullakh, chef du *djamaat* « Iarmouk » de Kabardino-Balkarie<sup>19</sup> –, c'est Chamil Bassaev qui obligeait tous ces *djamaats* nationaux (basés sur une appartenance ethnique), bien qu'ils ne soient pas tchéchénes, à faire serment d'allégeance à Aslan Maskhadov, puis à Abdoul-Khalim Sadoulaev jusqu'à sa mort le 17 juin 2006 et son remplacement par Dokka Oumarov. Le président indépendantiste tchéchéne, qui n'était pas prêt à annoncer la création d'une nouvelle entité étatique nord-caucasienne, était ainsi considéré comme le chef de la lutte dans tout le Nord-Caucase, mais celui-ci ne pouvait agir en dehors du territoire tchéchéne. Cela plaçait les combattants du Daghestan, de Kabarda et d'Ingouchie dans une position délicate. La situation changea avec la proclamation par Dokka Oumarov d'un Emirato du Caucase<sup>20</sup>.

La guerre de Tchétchénie peut ainsi être considérée comme le prologue à une résistance dans tout le Caucase du Nord car c'est sur le front tchéchéne que se sont formés ceux qui plus tard, au Daghestan, en Ingouchie, en Kabardino-Balkarie et en Karatchaïévo-Tcherkessie, forts de leur expérience acquise durant la première guerre, allaient lutter contre la présence russe dans la région. Avant même que l'extension du conflit aux régions avoisinantes n'ait été la tactique délibérée de certains pans de la résistance, la participation aux combats de Nord-Caucasiens a facilité cette évolution.

Sous l'égide de l'émir Khattab qui était devenu après 1996 l'un des hommes les plus proches de Chamil Bassaev, des centres d'entraînement militaire ont été créés en 1997<sup>21</sup>. Le contingent qui s'y entraînait au bord de la rivière Khoulo, au pied des montagnes près d'Avtoury et de Serjen-Iourt, était très hétérogène sur le plan ethnique. Jusqu'en 1999, ces camps ont accueilli des combattants nord-caucasiens, mais également d'autres régions plus éloignées : on y trouvait des Bachkirs, des Tatars, dont des Tatars de Crimée et des Tatars d'Astrakhan, des Ouzbeks, des Tadjiks, des Russes des régions centrales de Russie convertis à l'islam, des Ukrainiens notamment<sup>22</sup>.

Aucune donnée claire ne permet d'établir le nombre exact de Nord-Caucasiens ayant suivi un entraînement militaire dans les camps de Khattab à Avtoury. Les médias russes soutiennent, par exemple, que près de trois cents Ouzbeks<sup>23</sup> seraient passés par ce centre, mais selon toute probabilité, il devait y en avoir tout

<sup>19</sup> Kavkaz Center, 11 novembre 2007 (<http://www.kavkazcenter.com>).

<sup>20</sup> Kavkaz Center, 11 octobre 2007.

<sup>21</sup> A. MALACHENKO et D. TRENINE, *op. cit.*, 2002, p. 100.

<sup>22</sup> Récit d'un Turkmène passé par le camp Kavkaz : V. PAVLOV, « Po sledam tchérnogo Araba » (Sur les traces d'un Arabe noir), [http://www.nasledie.ru/oboz/N01\\_02/1\\_04.htm](http://www.nasledie.ru/oboz/N01_02/1_04.htm). Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>23</sup> « Radikal'nye gruppировки v Tsentral'noj Azii » (Les groupes radicaux en Asie centrale), <http://11.strana.ru/text/stories/01/09/18/1577/78598.html>, 31 octobre 2001. Consulté le 5 juillet 2009.

au plus quelques dizaines<sup>24</sup>. En deux ans, ce centre aurait pu accueillir un millier d'hommes au maximum, parmi lesquels Tchétchènes et Daghestanais représentaient l'écrasante majorité. Les périodes d'entraînement étaient de deux, trois mois ou plus. Le financement a toujours été bien organisé. Les autorités tchétchènes ne pouvaient que se douter que l'argent provenait du Moyen-Orient par l'intermédiaire du cheikh Fatkhi et de l'émir Khattab.

En fonction de la tâche à exécuter, l'entraînement était différent. La préparation militaire à la pose d'explosifs était, généralement, la plus courte et la plus simple. À l'inverse, l'entraînement était plus long pour ceux qui non seulement souhaitaient se préparer au combat mais devaient occuper une fonction de chef. Dans ce cas, la durée en était de sept à neuf mois et la personne se voyait confier un rôle de leader idéologique. Il suivait donc en parallèle des cours intensifs sur l'histoire de l'Islam et la charia, ainsi que des cours théoriques. On formait des contingents de deux ou trois personnes, représentant les différents peuples de la région. Ceux qui avaient suivi cet enseignement devaient savoir défendre le salafisme, mener des débats avec ceux qu'ils considéraient comme égarés, et être attentifs aux faiblesses de ceux qui s'écartaient de la ligne salafiste. Tcherkesses, Kabardes, Balkars et Karatchaïs<sup>25</sup> furent parmi les premiers à être formés dans ces centres. Il se trouve que cela s'inscrivait dans la logique de leur action au cours de la première guerre, de 1994 à 1996. Même s'ils étaient peu nombreux, ce sont précisément eux qui allaient constituer la base de la résistance dans les régions d'où ils venaient.

Tout en étant surpris de l'apparition de *djamaats* dont ils ne soupçonnaient même pas l'existence dans différents lieux du Caucase du Nord, les dirigeants russes ont longtemps nié jusqu'à leur existence<sup>26</sup> : la reconnaître serait alors revenu à admettre que non seulement le conflit n'était pas terminé, mais qu'il débordait hors des frontières tchétchènes.

Dès 2001 se posait la question de la formation de *djamaats* nationaux composés d'individus ayant déjà combattu en Tchétchénie. La création de tels détachements avait, pour Chamil Bassaev, pour objectif d'éloigner les troupes russes du territoire tchétchène. De son côté, Maskhadov constatait que même sans son accord, ces mouvements progressaient. Les autorités russes ont ignoré les nombreux avertissements de ce dernier. Si le conflit débordait au-delà du territoire tchétchène, la Russie, bien en peine de contrôler la totalité du territoire de la mer Noire à la mer Caspienne, serait confrontée à des difficultés, même dans le cas d'une « pacification relative » du conflit tchétchène<sup>27</sup>.

<sup>24</sup> Observations personnelles.

<sup>25</sup> I. SOUKHOV, « Bournaiâ političeskaïa jizn' v Karatchaëvo-Tcherkessii » (La vie politique mouvementée de Karatchaïévo-Tcherkessie), <http://www.apn.ru/publications/article1666.htm>, 25 novembre 2005. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>26</sup> Il y eut négation du *djamaat* ossète, <http://kavkaz-uzel.ru/newstext/news/id/1038980.html>, négation de l'existence de *djamaats* dans les républiques de Kabardino-Balkarie et de Karatchaïévo-Tcherkessie, <http://religion.russ.ru/event/20020712-3.html>. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>27</sup> « Tchetchenskaïa Respoublika : posledstvia tchetchenizatsii konflikta » (République tchétchène : les conséquences de la tchétchénilisation du conflit), Mémorial, 2006, <http://www.memo.ru/hr/news/ngo2006/report1.htm>.

On l'a vu, les *djamaats* nationaux ont dans un premier temps combattu en Tchétchénie. Ainsi, les *djamaats* « Iarmouk » et « Karatchaï » n'ont-ils jamais fait parler d'eux dans leur République respective (Kabardino-Balkarie et Karatchaïévo-Tcherkessie). Les figures les plus actives de ces *djamaats* se trouvaient encore en Tchétchénie en 1999 et 2000. Ce n'est qu'après la décision des autorités tchétchènes<sup>28</sup> que les combattants sont rentrés dans leur région d'origine pour y constituer des groupes. C'est à ce moment-là, au cours du second semestre 2000 et début 2001, que les attaques perpétrées contre les autorités russes ont redoublé d'intensité.

On peut dire que la période de réorganisation s'est terminée en 2001. Jusque-là, les noyaux durs incarnés dans les républiques autonomes par quelques meneurs idéologiques n'avaient pas de rapport avec les *djamaats* combattant en Tchétchénie. Il fallut un moment pour prendre conscience que pour le pouvoir russe, peu importait la participation aux combats ; tous ceux qui avaient des sympathies salafistes étaient considérés par le commandement russe comme des ennemis à éliminer. Beaucoup au sein des *djamaats* des différentes républiques nord-caucasiennes pensaient que les cadres non tchétchènes n'avaient pas vocation à servir la stratégie globale de la résistance tchétchène. Ces questions ont été réglées en 2001, lorsque lesdits *djamaats* ont reconnu faire partie de la résistance dans son ensemble. Bassaev, qui avait organisé les ramifications de la résistance, était alors à leur tête, tentant d'organiser des opérations à l'extérieur, tandis que Maskhadov se concentrait sur la Tchétchénie<sup>29</sup>.

#### 4. Motivations et profils

La propagation des *djamaats* à l'ensemble du Caucase du Nord est liée à la politique répressive des autorités centrales. Afin d'empêcher la diffusion du salafisme au-delà des frontières de la Tchétchénie et du Daghestan, elles ont fermé les mosquées considérées comme salafistes, conduisant les *djamaats* à passer dans la clandestinité, où elles ont essayé de les poursuivre. Cette politique n'a fait que nourrir l'islam clandestin et donc la lutte contre les autorités russes.

Le cas de Seïfoullakh, alias Anzor Astemirov<sup>30</sup>, en est une illustration. Le chef du *djamaat* Iarmouk en Kabardino-Balkarie, alors qu'il était étudiant à Naltchik, fréquentait la mosquée de Tyrnyaouz, considérée comme wahhabite parce que les sermons qui y étaient prononcés différaient de ceux, plus officiels, de la Direction spirituelle des musulmans de Kabardino-Balkarie<sup>31</sup>. Avec ses compagnons, il mit

<sup>28</sup> O. LOUKINE, « Vtoraia Tchetchenskaia voïna : Pobeda, kotoroi ne bylo » (La deuxième guerre de Tchétchénie : la victoire qui n'a pas eu lieu), *Vestnik Mostok*, 3, 2008, ([http://www.vestnikmostok.ru/index.php?categoryid=17&id\\_item=172&action=view](http://www.vestnikmostok.ru/index.php?categoryid=17&id_item=172&action=view)).

<sup>29</sup> <http://viktorpopkov.narod.ru/novs/edini.htm>, consulté le 5 juillet 2009. Site d'un défenseur des droits de l'Homme assassiné en Tchétchénie. Viktor Popkov a régulièrement été en Tchétchénie depuis la première guerre et s'est engagé en faveur de la paix. Le site est longtemps resté actif, même après sa mort. Il était notamment soutenu par Mikhaïl Rochtchine. .

<sup>30</sup> Ce dirigeant de trente-trois ans est diplômé de l'université de Riyad.

<sup>31</sup> En réalité, la Direction spirituelle des musulmans renoue avec la tradition politique soviétique : l'islam officiel était allié des autorités et représentait leurs intérêts, souvent contraires à ceux des musulmans, ce qui a eu pour conséquence de discréditer cet organe auprès de la population.

sur pied un Centre islamique qui devait servir de contrepoids au *muftiyat*. Les autorités ont refusé son réenregistrement en 1998. En 2002, suite aux prises de positions antisalafistes du *muftiyat*, les mosquées de Nart-Kala, Tynyaouz et Aloutd ont été fermées. La rigidité du mufti, qui ne supportait pas qu'une mosquée ne soit pas sous son autorité, a conduit les autorités à la confrontation avec les fidèles des mosquées précitées<sup>32</sup>, qui ont du coup été poussés à la clandestinité, leur mouvement étant présenté comme une résistance militaire au pouvoir local. Intégrés au *djamaat* Iarmouk, ils sont devenus les ennemis d'un pouvoir qui les poursuivait, au lieu d'établir un contact avec eux et d'essayer de comprendre ce qu'ils représentaient. Les autorités n'ont pas apprécié le zèle d'Anzor Astemirov, jeune prédicateur salafiste très impliqué dans de multiples conférences et discussions sur l'islam, et devenu *persona non grata* pour les autorités religieuses officielles de Kabardino-Balkarie. En décembre 2004, pour pouvoir l'arrêter malgré sa grande popularité auprès des jeunes, les autorités l'ont accusé d'attaque à main armée contre les pouvoirs publics, et ont lancé un avis de recherche<sup>33</sup>. Il vivait dans la clandestinité et s'opposait l'arme à la main aux autorités qu'il accusait de s'arroger le droit de lui dicter son interprétation de l'islam. Après que son élimination a été annoncée à plusieurs reprises, il a effectivement été assassiné le 24 mars 2010. Lui succède un Balkar, Asker Djappouev.

Aujourd'hui, comme dans les années 1990, les radicaux qui rejoignent les *djamaats* sont jeunes. Ainsi les politiques et religieux en appellent-ils, dans leurs interventions à la télévision nationale tchétchène contrôlée par Kadyrov, à la vigilance des parents, appelant ces derniers à empêcher leurs enfants de rejoindre les combattants dans les montagnes<sup>34</sup>. La population ne peut ignorer que ce ne sont pas les parents qui poussent leurs enfants dans les bras des combattants, mais bien les actions menées par les autorités. Les parents n'ont pas la capacité de faire changer leurs enfants d'avis, et le fait de les utiliser comme moyens de pression ne fait qu'accroître le ressentiment de la population à l'égard du pouvoir<sup>35</sup>. Les parents sont soumis à des interrogatoires constants menés par diverses instances (FSB, ministère de l'Intérieur, groupe d'intervention spéciale *Ioug*, structures du gouvernement pro-russe), ce qui les pousse à faire ce que les autorités exigent d'eux. Des pressions sont utilisées : par exemple, la télévision tchétchène a diffusé au cours d'un bulletin d'information

<sup>32</sup> Voir la fiche biographique d'Anzor Astemirov, <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/104855>. Consulté le 11 juillet 2010.

<sup>33</sup> [http://www.eavest.ru/magasin/artikelen/2007-3\\_aba.htm](http://www.eavest.ru/magasin/artikelen/2007-3_aba.htm). Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>34</sup> Ainsi, pour le seul mois de mai 2008, cinq jeunes (un écolier et quatre étudiants) de Vedeno auraient quitté le village pour les montagnes, d'après les habitants du village. Lors d'une réunion du préfet du district de Vedeno avec les parents de jeunes partis rejoindre les combattants, plusieurs dizaines de cas ont été mentionnées. Dans un programme de la chaîne de télévision locale « Grozny », lors du bulletin d'information du 22 mai 2008 au soir, des mères de Vedeno ont appelé leurs enfants à rentrer chez eux, sous peine d'être maudits pour le restant de leur vie. L'information provient du site [www.vedeno.net/forum](http://www.vedeno.net/forum), organisé par les habitants de ce district et auquel participent toutes les personnes vivant dans le district ou ayant quitté la Tchétchénie. C'est devenu le lieu de rendez-vous des habitants de cette région montagneuse de Tchétchénie.

<sup>35</sup> M. VATCHAGAEV, « Russia Admits Rebel Fighter Activity in Chechnya », *North Caucasus Weekly*, 9/21, 29 mai 2008, [www.jamestown.org](http://www.jamestown.org).

à la mi-août 2008 un reportage, dans lequel le maire d'Argoun, Ibraguim Temirbaev, menaçait de chasser de sa ville les parents des enfants partis dans les montagnes<sup>36</sup>.

La politique répressive explique également l'afflux dans les *djamaats*. Les offenses et humiliations perpétrées par le gouvernement pro-russe de Kadyrov et les services spéciaux russes, ne concernent pas forcément des jeunes, ni exclusivement des adeptes du salafisme. Le désir de vengeance est une motivation parfois plus grande que la foi et la recherche du salut.

Les militaires russes reconnaissent enfin l'attitude de la population de la république envers les combattants. D'après le général-major Nikolai Sivak, commandant du Groupement des forces conjointes fédérales au Nord-Caucase, « la population locale soutient les bandes de combattants ou du moins les tolère. Elle ne s'oppose pas à eux et ne les livre pas aux forces fédérales »<sup>37</sup>. C'est un aveu difficile à faire en Russie car il vient contredire la version officielle du « soutien total des Tchétchènes à la politique de Vladimir Poutine ». Dans une république où règne en outre un chômage massif<sup>38</sup>, la terreur et l'absence de perspectives économiques se combinent pour pousser des milliers de personnes à sympathiser avec la résistance, voire même à y prendre une part active. Sans cela, les combattants, isolés, passeraient pour des *smertniki* (combattants-suicide) prêts à tomber à tout moment. Le soutien de la population leur permet non seulement de tenir depuis de longues années, mais également de se réorganiser plus efficacement.

Les opérations menées par les *djamaats* sont très populaires auprès des jeunes, qui y voient une sorte d'idéal. Les forums de discussion nord-caucasiens sur Internet (*kavkazchat.com*, *amina.com*, *djigit.com*, *teptar.com*, etc.) montrent que nombre d'entre eux, tout particulièrement ceux qui font leurs études dans les universités nord-caucasiennes, ou ailleurs en Russie, s'identifient aux membres des *djamaats* et, en « chattant » sur ces forums, ne voient que le combat comme issue. Les jeunes se radicalisent, sont de moins en moins tolérants vis-à-vis de représentants d'autres religions. Internet donne donc à voir une certaine schizophrénie : l'hostilité envers la Russie qui s'y exprime tranche avec les positions prises publiquement. La toile devient le lieu où ils peuvent déverser leur énergie. La deuxième guerre de Tchétchénie a bouleversé la conscience des jeunes, qui se sont détournés de Moscou et sont aujourd'hui plus nationalistes, radicaux et islamistes qu'auparavant. C'est là une des conséquences de la guerre.

En dépit de la « normalisation » à l'œuvre, le niveau de violence reste élevé dans l'ensemble du Caucase du Nord, mais les évolutions témoignent d'une transformation du conflit, tant dans le périmètre d'action, les modes opératoires que dans l'idéologie. A mesure que la résistance tchétchène a été contrainte de recourir à des tactiques de guérilla, elle s'est étendue géographiquement, absorbant et réunissant des groupes

<sup>36</sup> A. SAJTIËV, « Otets otvetit za syna » (Le père répondra pour son fils), <http://gzt.ru/politics/2008/08/19/172847.html>, 19 août 2008. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>37</sup> BBC, 20 mai 2008, [news.bbc.co.uk/1/hi/russian/russia/newsid\\_7410000](http://news.bbc.co.uk/1/hi/russian/russia/newsid_7410000).

<sup>38</sup> Les données officielles de mai 2008 faisaient par exemple état d'un demi-million de chômeurs, représentant 76,9 % de la population active, [www.kavkaz-uzel.ru/newstext/news/id/1215658.html](http://www.kavkaz-uzel.ru/newstext/news/id/1215658.html). Consulté le 5 juillet 2009.

nationaux poussés à la violence par les répressions dont ils sont victimes en raison de leurs croyances et pratiques religieuses.

### Annexe. Les *djamaats* nationaux

Seuls deux *djamaats* s'étaient constitués avant l'apparition des *djamaats* en Tchétchénie, dans les années 1990 : le *djamaat Djennet*, au Daghestan, et le *djamaat Karatchaï*, en Karatchaïévo-Tcherkessie. Le *djamaat* Djennet (supplanté par la suite par le *djamaat* Charia en termes de visibilité<sup>39</sup>) était dirigé par Rappani Khalilov<sup>40</sup>, tué en septembre 2007. Ce *djamaat*, créé au Daghestan par le leader religieux Moukhamed Kebedov, était organisé comme une structure politique et militaire salafiste.

Le *djamaat Karatchaï* est constitué dès la fin des années 1980 par Moukhamed Bedji en Karatchaïévo-Tcherkessie, il a ensuite connu de nombreux changements stratégiques et tactiques. Ce n'est que lors de la seconde guerre de Tchétchénie que ces *djamaats* ont décidé d'unir leurs forces dans le mouvement de résistance nord-caucasien. Il est au départ mono-ethnique. Du fait des contacts fréquents avec les radicaux tchétchènes, depuis la fin de la première guerre, ce *djamaat* poursuit les mêmes objectifs que les structures militaires nationales situées dans les autres républiques. En 2005, Bassaev a même tenté de modifier son nom, afin d'en atténuer le caractère ethnique et de montrer que des représentants d'autres peuples comme les Tcherkesses ou les Abadzekhs en faisaient partie, et qu'il y avait un élargissement géographique et ethnique de la résistance. L'appellation « *djamaat* de Karatchaïévo-Tcherkessie » n'a toutefois pas pris, et en dépit de l'oukaze du 5 mai 2005 du chef de la guérilla, Abdoul-Khalim Sadoulaev, sur la création du secteur de Karatchaïévo-Tcherkessie au sein du front caucasien, c'est le nom d'origine « *djamaat* Karatchaï » qui est resté en usage. Il est fort probable que sa structure ait changé depuis la fin 2007. Les pertes ont été lourdes dans ses rangs et ses effectifs « dilués » par l'arrivée de Tcherkesses, si bien qu'au sein de la nouvelle structure militaire de la résistance (de l'Emirat), la région Karatchaï a été intégrée dans le *vilaïat* (région) uni des Kabardes, de Balkarie et du Karatchaï<sup>41</sup>.

Le *djamaat nogai* est issu du « bataillon Nogai » qui, avant 2001, faisait partie des détachements de Chamil Bassaev. Créé pour agir dans une région traditionnellement perçue par Moscou comme étant sous contrôle, c'est l'un des *djamaats* les plus récents. Sa création a d'ailleurs été perçue de manière ambivalente par ses habitants qui craignaient des représailles. Le départ de la population russe de cette région cosaque n'est pas un hasard : il signe l'apparition d'une nouvelle zone de crise potentielle<sup>42</sup>. Néanmoins, les autorités sont forcées de reconnaître qu'il est inutile d'envisager des actions contre les membres de ce *djamaat* car dans cette région, la population locale couvre et protège les siens des structures fédérales. Les Nogaïs ne sont pas très nombreux, se connaissent. Ils sont actifs sur un territoire très vaste qui s'étend de l'est du Nord-Caucase, à Kizliar, à la Karatchaïévo-Tcherkessie à l'Ouest, englobant le nord du *krai* de Stavropol et, au sud, les parties Nord de la Tchétchénie et du Daghestan. La majorité de ce *djamaat* est très jeune : la moyenne d'âge ne dépasse pas la trentaine. Le *djamaat* Nogai et le *djamaat* Karatchaï, constituent les deux *djamaats* turcophones ; alors que le *djamaat* Karatchaï

<sup>39</sup> Pour un historique du *djamaat* Djennet et ses connexions avec le *djamaat* Charia du Daghestan, voir *Russia's Dagestan : conflict causes*, 3 juin 2008, rapport d'ICG, [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)

<sup>40</sup> [http://www.gazeta.ru/politics/2007/09/18\\_a\\_2169453.shtml](http://www.gazeta.ru/politics/2007/09/18_a_2169453.shtml). Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>41</sup> <http://kavkaz.tv/russ/content/2007/11/21/54480.shtml>. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>42</sup> P. S. FEDOSOV, « Kazatchestvo i problemy mezhnational'nyh otnoshenii na Severnom Kavkaze » (Les Cosaques et les questions interethniques au Caucase du Nord), <http://www.mgopu.ru/JOURNAL/CONF2005/fedosov.htm>. Consulté le 5 juillet 2009.

connaît des changements de grande envergure, le *djamaat* Nogaï est le seul *djamaat* mono-ethnique turcophone au Nord-Caucase.

Le *djamaat Iarmouk*, composé de Kabardes et de Balkars, a été dirigé par Mouslim Ataev (tué en janvier 2005), qui avait reçu une formation militaire avec Chamil Bassaev et est passé par l'école de diversion de Khattab. Il devait avoir un ancrage régional et être capable d'influencer les autres peuples à l'Ouest de la Kabardino-Balkarie, avant tout les Tcherkesses et les Adyghés. La création de ce *djamaat* a engendré de vives discussions car ses opposants ne voulaient pas voir les radicaux s'installer dans la République, si bien que seuls des Balkars y auraient participé<sup>43</sup>. En raison de leur passé commun en déportation en Asie centrale entre 1944 et 1957, ceux-ci se sentent proches des Tchétchènes. Pourtant, le raid de Naltchik des 13 et 14 octobre 2005, au cours desquels tous les bâtiments des structures de force de Kabardino-Balkarie ont été simultanément pris d'assaut, a été organisé et mené par des Balkars, mais aussi des Kabardes. Cela a montré que ce *djamaat* n'était pas ethniquement homogène. Un Kabarde, Anzor Astemirov, dirigeait ce *djamaat* avant d'être assassiné en mars 2010 ; un Balkar lui succède. Le 4 septembre 2007, Astemirov avait été nommé par Dokka Oumarov président du Tribunal chariatique suprême, l'une des quatre fonctions les plus élevées dans la résistance. L'opération de Naltchik, que la lecture officielle russe a voulu faire passer pour une défaite de la guérilla<sup>44</sup>, a fait basculer l'opinion publique en faveur des opposants à la politique russe menée dans le Caucase du Nord, alors que la Kabardino-Balkarie apparaissait jusque-là comme un bastion russe dans la région. Anzor Astemirov (amir Seïfoullakh) occupait la troisième place dans la hiérarchie de la guérilla (le premier étant occupé par le chef de la guérilla, Dokka Oumarov, le commandant en second est l'émir Magas (Akhmed Evloev), arrêté par les forces de l'ordre le 9 juin 2010).

Le *djamaat Charia* d'Ingouchie a été formé au début de la seconde guerre de Tchétchénie et est composé d'Ingouches qui vivaient auparavant à Grozny. Ils avaient à leur tête Magas (Ahmed Evloev) et Ilias Gortchakhov. Plus tard, le groupe a accueilli tous ceux qui soutenaient le salafisme. Avec le *djamaat Taliban* d'Ingouchie et le *djamaat Iarmouk*, il a participé à la préparation du raid d'octobre 2005 à Naltchik. Auparavant, ils avaient organisé une attaque du même type à Nazran le 22 juin 2004, avec le concours de Chamil Bassaev. Aujourd'hui, comme en témoignent les chroniques quotidiennes d'Ingouchie, le *djamaat* ingouche est l'un des maillons les plus actifs au sein de la résistance nord-caucasienne. Il est donc normal qu'après la mort de Chamil Bassaev, ce soit Magas (Evloev), son ancien compagnon d'armes, qui l'ait remplacé : sur ordre de Dokka Oumarov, il a en effet été nommé commandant du front caucasien, grade le plus haut dans la hiérarchie militaire de la résistance. L'attentat perpétré contre le nouveau président ingouche Evkourov en 2009 a fait l'objet d'hypothèses selon lesquelles Evloev serait justement à son origine.

Les *djamaats Djennet* et *Charia* du Daghestan fonctionnent selon une structure pyramidale répartie géographiquement en différents groupes, voire groupuscules. Ces groupes sont formés en fonction de critères territoriaux et non ethniques, bien qu'au niveau des villages, ils rassemblent des hommes de même appartenance ethnique. Ainsi trouve-t-on plusieurs *djamaats* à Makhatchkala et dans ses environs, qui coordonnent leurs actions contre les représentants des structures fédérales<sup>45</sup>. Les antennes des *djamaats* sont en particulier présentes à Bouïnassk, Goubden, Makhatchkala, Kizliar, Khassav-Iourt, Botlikh, etc. Les commandants de ces groupes sont membres du conseil militaire de la résistance auprès de Dokka Oumarov. Il existe de petits

<sup>43</sup> <http://www.apn.ru/publications/print1606.htm>. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>44</sup> <http://www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=618395>. Consulté le 5 juillet 2009.

<sup>45</sup> Il s'agit là du *djamaat* dont Vladimir Poutine s'était empressé d'annoncer la destruction à l'automne 1999. Abdoul Madjid, commandant du secteur daghestanais du front caucasien, a remplacé Rappani Khalilov qui avait dirigé le *djamaat* du Daghestan pendant sept ans.

groupes dans les villages, tandis que les villes comme Makhatchkala, Kaspiïsk, Bouïnaksk peuvent compter plusieurs cellules, affectées à l'un ou l'autre quartier. Certains des groupes les plus actifs se donnent des noms différents au sein d'un même *djamaat*. Par exemple on trouve « Djoundoullakh » (« Les guerres d'Allah ») à Khassav-Iourt, Seïfoullakh (« L'épée d'Allah ») à Bouïnaksk et « Iassine » à Makhatchkala. A l'heure actuelle, le *djamaat* est parvenu à créer des cellules sur tout le territoire de la république. D'un point de vue militaire, il s'agit des unités les plus efficaces de tout le Nord-Caucase. Le *djamaat* du Daghestan compte des effectifs plus importants que le *djamaat* ingouche, et il est présent sur un territoire douze fois plus important. Il constitue donc une force importante du Front caucasien de Dokka Oumarov.

Le *djamaat Kataïb al Khoul*, en Ossétie du Nord, est le dernier en date à avoir été formé, c'est celui sur lequel on dispose de moins d'informations : il est apparu en 2004 sous l'influence du *djamaat* ingouche, ce qui, au début, a conduit de nombreux observateurs à penser qu'il s'agissait d'un détachement du *djamaat* ingouche sur le territoire de l'Ossétie du Nord, composé d'Ingouches vivant dans cette République. Mais ce n'était pas le cas. Il s'agit d'un détachement créé selon des principes régionaux, et non selon une ligne d'appartenance ethnique. Ce *djamaat* est donc composé d'Ossètes-Digors (la minorité ossète musulmane, qui vit à la frontière avec l'Ingouchie), d'Ingouches et de Russes d'Ossétie du Nord convertis à l'islam. La création de ce *djamaat* a constitué une surprise pour les autorités d'Ossétie du Nord, bien que les statistiques montrent que le nombre d'Ossètes musulmans pratiquants augmente d'année en année<sup>46</sup>. Le *djamaat* ne perd pas de vue ce facteur<sup>47</sup>. Après les événements de Tchétchénie et la tragédie de Beslan<sup>48</sup>, la voix de la population musulmane se fait davantage entendre<sup>49</sup>.

Les Adyghés n'ont pas de *djamaat* fondé sur l'appartenance ethnique. En 2004 et 2005, le bruit a couru que Bassaev y préparait l'ouverture d'une unité, ce qui devait parachever symboliquement la formation d'une ligne allant de la mer Caspienne à la mer Noire<sup>50</sup>. On comprend en effet que la petite république des Adyghés, enclavée dans le *krai* de Krasnodar, revête une importance stratégique, politique et militaire, et que la création d'un *djamaat* dans les Adyghés aurait été

<sup>46</sup> Ainsi en 2006, on comptait vingt et une associations musulmanes enregistrées (*Severnaïa Ossétia*, 27 juillet 2006), alors qu'au début des années 1990, on n'en comptait que quelques-unes. Pour une approche historique, voir I. L. BABITCH, « Pravovoï monizm v Severnoï Osetii : istoria i sovremennost » (Le monisme juridique en Ossétie du Nord : histoire et actualité), *Issledovania po prikladnoï i neotlojnoï etnologii* (Etudes d'ethnologie appliquée), 133, 2000, Moscou, p. 14-15.

<sup>47</sup> Soulignons d'ailleurs qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les Ossètes musulmans étaient particulièrement nombreux et d'après N. M. Emelianova, chercheur à l'Institut d'orientalisme de l'Académie des sciences de Russie, l'intégralité de l'élite féodale d'Ossétie était convertie à l'islam (N. M. EMELIANOVA, *Mousoulmane Osetii : Na perspektive tsivilizatsi*, Moscou, 2003). Ensuite, le déplacement de 5 000 Ossètes-Moukhadjirs en Turquie entre 1850 et 1870 (*Darial, Vladikavkaz*, 1, 2008) et le départ de l'intelligentsia musulmane d'Ossétie vers l'ouest lors de l'arrivée des bolcheviks au pouvoir (Baïtougan Barasbi, Alikhan Kantemir et bien d'autres), ont rendu possible la conversion d'une partie des Ossètes.

<sup>48</sup> Le 1<sup>er</sup> septembre 2004, un groupe armé d'insurgés radicaux envoyé par Chamil Bassaev a pris une école en otage dans la ville de Beslan en Ossétie du Nord. Au cours de l'opération lancée par les forces russes, 331 personnes ont perdu la vie, dont 186 enfants.

<sup>49</sup> Le grand-père de l'actuel président d'Ossétie du Nord Taïmouraz Mamsourov, Moukhtar-Mollah Mamsourov fut le dernier imam de la mosquée de Beslan en 1920.

<sup>50</sup> Le territoire des Adyghés n'a pas de côte sur la mer Noire, mais le littoral était historiquement peuplé de Circassiens, avant de leur être confisqué pendant la guerre du Caucase au XIX<sup>e</sup> siècle et transmis aux Cosaques.

une grande surprise pour la Russie, d'autant que les Adyghés ne représentent qu'une minorité démographique (24,2 %, pour 64 % de Russes <sup>51</sup>) sur le territoire de la République.

*En dehors du Caucase du Nord, en Russie*, on trouve des *djamaats* à Moscou, Astrakhan, Naberejnye Tchelny au Tatarstan, en particulier. Le pouvoir comme la société russe qui ont tendance à voir la Russie comme un Etat chrétien orthodoxe, regardent avec inquiétude l'apparition d'organisations souvent gagnées aux idées salafistes. Ces organisations clandestines sont essentiellement composées de jeunes. Les forces de maintien de l'ordre les considèrent exclusivement comme des bases de combattants et tentent de les détruire. Pourtant, l'action de ces groupes relève plus de l'activité missionnaire que d'un soutien à la résistance. Certes, Dokka Oumarov a cherché à s'appuyer sur ces *djamaats* pour créer deux nouveaux fronts dans l'Oural et le long de la Volga <sup>52</sup>, désignant respectivement à leur tête Assadoullou et Djoundallakh, impossibles cependant à identifier à cause de leurs pseudonymes.

Traduit du russe par Marjolaine MENDOLA et Benoît VAN GAVER

---

<sup>51</sup> Recensement de la Fédération de Russie de 2002 : <http://www.perepis2002.ru/index.html?id=17>.

<sup>52</sup> <http://www.kavkazcenter.com/russ/content/2006/07/09/45779.shtml>. Consulté le 5 juillet 2009.

# Repenser l'islam au Daghestan postsoviétique

Anna ZELKINA

Toute étude sur le Caucase du Nord, qu'elle porte sur l'histoire ou sur la période contemporaine, qu'elle aborde des questions sociales, politiques ou économiques, mène inévitablement à s'interroger sur le rôle de l'islam. La nature hautement politique du sujet donne lieu à de nombreuses spéculations et à des généralisations infondées tendant à véhiculer moult clichés sur la nature des mouvements ou institutions islamiques existant dans la région. Le travail des quelques chercheurs qui ont mené des recherches de terrain méticuleuses<sup>1</sup> est souvent peu reconnu<sup>2</sup>. Notre propos est de rassembler et de systématiser les données dont on dispose sur l'islam dans le Caucase du Nord-Est – au Daghestan et, dans une moindre mesure, en Tchétchénie – et à remettre en question certaines idées reçues.

---

<sup>1</sup> Par exemple, V. BOBROVNIKOV, *Moussoul'mane Severnogo Kavkaza, obyčaj, pravo, nassilie* (Les Musulmans du Caucase du Nord. Coutume, droit, violence), Izd. Vostochnaïa Literatoura, Moscou, RAN, 2002 ; A. IARLYKAPOV, « Problemy vozroždeniia islamskogo obrazovaniia na Severnom Kavkaze » (Les problèmes de la renaissance de l'instruction islamique au Caucase du Nord), *Tsentra'lnaïa Aziia i Kavkaz*, 1/25, 2003, p. 189-195 ; D. MAKAROV, *Ofitsial'nyj i neofitsial'nyj Islam v Dagestane* (Islam officiel et non officiel au Daghestan), Moscou, Institut d'études orientales de l'Académie des sciences, 2000 ; G. KHIZRIEVA, « Etnoregional'nye ossobennosti islama : islam i politika v Dagestane » (Les spécificités ethnorégionales de l'Islam : islam et politique au Daghestan), 23 juillet 2002, <http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1027400820>. M. KEMPER, *The Soviet Heritage of Islam in Central Asia*, Universiteit van Amsterdam, 2009.

<sup>2</sup> Le meilleur exemple d'étude peu scrupuleuse prétendant aborder l'islam en Russie postsoviétique, sans véritable connaissance du terrain, est le tristement célèbre livre de G. HAHN, *Russia's Islamic Threat*, Yale University Press, 2007.

## 1. Islam traditionnel versus salafisme ?

La vision qui prévaut repose sur l'idée que l'islam existe sous deux formes principales : une institution intégrée à l'Etat et affichant une loyauté infaillible à l'ordre établi, et une mouvance antiétatique galvanisant toutes les formes de mécontentement et incarnant une opposition militante. Le premier type d'islam est associé à l'islam dit « traditionnel » ou « soufi », tandis que le second est assimilé à l'islam « wahhabite » ou « salafiste », souvent présenté comme la matrice idéologique sous-tendant la nébuleuse islamiste internationale dont une incarnation locale, soutenue par des puissances étrangères hostiles à l'Etat russe, serait présente dans la région.

Lorsqu'on aborde le rôle de l'islam et des institutions religieuses dans le contexte de la lutte pour le pouvoir local, on a tendance à présenter l'islam traditionnel comme facteur d'intégration et de médiation dans de nombreux conflits politiques et sociaux, tandis que l'islam dit fondamentaliste ou wahhabite est vu comme une force essentiellement politique divisant la société et s'opposant à l'ordre établi.

Ce discours binaire prend sa source dans la longue tradition de recherche sur l'islam au Caucase qui a privilégié la dimension politique du religieux, et examiné les mouvements et institutions islamiques à travers le prisme de leurs rapports à l'Etat. Ainsi les chercheurs, russes comme occidentaux, ont-ils eu tendance à percevoir l'islam comme un défi majeur auquel était confronté l'Etat russe, soviétique puis postsoviétique. Cette hypothèse repose principalement sur l'histoire de la résistance armée contre l'empire tsariste puis soviétique qui, de la fin du XVIII<sup>e</sup> jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, s'est organisée sous la bannière de l'islam. Cependant, elle néglige le fait que certaines personnalités et tendances religieuses ont au contraire prôné une position plus neutre vis-à-vis de l'Etat, et encouragé une ferveur religieuse en dehors de tout combat politique<sup>3</sup>. De même, l'émergence de groupes de musulmans pratiquant leur foi en dehors du cadre traditionnel fut immédiatement interprétée comme une nouvelle menace contre l'ordre politique et social de la région.

Cette approche des nouveaux mouvements perpétue le mythe selon lequel au moins depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'islam dans le Caucase du Nord aurait existé sous deux formes distinctes et hostiles l'une à l'autre : l'islam « officiel » d'une part, et l'islam non officiel, dit « parallèle », d'autre part. Pourtant, une étude plus approfondie de la diversité des pratiques de l'islam dans l'empire russe et en Union soviétique, non seulement dans le Caucase mais aussi en Asie centrale et au Tatarstan, montre que les frontières entre ces deux islams ne sont pas aussi nettes qu'on pouvait le penser. Ainsi certaines mosquées étaient-elles tantôt tolérées comme institutions officielles, tantôt fermées par les autorités, passant alors dans la semi-clandestinité. Les autorités religieuses célébraient aussi bien des rites reconnus par l'Etat que des rites interdits,

---

<sup>3</sup> Voir l'étude de A. R. Chikhsaïdov sur les leaders soufis de la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, par exemple, avec N. A. TAGUIROVA et D. Kh. GADJEVA, *Arabskaïa roukopisnaja kniga v Dagestane* (Le manuscrit arabe au Daghestan), Makhatchkala, 2001, ainsi que les recherches de M. Kemper.

et beaucoup de chefs religieux n'avaient cure de renverser l'ordre établi, ne cherchant en aucune manière à se structurer en force politique indépendante<sup>4</sup>.

## 2. La question de la loyauté à l'Etat

Lors de l'effondrement de l'Union soviétique, force est de constater que ni l'islam, ni les chefs religieux n'étaient prêts à jouer un rôle politique autonome et que, contre toutes les prévisions élaborées par différents chercheurs, leur programme religieux s'alignait sur celui des mouvements nationaux.

Contrairement aux élites religieuses du Moyen-Orient qui, lors de la chute des empires ont développé un discours en opposition au personnel politique laïc, lui reprochant son programme sécularisé – ils adressèrent la même critique aux anciens dirigeants coloniaux –, la plupart des chefs religieux des républiques musulmanes de l'ex-URSS ont eux développé des alliances avec les élites politiques et économiques qui fondaient leurs programmes sur l'identité nationale et régionale.

Ainsi lorsque des théologiens daghestanais, comme par exemple Akhmet Qadi Akhtaev ou Abdoulrachid Saïdov, qui n'appartenaient pas à la sphère islamique officielle, tentèrent de créer des partis religieux en tant que tels<sup>5</sup>, ils furent immédiatement étiquetés comme opposants politiques et présentés comme une menace islamique. On fit donc peu de cas de leur doctrine et de leurs orientations politiques qui, en dépit de l'accent mis sur la présence d'une composante religieuse dans leur programme, considérée comme incompatible avec la démocratie moderne, différaient en réalité peu de celles du mouvement démocratique russe. Partageant la même méfiance vis-à-vis de ces nouveaux partis islamiques, les autorités de la Fédération de Russie tout comme celles des républiques musulmanes nouvellement indépendantes du Caucase et d'Asie centrale s'efforcèrent, avec plus ou moins de virulence, d'entraver leurs activités. Le fait que les dirigeants de ces partis n'étaient pas issus des institutions religieuses officielles et prônaient une doctrine et des pratiques éloignées de la tradition soufie – forme prédominante de l'héritage islamique dans le Caucase du Nord-Est – leur valut d'être catalogués comme fondamentalistes, voire combattants islamistes. Ainsi le vieux clivage opposant un islam « officiel » et un islam « parallèle » qui voyait dans les institutions soufies la source d'une opposition contre l'Etat fit-il place à un nouveau clivage, selon lequel l'islam traditionnel d'orientation soufie était considéré comme loyal envers l'Etat, tandis que toute tendance religieuse indépendante des institutions traditionnelles était jugée « fondamentaliste » et subversive. Ces généralisations à l'emporte-pièce ont donc entraîné la vision d'une sphère religieuse divisée en deux entités antagonistes : d'une part, l'islam traditionnel d'inspiration soufie ; d'autre part, la mouvance combattante islamiste.

La perception par la population et les intellectuels russes de l'islam au Caucase postsoviétique et les recherches menées en Occident sur ce thème constituent un sujet d'étude à part entière, ce qui n'est pas ici notre propos : nous souhaiterions plutôt battre en brèche ces simplifications qui ont acquis force de loi dans l'opinion publique.

<sup>4</sup> Voir les travaux sur l'islam soviétique menés par V. BOBROVNIKOV, S. ABACHINE, B. BABADJANOV.

<sup>5</sup> Tels que *Islamskaïa Partia Vozrojdenia* (parti de la renaissance islamique), *Islamskaïa Demokratiticheskaïa Partia* (parti démocratique islamique).

### 3. Un islam soufi pluriel

Prenons pour commencer l'idée selon laquelle l'islam traditionnel, dans sa forme soufie, serait une entité homogène et apolitique. Depuis plus d'un siècle, la vie religieuse dans le Caucase du Nord-Est est dominée par trois confréries soufies : la *Naqshbandiya*, la *Qadyriya* et la *Chaziliya*. La plupart des musulmans de cette région s'identifient à l'une des trois, ou plutôt à leurs branches (*virde*). Pourtant, la majorité d'entre eux avaient une connaissance limitée de la tradition soufie et n'étaient que peu ou pas initiés à sa doctrine et à ses pratiques mystiques. Seul leur rattachement à un cheikh ou un *turqh* (chef d'un groupe religieux local, dans un village ou quartier, dépositaire ou non de la doctrine soufie) les liait au soufisme.

#### A. Des clivages brouillés

De nombreux cheikhs ayant péri au cours des campagnes de persécutions menées par l'empire tsariste puis l'Etat soviétique, chaque cheikh pouvait alors être dépositaire de la tradition de plusieurs confréries à la fois, et, par conséquent, être autorisé à initier les fidèles à diverses confréries (*tariqats*). Au Daghestan, certains cheikhs transmettent en effet à la fois la *Naqshbandiya* et la *Chaziliya*, ou la *Naqshbandiya* et la *Qadyriya*. Parallèlement, une seule et même confrérie pouvait être morcelée en plusieurs branches dirigées par des cheikhs concurrents. Peu de recherches ont été menées à ce jour sur les rapports existant entre les différents cheikhs soufis durant la période soviétique. En revanche, on aura bientôt accès à la documentation concernant les rapports existant entre les différentes confréries soufies et leurs branches depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

Au seul Daghestan, on dénombre, à l'heure actuelle, près de quarante *virde* (branches) distinctes et huit cheikhs *naqshbandis*<sup>6</sup> qui ont chacun des orientations sociales et religieuses différentes. Parmi eux, le plus influent, y compris sur le plan politique, est Saïd-Effendi de Tchirkeï, qui appartient à la branche *naqshbandie-mouhammadiya*<sup>7</sup>, et est également habilité à initier les fidèles à la *chaziliya*. Bien que, selon la doctrine *naqshbandie*, seuls ceux qui appliquent strictement la charia soient acceptés dans la *tariqa*, Saïd-Effendi invite le plus possible de musulmans à s'y affilier, quelles que soient leurs dispositions religieuses. Par conséquent, ses fidèles se divisent en deux catégories : d'une part, les simples adeptes, qui se placent

<sup>6</sup> Cheikhs soufis sans liens avec la DSMD (Direction spirituelle des musulmans du Daghestan) : a) Mouhammad Amin Paraouli (mort en 1999). Cheikh koumyk de la *tariqa* *Naqshbandiya* : après sa mort, c'est Mouhammad Moukhtar du village de Khiakoulaï près de Makhatchkala, qui prend la tête de la *virde* ; b) Tadjouddine de Khassaviourt, du village d'Achali dans la région d'Andi, mort le 10 septembre 2001. Il enseignait dans les *tariqat naqshbandie, chazilie et djazilie* et jouissait d'un grand respect auprès des populations du groupe andi-sèze. Un des piliers de son enseignement était le refus du *zikr* collectif articulé et la pratique du *zikr al-khafi*. Après sa mort, la branche fut dirigée par le cheikh Ofarhin Mouhammad de Novy Kostyak, dans le district de Khassaviourt ; c) le cheikh le plus influent du sud du Daghestan était le cheikh Siradjouddine de Tabassarane, originaire du village de Hourik (disciple du cheikh Abdoullah). Il soutient l'ordre *naqshbandi* mais se prononce en faveur du *zikr* vocal. Très actif dans la promotion de l'éducation islamique dans le sud du Daghestan.

<sup>7</sup> Fondée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par Mahmoud al-Almali (1810-1877).

sous la protection d'un cheikh afin d'obtenir leur salut dans l'au-delà et dépendent du réseau que la confrérie représente dans le monde des vivants, et, d'autre part, le « petit groupe » de disciples assidus, qui reçoivent un enseignement soufi<sup>8</sup>. La différence entre les deux niveaux d'initiation se manifeste, entre autres, par la pratique du *zīkr* (invocation de Dieu). Saïd-Effendi estimant que seuls ceux qui progressent sur le chemin du soufisme peuvent effectuer le *zīkr* silencieux prôné par la doctrine *naqshbandie*, il apprend aux novices et aux « profanes » à exécuter le *zīkr* vocal, public (le *dhahir*), tel qu'il est pratiqué dans la confrérie *chaziliya*.

D'autres cheikhs soufis (principalement de la branche *Naqshbandiya Khalidiya*) reprochent à Saïd-Effendi de s'éloigner de la doctrine et des pratiques *naqshbandies*, et de « discréditer la tradition soufie en attirant de nouveaux adeptes pour étendre son influence ».

Comme l'ont montré les travaux de Chamil Chikhaliev, les cheikhs de la *Naqshbandiya-Khalidiya*, bien qu'opposés à Saïd-Effendi sur le plan doctrinal, imposent une pratique du *zīkr*, mais de façon diamétralement opposée : ils enseignent le *zīkr* silencieux à tous les fidèles, avant de les autoriser à pratiquer le *zīkr* vocal. Il n'est pas surprenant que les rites soient très proches au sein d'une seule et même confrérie ; la rhétorique qui les sous-tend témoigne simplement de la bataille d'influence que se livrent les cheikhs. Cette concurrence se manifeste à l'échelon du village, des « divisions » pouvant même exister au sein d'une même famille.

Au niveau de la république, c'est Saïd-Effendi, représentant de la tendance majoritaire à la Direction spirituelle des musulmans du Daghestan (DSMD)<sup>9</sup>, qui gagna la bataille pour le pouvoir. Cependant, bien que la DSMD tente de réglementer la vie religieuse au niveau local en influençant les élections des chefs religieux sur le terrain et en gardant une mainmise sur leurs activités juridiques et sociales, la religion

---

<sup>8</sup> La profanation de la tradition soufie dans la confrérie *mahmoudiya* est héritée de l'époque soviétique, durant laquelle de nombreuses loges perdirent leurs chefs et la pratique du *zīkr* et certains autres rites devinrent simplement « une manière traditionnelle de pratiquer l'islam » perpétuée par des musulmans sans éducation ni formation soufie. Plus qu'une recherche de la « connaissance », ces usages devinrent une façon de pratiquer l'islam et un vecteur de socialisation au sein des sociétés traditionnelles du Caucase du Nord-Est. Voir les travaux de BOBROVNIKOV dans la région de Tsoumada.

<sup>9</sup> La fusion entre la DSMD et la branche *Naqshbandiya-Mouhammadia* dirigée par Saïd-Effendi remonte à 1996 ; la confrérie mit alors à sa tête Magomed Aboubakarov, dont le père avait été un proche collaborateur de Saïd-Effendi. Après cela, le groupe national koumyk, jusque-là le plus influent parmi les responsables de la DSMD, fut remplacé par les disciples avares du cheikh Saïd-Effendi, et la DSMD en tant qu'institution bénéficia d'une indépendance accrue vis-à-vis des autorités laïques. Aboubakarov tenta de défendre la position de la *Naqshbandiya-Mouhammadia* qui prônait l'islamisation des lois de la République, avec l'interdiction de tout autre mouvement religieux, en particulier des groupes dits « wahhabites ». Comme l'a fort justement souligné Mikhaïl Rohtchine, « la DSMD aspire non pas à la création d'un Etat islamique en tant que tel, mais plutôt à la consolidation de sa propre position d'acteur religieux dominant au Daghestan » (M. ROHTCHINE, « Islam v Dagestane » (L'islam au Daghestan), [www.etnonet.ru](http://www.etnonet.ru)).

Après l'assassinat d'Aboubakarov en 1998, le nouveau mufti, Akhmad-Hadji Abdoullaev, fut amené à adopter une position plus prudente envers l'administration laïque de la République.

continue néanmoins à échapper au contrôle direct de la Direction dans de nombreux districts du Daghestan. Le seul domaine qui soit réellement contrôlé par la DSMD est le *hadj*, qu'il s'agisse de son financement ou de sa logistique.

### **B. La diversité religieuse dans les structures d'enseignement**

On retrouve également la nature plurielle de l'islam dans les instituts d'enseignement religieux au Daghestan. Malgré la fermeture, en 1999, de toutes les écoles islamiques et *mekteb* qui travaillaient avec des institutions et des professeurs étrangers, il reste au seul Daghestan quatorze universités et instituts islamiques, chacun étant associé à un cheikh soufi ou sous son contrôle direct. Les principales institutions sont les suivantes :

- l'Université islamique Imam al-Chafii (anciennement Institut Mouhammad al-Yaraghi) est gérée par des cheikhs *naqshbandis* (Magomed Gadjievich Gadjiev et Mourtouzali Karatchaev) et compte vingt et une antennes dans tout le Daghestan. D'après Navrouzov<sup>10</sup>, les étudiants de l'université n'appartiennent pas à une unique *virid*, mais sont des disciples de différents cheikhs *naqshbandis* ;
- l'Institut islamique Ash'ari de Khassav-Iourt est géré par une branche de la Naqshbandiya-Mouhammadiya qui adhère aux enseignements du cheikh Tadjouddine Achali (mort en septembre 2001) et échappe au contrôle de la DSMD. Les étudiants ont tendance à appartenir à plusieurs *virids* ; les professeurs ne font pas de prosélytisme pour leur propre *tariqa*, et n'initient pas les étudiants à leur *virid* ;
- une des institutions les plus importantes est l'Université du Nord-Caucase Imam Arif, du nom du cheikh Mouhammad Arif Effendi al-Kahi (fils du cheikh Hasan Hilli al-Kahi), figure importante de la *silsila* (« chaîne de cheikhs ») de Saïd Effendi de Tchirkeï. L'université est présidée par le mufti et président de la DSMD, Ahmed Magomedovitch Abdoullaev. L'université applique les préceptes de Saïd-Effendi et, à un niveau ou à un autre, tous les étudiants sont initiés à sa *virid*, devenant ainsi ses murides « officiels »<sup>11</sup>.

En examinant, même succinctement, les politiques de ces établissements, on constate que les branches soufies éloignées de la structure officielle de la DSMD ont tendance à être plus tolérantes les unes envers les autres, alors que Saïd de Tchirkeï vise lui à établir un contrôle unilatéral sur la vie religieuse des musulmans du Daghestan. Dans le même esprit, la DSMD tente de mettre la main sur l'éducation islamique,

<sup>10</sup> A. R. NAVROUZOV, « Ziiaouchtchie vyssoty : islamskie vouzy post-Sovetskogo Dagestana i mejdounarodnye obrazovatel'nye seti » (Les « hauteurs béantes : les établissements d'éducation supérieure islamique au Daghestan soviétique et les réseaux d'enseignement internationaux), *Central Asia and Caucasus*, mai 2006.

<sup>11</sup> Parmi les autres institutions, notons l'Institut islamique Saïnoulla Dadi, mis en place par les murides de Badrouddine de Botlikh et Saïd Effendi de Tchirkeï ; l'Université islamique de Bouïnaksk est également partagée entre les cheikhs Arslan Gamzatov et Saïd Effendi (70 % *versus* 30 %) ; à l'Institut islamique de Nizhnii Botlikh, les enseignants, ainsi que les étudiants, sont des murides des cheikhs chazilis. Pour plus d'informations, se reporter à l'article de A.R. NAVROUZOV, *op. cit.*

condamnant « l'inutile profusion d'institutions islamiques dans la république », et suggérant la création de deux universités principales qui « dispenseraient une bonne éducation religieuse à ceux qui le souhaitent »<sup>12</sup>. Les chefs religieux qui échappent au contrôle de la DSMD rejettent ces propositions. Ainsi l'imam de Khassav-Iourt et le président de l'université ont-ils publié dans un journal local une lettre ouverte aux autorités daghestanaises, les avertissant du danger que représenterait une telle « uniformisation » du système éducatif, ce qui pourrait permettre à des maîtres religieux « alternatifs » (c'est-à-dire extrémistes) d'exercer une influence, et par là même de mettre en péril l'équilibre du pays<sup>13</sup>.

Le débat ne porte pas tant sur la position des différents cheikhs soufis vis-à-vis des autorités locales et de l'Etat russe, que sur les luttes d'influence et leurs implications économiques et sociales.

#### 4. La diversité des mouvances salafites

De même que l'islam traditionnel d'inspiration soufie est loin de constituer une entité unifiée, l'islam dit « nouveau » ou « wahhabite » présente de multiples facettes.

##### A. L'émergence des *djamaats*<sup>14</sup>

Selon V. Bobrovnikov, la montée du mouvement dit « wahhabite » s'explique au moins partiellement par les luttes d'influence qui divisent les autorités religieuses au niveau local. La situation fut particulièrement explosive parmi les communautés des plaines qui, suite aux déplacements de populations durant la période soviétique, se retrouvèrent divisées entre population indigène et population déplacée en provenance des montagnes. C'est dans l'une de ces communautés (dans le village de Pervomaïskoe, dans la région de Khassav-Iourt) qu'un *djamaat* wahhabite fut fondé sous les auspices de Bagaouddine Kebedov<sup>15</sup>.

L'émergence de *djamaats* prêchant des idéologies religieuses nettement divergentes divisa profondément les communautés daghestanaises, générant de nombreux conflits, plus ou moins virulents selon les positions adoptées par les différents groupes (parmi les wahhabites, les sympathisants d'Akhtaev étaient plus modérés et ceux de Bagaouddine et de son disciple Ayoub, plus radicaux). Les partisans de Saïd Effendi aspirant ouvertement à une mainmise sur les affaires religieuses du pays étaient les plus hostiles aux « wahhabites ». Toutefois, Dmitri Markov observa dans les années 1990 un exemple de coexistence pacifique entre les deux « groupes »

<sup>12</sup> Voir les appels publiés dans la presse religieuse et laïque du Daghestan.

<sup>13</sup> Voir la lettre ouverte publiée dans *Tchernovik*, avril 2007.

<sup>14</sup> Sur les différentes acceptions du terme, voir *supra* le texte de M. VATCHAGAEV (note des éditrices).

<sup>15</sup> La première communauté fondée par Bagaouddine Kebedov se trouvait dans le village de Pervomaïskoe, dans la région de Khassav-Iourt. En 1989, le centre des « wahhabites » devint Kizil-Iourt, avant de s'étendre à Makhatchkala, Khassav-Iourt, Kvanada, Santlada, Akoucha, Tindi, Karamakhi, Tchabanmakhi, Kadar, Goubden (village darguine), Koudali (village avar dont est originaire Akhtaev), Astrakhan (où un élève de Kebedov, Ayoub, le plus radical de tous les « wahhabites », forma une communauté).

à Kirov-aoul : les adeptes soufis et wahhabites y partageaient la même *medersa* ; les jeunes étudiaient ensemble, organisaient des groupes de défense contre la drogue, l'alcoolisme, la prostitution ou autres délits et étaient représentés paritairement par six juges élus chargés des affaires de droit commun dans le village <sup>16</sup>.

Remarquons qu'à l'époque où les communautés wahhabites pouvaient agir ouvertement, elles partageaient de nombreux points communs avec les communautés musulmanes traditionnelles d'inspiration soufie : les unes comme les autres gravitaient autour d'une mosquée ou d'une maison de prière, et avaient à leur tête un imam élu (appelé *amir* chez les wahhabites et *dibir* chez les traditionalistes). Ces communautés très unies étaient en mesure d'offrir à leurs membres solidarité économique et sécurité sociale, et d'assurer leur protection.

En outre, il serait malvenu d'aborder l'émergence des communautés dites wahhabites à la seule lumière des influences internationales et hors du contexte local. Ali Kayaev, célèbre chef religieux et intellectuel du Daghestan du début du XX<sup>e</sup> siècle, fut le premier à introduire au Caucase les idées des réformateurs islamiques (en particulier celles de Mohammad Abdou et Rachid Rida) <sup>17</sup>, posant ainsi les jalons d'une tradition réformiste locale. L'essor de ces idées fut enravé par les campagnes antireligieuses de l'ère soviétique qui, des années durant, muselèrent les débats religieux. A la fin des années 1970, bien avant que les sociétés musulmanes du Caucase du Nord ne s'ouvrent aux influences internationales, les intellectuels du Daghestan relancèrent le débat sur la pratique et la compréhension de l'islam, certains appelant même à un retour aux fondements de l'islam pur de l'époque du Prophète et de ses compagnons. Comme la plupart des religieux assurant l'éducation des jeunes musulmans à cette période étaient, en général, rattachés à une confrérie soufie, les futurs partisans d'un retour à l'islam fondamental ou « pur » étaient éduqués par les cheikhs soufis et avaient une solide connaissance de la tradition religieuse locale. De même, parmi ceux qui partirent étudier au Moyen-Orient (en Egypte ou en Syrie), certains restèrent fidèles à la tradition soufie, qui demeure une composante majeure de l'islam contemporain, non seulement dans le Caucase mais également dans les sociétés du Moyen-Orient <sup>18</sup>.

### **B. La politisation de l'islam depuis 1990**

Depuis le début des années 1990, différents acteurs de la scène politique et économique du pays ont cherché à développer des alliances avec les groupes armés qui

<sup>16</sup> D. MARKOV, *op. cit.*, 2000, p. 37.

<sup>17</sup> La *salafyya* est une tentative de modernisation de l'islam par un retour aux sources. L'initiateur de ce mouvement est Jamal al-Din al Afghani, un tribun, journaliste qui utilise l'islam comme levier de mobilisation dans le combat anticolonial contre les Britanniques. Mohammad Abdou (1849-1905) est son disciple direct et a consacré ses efforts à réformer l'enseignement en Egypte. Tout en étant influencé par cet héritage, Rachid Rida (1865-1935) le lie au wahhabisme, mouvement rigoriste et puritain qui remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle (note des éditrices).

<sup>18</sup> Sur les étudiants du Caucase du Nord à al-Azhar, voir V. BOBROVNIKOV, « Al-Azhar and Shari'a Courts in Twentieth-Century Caucasus », *Middle Eastern Studies*, 7/4, octobre 2001, p. 1-24.

se constituaient dans la plupart des communautés locales, usant de cette collaboration pour servir leurs propres desseins politiques ou commerciaux. Ces alliances reposaient généralement sur des critères ethniques. Les *djamaats* wahhabites ayant tendance à outrepasser ces critères, certains responsables politiques (les frères Khatchilaev, par exemple) tentèrent de s'allier avec eux, espérant ainsi toucher le plus grand nombre. Intéressée avant tout par les connotations politiques du message islamique, et non par sa doctrine religieuse et sociale, la classe politique cherchait à légitimer son programme en invoquant à la fois la rhétorique islamique « wahhabite » et la tradition religieuse locale<sup>19</sup>.

Cette tendance ressort tout particulièrement lorsqu'on examine le phénomène des chefs militaires tchéchènes dits « wahhabites ». Certains d'entre eux, comme Arbi Baraev et Abdoul-Malik Medjidov<sup>20</sup> n'étaient en réalité que des criminels et des preneurs d'otages. D'autres (tels C. Bassaev, Z. Iandarbiev, M. Oudougov, S. Radouev) s'assuraient une alliance avec les maîtres wahhabites du Daghestan, non par affinités religieuses mais par volonté politique de créer un tremplin idéologique contre le gouvernement de A. Maskhadov. Cependant, ils continuèrent à tenir un discours nébuleux brassant pêle-mêle idées islamistes et croyances populaires (en invoquant par exemple l'héritage des premiers imams du Caucase du Nord, le port des amulettes, etc.).

Plutôt que de définir l'islam dans la région à travers la dichotomie entre « traditionnel d'inspiration soufie » et wahhabite, il serait préférable de faire la distinction entre un islam rhétorique – ou idéologique – et un islam pratique (centré sur un système de croyances et de pratiques), les deux étant, certes, intimement liés. Dans les années quatre-vingt-dix, beaucoup de groupes dits « wahhabites » et de *djamaats* n'étaient ni des opposants aux Russes ni des combattants disposés à prendre les armes pour se battre contre l'Etat. En revanche, certains individus ou groupes utilisaient le discours islamiste comme tremplin idéologique de la contestation et de la résistance anti-russe. De la même façon, certains chefs religieux du soufisme traditionnel conservèrent leurs propres orientations économiques et politiques.

## 5. La DSMD et les autorités politiques

Les relations entre la DSMD et les institutions séculières du Daghestan n'ont jamais été simples. Bien que les membres de la DSMD aient choisi d'« agir en tant que groupe de pression servant des intérêts communs en (...) développant des alliances avec certains éléments de la classe dirigeante, ils n'en gardent pas moins leurs propres desseins, loin d'être instrumentalisés par le gouvernement comme ce fut le cas pendant l'ère soviétique »<sup>21</sup>. S'ils n'affichent ni programme politique ni volonté d'accession au pouvoir, ils ont en revanche leurs propres orientations sociales et économiques. Au niveau local, ils aspirent – avec plus ou moins de succès – à une

---

<sup>19</sup> Dans le Caucase, les wahhabites de la classe politique mêlaient souvent idées traditionnelles et fondamentalistes : Nadirchah Khatchilaev se réclamait de la tradition naqshbandie, Chamil Bassaev prêchait la tradition soufie et le port des amulettes tout en adoptant l'idéologie politique wahhabite.

<sup>20</sup> Voir *supra*, le texte de M. VAICHAGAEV (note des éditrices).

<sup>21</sup> D. MAKAROV, *op. cit.*, 2003, p. 126.

mainmise sur certains aspects de la vie religieuse du pays (y compris la nomination des imams et des mollahs, dans le but de contrôler leurs activités, autant sur le plan économique que religieux). Au niveau de l'Etat, la DSMD bénéficie d'une position bien définie vis-à-vis du gouvernement, ce qui lui permet de préconiser l'application des lois et normes islamiques. A ce jour, les exigences exprimées par la DSMD en la matière sont les suivantes : introduction de la charia dans les fondements juridiques de la République, choix du vendredi comme jour de congé officiel, respect des règles islamiques concernant la production de viande afin de garantir que les produits commercialisés soient halal, application d'un code vestimentaire pour les femmes en accord avec les normes islamiques, prohibition de l'alcool et contrôle accru de l'usage des drogues, interdiction des concerts publics, fermeture des saunas mixtes, etc. Certes, la plupart de ces exigences sont restées lettre morte, l'influence de la DSMD sur les dirigeants laïcs étant extrêmement limitée. Cependant, l'alliance constituée par la Direction spirituelle et la confrérie *Naqshbandiya-Mouhammadiyya* a tout de même réussi à donner à son conflit avec les groupes wahhabites une dimension plus large, le portant au niveau de la république, puis de la Fédération. Mais au bout du compte, ce ne sont pas les cadres religieux qui ont défini la position du gouvernement daghestanais envers les wahhabites, mais plutôt le pouvoir fédéral. De plus, avec la centralisation accrue de l'espace politique russe sous l'ère Poutine, la tendance des gouvernements des républiques à rechercher l'appui des forces locales, y compris religieuses et notamment en période électorale, s'amenuisa.

Parallèlement au déclin du rôle de l'islam à l'échelon de la république, on assiste, au niveau local, à une montée très nette des personnalités et institutions religieuses. Dans beaucoup de villages montagnards, les mollahs et les imams ont acquis un statut d'autorité suprême au niveau administratif, le « *kolkhoze-djamaat* » devenant une institution de plus en plus religieuse, demeurant *de facto* indépendante des autorités des républiques aussi bien laïques que religieuses<sup>22</sup>. Même dans le sud du Daghestan, où l'administration locale est toujours dominée par les autorités laïques, on assiste à une montée des chefs religieux et de la morale islamique. La pratique de l'islam est également en pleine mutation. Les mosquées sont de plus en plus nombreuses, remplaçant les lieux saints (*ziyarats*) dans leur fonction de centres religieux<sup>23</sup>. Renonçant aux pèlerinages vers les lieux saints locaux, de nombreux fidèles préfèrent

---

<sup>22</sup> Les *imams* et les *dibirs* n'ont pas seulement un rôle de médiation au sein de leurs *djamaats*, ils remplissent également des fonctions clés de l'administration du village. Ils contrôlent la vie religieuse mais aussi économique du *djamaat* : rotation des cultures, entretien des routes, ponts, irrigation, perception des amendes et des impôts, politique de défense du *djamaat* contre les menaces extérieures, etc. V. BOBROVNIKOV, « *Sovremennoe dagestanskoe selo* » (Le village daghestanais contemporain), in *Narody Dagestana* (Les peuples du Daghestan), Moscou, Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences, 2002, p. 100.

<sup>23</sup> Jusque dans les années quatre-vingt, dans la région de Tsoumada, la vie religieuse tournait autour du pèlerinage au centre religieux de Khouchtada, aujourd'hui visité uniquement par les villageois de Khouchtada même. Voir les résultats des travaux de V. BOBROVNIKOV, in *Narody Dagestana*, *op. cit.*, 2002, ainsi que T. SIVERTSEVA, V. BOBROVNIKOV, M. ROCHTCHINE (éd.), *Dagestan : selo Khouchtada* (Daghestan : le village de Khouchtada), Moscou, Institut Vostokovedeniia, 1995.

faire le *hadj* à la Mecque ou à Médine, ce qui les rapproche des musulmans extérieurs à l'ex-URSS. Parallèlement, ces dernières années, l'observance des rites religieux s'est considérablement renforcée.

## 6. Conclusion

La situation religieuse au Daghestan est définie par une pluralité complexe et une concurrence permanente entre différents groupes : entre les groupes d'inspiration traditionnelle soufie (qui ne sont pas nécessairement des confréries à proprement parler), d'une part, et les musulmans dits salafites ou « wahhabites », d'autre part ; au sein même des *virids* soufies (souvent dans la même *tariqa*) ; entre les autorités locales et celles de la Direction spirituelle (conflits qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans le discours rhétorique soufi) ; entre différents cadres religieux locaux se disputant le pouvoir à l'échelon local ou de la République. On ne peut en outre se contenter d'exposer un simple clivage entre wahhabites et traditionnalistes. Les regroupements religieux correspondent souvent aux frontières ethniques au niveau de la république, et à celles du *djamaat* au niveau local, la religion apportant une légitimité non négligeable à tout individu en quête de pouvoir. La population étant plus religieuse dans les régions montagneuses, au sud de la république, que dans les populations des plaines du nord, le rôle de la religion au Daghestan diffère considérablement d'une région (voire d'un village) à l'autre.

Traduit de l'anglais par Catherine LIBRINI



# Tchéchénie, un « après-guerre » sans paix

Aude MERLIN

La guerre est-elle finie en Tchétchénie ? A cette question, les habitants de la République se surprennent la plupart du temps à répondre oui<sup>1</sup>. Ce n'est que dans un deuxième temps que le doute survient, signe d'une inquiétude. Le 16 avril 2009, ce que les autorités russes ont toujours qualifié d'« opération anti-terroriste » a officiellement pris fin, lorsque le comité national anti-terroriste (NAK) a décidé de lever le régime spécial (KTO) introduit en Tchétchénie à l'automne 1999 lors de la reprise de ce qui, selon tous les critères du droit humanitaire, ne pouvait être nommé autrement que guerre<sup>2</sup>. Le retour en septembre 1999 des troupes russes sur le territoire d'une République, qui depuis les accords de Khassav-Iourt d'août 1996 se considérait comme indépendante<sup>3</sup>, a été rapidement suivi de déclarations

---

<sup>1</sup> Observation de terrain, Grozny, 2007.

<sup>2</sup> Dans le cas tchéchène, c'est bien à deux guerres que l'on a assisté depuis l'effondrement de l'Union soviétique ; elles ont été en particulier caractérisées par des bombardements massifs, des opérations de « nettoyage » dites *zatchistki*, l'existence d'un système de « filtration » avec usage de la torture à grande échelle, et également la diffusion sur le territoire russe d'actes terroristes, comme en particulier les prises d'otages à Boudionnovsk en 1995 (pendant la première guerre), Moscou en 2002, Beslan en 2004. Les morts se comptent en dizaines de milliers, la population civile en ayant payé le plus lourd tribut. De très nombreux rapports d'ONG (comme par exemple ceux de Memorial, d'Amnesty International, de la FIDH, de Human Rights Watch) ont documenté les violences commises au cours de cette guerre. Voir E. GILLIGAN, *Terror in Chechnya, Russia and the Tragedy of civilians in War*, Princeton University Press, 2010. Sur les enjeux des deux conflits russo-tchéchènes, voir A. LE HUÉROU, A. MERLIN, A. REGAMEY, S. SERRANO, *Tchéchénie, une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'état de la guerre*, Paris, Autrement, 2005.

<sup>3</sup> La première guerre (1994-1996) s'était soldée par un cessez-le-feu conclu à Khassav-Iourt le 31 août 1996, suivi du retrait des troupes russes et d'un accord de paix signé entre

officielles sur la « normalisation »<sup>4</sup> de la situation. Ce n'est toutefois qu'à partir de 2003 et l'organisation de scrutins censés consacrer le retour de la Tchétchénie au sein de la Russie, que la politique de « tchéchéenisation », déjà amorcée par la nomination d'Akhmat-Khadji Kadyrov, ancien mufti de la République à la tête de l'administration provisoire en 2000, a connu une accélération avec le transfert des prérogatives de maintien de l'ordre aux autorités tchéchéennes dites « pro-russes »<sup>5</sup>. Alors que la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) se menait officiellement au nom du « rétablissement de l'ordre constitutionnel », la deuxième était une « opération anti-terroriste » : le mot « guerre », même s'il était abondamment utilisé dans la presse et dans la société<sup>6</sup> concernant la Tchétchénie, n'était pas reconnu officiellement<sup>7</sup>. Le terme de combattant (*boevik*) a été remplacé par ceux d'islamiste et de terroriste et, au final, la production d'un discours officiel concurrençant des analyses de fond va de pair avec la difficulté à identifier les véritables ressorts de la guerre, voire à émettre l'hypothèse de l'existence de « plusieurs guerres » en une. Face à des projections d'enjeux plus ou moins construits<sup>8</sup> sur un conflit en grande partie colonial<sup>9</sup> et

---

A. Maskhadov et B. Eltsine le 12 mai 1997. On trouve les textes de ces deux accords en anglais in M. GAMMER, *The Lone Wolf and the Bear. Three Centuries of Chechen Defiance of Russian Rule*, Pittsburgh, UPP, 2006, p. 221-224.

<sup>4</sup> Sur les multiples déclarations officielles de fin de l'opération anti-terroriste, voir par exemple « Operatsiou v Tchetchne zakantchivajout vsio desat' let, Istoria voprosa » (Cela fait dix ans que l'on achève l'opération anti-terroriste en Tchétchénie. Histoire de la question), *Kommersant*, 26 mars 2009. L'énumération qui y figure va de la déclaration du ministre de la Défense Sergueev en décembre 1999, à l'annonce de fin mars 2009 préfigurant la déclaration du 16 avril.

<sup>5</sup> L'adjectif « pro-russes » doit être utilisé néanmoins avec prudence, comme en témoigne la façon dont un certain jeu politique peut exister entre autorités tchéchéennes et pouvoir à Moscou. Voir ci-après.

<sup>6</sup> Les sondages réalisés par l'Institut Levada à intervalles réguliers auprès d'échantillons représentatifs de la société russe ont montré la lucidité de cette dernière sur la réalité des événements à l'œuvre, qualifiés en majorité de guerre par la population malgré l'appellation officielle (voir les archives en ligne sur le site [www.levada.ru](http://www.levada.ru)).

<sup>7</sup> Il est intéressant de noter que le terme de guerre est revenu dans le langage officiel russe lors du conflit russo-géorgien d'août 2008, alors qu'il n'avait plus été officiellement employé par les autorités soviétiques puis russes depuis la seconde guerre mondiale, qualifiée officiellement de Grande Guerre patriotique. L'intervention soviétique en Afghanistan était pudiquement appelée « opérations ». Tout ceci n'est pas sans rappeler la façon dont l'expression « événements d'Algérie » a longtemps prévalu pour désigner la guerre d'indépendance de 1954-1962.

<sup>8</sup> Sur la question de la lutte contre le terrorisme, voir A. Le HUÉROU, A. REGAMEY, « La guerre russe en Tchétchénie : discours antiterroriste et légitimation de la violence », in S. COHEN (éd.), « Gérer la guerre contre le terrorisme : le dilemme des démocraties », *Critique internationale*, 41, octobre-décembre 2008. Voir aussi J. RUSSELL, *Chechnya : Russia's « War on Terror »*, Taylor and Francis, 2007. Voir également FIDH, COMITÉ ASSISTANCE CIVIQUE, *Une société sous contrôle, Du détournement de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en Russie*, juillet 2009, [www.fidh.org](http://www.fidh.org).

<sup>9</sup> Sur l'histoire des relations russo-tchéchéennes au XIX<sup>e</sup> siècle et sur le passif colonial qui pèse sur elles encore aujourd'hui, voir M. VATCHAGAEV, *L'aigle et le loup, La Tchétchénie dans*

marqué par des spécificités de l'ère postsoviétique, la nécessité d'identifier la nature des mutations à l'œuvre en Tchétchénie se heurte à la question de la définition des termes. Dans ce contexte, la porosité existant entre situation de guerre et situation de paix, de plus en plus manifeste dans ce qu'on appelle les « guerres nouvelles »<sup>10</sup>, est au cœur du défi que pose au chercheur la situation dans cette Tchétchénie qui semble être de « ni guerre, ni paix ».

Ainsi, à peine l'opération anti-terroriste était-elle officiellement achevée que le régime spécial était déjà réintroduit en Tchétchénie dans différents districts. Quelques mois plus tard, en particulier après plusieurs attentats survenus à Grozny durant l'été 2009, une série de déclarations tant du président russe D. Medvedev que du président tchétchène R. Kadyrov faisaient état de foyers de « terroristes »<sup>11</sup> persistants. Dans son discours au Parlement le 12 novembre 2009, D. Medvedev reconnaissait que la situation au Caucase du Nord était particulièrement critique, et la création en janvier 2010 d'un district SKFO (district fédéral du Nord-Caucase) distinct du IouFO (district fédéral du Sud) introduit en 2000 montrait les préoccupations du Kremlin concernant l'instabilité dans la région, travaillée par des logiques de contagion du conflit et de « guerre des rues » en particulier dans les Républiques voisines du Daghestan<sup>12</sup> et d'Ingouchie.

Cette étude se propose donc d'examiner les effets de la stratégie russe de « règlement » du deuxième conflit tchétchène. De même que la façon dont Moscou a « géré » la première guerre (1994-1996) puis son rapport à la Tchétchénie de Maskhadov durant l'entre-deux-guerres (1996-1999) reflétaient les conditions d'émergence du jeune Etat russe issu de l'éclatement de l'URSS, marquées par le chaos, l'incertitude, une forme d'anarchie, et – donc ? – une certaine ouverture à la pluralité de points de vue et au dialogue, la politique qu'a privilégiée Moscou avec la relance de la guerre en 1999 puis sa « gestion » reflètent les évolutions fédérales à l'œuvre dans le rapport de l'Etat tant à la question coloniale qu'à la question démocratique. La façon de « conclure » la guerre est donc radicalement différente, d'une guerre à l'autre. Dans le cas du premier conflit, il y eut des négociations avec la partie adverse incarnée par Maskhadov et un processus de paix, même si cette dernière ne fut pas pour autant acquise<sup>13</sup>.

---

*la guerre du Caucase au XIX<sup>e</sup> siècle*, Buchet-Chastel, 2008. Voir aussi M. GAMMER, *op. cit.*

<sup>10</sup> Mary Kaldor, par exemple, met l'accent sur la difficulté parfois à établir une frontière entre guerre et situation de grande violence survivant à la guerre proprement dite, M. KALDOR, *New and old wars, Organized violence in a global era*, Stanford University Press, 1999 (rééd. 2001), p. 2.

<sup>11</sup> Les propos de D. Medvedev en août sont univoques. « Il y a quelque temps, on a commencé à avoir l'impression que la situation s'améliorait en ce qui concerne les activités terroristes. Malheureusement, les derniers événements prouvent le contraire », in « Medvedev veut « liquider sans émotions » les terroristes dans le Caucase », *Le Monde*, 19 août 2009. Kadyrov fait le même type de constat : « R. Kadyrov : « Oumarov est blessé, mais pas tué. La prochaine fois nous l'aurons », <http://www.grozny-inform.ru/main.mhtml?Part=8&PubID=13460>, 13 juillet 2009.

<sup>12</sup> Voir le rapport *Russia's Dagestan : conflict causes*, juin 2008, [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org).

<sup>13</sup> Sur la période de l'entre-deux-guerres, voir « No War, no Peace », in M. EVANGELISTA, *The Chechen Wars, Will Russia Go the Way of the Soviet Union ?*, Brookings Institution Press,

Dans le cas du deuxième conflit, c'est le choix de ce que l'on pourrait appeler une « paix nommée Kadyrov » qui a prévalu, paix qui, du fait qu'elle est obtenue par et à la faveur de la mise en place d'une dictature, masque en réalité la persistance d'un conflit de fond non réglé, dont l'expression locale est celle d'une guerre civile, larvée ou manifeste.

### 1. Une paix nommée « Kadyrov »

« Merci à Ramzan d'avoir ressuscité notre République qui n'était que ruines et cendres » : cette banderole était omniprésente en Tchétchénie durant toute l'année 2007, année où toutes les traces de la guerre devaient être effacées. « Merci à Ramzan pour notre enfance heureuse » : cette formule, rappelant la formule similaire très répandue dans l'Union soviétique de Staline<sup>14</sup>, se rencontre très fréquemment dans le hall des écoles ou encore sur les dessins d'enfants, où maisons, arbres, soleils et drapeaux tchétchènes de la « nouvelle » Tchétchénie ont remplacé ruines, corps gisant dans le sang ou avions en feu figurant sur les dessins du début des années 2000. R. Kadyrov, devenu président de Tchétchénie à l'âge de trente ans, se présente comme l'artisan tant de la reconstruction<sup>15</sup> que de la fin de la guerre même si dans les faits, le pilotage de Moscou est essentiel. Si on ne peut résumer ni mesurer une fin de guerre à une reconstruction, on voit bien que dans le cas tchétchène cette dernière est fortement invoquée pour légitimer R. Kadyrov et asseoir son pouvoir. Le slogan de 2007 de la « disparition de toute trace de la guerre » est d'ailleurs à cet égard saisissant : faire disparaître les traces, les effacer, signifie-t-il que la guerre est finie ? La rhétorique à l'œuvre, symbolique et politique, vise en tout état de cause à imposer à l'observateur extérieur l'image d'une Tchétchénie en paix et « rentrée dans le rang ».

#### A. Une Tchétchénie « rentrée dans le rang »...

« La Russie est notre maison commune » : pour aller de l'avenue V. Poutine – ancienne avenue de la victoire – à la place Minoutka à Grozny, on passe sous ce grand calicot qui orne le tunnel. Dans le hall de l'université, le texte du nouvel hymne tchétchène accueille les étudiants, accompagné du nouveau drapeau blanc, rouge et vert, celui de la Tchétchénie qui a réintégré la Russie<sup>16</sup>. Le symbole du loup, qui figurait dans l'hymne indépendantiste, a disparu, tandis que certaines de ses paroles-clés – « jamais nous ne nous soumettrons, ce sera la mort ou la liberté » –, sont remplacées dans le nouvel hymne par des phrases d'unité, de concorde, et de paix : « La vie de demain réside dans la paix », « En choisissant d'être gardienne de la paix,

---

2002, p. 46-62. Voir aussi A. MERLIN, « Après-guerre en Tchétchénie : les *spoilers* à l'assaut de l'Etat tchétchène en formation (1996-1999) », in N. DUCLOS (éd.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010, p. 117-132.

<sup>14</sup> On voit aussi sur les murs de Tchétchénie le président Kadyrov poser avec des enfants sous l'inscription faisant écho à la formule de Gorki « Les enfants sont les fleurs de la vie ».

<sup>15</sup> On en trouve l'allégorie la plus directe sur une fresque à Goudermes : peinte sur une façade fraîchement reconstruite, celle-ci représente Ramzan Kadyrov en bleu de travail juché sur une échelle, pinceau en main, en train de repeindre... une façade. Goudermes, observations de terrain, juillet 2007.

<sup>16</sup> Observations de terrain, Grozny, juillet 2007.

la glorieuse Tchétchénie a choisi le chemin du bonheur». La Constitution de l'Itchkérie indépendante de 1992 est remplacée en 2003 par une Constitution de la République de Tchétchénie officiellement réintégrée à la Fédération de Russie. La narration officielle de la Tchétchénie nouvelle passe donc sous silence un pan entier des années 1990 et de la première moitié des années 2000, tout en « réécrivant » l'histoire pour la rendre compatible avec le discours officiel imposé rétrospectivement.

### 1. La réécriture de l'histoire

Sur les sites officiels de la République, dans les discours, Akhmat-Khadji Kadyrov est présenté comme le *premier* président de Tchétchénie. Défunt père de l'actuel président, ancien mufti de la République, il fut la figure tchétchène sur laquelle « misa » Moscou dès juin 2000 en le nommant chef de l'administration provisoire de Tchétchénie en pleine guerre. Assassiné en mai 2004 après avoir été « élu » président en octobre 2003, il fut au centre de la politique de tchétchénisation mise en place par Moscou. Sa mémoire est honorée<sup>17</sup>, son nom est omniprésent, attribué tant à des rues de la République qu'au Fonds de bienfaisance qui finance la reconstruction<sup>18</sup>, ou encore à un bataillon du ministère de l'Intérieur tchétchène<sup>19</sup>. Il est le personnage central de pièces de théâtre élogieuses<sup>20</sup>; sa photo est sur tous les sites officiels et son portrait dans les rues, à l'aéroport, dans les halls et bureaux de nombreuses institutions. Sa veuve – dont le nom a été donné à la maternité centrale de Grozny – est également très présente dans le discours officiel, ses réactions ou conseils abondamment invoqués par son fils Ramzan Kadyrov, président de Tchétchénie depuis 2007.

En faisant d'Akhmat Kadyrov le premier président de Tchétchénie, l'historiographie officielle passe donc sous silence les présidences des indépendantistes D. Doudaev (1991-1996) et A. Maskhadov (élu sous les auspices de l'OSCE en 1997, tué en 2005). En outre, nulle allusion au fait qu'Akhmat Kadyrov eut un passé proche des indépendantistes, qu'il fut nommé mufti par Maskhadov en 1995 lors d'une réunion de la résistance pendant la première guerre, et qu'il soutint ce dernier pendant l'entre-deux-guerres dans son conflit contre les islamistes, notamment lors de la crise de juillet 1998 à Goudermes. La moindre mention des indépendantistes sur un mode laudatif est interdite, le discours diffusé sur ces derniers est celui du discrédit.

---

<sup>17</sup> Voir par exemple « Pamjati pervogo Prezidenta Tch. R. A. A. Kadyrova » (A la mémoire du premier président de la République de Tchétchénie A. A. Kadyrov), *Grozny Inform*, 4 mai 2008, <http://www.grozny-inform.ru/main.mhtml?Part=19&PubID=6655>. Lors de son assassinat, V. Poutine avait immédiatement reçu son fils Ramzan au Kremlin et a toujours rendu hommage à Kadyrov père, près de l'effigie duquel il pose sur de nombreux portraits dans les rues de Grozny. V. Poutine est allé se recueillir sur sa tombe en août 2009.

<sup>18</sup> Voir *supra* la contribution de M. BASNOUKAEV.

<sup>19</sup> Cela fait bien sûr écho au fait qu'après la première guerre, une Armée « Djokhar Doudaev » avait vu le jour, dirigée par son neveu S. Radouev.

<sup>20</sup> La pièce *Nikhot* (L'honneur, en tchétchène) de Iakhiaev, est centrée sur le héros Akhmat Kadyrov, présenté comme celui qui a mis un terme à la guerre. Entretien avec une ancienne comédienne du théâtre de Grozny, Bruxelles, 12 mai 2009.

Le cycle électoral <sup>21</sup> mis en place à partir de 2003, date du référendum d'adoption de la nouvelle Constitution, consacre officiellement le renoncement de la population à l'indépendance. Le référendum de mars 2003, les élections présidentielles d'octobre 2003 qui hissent Akhmat Kadyrov à la présidence puis celles d'août 2004 qui lui substituent A. Alkhanov, – son prédécesseur ayant été assassiné en mai 2004 –, les élections législatives de novembre 2005 et celles d'octobre 2008, sont autant de jalons posés sur la trame de l'histoire officielle.

La symbolique des dates est également l'objet de cette réécriture de l'histoire. Dans la Tchétchénie nouvelle, le 16 avril, date de la fin de l'opération anti-terroriste, devient fête officielle. Le 1<sup>er</sup> novembre – date de proclamation de l'indépendance par Douadaev en 1991 –, et le 6 septembre – jour de la fête nationale de la Tchétchénie indépendantiste –, ne font plus partie du calendrier des fêtes. L'Itchkérie est rayée de l'histoire, ses figures discréditées, et le processus de normalisation vaut processus de paix. Aux négociations entre Etat russe et indépendantistes qui avaient été menées durant le premier conflit, succède la sélection par Moscou d'élites tchétchènes mandatées pour construire l'après-guerre sur le discrédit des figures de l'Itchkérie et sur le mythe d'une société soudée autour de son président.

## 2. *Discrédit des figures de l'Itchkérie et mythe d'une société unie*

Le passage par pertes et profits de la période allant de Douadaev à Maskhadov et l'occultation de ce pan de l'histoire créent donc une sorte d'hémiplegie mémorielle et politique dans le discours officiel. Tout symbole lié à l'Itchkérie est proscrit, et la stigmatisation des différentes figures qui en constituèrent les élites est de règle. Si le terme de liberté a disparu de l'hymne, la mémoire de ceux qui s'en firent les porte-parole est également niée. Quand elle est cependant évoquée, c'est de façon péjorative, comme le montre la façon dont le président R. Kadyrov passe en revue, lors d'un long débat <sup>22</sup> télévisé en février 2009, les Itchkériens : Maskhadov est présenté comme un faible, dépressif, qui aurait été de toute façon prêt à se rendre au pouvoir russe et à envisager une Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie <sup>23</sup> ; Dokka Oumarov, devenu chef de la résistance après l'assassinat d'Abdoul-Khalim

<sup>21</sup> Les analyses indépendantes convergent toutes : la participation y a été extrêmement limitée, les scrutins étant organisés dans un climat de terreur et d'absence de pluralisme. L'impossibilité que le point de vue indépendantiste y soit représenté a immédiatement obéré la représentativité d'un quelconque pluralisme. Voir par exemple T. LOKSHINA et S. LUKASHEVSKY, *Chechnya 2003 : Political process through the looking glass*, MHG, Memorial, Caucasian Knot, 2004. Voir aussi A. MALACHENKO, *Kak vybirali v Tchetchne* (Comment on a voté en Tchétchénie), [http://www.carnegie.ru/ru/pubs/books/9788Blok\\_Malashenko\\_book\\_web.pdf](http://www.carnegie.ru/ru/pubs/books/9788Blok_Malashenko_book_web.pdf), Moscou, Carnegie, 2006.

<sup>22</sup> Voir « Teper' mojno i pogovorit' ». Ramzan Kadyrov poobshalsja s byvchimi boevikami v prjamom efire » (Maintenant on peut même se parler. Ramzan Kadyrov a échangé avec d'anciens combattants en direct à la télévision), [www.lenta.ru/articles/2009/02/19](http://www.lenta.ru/articles/2009/02/19), 19 février 2009. Voir aussi D. ARE, « The discrediting of Ichkeria », Prague Watchdog, <http://www.watchdog.cz/index.php?show=000000-000004-000001-000255>, 23 février 2009.

<sup>23</sup> Parallèlement, il est présenté comme un mécréant peu enclin à la prière et consommateur d'alcool, dans un contexte où la reprise en main par Kadyrov s'étend également à la question de l'islam. Sur l'islam dans la Tchétchénie de R. Kadyrov, voir A. MERLIN, « Les usages politiques

Sadoulaev, successeur de Maskhadov, est épinglé comme lâche et vénal preneur d'otages ; Movladi Oudougov, l'homme de la propagande islamo-indépendantiste, y est décrit comme un menteur invétéré, tandis que Bassaev est présenté comme un psychopathe assoiffé d'argent uniquement.

En contrepoint, la construction d'un discours sur l'unité retrouvée du peuple tchétchène grâce à la paix est omniprésente. Le simple fait que R. Kadyrov soit le leader en Tchétchénie du parti du pouvoir « Russie unie »<sup>24</sup> et qu'il en dirige la liste aux élections locales<sup>25</sup> est révélateur de la mission qui lui est donnée, comme de la rhétorique qu'il utilise : son discours tourne continuellement autour du fantasme de l'unité du peuple tchétchène qui serait en osmose avec son président lui-même, en alerte contre tous les ennemis supposés. La Tchétchénie y est en effet souvent présentée comme le « talon d'Achille » de la Russie, exposé à des déstabilisations de toutes sortes<sup>26</sup>. A ce titre, Ramzan Kadyrov, en tant que président d'une entité fédérée de Russie, aurait alors une mission de premier ordre, celle de garantir *in situ* l'intégrité territoriale de la Russie et de prévenir toute déstabilisation, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur. « Homme de V. Poutine » comme il aime à le rappeler en toute circonstance<sup>27</sup>, il est donc à la fois l'envoyé de Moscou, se vivant comme aux avant-postes du danger, et celui qui en retour bénéficie d'un traitement particulier.

En discréditant l'Itchkérie, il s'agit d'écarter tout projet indépendantiste potentiel. Le discrédit est d'autant plus facile à imposer que les présidences Doudaev (1991-1996) et Maskhadov (1996-2005) furent marquées par le chaos et la guerre, que les leaders historiques du projet indépendantiste tchétchène ont été soit liquidés<sup>28</sup>, soit

---

de l'islam en Tchétchénie post soviétique », in F. NAHAVANDI (éd.), *Mouvements islamistes et politique*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 115-134.

<sup>24</sup> Voir par exemple V. GELMAN, « Le parti du pouvoir en Russie : quelles perspectives ? », in A. MERLIN (éd.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007.

<sup>25</sup> Ramzan Kadyrov a par exemple conduit la liste locale « Russie unie » pour les élections parlementaires du 12 octobre 2008 (« Ramzan Kadyrov conduit la liste de « Russie unie » aux élections parlementaires de Tchétchénie »), [www.kavkaz-uzel.ru](http://www.kavkaz-uzel.ru), 18 août 2008. Le gymnase de l'Université arbore un portrait de Kadyrov assorti du logo du parti « Russie unie ».

<sup>26</sup> Dans la longue interview accordée au journal nationaliste russe *Zavtra* le 25 septembre 2009, Ramzan Kadyrov attribue clairement aux Etats-Unis la responsabilité des éléments de déstabilisation en Tchétchénie.

<sup>27</sup> Voir par exemple les films de V. PRADO, *Le clan des Kadyrov* (2006) ou *Tchétchénie, le jouet macabre de Poutine* (2008), dans lequel R. Kadyrov déclare : « Je dois tout à Vladimir Vladimirovitch. S'il veut que je sois serrurier, je serai serrurier ; s'il veut que je sois vacher, je serai vacher ».

<sup>28</sup> L'assassinat de Maskhadov en 2005 a évidemment marqué une scansion dans la « lutte anti-terroriste ». Kadyrov en a même fait un trophée, félicitant toutes les femmes tchétchènes, puisque le jour de l'assassinat était le 8 mars. La mort de Radouev en 2001, la liquidation de Khattab en 2002, la mort de Guelaev, la reddition de M. Khanbiev en 2004, puis la liquidation de Bassaev et du successeur de Maskhadov, Abdoul-Khalim Sadoulaev en 2006 ont participé d'un réel affaiblissement de la résistance. S'il a toujours été difficile d'évaluer les forces et les effectifs de cette dernière, la mort de Maskhadov a entraîné la disparition du discours de libération nationale tchétchène au profit d'une rhétorique islamiste et transnationale. Sur ce point, voir *supra* la contribution de M. VATCHAGAEV.

contraints à l'exil, soit forcés à prêter allégeance à R. Kadyrov, et que l'extermination partielle du peuple tchétchène facilite l'accueil par la population d'un ordre quelconque, fût-il kadyroviens et construit sur la violence et la dictature.

Un des enjeux importants de la mise en place de cette « paix nommée Kadyrov » est la réduction visant – mais sans succès – l'éradication totale de la résistance. Outre la liquidation des opposants dans le maquis, l'invitation au retour en Tchétchénie d'opposants politiques partis s'exiler est au cœur d'une campagne intensive. Le retour d'Oumar Khanbiev, qui fut ministre de la Santé de Maskhadov puis représentant de ce dernier en exil lorsqu'il tentait de populariser le plan de paix Akhmadov<sup>29</sup> fait partie des « trophées » remportés par le président tchétchène. Les spéculations de l'été 2009 concernant l'éventuel retour en Tchétchénie d'Akhmed Zakaev, Premier ministre d'Itchkérie en exil<sup>30</sup>, à la suite de sa rencontre à Oslo avec Doukouvakha Abdourakhmanov, président du Parlement tchétchène envoyé par Kadyrov ont montré que le « retour des refoulés », pour reprendre l'expression de Jonathan Littell<sup>31</sup>, reste une priorité du président Kadyrov, moyen de montrer une situation normalisée. L'absorption méthodique et systématique des opposants dans les organes de cet « Etat dans l'Etat » qu'est la Tchétchénie d'aujourd'hui est donc une des feuilles de route de la politique de « pacification ».

Néanmoins, ce discours sur une Tchétchénie rentrée dans le rang et une paix retrouvée après des années de guerre ouverte, présente une situation ambiguë. Si toutefois fin de guerre il y a, peut-on identifier un vainqueur ? « Qui, réellement, a « gagné » ici ? La victoire est aussi un concept fluide, sujet à de nombreuses interprétations ». Cette question formulée ainsi par J. Littell<sup>32</sup> rejoint celle posée par L. March et Roland Dannreuther « Chechnya : Has Moscow Won ? »<sup>33</sup>.

Le propos politique officiel d'une Tchétchénie ayant tourné le dos à l'aspiration séparatiste et les gages verbaux renouvelés par R. Kadyrov de son allégeance à Moscou valent victoire russe aux yeux du pouvoir fédéral. Le changement de nom de l'« avenue de la victoire » (Prospekt Pobedy) en « avenue Poutine » à Grozny ne fait que corroborer ce discours. Dans la bouche des autorités russes et tchétchènes, la victoire a donc été officiellement remportée par l'Etat et le peuple contre l'ennemi terroriste. Cependant, la situation obtenue est le produit de tractations entre Moscou et Grozny, en matière économique et financière, mais également de sécurité.

---

<sup>29</sup> Aux heures de la guerre ouverte en Tchétchénie, le plan Akhmadov, du nom du ministre des Affaires étrangères de Maskhadov, proposait l'établissement d'une administration provisoire de l'ONU pour désarmer, démilitariser et préparer la démocratie et la paix par le truchement d'élections supervisées. On en trouve le texte par exemple sur [www.wajnakh.com](http://www.wajnakh.com), un des sites tchétchènes d'orientation indépendantiste.

<sup>30</sup> I. SOUKHOV, « Itchkeria priznala Tchetchniou » (L'Itchkérie reconnaît la Tchétchénie), *Russia in Global Affairs*, 27 juillet 2009, <http://www.globalaffairs.ru/articles/12077.html>. Voir aussi les interviews croisées de D. Abdourakhmanov et A. Zakaev in « La Tchétchénie en lien avec l'Itchkérie », *Doch*, 3/35, 2009, p. 24-27, disponible sur [www.doshdu.ru](http://www.doshdu.ru).

<sup>31</sup> J. LITTELL, *Tchétchénie, An III*, Paris, Gallimard, 2009, p. 64-88.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>33</sup> L. MARCH, R. DANNREUTHER, « Chechnya : Has Moscow Won ? », *Survival*, août-septembre 2008, p. 98-112.

La visibilité bien moindre de l'Armée russe et les annonces de réduction des effectifs fédéraux – après la suppression du régime de KTO, le retrait d'un contingent de 20 000 hommes du ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie, ainsi que des forces du ministère de la Défense stationnées sur le territoire, était également annoncé<sup>34</sup>, ainsi que la réduction de moitié du Groupe unifié des forces armées du Nord-Caucase, officiellement transformé en un nouveau corps de sécurité provisoirement nommé « Comité de maintien de la sécurité dans la région » – accompagnent le transfert des prérogatives d'ordre et de sécurité au ministère de l'Intérieur tchétchène.

Si Ramzan Kadyrov s'est donc fait le porte-parole et le relais en Tchétchénie de la position officielle russe présentant cette guerre comme une opération non seulement légitime mais nécessaire contre l'ennemi « terroriste », « séparatiste » ou « wahhabite », on ne saurait néanmoins occulter la disjonction éventuelle des agendas politiques du président tchétchène d'une part, et des autorités russes d'autre part. La consolidation de la figure de R. Kadyrov dans le cadre de la tchétchénilisation<sup>35</sup> du conflit est certes un produit de la stratégie russe<sup>36</sup>, mais n'est pas forcément antinomique avec une émancipation de la créature vis-à-vis de son démiurge. A cet égard, la fin du régime spécial marque pour le président tchétchène la consécration de son pouvoir, dans la mesure où elle incarne l'accélération du transfert des prérogatives de maintien de l'ordre aux forces tchétchènes.

### ***B. La kadyrovisation, stade suprême de la normalisation et de la tchétchénilisation***

Dans le cas du premier conflit (1994-1996), le territoire tchétchène avait été évacué par les forces militaires russes en 1997, après la signature du cessez-le-feu de Khassav-Iourt. En effet, la reprise de Grozny par les combattants indépendantistes en août 1996 avait marqué la victoire tchétchène<sup>37</sup>, et l'Etat russe, à l'époque plus faible et – donc ? – plus ouvert au dialogue politique et à une analyse de la question tchétchène en termes de décolonisation<sup>38</sup>, avait pris acte – fût-ce provisoirement

<sup>34</sup> « Federal Forces in Chechnya Will Reportedly be Reduced and Restructured », *North Caucasus Weekly*, Jamestown Foundation, X/18, 8 mai 2009.

<sup>35</sup> Pour une description détaillée et une analyse circonstanciée de la politique de tchétchénilisation, voir par exemple T. LOKSHINA, « Chechenization of the conflict, or the « Political Process » in the Chechen Republic », *Chechnya Inside Out*, Demos, 2007, p. 82-97.

<sup>36</sup> Notons qu'au Kremlin, le choix de la kadyrovisation n'a pas forcément fait l'unanimité. Par exemple, Igor Setchine et D. Kozak, ancien représentant plénipotentiaire pour le Caucase du Nord, étaient favorables à la mise en place d'un système de gouvernement du type d'Alkhanov, le président tchétchène falot qui succéda à Akhmat Kadyrov. Totalement faible politiquement, son rôle et sa fonction s'apparentaient bien plus à ceux de D. Zavgaev, l'homme politique tchétchène sur lequel les autorités russes s'étaient appuyées durant le premier conflit. Sur la divergence entre I. Setchine et V. Poutine, voir L. MARCH et R. DANNREUTHER, *op. cit.*, p. 105-106.

<sup>37</sup> On sait que cette victoire militaire s'est rapidement commuée en défaite politique, mais le caractère spectaculaire de la prise de la ville a marqué les esprits et suscité une euphorie importante parmi les indépendantistes en même temps qu'elle signifiait une humiliation pour l'Armée russe.

<sup>38</sup> Voir en particulier M. VATCHAGAEV, *op. cit.*, et M. GAMMER, *op. cit.* Le début des années 1990 étant marqué par l'accession à l'indépendance des quinze Républiques de l'Union –

– de la défaite militaire subie. Si le statut de la République n'était pas pour autant finalisé et faisait l'objet d'une analyse diamétralement opposée entre autorités russes et autorités tchéchènes indépendantistes, le retrait de l'Armée russe avait néanmoins eu lieu.

Dans le cadre du processus de tchéchénisation caractéristique du deuxième conflit, la question d'un retrait total des forces fédérales stationnées en Tchétchénie ne s'est en revanche jamais posée. Peut-on pour autant émettre l'hypothèse avec Luke March et Roland Dannreuther d'une victoire de Moscou<sup>39</sup> ? La mise au second plan des forces fédérales dans les opérations spéciales, déjà très nette, a été concomitante de la montée en puissance des forces de Kadyrov<sup>40</sup>, occupé à recruter et « légaliser » les anciens combattants, avec l'assentiment des forces fédérales russes face à la monopolisation de la coercition physique par les forces tchéchènes dites « pro-russes ».

*Une monopolisation de la coercition physique fondée sur la violence :  
absorption et recrutement des anciens combattants*

Juridiquement, la fin de l'opération anti-terroriste dépossède les forces fédérales de la conduite des opérations sur le territoire et en parachève le transfert aux forces tchéchènes<sup>41</sup>. D'après les différentes estimations, le ministère de l'Intérieur (MVD) de la République de Tchétchénie est composé de 15 à 17 000 hommes<sup>42</sup>, incluant deux régiments de patrouille, l'OMON (détachement pour opérations spéciales) et un régiment de surveillance des infrastructures pétrolières, dit régiment pétrolier ou « Neftelpolk », composé de deux mille hommes et commandé à partir de 2006 par

---

dont la Russie –, les revendications d'indépendance étaient perçues de façon bien différente des perceptions qui dominent à la fin des années 2000. Voir par exemple, sur les modalités d'effondrement de l'Union soviétique et d'accession à l'indépendance des quinze Républiques de l'Union, A. DE TINGUY (éd.), *L'effondrement de l'empire soviétique*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

<sup>39</sup> L. MARCH et R. DANNREUTHER, *op. cit.*, p. 97-112.

<sup>40</sup> « Au printemps, alors que les fédéraux avaient établi leur quartier général du district dans l'hôpital de Chatoï, Ramzan Kadyrov, alors Premier ministre du président tchéchène Alkhanov, leur a donné trois jours pour quitter les lieux. Cet ultimatum et la façon dont il a été respecté par les fédéraux a marqué la montée en puissance de « Ramzan », tant par rapport à la pâle figure qu'était Alkhanov, que par rapport à la présence des fédéraux ». Entretien avec Soulim S., Grozny, juillet 2007. Beaucoup se mettent à parler maintenant de « ramzatisation » comme suite logique de la kadyrovisation. Luke March et Roland Dannreuther utilisent abondamment l'expression de « ramzatisation » (*op. cit.*, 2008).

<sup>41</sup> Sur le plan opérationnel, l'opération anti-terroriste a été confiée tour à tour au ministère de la Défense fédéral en 1999, puis au FSB en 2001 et au MVD en 2003. Voir par exemple *Une société sous contrôle. Du détournement de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en Russie*, Rapport FIDH 2009, [www.fidh.org](http://www.fidh.org).

<sup>42</sup> Voir par exemple le bulletin du centre des droits de l'Homme Mémorial « La situation dans la zone de conflit au Caucase du Nord : pour une évaluation », <http://www.memo.ru/hr/hotpoints/caucas1/index.htm>, printemps 2009. Le bulletin cite également une interview donnée le 17 avril 2009 à la radio *Ekho Moskvy* par le vice-président du gouvernement tchéchène Sabsabi, évaluant lui à 10 000 le nombre d'hommes subordonnés au MVD. Certaines estimations parlent de 30 à 40 000 hommes en armes subordonnés à Ramzan Kadyrov. Entretien avec Ayoub T., France, août 2009.

Cherip Delimkhanov, frère d'Adam Delimkhanov, bras droit de R. Kadyrov, vice-premier ministre de Tchétchénie et député fédéral à la *Douma* d'Etat. Un régiment nouveau est apparu au printemps 2009, le régiment « Akhmat-Khadji Kadyrov », régiment à affectation spéciale (*spetsnaz*). Si ce corps militaire ne figure pas sur l'organigramme du MVD<sup>43</sup>, on sait qu'il fut créé en 2004, mais peu d'informations filtrent à son sujet. En outre, les deux bataillons Nord (*Sever*) et Sud (*Ioug*) des forces intérieures, officiellement rattachés au ministère fédéral de l'Intérieur – et qui ont constitué un moyen de recruter des anciens combattants<sup>44</sup> – sont en réalité subordonnés directement à Ramzan Kadyrov.

Les modalités d'intégration *via* les procédés d'amnisties et de « légalisation » des anciens combattants indépendantistes au sein des forces de R. Kadyrov sont un des maillons cruciaux de cette transformation du conflit. L'absorption des anciens combattants dans les forces officielles constitue pour ces derniers la seule alternative à la mort au combat ou à l'exil<sup>45</sup>. Officiellement, il s'agit de les conduire à déposer les armes et de les réintégrer dans la vie civile, mais sous le terme d'amnistie ont pu se produire des événements tout autres, comme le montrèrent les événements de Komsomolskoe en mars 2000 : après avoir été parqués dans un champ, encerclés par les forces russes, puis déclarés amnistiés à l'issue d'une négociation entre chefs de guerre tchétchènes et militaires russes, ils ont été purement et simplement exécutés<sup>46</sup>. Les autres vagues d'amnisties déclarées n'ont pas suscité moins de scepticisme, les conditions d'une véritable amnistie étant d'emblée exclues du panel de critères. Par exemple, peu après la mort du chef de guerre extrémiste Bassaev, le chef du FSB Nikolai Patrouchev a proposé, le 20 juillet 2006, aux « membres des groupes illégaux » de prendre part à des négociations avec des représentants des forces de l'ordre fédérales et tchétchènes, pour déposer les armes et « passer du côté du peuple »<sup>47</sup>. Alors que le texte sur l'« amnistie pour les individus ayant commis des crimes durant l'opération anti-terroriste dans le District fédéral du Sud » n'était adopté par la *Douma* fédérale qu'en septembre 2006, le gouvernement avait en réalité déjà commencé à enregistrer des amnisties sur la base de l'annonce de N. Patrouchev de juillet, et les médias faisaient alors état de centaines de combattants ayant rendu les armes. Mais, comme pour les vagues précédentes (une amnistie avait été déclarée en 2003, entre le « référendum » de mars et l'« élection » présidentielle d'octobre), l'amnistie de 2006 excluait non seulement les crimes, tortures et prises d'otages, mais également les actions mettant en danger la vie d'agents de maintien de l'ordre, de

<sup>43</sup> « Strouktoura Ministerstva Vnoutrennikh Del po Tchetchenskoj Respublike, po sostjanijou na 1 janvarja 2008 » (Structure du ministère des Affaires intérieures en République de Tchétchénie, au 1<sup>er</sup> janvier 2008), <http://www.mvdchr.ru/files/structure.doc>.

<sup>44</sup> Voir ci-après.

<sup>45</sup> On est tenté ici d'utiliser le schéma proposé par A. HIRSCHMANN, « Voice, Exit et Loyalty », in *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.

<sup>46</sup> Voir M. SAULOY, *Quand le soldat Volodia filme la guerre*, La caméra qui accuse, Canal +, 2003.

<sup>47</sup> « FSB director Patrushev extends deadline for amnesty of Chechen fighters to 30 September », *NRWSru.com*, 31 juillet 2006. (<http://newsru.com/russia/31jul2006/patrushev.html>), cité par T. LOKSHINA, *op. cit.*, p. 95.

soldats ou de personnalités publiques<sup>48</sup> : il ne pouvait donc être question d'amnistie de combattants, le texte les excluant de lui-même... Et ce n'est alors qu'avec l'assurance personnelle d'une autorité tchéchène très élevée, très souvent de Ramzan Kadyrov lui-même, qu'un combattant pouvait espérer quitter le maquis sans risquer sa vie<sup>49</sup>. Du coup, plus que de réelles amnisties, c'est à des « légalisations » qu'on a assisté *a posteriori*.

Déclarations formelles légalisant *a posteriori* d'anciens combattants qui avaient déjà rejoint les forces de Kadyrov, de « gré » ou de force<sup>50</sup>, ces légalisations ont pris parfois le nom d'« amnisties grises »<sup>51</sup> opérées sous contrôle personnel du président tchéchène. La légalisation (*legalizatsia*) a concerné des pans entiers de la résistance armée. En effet, on évaluait en 2009 à environ 7 000 le nombre d'anciens combattants présents dans les forces de R Kadyrov<sup>52</sup>. Le Régiment numéro 2 du service de patrouille de la police du nom d'Akhmat Kadyrov (PPSM 2) est dirigé par un ancien chef de guerre indépendantiste, Aslambek Iassaev, qui a emmené avec lui les hommes qu'il dirigeait dans le maquis, tandis que le centre anti-terroriste, structure créée en 2005 pour remplacer le Service de sécurité de Kadyrov, était dirigé lors de sa création par l'ancien chef de guerre « retourné », Maïrbek Echiev. La création des bataillons *Ioug – Sud – et Sever – Nord*, les bataillons 248 et 249 rattachés au ministère de l'Intérieur fédéral<sup>53</sup>, a également été un « moyen » de recruter des dizaines d'anciens combattants indépendantistes. Quant aux *kadyrovtsy* eux-mêmes, provenant à l'origine du Service de sécurité d'Akhmat Kadyrov dirigé par son fils Ramzan et constitué d'un tout petit nombre de personnes (quelques dizaines) au tout début des années 2000, leur nombre s'est peu à peu étoffé *via* le recrutement de centaines de combattants indépendantistes, atteignant le nombre de 1 500 membres en 2004, date à partir de laquelle ils ont généralisé la pratique des prises d'otages de proches de combattants afin de recruter, comme ce fut le cas par exemple de Magomed Khanbiev, ministre de la Défense sous Maskhadov et chef de guerre pendant les deux conflits<sup>54</sup>.

<sup>48</sup> Article 317 du Code civil russe.

<sup>49</sup> Il n'est cependant pas rare, comme on l'a vu dans le cas de Komsomolskoe, que des combattants amnistiés aient été ensuite justement torturés et/ou exécutés, malgré l'amnistie... Des combattants proclamés amnistiés ont été enlevés et exécutés à leur retour chez eux. Entretien avec la veuve d'un combattant, France, août 2009.

<sup>50</sup> T. Lokchina explique que les chefs d'administrations des districts sont entrés dans une sorte de compétition, à celui qui aurait dans son district le plus grand nombre de combattants déposant les armes, cette logique conduisant à multiplier le nombre de personnes interrogées, le moindre villageois ayant aidé la résistance pouvant alors subir des pressions de tous ordres pour livrer des informations. T. LOKCHINA, *op. cit.*, 2007.

<sup>51</sup> Voir par exemple « La situation dans la zone de conflit du Nord-Caucase à l'été 2006. Evaluation par les défenseurs des droits humains », <http://www.memo.ru/hr/hotpoints/caucas1/k-belyten/2006/200611301.htm>.

<sup>52</sup> Mémorial, *op. cit.*, printemps 2009.

<sup>53</sup> Leur appellation exacte est celle de « bataillons spéciaux motorisés des forces armées de la région du Caucase du Nord du ministère de la Fédération de Russie ».

<sup>54</sup> Magomed Khanbiev, après la prise en otage de plusieurs dizaines de membres de sa famille, s'est en effet rendu et est devenu député de l'« Union des forces de droite » au

La sous-traitance de la violence par les forces russes aux forces tchétchènes de Kadyrov a eu des effets très importants dès 2003-2004, période à partir de laquelle l'essentiel des exactions et opérations spéciales sont perpétrées par des Tchétchènes contre d'autres Tchétchènes.

Parallèlement, des éliminations d'opposants à Kadyrov ont lieu à l'extérieur de la Tchétchénie, et mettent en évidence la logique d'affranchissement de Kadyrov vis-à-vis des fédéraux : ainsi l'assassinat de Movladi Baïssarov en novembre 2006 en plein Moscou signifie-t-il le démantèlement du groupe spécial *Gorets* (le « Montagnard ») qui était jusqu'alors subordonné au FSB fédéral, et l'élimination d'un des principaux rivaux du président tchétchène<sup>55</sup>. L'ORB-2 (bureau d'enquête opérationnelle), tristement célèbre pour les tortures qui s'y déroulent<sup>56</sup>, a également fait l'objet d'une prise de contrôle par R. Kadyrov : rattaché au service fédéral de lutte contre la criminalité du IouFO, le district fédéral du Sud<sup>57</sup>, intégré au ministère de l'Intérieur russe, il échappait donc aux autorités tchétchènes. Qu'à cela ne tienne : utilisant, non sans cynisme, auprès du procureur de Tchétchénie V. Kouznetsov, les plaintes faisant état de tortures et disparitions forcées dans l'ORB-2, Ramzan Kadyrov a obtenu en mars 2007 le remplacement d'Akhmet Khassanbekov qui lui était peu « loyal », par un fidèle, Issa Sourgouev.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des « remaniements » survenus en Tchétchénie, la confrontation ouverte en avril 2008 à Goudermes<sup>58</sup> entre les gardes de R. Kadyrov et les forces du bataillon *Vostok* (Est), rattaché au ministère fédéral de la Défense et dirigé par Soulim Iamadaev, ancien indépendantiste passé du côté fédéral, a clairement marqué la consolidation du pouvoir du président tchétchène vis-à-vis de toute force qui pourrait lui opposer un contre-poids. A l'issue de ce règlement de compte qui a fait plusieurs morts, l'allégeance du bataillon *Vostok* à R. Kadyrov était prononcée. En septembre de la même année, le frère de Soulim, Rouslan Iamadaev, député à la *Douma* fédérale, était assassiné en plein Moscou. Quant à Soulim Iamadaev, interpellé un temps par la justice fédérale pour prise d'otages, puis réapparu en Ossétie du Sud aux

---

Parlement tchétchène, avant de rejoindre le parti du pouvoir « Russie unie ». Voir par exemple A. MALACHENKO, *Ramzan Kadyrov : rossijskij politik kavkazskoj natsional'nosti* (Ramzan Kadyrov, homme politique russe de nationalité caucasienne), Moscou, Rosspen, 2009, p. 39. Son frère Oumar Khanbiev, anciennement représentant de Maskhadov en Europe, est rentré en Tchétchénie. Voir son interview dans le journal *Doch*, [www.doshdu.ru](http://www.doshdu.ru), juin 2009.

<sup>55</sup> Voir A. MALACHENKO, *op. cit.*, 2009, p. 63 et de façon plus générale tout le chapitre 3, « Ramzan natchinaet i vyigraet » (Ramzan joue et gagne), sur l'irrésistible ascension de R. Kadyrov, p. 51-84.

<sup>56</sup> Voir *La torture en Tchétchénie : la normalisation du cauchemar*, rapport de la FIDH, [www.fidh.org](http://www.fidh.org), 2007.

<sup>57</sup> Sur le IouFO, voir A. MERLIN, « Le Nord-Caucase au miroir du fédéralisme russe », in A. MERLIN (éd.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 65-98.

<sup>58</sup> Voir « Ramzan Kadyrov a ouvert un front de l'Est. Des affrontements se sont produits entre héros de Russie », *Kommersant*, 16 avril 2008, <http://www.kommersant.ru/daily.aspx?date=2008041>.

côtés des forces fédérales russes pendant la guerre russo-géorgienne d'août 2008<sup>59</sup>, il est déclaré assassiné à Doubaï en mars 2009<sup>60</sup>. Cette lutte obstinée du pouvoir tchéchène contre les *Iamadaev* semble aussi traduire des rivalités au niveau fédéral : comme le mentionnent de nombreuses sources, les accointances des *Iamadaev* avec le GRU (services de renseignement de l'Armée fédérale) constituent un porte-à-faux pour les forces à Moscou qui soutiennent R. Kadyrov, forces davantage liées au FSB.

La violence est donc restée un moyen de traitement des conflits politiques toujours présents en Tchétchénie. Il nous semble donc qu'il faille rester prudent y compris vis-à-vis de l'expression de « paix négative » définie par John Galtung comme une « situation où il a été mis fin aux violences (souvent armées) directes, violences organisées entre communautés ou entre nations »<sup>61</sup>. Au lieu de la disparition effective de la rébellion armée par la concertation et la réintégration des anciens combattants dans la vie civile, les méthodes de terreur et de recrutement par la force alimentent la persistance d'éléments de guerre civile que la dictature a peine à masquer.

L'expression de cette violence intra-tchéchène pose alors la question de la transformation d'une guerre coloniale de grande ampleur en guerre civile intra-tchéchène. *A minima*, l'ampleur des violences commises depuis la reprise de la guerre en 1999<sup>62</sup> et non prises en charge par la justice, l'absence de véritable processus de paix assorti de la mise en place d'instruments garantissant le non-recours à la violence aboutissent à une situation particulière qui, si elle peut être qualifiée de paix, ne peut l'être qu'avec la précision qu'elle est obtenue au prix d'une dictature. C'est par une logique de répression « jusqu'au dernier », menée par les forces tchéchènes dites « pro-russes » et non plus par les forces fédérales, que cette paix est proclamée gagnée. Dans ce contexte, la prégnance des pratiques violentes comme « moyens » de résolution des contentieux politiques ne peut en tout état de cause permettre de conclure à l'existence d'une paix stable. Sous la dictature, les éléments de guerre civile persistante sont toujours saillants et traduisent la transposition d'un conflit non réglé à un autre niveau.

## 2. La guerre est-elle soluble dans la dictature ?

« Kadyrov n'est pas un caprice de Poutine ; c'est la seule solution que ce dernier ait trouvée pour maintenir sous le boisseau toute cette violence impunie, tout ce sang versé »<sup>63</sup>.

<sup>59</sup> Voir N. OUVAROFF, « The Role of Chechens in the Georgian-South Ossetian Conflict », *Russian Analytical Digest*, 45, 4 septembre 2008.

<sup>60</sup> En janvier 2009 a lieu à Vienne l'assassinat d'Oumar Israël, ancien combattant indépendantiste recruté ensuite par Kadyrov, et qui avait dû fuir la Tchétchénie et se réfugier en Autriche. Voir l'enquête de N. NOUGAYRÈDE, « Enquête sur un crime d'Etat », *Le Monde*, 22 janvier 2009.

<sup>61</sup> J. GALTUNG, *Peace : Research, Education, Action. Essay in Peace research*, 1, Copenhague, 1975, p. 130. Voir aussi S. LEFRANC (éd.), *Après le conflit, la réconciliation ?*, Michel Houdiard, 2006.

<sup>62</sup> Ces violences sont abondamment documentées dans les rapports des ONG dont nous avons parlé en introduction.

<sup>63</sup> Entretien avec A. Babitski, mai 2007, Paris.

### A. *La guerre civile comme incarnation du conflit colonial non réglé*

Méfiance poussée à l'extrême, climat de dénonciation, rafles ciblées, enlèvements et disparitions, usage de la torture pour obtenir la reddition des « frères de la forêt », incendies de maisons des familles de combattants supposés<sup>64</sup>, intimidations et assassinats dans un contexte d'impunité<sup>65</sup> : la dictature Kadyrov fondée sur le couple « reconstruction matérielle / terreur politique et militaire » écarte d'emblée la question du consensus social. Après élimination de ses rivaux principaux, R. Kadyrov se trouve seul à seul avec la société tchétchène, nous dit A. Malachenko<sup>66</sup>. Dans un cycle qui se poursuit, explosions et actes de harcèlement militaires menés par les formations clandestines de combattants alternent avec les répressions perpétrées suite à ces actes. Sur fond de société atomisée et de logiques de vengeance attisées, il serait sans doute hasardeux de chercher à identifier clairement deux camps réellement structurés se faisant face. On peut néanmoins, par-delà la façon dont les logiques de violence se développent, identifier la persistance d'un clivage structurant issu de la guerre ouverte très asymétrique qui sévit pendant des années et dont une partie des violences intestines intra-tchétchènes sont une traduction locale. La rébellion armée, transformée tant dans ses fondements idéologiques que dans ses *modi operandi*, n'a pas disparu et agit contre un ennemi qu'elle identifie clairement, à savoir le pouvoir tchétchène soutenu par le pouvoir russe, et d'autant plus considéré comme traître qu'il a prêté allégeance au pouvoir fédéral en échange de prébendes économiques et politiques. Les qualificatifs utilisés par les islamistes du maquis pour désigner les Tchétchènes au pouvoir sont à cet égard éclairants : il s'agit d'occupants, « chiens de garde » de Moscou, « nationaux-traîtres », perçus comme étant à la solde du pouvoir fédéral et exécutant les besognes dont ce dernier les mandaterait<sup>67</sup>.

Par certains aspects, le conflit tchétchène présente des configurations de guerre civile. La définissant comme un « combat armé à l'intérieur des frontières d'une entité souveraine reconnue entre des parties sujettes à une autorité commune au début des hostilités », S. N. Kalyvas en vient à l'appliquer aux guerres russo-tchétchènes de 1994-1996 et 1999-2003<sup>68</sup>. Cela revient à accorder une importance centrale à l'appartenance formelle à un même Etat et donc à nier la dimension anticoloniale du conflit. En revanche, la période de l'entre-deux-guerres (1996-1999), et plus sûrement encore, la période qui s'ouvre en 2003, présente des traits constitutifs des guerres civiles, même si l'obsession de Maskhadov était d'empêcher que les violences entre différentes factions tchétchènes ne prennent cette dimension. La situation sous R. Kadyrov présente un ensemble de conflits intra-tchétchènes non réglés qui nous semble justifier l'utilisation du terme.

<sup>64</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, « « What Your Children Do Will Touch Upon You », Punitive House-Burning in Chechnya », 2 juillet 2008, <http://www.hrw.org/ru/reports/2009/07/02/what-your-children-do-will-touch-upon-you-0>.

<sup>65</sup> Le 15 juillet 2009, l'assassinat de Natalia Estemirova, membre de l'ONG de défense des droits humains Mémorial, qui avait été directement menacée par le président tchétchène, témoigne de ce climat d'impunité.

<sup>66</sup> A. MALACHENKO, *op. cit.*, 2009, p. 78.

<sup>67</sup> Le site [www.kavkazcenter.com](http://www.kavkazcenter.com) du maquis islamiste regorge de ces appellations.

<sup>68</sup> S. N. KALYVAS, *The Logic of Violence in civil War*, Cambridge, 2006.

Celui-ci est d'ailleurs utilisé par des figures politiques itchkériennes, par exemple par le Premier ministre d'Itchkérie en exil, A. Zakaev, dans son appel aux combattants islamistes lancé durant l'été 2009, lorsqu'il les incite à cesser les assassinats de policiers. Evoquant les stratégies de l'armée tsariste qui visait, durant la grande Guerre du Caucase au XIX<sup>e</sup> siècle à « tchéchéner » le conflit afin que les Tchétchènes s'entretuent<sup>69</sup>, il parle de « confrontation intra-tchéchéne » et de « guerre fratricide »<sup>70</sup>. Indiscutablement, les répressions actuelles mettent en œuvre ces « ressorts intimes » dont parle Jean Hannoyer, « ceux d'une violence dirigée par et contre le proche, l'ennemi intérieur, c'est-à-dire d'une violence entre soi »<sup>71</sup>. Les conditions de perpétration des tortures ou les menaces qui circulent sous forme de photos envoyées sur les téléphones portables, renvoient à la dimension intestinale et intime du conflit<sup>72</sup>.

Le regain important de violences observé en 2009 conduit de leur côté les autorités tchéchénes à reconnaître que les combattants n'ont pas été totalement éradiqués, comme le déclarait encore R. Kadyrov à la *Komsomolskaïa Pravda* le 16 septembre 2009 : « Nous en aurons bientôt fini avec les combattants »<sup>73</sup>. R. Kadyrov désigne le maquis sous le terme de « *chaitany* »<sup>74</sup> (les « Satan »), invoque abondamment le « Tout-puissant » dans ses prises de parole, pour justifier le recours à la force, qui serait autorisé par le Coran. Cette rhétorique s'inscrit en écho à celle maniée par les groupes de combattants islamistes en « lutte contre les mécréants ». La surenchère dans l'invocation de l'islam pour justifier la guerre que se livrent les deux camps participe d'une polarisation « tchéchéno-tchéchéne ». La transformation du conflit, plus que sa résolution à la racine, est à l'œuvre. Lui correspond une transformation des logiques de la lutte armée.

### **B. Une lutte armée transformée, mais non éradiquée**

Face à la tchéchénisation et au recrutement de nombre de combattants itchkériens, le maquis a connu des mutations importantes : on est passé, si l'on peut dire, de l'« idéal-type » du combattant tchéchéne tel qu'animé, en particulier durant la première guerre, par un projet de libération nationale de type classique, à celui du combattant islamiste,

<sup>69</sup> A. ZAKAEV, « Tomorrow this evil will enter every home », *Chechenpress*, <http://www.chechenpress.co.uk/content/2009/08/06/main01.shtml>, 6 août 2009.

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> J. HANNOYER (dir.), *Guerres civiles, Economies de la violence, dimensions de la civilité*, Karthala-Cermoc, 1999, p. 9. Sur le lien entre violence et guerre civile, voir aussi S. N. KALYVAS, *The Logic of Violence in civil War*, Cambridge, 2006, p. 17 et s.

<sup>72</sup> Le film de L. MENGET, *Les collines interdites de Tchétchénie* (France 24, 2008) montre par exemple des images diffusées à dessein par téléphone portable d'une femme nue et violentée par les *kadyrovtsy* en représailles de ses liens supposés avec les combattants. Sur la torture comme acte intime, voir par exemple les travaux de Françoise Sironi.

<sup>73</sup> R. KADYROV : « My zagnali boevikov v ougol. I skoro s nimi pokontchim » (Nous avons refoulé les combattants dans un coin. Nous en aurons bientôt fini avec eux), *Komsomolskaïa Pravda*, 16 septembre 2009, <http://www.kp.ru/daily/24360/546250/>

<sup>74</sup> Voir par exemple l'interview donnée à *Zavtra* le 25 septembre 2009.

membre d'un *djamaat*<sup>75</sup>, mettant ses forces au service d'une libération plus globale du Caucase du Nord dans une logique de lutte contre des autorités locales « mécréantes » (*kafir*) et corrompues soutenues par l'Etat russe. Ce « combattant type » est donc, à des degrés divers, impliqué dans un projet d'une autre nature : celui de l'émirat nord-caucasien fondé par D. Oumarov à l'automne 2007 lorsqu'il décrète que la République de Tchétchénie-Itchkérie n'existe plus en tant que telle et que, par conséquent, il n'en est plus « président ». Selon la rhétorique de cet émirat nord-caucasien, relayée par le site Internet [www.kavkazcenter.com](http://www.kavkazcenter.com) en particulier, il s'agirait d'inscrire la violence armée dans une logique de *djihad*, avec comme objectif la mise à mort du maximum de représentants politiques locaux, allant du simple policier au ministre. Alors qu'il ne s'agit plus de guerre ouverte opposant l'Armée russe et les combattants tchétchènes, l'heure est donc aux actes de harcèlement armé menés par des groupes de combattants contre des postes de police, mais également à la réactivation de certains réseaux et modes d'action utilisés auparavant : la déclaration lancée par D. Oumarov en avril 2009 sur la restauration d'un détachement de combattants-suicides qui existaient du temps de Bassaev, le bataillon « *Riyadus Sala'hin* »<sup>76</sup>, avait pu passer inaperçue, jusqu'à ce qu'il revendique des attentats suicides de l'été 2009<sup>77</sup>. L'attentat très meurtrier de mars 2010 dans le métro à Moscou, revendiqué par D. Oumarov, semble s'inscrire dans cette logique.

Réduite en termes d'effectifs par l'exil, par l'élimination de nombre de chefs de guerre, et par l'hypercontrôle social et politique, la rébellion armée, dans sa transformation si l'on peut dire « horizontale » à travers la diffusion des *djamaats* dans l'ensemble du Nord-Caucase et la transnationalisation des enjeux de mobilisation, participe de ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui une extension de la violence. La « guerre des rues », particulièrement vivace au Daghestan et en Ingouchie, mêle tant des logiques de conflit endogènes propres à ces deux Républiques et à leur situation interne, que des logiques de guerre sainte transnationale contre les « mécréants » au pouvoir. Cependant, et cela reste très saillant à travers toute la phraséologie utilisée par les *djamaats*, la composante anti-coloniale n'a pas disparu. Elle s'exprime seulement sous des formes différentes.

### 3. Conclusion

Que peut bien alors désigner cette « paix nommée Kadyrov » ? Elle pointe une situation de conflit non réglé, nié et masqué par les effets vertigineux de la

---

<sup>75</sup> Sur les *djamaats* au Caucase du Nord, leur composition, leur histoire, et l'exportation de la violence à l'extérieur des frontières de la Tchétchénie, voir *supra* la contribution de M. VATCHAGAEV.

<sup>76</sup> Voir « Toute la Tchétchénie est devenue chakhid », *Caucasus Weekly Monitor* 11, 31 août-6 septembre 2009, <http://chechen.org/monitor/343-caucasus-weekly-monitor-11-s-31-avgustapo-6.html>.

<sup>77</sup> Une vague d'attentats-suicides et d'explosions a en effet endeuillé la Tchétchénie. Comme le précise M. Vatchagaev, entre le 1<sup>er</sup> et le 3 septembre 2009, nombreuses sont les familles qui n'ont pas envoyé leur enfant à l'école lors de la rentrée des classes, de peur de se retrouver sur le chemin de *chakhids*. *Ibid.*

reconstruction et le partage des bénéfices liés à la négociation de gros budgets alloués par Moscou.

On sait que les transitions de la guerre à la paix dépendent en grande partie de la façon dont les personnes ayant porté les armes sont réintégrées – ou non – dans la société<sup>78</sup>. Dans le cas tchéchène, l'absence de « civilianisation » des modes d'expression des différends et l'absence d'élaboration collective de la paix<sup>79</sup> empêchent la gestion pacifique des conflits, inhérents à toute société, *a fortiori* vivaces après une guerre d'une telle violence.

L'absence de débat politique et de parole libre, de réparation judiciaire, morale et symbolique pour les crimes commis par les forces russes<sup>80</sup>, par les hommes de R. Kadyrov ou par les combattants indépendantistes et/ou islamistes, crée une situation où face à la dictature, la contestation quand elle s'exprime, n'a précisément que la clandestinité et la forêt. La guerre n'en est donc pas moins présente, mais sa forme et sa visibilité ont évolué. La démobilisation n'a pas eu lieu.

Le simple fait qu'une partie importante des hommes entourant Kadyrov soient issus des groupes de combattants indépendantistes incite à se poser la question des évolutions à moyen terme. Les paroles du Premier ministre d'Itchkérie en exil Akhmet Zakaev, prononcées à Londres en mai 2008, avaient surpris un public médusé : il affirmait alors que le processus de décolonisation<sup>81</sup> avait été achevé par Ramzan Kadyrov et que, par conséquent, les Tchétchènes étaient victorieux.

---

<sup>78</sup> Sur les politiques de DDR, voir M. BERDAL, *Disarmament and Demobilization after Civil Wars. Arms, Soldiers and the Termination of armed Conflicts*, Oxford, Oxford University Press, 1996 et B. POULIGNY, *Les anciens combattants d'aujourd'hui, Désarmement, démobilisation et réintégration*, CERI, SGDN, PESI, 2004.

<sup>79</sup> Au-delà de la paix négative définie par J. Galtung et citée plus haut, la paix « positive », obtenue par la construction de relations pacifiques durables, par une réconciliation s'inscrivant dans une logique *bottom-up* et non pas *top-down*, est incompatible avec la dictature. Voir les analyses des travaux de John-Paul Lederach dans l'article de N. DUCLOS, « Pacification sans réconciliation. Les apories de la politique de réconciliation conduite par les Nations-Unies au Kosovo », in S. LEFRANC (éd.), *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard, 2006, p. 276. Voir aussi P. CALAME, B. DENIS et E. REMACLE (éd.), *L'Art de la Paix, Approche transdisciplinaire*, Bruxelles, Peter Lang, 2004, et en particulier la première partie « De la violence à la paix » et l'introduction de la deuxième partie « Cultiver la paix » de Thomas Berns, p. 137-143.

<sup>80</sup> Les cas de rendus de justice en Russie sont rarissimes. On peut mentionner l'affaire Boudanov, l'affaire Arakcheev-Khoudiakov, et l'affaire Lapine. Voir A. REGAMEY, « L'opinion publique russe et l'affaire Boudanov », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies* [Online], 8, 2008, consulté le 24 septembre 2009, <http://www.pipss.org/index1493.html> ; sinon, la reconnaissance des crimes commis et de l'incapacité de la Russie à en faire juger les auteurs sur son territoire est matérialisée par les dizaines d'arrêts rendus par la CEDH depuis le 25 février 2005, date du premier arrêt en la matière. Voir par exemple le site Russian Justice Initiative, <http://www.srji.org/en/>. Natalia Estemirova, dans un entretien à Amnesty International, insistait sur l'importance des saisines de la CEDH pour que justice soit faite et que les victimes voient les crimes reconnus par une instance judiciaire. Voir <http://www.youtube.com/watch?v=Du0aGCZGMNM&feature=related>.

<sup>81</sup> « The decolonization of Chechnya is now a fact », said Zakayev, adding for good measure, « The Chechen people have won this war », « Mysterious Shifts in Chechnya », *The*

On le voit : le pari fédéral de la tchéthénisation dans sa version personnalisée comprend des risques et ne saurait s'analyser que comme une sous-traitance depuis Moscou. Tandis que le président tchéthène est prompt à dénoncer vigoureusement les crimes commis par les fédéraux, à glorifier la langue et la culture tchéthènes, son retournement éventuel contre Moscou et celui des anciens Itchkériens qui l'entourent ne peut être exclu. « Si l'opération anti-terroriste est finie, la guerre, elle, continue en Tchétchénie »<sup>82</sup>.

---

*Moscow Times*, 27 mai 2008, <http://www.themoscowtimes.com/article/1016/42/367636.htm>. Si les forces fédérales sont toujours présentes sur le territoire tchéthène, la captation du pouvoir par Kadyrov, le caractère monoethnique de la République et l'exaltation des traditions et de la langue tchéthènes – celle-ci fait désormais l'objet d'une fête solennelle le 23 avril – peuvent conduire à conclure que les Tchétchènes seraient « maîtres » chez eux, un des horizons qui avaient pu animer les esprits des indépendantistes du début des années 1990.

<sup>82</sup> « Tchetchnia posle KTO : voïna ne zakontchena », <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/155726>, 26 avril 2010.



# Reconstruction économique et « normalisation » en Tchétchénie

Moussa BASNOUKAEV

« On pourrait filmer un *blockbuster* ici sans décor ». Telle fut la phrase prononcée par G. Gref, ministre fédéral de l'Economie de V. Poutine, immédiatement après le passage du président russe à Grozny au printemps 2004, saisi lui-même d'effroi par l'étendue des destructions provoquées par deux guerres successives. Cinq ans après cette déclaration imagée, d'autant plus saisissante qu'elle venait d'un officiel de haut rang, la République est reconstruite, les traces visibles de la guerre ont pour l'essentiel disparu, comme pour répondre au slogan officiel de « l'année 2007, année sans trace de la guerre ». Avenues et routes refaites à neuf, magasins, cirque, salle de concert, hôpitaux, grande mosquée, écoles, université, instituts : ce n'est plus un *blockbuster* sur la guerre que l'on pourrait tourner à Grozny sans décor, mais un feuilleton sur la vie ordinaire d'une ville de province dans la Russie méridionale, n'étaient les problèmes d'approvisionnement en eau – toujours absent de certains quartiers – ou les générateurs de fortune placés à l'intérieur de certains immeubles.

Comment est financée la reconstruction de la Tchétchénie ? Quelle est la part des ressources locales et fédérales, comment s'articulent-elles ? Comment expliquer que, des années durant, aucune reconstruction n'ait vu le jour dans la République, malgré les déclarations officielles, l'adoption de programmes et de budgets, les nominations nombreuses de responsables et que, tout à coup, la frénésie de la reconstruction ait métamorphosé la situation de façon si spectaculaire ? La réponse est à chercher dans la nature des relations entre élites locales et élites fédérales, dont la question économique traduit la spécificité. Il s'agit là de questions qui se posent pour toutes les régions et républiques de la Fédération de Russie, mais avec une acuité particulière dans le cas présent en raison du montant des sommes allouées, des opportunités d'enrichissement personnel offertes par la reconstruction, et des spécificités du contexte post-conflit et des relations entre les autorités fédérales et les autorités tchétchènes.

## 1. Le pétrole, avatar d'une relation de type colonial ?

Fantasme ou réalité, le pétrole occupe une place importante dans les travaux consacrés à l'économie tchétchène. Si les spéculations ont été nombreuses sur la place du pétrole dans les deux conflits tchétchènes postsoviétiques, la surévaluant parfois au détriment d'autres dimensions du conflit (coloniale, politique, symbolique)<sup>1</sup>, le pétrole et ses usages dérivés (raffinage, export) constituent indiscutablement une ressource pour l'économie tchétchène. L'extraction artisanale de pétrole léger (le *kondensat*, une sorte de diesel directement utilisable dans les moteurs sans être raffiné) a permis à de nombreuses familles de subsister durant les pires années de guerre.

Il est très difficile d'obtenir des informations fiables sur les flux économiques qui lui sont liés et sur les montants tant extraits que raffinés, c'est donc par approximation que l'on peut travailler. Cependant, un aperçu historique donne à voir la nature du lien existant entre Moscou et les élites économiques locales sur cette question. L'enjeu pétrolier a joué un rôle lors de la première guerre de Tchétchénie de 1994-1996. Ainsi, en plein « grand jeu » pétrolier et au moment de la signature du « contrat du siècle » entre compagnies azerbaïdjanaises et *consortia* occidentaux, dans un contexte où le pouvoir fédéral se souciait de maintenir le contrôle de l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne par le tube Bakou-Novorossiïsk, les bombardements russes ont par exemple épargné les infrastructures pétrolières à Grozny. Le facteur pétrolier a été cependant surévalué, *a fortiori* durant la deuxième guerre où il joua essentiellement un rôle local.

Cependant, les modalités de la relance des activités de production pétrolière en Tchétchénie ces dernières années est révélatrice du rôle joué par les hydrocarbures dans les relations avec le pouvoir central et de la persistance d'un lien de type colonial, où le fruit de la production économique échappe en partie à la colonie au profit de la métropole. A l'époque soviétique, la Tchétchéno-Ingouchie constituait en effet un des pôles majeurs de raffinage du pétrole pour toute l'URSS. La façon dont le consortium fédéral russe du pétrole, Rosneft, prend en main depuis 2001 la production pétrolière est emblématique de la résurgence de ce lien. Akhmat Kadyrov, le défunt président de Tchétchénie, qui avait des visées sur le complexe pétrolier et son exploitation, a tenté d'obtenir que le produit de la remise en fonctionnement des puits d'extraction revienne à la République, mais le pouvoir fédéral n'a pas cédé.

Au début de la deuxième guerre, la licence d'extraction du pétrole en Tchétchénie a été en effet directement transmise à Rosneft, dont 100 % du capital appartient à l'Etat fédéral. En 2001, Rosneft a créé une filiale, Grozneftegaz, compagnie dont l'acronyme désigne « Pétrole et gaz de Grozny ». Elle appartient à Rosneft à hauteur de 51 %, tandis que 49 % du capital appartiennent au gouvernement tchétchène. Les parts de Rosneft sont donc décisives, cette compagnie disposant de tous les droits d'extraction du pétrole. En 2008, le montant des dividendes de Grozneftegaz correspondant à l'exercice pour 2006-2007 s'élevait à 260 millions de roubles. Concernant l'extraction, on compte alors 2,5 millions de tonnes de pétrole par an extraits en Tchétchénie, avec une tendance à la hausse. Il existe également un projet

---

<sup>1</sup> Voir par exemple COMITÉ TCHÉTCHÉNIEN, *Tchétchénie, dix clés pour comprendre*, Paris, La Découverte, 2005, 3<sup>e</sup> éd., chapitre « Fait-on la guerre pour le pétrole ? » (note des éditrices).

de reconstruction d'infrastructures d'une capacité d'extraction de 4 millions de tonnes de pétrole par an.

Parallèlement, durant la première moitié des années 2000, s'est développée une économie souterraine de l'extraction et de l'évacuation du pétrole, à laquelle participaient des Tchétchènes et des Russes. Des habitants par centaines étaient occupés à l'extraction du pétrole, qui était ensuite évacué par camions entiers vers l'extérieur de la Tchétchénie par des militaires russes ou des membres du FSB qui touchaient au passage une rétribution certaine. Une large économie informelle, faite de vols et de pillages, s'est ainsi structurée autour de cette activité. En dépit des déclarations du président de Rosneft, Sergueï Bogdantchikov, assurant que tout le pétrole officiellement exploité de la République passait par l'oléoduc, celui-ci reconnaissait que tout ce qui était évacué par camions et par train constituait en réalité du pétrole volé.

Les efforts menés par les autorités tchétchènes pour contrôler les ressources locales et l'économie de la République se heurtent donc à la persistance de pratiques issues de la période soviétique.

## **2. Le premier programme de reconstruction de 2001 : de la difficulté de reconstruire dans le conflit**

Une part importante du financement de la reconstruction vient de programmes spécifiques. Le premier d'entre eux, le programme ciblé de « reconstruction de l'économie et de la sphère sociale de la République de Tchétchénie » est adopté en 2001 par le gouvernement fédéral, alors même que les affrontements se poursuivent quasi quotidiennement. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement tchétchène élaborait les projets et montait les budgets, identifiant les priorités, puis envoyait la liste des priorités au ministère fédéral de l'Economie qui sollicitait à son tour le ministère des Finances. C'est ensuite le ministère de l'Economie qui décidait des tranches budgétaires.

Les pratiques de corruption se déclinaient à tout niveau, chacun tentant de « tirer son épingle du jeu ». L'échelle des montants alloués induisait en effet une corruption plus importante que pour d'autres Républiques de la Fédération de Russie et du Caucase du Nord en particulier, dans la mesure où les fonds étaient plus importants et les capacités de contrôle limitées<sup>2</sup>.

Quelques ravalements furent alors effectués, quelques façades furent restaurées à la hâte, comme celle par exemple en 2002, du bâtiment de Grozenergo, le consortium énergétique situé à l'entrée de la *Staropromyslovskoe chosse*. Mais la République était toujours en ruines et les opérations militaires se poursuivaient. Le programme de reconstruction entraîne surtout une valse de ministres et de responsables, et tant l'administration tchétchène nommée par Moscou que les administrateurs à Moscou chargés de la Tchétchénie font alors l'objet de rotations rapides. Ainsi Vladimir

---

<sup>2</sup> C'est là une spécificité des programmes de reconstruction en tant de guerre : les fonds peuvent être dilapidés sans contrôle, il suffit de dire que les bâtiments reconstruits ont de nouveau été détruits. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le marché de la reconstruction de l'Ossétie du Sud après la guerre d'août 2008 a été remporté par une compagnie tchétchène, devenue experte dans ce domaine.

Elaguine, nommé ministre fédéral en charge de la Tchétchénie, laisse-t-il la place à Stanislav Iliassov, promu à ce poste après avoir été Premier ministre de la République de janvier 2001 à novembre 2002. Il figure alors sur la liste des personnalités les plus riches de Russie<sup>3</sup>. Mikhaïl Babitch lui succède comme Premier ministre de la république, jusqu'à ce qu'éclate, en février 2003, un conflit entre A. Kadyrov et lui au sujet de la nomination du ministre des Finances, ce qui lui vaut un départ anticipé. Cet incident témoigne de la place cruciale du ministère des Finances et de la pomme de discorde que l'attribution de ce ministère peut représenter. Après le départ de M. Babitch, d'autres Premiers ministres se succèdent comme Anatoli Popov, ou encore Sergueï Abramov<sup>4</sup>. Jusqu'en 2006, aucun d'entre eux n'est tchétchène<sup>5</sup>. La nomination à ce poste de Ramzan Kadyrov constitue donc une évolution importante. De manière significative, alors que sous le président Alou Alkhanov, qui avait succédé à Akhmat Kadyrov et était totalement contrôlé par Moscou, les nominations de ministres tchétchènes relevaient du pouvoir fédéral, Ramzan Kadyrov parvient à imposer le ministre des Finances de son choix, Eli Issaev<sup>6</sup>, contre la volonté de Moscou, ce qui est interprété comme un signe de l'évolution générale des relations entre Moscou et Grozny et témoigne d'une autonomisation croissante du pouvoir tchétchène.

Pendant plusieurs années, une part importante des fonds officiellement alloués par Moscou à la reconstruction de la Tchétchénie « n'avait jamais dépassé les limites du périphérique de Moscou », pour reprendre l'expression d'Akhmat Kadyrov, défunt père de l'actuel président tchétchène, chef de l'administration provisoire de Tchétchénie de 2000 à 2003, puis officiellement président de cette République d'octobre 2003 à mai 2004, date de son assassinat. L'« évaporation » des fonds se produisait donc au fil d'une chaîne de transmission allant de Moscou à Grozny, une

---

<sup>3</sup> La corruption est un problème endémique dans l'ensemble du Caucase du Nord, mais il est sûr qu'elle a été amplifiée par la guerre en Tchétchénie. S'il est difficile de recueillir des informations fiables sur cette question, par essence opaque, on peut faire état de témoignages divers alléguant sa persistance dans le système économique tchétchène. Voir « Corruption in Chechnya » (Interview with Jonathan Littell), *Prague Watchdog*, 18 mai 2009, <http://www.watchdog.cz/?show=000000-000024-000007-000001&lang=1> (note des éditrices).

<sup>4</sup> S. Abramov avait été ministre des Finances de la Tchétchénie, puis un conflit l'a opposé à Akhmat Kadyrov, mécontent que celui-ci passe plus de temps à Moscou qu'en Tchétchénie. Abramov a été renvoyé, pour revenir quelque temps plus tard comme Premier ministre de Tchétchénie, après un audit de la Cour des comptes fédérale.

<sup>5</sup> La rotation des élites politiques russes envoyées en Tchétchénie témoigne de pratiques prégnantes : la Tchétchénie apparaît alors comme un lot de consolation pour des personnalités publiques en disgrâce. Par exemple, Elaguine, vice-gouverneur de la région d'Orenbourg, n'avait pas été élu gouverneur et fut nommé ministre fédéral pour la Tchétchénie. Iliassov avait perdu les élections dans le *krai* de Stavropol. Son envoi en Tchétchénie lui permit de poursuivre sa carrière.

<sup>6</sup> Eli Issaev est le frère de Khousseïn Issaev, qui fut président du « Conseil d'Etat » tchétchène, le *Gossovet*, et qui est mort le 9 mai 2004 dans l'attentat perpétré contre Akhmat Kadyrov.

partie restant « coincée » à Moscou dans les poches de fonctionnaires fédéraux<sup>7</sup>. Seule une partie des fonds arrivait à bon port, et jamais dans les délais impartis, si bien que les projets de reconstruction étaient régulièrement ajournés.

Le décalage entre les sommes allouées sur le papier et l'absence de reconstruction dans la réalité créait une situation de tension entre les élites, et a finalement conduit au remplacement du premier projet fédéral de reconstruction de la Tchétchénie par un nouveau plan. En 2007, jugé peu efficace, le programme de 2001 est donc abandonné ; le Premier ministre fédéral Fradkov signe un arrêté transférant la tutelle du projet de reconstruction de la Tchétchénie du ministère fédéral du Développement économique au ministère de l'Économie régionale. Dans le même temps, la rhétorique utilisée passe de la reconstruction au développement, comme l'indique l'appellation du programme de 2008.

### **3. Le programme fédéral ciblé de 2008-2011 : de la « reconstruction » au « développement »**

Le nouveau programme pour la période 2008-2011 a pour vocation non plus de « reconstruire », mais de « développer » la Tchétchénie. En novembre 2008, un plan stratégique de développement socio-économique de la République devant courir jusqu'en 2020 est même temporairement envisagé, ce qui n'est pas sans rappeler le plan 2020 adopté pour la Russie<sup>8</sup>. Signé par V. Poutine, devenu entretemps Premier ministre de la Fédération de Russie, le programme 2008-2011 prévoit une allocation de 111 milliards de roubles du budget fédéral – à l'origine, les autorités tchétchènes avaient demandé la somme de 164 milliards –, ce qui tranche avec les 30 milliards de roubles dévolus par Moscou dans le cadre du programme antérieur.

Centré sur certains secteurs-clés, il prévoit notamment l'attribution de

- 17,8 milliards pour le logement social et les bâtiments administratifs ;
- 16 milliards pour les hôpitaux et autres structures de santé ;
- 14 milliards pour les écoles et jardins d'enfants ;
- 7 milliards pour l'agriculture.

Par ailleurs, indépendamment des fonds alloués au projet fédéral, le budget de la République est réévalué. Pour 2009, il est de 38,5 milliards de roubles, contre 28 milliards pour 2008. Des investissements sont prévus par ailleurs à hauteur de 2,5-3 milliards de roubles dans les déclarations.

---

<sup>7</sup> A. Malachenko, dans une interview accordée le 5 décembre 2008, se rappelle les paroles de A. Kadyrov, qui peu avant d'être assassiné en 2004, avait dit que « seuls 20 % des revenus dévolus par Moscou à Grozny arrivaient ». Voir A. MALASENKO, « Severnyj Kavkaz : perspektivy mira » (Le Caucase du Nord : perspectives de paix). « Peut-être ce chiffre est-il exagéré », ajoute-t-il, « mais il est sûr que nombreux furent ceux qui vécurent sur la reconstruction de la Tchétchénie », <http://www.washprofile.org/?q=ru/node/8219>.

<sup>8</sup> Les mandats présidentiels sont de quatre ans en Russie, et selon la Constitution russe, un même président ne peut faire plus de deux mandats successifs. En revanche, il peut revenir à nouveau pour deux mandats après une interruption de quatre ans.

#### 4. Autonomisation ou transformation des modalités du contrôle ?

On s'aperçoit que la reconstruction est concomitante d'un contrôle croissant des élites économiques par le président R. Kadyrov. Derrière la reconstruction des villes et villages en Tchétchénie à un rythme soutenu depuis 2005-2006 se profile tout un système de relations entre Moscou et Grozny. Le soutien inconditionnel apporté par V. Poutine à R. Kadyrov, nommé Premier ministre de Tchétchénie en 2006, puis président de cette République à partir de 2007<sup>9</sup>, n'est pas étranger à cette reconstruction et traduit la dimension très personnelle de la transaction à l'œuvre entre Moscou et Grozny<sup>10</sup>.

Le processus de « tchéchéenisation »<sup>11</sup> dans sa globalité a en effet impliqué le transfert progressif de la direction politique et économique de la République à des élites tchéchéennes. Les hésitations et désaccords au sein du Kremlin ont conduit à des louvoisements dans la politique menée, et on peut supposer qu'une part d'improvisation a pu se manifester dans les choix opérés. Toujours est-il que depuis plusieurs années, la tchéchéenisation du conflit comme de l'économie et de la reconstruction est une réalité. L'ambivalence du processus réside entre autres, bien entendu, dans le fait qu'il s'agit d'une stratégie fédérale russe et que l'on peut se demander dans certains cas jusqu'à quel point c'est Moscou qui contrôle Grozny sur le cours des affaires tchéchéennes en particulier économiques, et à partir de quel point les évolutions dépendent de Grozny. En tout cas, force est de constater que la montée en puissance de Ramzan Kadyrov a largement modifié la donne. C'est à lui qu'est attribuée la reconstruction.

La reconstruction économique de la Tchétchénie après une destruction quasi totale tient dans une large mesure à la relation existant entre V. Poutine et R. Kadyrov<sup>12</sup> et à la capacité de ce dernier d'obtenir des fonds. Nombreux sont les observateurs qui considèrent que la Tchétchénie jouit paradoxalement d'une plus grande autonomie économique et de ressources plus importantes sous R. Kadyrov que précédemment.

L'importance des financements provenant du Fonds Kadyrov dans les reconstructions témoigne également de l'augmentation fulgurante des ressources financières dont disposent les autorités locales. Les informations à son sujet sont parcellaires. Créé en mai 2004, consécutivement à l'assassinat d'Akhmat Kadyrov, le Fonds est présidé par la veuve du défunt président, Aïmani. Il est impossible d'avoir accès au montant de son budget, mais les estimations montrent qu'il est au moins équivalent au budget de

<sup>9</sup> Depuis 2004, les chefs des exécutifs des gouverneurs ne sont plus élus au suffrage universel en Fédération de Russie.

<sup>10</sup> On sait par exemple qu'Igor Setchine, à la tête de Rosneft, n'a pas soutenu le choix opéré par V. Poutine de l'installation de R. Kadyrov à la présidence tchéchéenne. Il lui préférerait, à l'instar d'autres *siloviki* fédéraux, un personnage plus falot, comme par exemple Alou Alkhanov qui fut président de Tchétchénie d'août 2004 – après l'assassinat de A. Kadyrov en mai 2004 – à mars 2007. Les enjeux pétroliers et la montée en puissance de Kadyrov sont en effet vécus comme des menaces vis-à-vis des intérêts fédéraux (note des éditrices).

<sup>11</sup> Voir la contribution de A. MERLIN dans cet ouvrage.

<sup>12</sup> Comme l'a déjà précisé R. Kadyrov lors d'interviews avec des journalistes, il est « l'homme de Poutine », prêt à lui obéir en toute circonstance. Voir en particulier les deux films de V. PRADO, *Le clan des Kadyrov*, 2006 et *Tchéchénie, le jouet macabre de Poutine*, 2008 (note des éditrices).

la République. On sait qu'une partie des fonds provient de donations privées, versées par des membres de la diaspora tchétchène à Moscou (les frères Djabraïlov ou les frères Arsamakov, par exemple), de façon générale d'entrepreneurs privés tchétchènes vivant hors de Tchétchénie, ou encore d'organisations humanitaires étrangères (Syrie). Au cours des trois dernières années, c'est grâce à ce Fonds que la reconstruction de nombreux hôpitaux, écoles, a eu lieu. Le site du Fonds (officiellement « Fonds de bienfaisance du nom d'Akhmat Kadyrov », [www.fondkadyrova.com](http://www.fondkadyrova.com)) mentionne une liste des domaines de reconstruction les plus importants : électrification, aqueducs et tuyaux de gaz, logement, orphelinats et internats, routes et ponts, équipements sportifs, mosquées, *medrese*, lieux saints, écoles, hôpitaux, industrie et l'agriculture. Une autre rubrique concerne l'aide aux invalides et aux personnes les plus fragiles. Une des spécificités est qu'à la différence du budget de la République, les financements du Fonds Kadyrov peuvent être engagés sans que cela passe par le Parlement, ce qui accélère les procédures et permet d'engager des travaux en début d'année.

Ce Fonds Kadyrov semble donc pouvoir d'une large autonomie les élites tchétchènes dans la gestion de la reconstruction.

## 5. Conclusion

Le processus de « normalisation » de la Tchétchénie, lancé par le pouvoir fédéral officiellement dès la fin 2000, est indissociable de celui de tchétchénisation des élites et du conflit. La reconstruction spectaculaire à l'œuvre depuis quelques années doit en effet beaucoup à la politique menée par le président actuel de la République et à sa capacité à négocier et obtenir de la part de Moscou un budget considérable. Si la reconstruction proprement dite reste déficiente dans l'industrie et l'agriculture, le processus plus global participe clairement de la « normalisation » et produit des effets en termes tant de redistribution des richesses, de sélection des élites, que de relations de pouvoir entre Grozny et Moscou. Le soutien inconditionnel de V. Poutine à R. Kadyrov a jusqu'à présent primé, en dépit de certaines opinions dissidentes à Moscou, exprimant la crainte que R. Kadyrov ne s'émancipe de la tutelle russe.



TROISIÈME PARTIE

## Conflits, négociations et construction de l'Etat



# Haut-Karabagh : de nouveaux paradigmes pour la paix et le développement

Tabib HUSEYNOV

Les peuples arménien et azerbaïdjanais sont entrés dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec le lourd héritage d'un conflit ethnique et territorial non résolu, celui du Haut-Karabagh<sup>1</sup>. En plus de dix ans, ils ne sont pas parvenus à rapprocher leurs positions respectives, sur lesquelles ils campent toujours. Véritable cercle vicieux, le conflit entrave le développement de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et présente des risques d'escalade qui en font une menace potentielle pour la paix et la sécurité internationales.

Notre objectif est d'analyser le processus de résolution du conflit et de suggérer quelques approches qui pourraient œuvrer en ce sens. Une résolution stable et durable suppose un changement radical des stratégies poursuivies non seulement par les parties en conflit, mais également par les médiateurs, qui doivent prendre en compte les incertitudes intrinsèquement liées aux propositions qu'ils avancent. Après un exposé de l'état des négociations et des questions qu'elles soulèvent, nous présenterons les mesures politiques qui selon nous pourraient faire progresser le processus de paix.

---

<sup>1</sup> Le Haut-Karabagh est une région d'Azerbaïdjan s'étendant sur une superficie d'environ 4 400 km<sup>2</sup>. D'après le recensement de 1989, le dernier avant la guerre, il comptait 189 085 habitants, dont 145 500 Arméniens (76,9 %) et 40 700 Azéris (21,5 %). Les affrontements intercommunautaires entre Arméniens et Azéris se sont transformés en une véritable guerre en 1992-1994, qui s'est conclue par l'occupation du Haut-Karabagh et d'une partie importante des territoires azerbaïdjanais adjacents par les forces arméniennes. D'après les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, la population s'élèverait aujourd'hui à 145 000 habitants, tous arméniens, la population azérie ayant fui durant la guerre. Pour plus de détails, voir INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Nagorno-Karabagh : Viewing Conflict from the Ground*, Bruxelles, septembre 2005.

## 1. L'état des négociations

Conflit ethno-territorial le plus ancien de l'aire postsoviétique, le cas du Haut-Karabagh présente un intérêt pour la réflexion sur les conflits et leur résolution en raison de sa complexité – rôle des héritages historiques, des identités ethniques et du nationalisme –, mais également parce qu'il touche à des questionnements plus généraux : controverses entre auto-détermination et souveraineté, sécession et intégrité territoriale, partition ou coexistence, méthodes démocratiques de résolution de conflit et gestion reposant sur le respect des droits individuels et collectifs, modalités de l'engagement international, par exemple.

Après un rappel historique sur le conflit et les négociations, nous analyserons le processus de paix en nous interrogeant sur la pertinence d'une grille fondée sur les intérêts des acteurs.

### A. *Les origines du conflit*

Le Haut-Karabagh fait l'objet d'un conflit depuis la première guerre mondiale. A la suite de l'effondrement de l'empire russe, l'établissement des frontières entre les Etats-nations du Caucase méridional, région hétérogène sur le plan ethnique, entraîna un conflit entre Arméniens et Azéris. En avril 1920, l'Armée rouge envahit l'Azerbaïdjan sans rencontrer de résistance majeure, dans la mesure où l'essentiel des forces de l'Azerbaïdjan sont alors engagées dans un conflit militaire avec l'Arménie voisine à propos des régions du sud-est de l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabagh et le Zanguézour.

Les Soviétiques ont cherché à apaiser les conflits tout en conservant des leviers politiques pour peser sur les nouvelles républiques. En 1920-1921, ils maintiennent le Nakhitchévan et le Haut-Karabagh, revendiqués par l'Arménie, en Azerbaïdjan, mais concèdent le Zanguézour qui se trouve entre les deux à l'Arménie, coupant ainsi l'exclave du Nakhitchévan du reste du territoire de l'Azerbaïdjan (voir carte). C'est cette politique du « diviser pour régner » qui préside, en 1923, à la création de la région autonome du Haut-Karabagh dans des frontières dessinées de telle sorte que les Arméniens se trouvent majoritaires sur un territoire entouré de régions entièrement peuplées d'Azéris.

Durant pratiquement toute la période soviétique, Arméniens et Azéris y vivent en paix les uns à côtés des autres. Les problèmes du passé, non résolus, resurgissent à la faveur de la perestroïka de M. Gorbatchev, de la dégradation de la situation économique et de l'affaiblissement du pouvoir central à la fin des années 1980. Dans un contexte où l'agitation civique et les revendications ethniques gagnent l'ensemble de l'Union soviétique, le conflit arméno-azerbaïdjanais du Haut-Karabagh est le premier à éclater.

Début 1988, une pétition signée par des milliers d'Arméniens demandant le transfert du Haut-Karabagh à l'Arménie est adressée aux autorités centrales. En dépit d'une forte opposition des Azerbaïdjanais, l'Arménie et la majorité arménienne de l'administration locale du Haut-Karabagh décident d'unifier leurs territoires respectifs. Arméniens et Azéris sont contraints de fuir les violences en Azerbaïdjan et en Arménie ; des violences intercommunautaires éclatent sporadiquement au Haut-Karabagh : c'est bientôt l'escalade.

En décembre 1991, les autorités arméniennes du Haut-Karabagh organisent un référendum sur l'indépendance auquel participe la population arménienne de la région, mais qui est boycotté par la population azérie. L'indépendance est autoproclamée, mais elle ne sera jamais reconnue au niveau international, y compris par l'Arménie. Le conflit dégénère en guerre ouverte à partir du début 1992, et se conclut par l'occupation par les forces arméniennes d'Arménie et du Haut-Karabagh, des territoires adjacents qui constituent 16 % du territoire de l'Azerbaïdjan<sup>2</sup>. Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte en 1993 quatre résolutions demandant le retrait des territoires occupés, retrait qui n'a jamais été effectif<sup>3</sup>.

C'est en 1994 que la phase active du conflit prend fin avec la signature d'un accord de cessez-le-feu qui entérine *de facto* les gains militaires arméniens.

Les parties ont globalement su maintenir le cessez-le-feu en vigueur en dépit de violences occasionnelles qui ont donné lieu à des affrontements de faible intensité causant des victimes ; elles ne sont en revanche parvenues à aucun accord.

On estime à 30 000 morts et 50 000 blessés le nombre de victimes totales du conflit. Entre son déclenchement début 1988 et le cessez-le-feu de 1994 qui reste en vigueur aujourd'hui, on estime que 300 000 Arméniens ont fui l'Azerbaïdjan, 185 000 Azéris ont fui l'Arménie, et 620 000 Azéris ont fui le Haut-Karabagh et les territoires occupés adjacents<sup>4</sup>. En outre, 30 000 déplacés arméniens d'autres régions d'Azerbaïdjan se sont installés au Haut-Karabagh, après avoir vécu un temps en Arménie ou dans d'autres Etats<sup>5</sup>. Enfin, selon des sources arméniennes, 70 000 des Arméniens qui vivaient avant la guerre en Azerbaïdjan se seraient installés dans des pays tiers<sup>6</sup>. Si l'on ajoute à cela les Azéris chassés de la région, cela signifie qu'environ les deux tiers de la population vivant au Haut-Karabagh avant la guerre – Arméniens et Azéris confondus – n'y résident plus aujourd'hui<sup>7</sup>.

Le conflit du Haut-Karabagh est le seul du Caucase du Sud à impliquer deux Etats, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et, à ce titre, il constitue le principal obstacle à la coopération ou à l'intégration régionale, excluant de fait l'Arménie de tous les projets dans lesquels l'Azerbaïdjan est partie prenante. Cette dernière contrôle le Haut-Karabagh, tant militairement qu'économiquement : plus de la moitié des forces arméniennes du Haut-Karabagh seraient des citoyens arméniens, Erevan assure quelque 50 % du budget du Haut-Karabagh, où la monnaie d'usage est le dram, devise arménienne<sup>8</sup>. Les évolutions politiques en Arménie et au Haut-Karabagh sont si

<sup>2</sup> US CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, *The World Factbook 2009 : Azerbaijan*, Washington, 2009, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/aj.html>.

<sup>3</sup> Il s'agit des résolutions suivantes : 822 (1993), du 30 avril 1993, 853 (1993) du 29 juillet 1993, 874 (1993), du 14 octobre 1993 et 884 (1993) du 12 novembre 1993. Les textes de ces quatre résolutions sont disponibles à l'adresse <http://www.un.int/azerbaijan/undocs.php>.

<sup>4</sup> Statistiques du HCR, *REFWORLD*, Centre for Documentation and Research, *Background paper on Refugees and Asylum Seekers from Azerbaijan*, Genève, octobre 1999, p. 2, <http://www.unhcr.org/publ/RSDCOI/3ae6a6504.pdf>.

<sup>5</sup> *Nagorno-Karabakh : Viewing the Conflict from the Ground*, *ibid.*, p. 6.

<sup>6</sup> *Ibid.*, note 2, p. 4.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 9 et p. 12.

étroitement imbriquées que les deux derniers présidents d'Arménie, Serge Sarkissian, en fonction depuis février 2008, et son prédécesseur Robert Kotcharian, sont arrivés au pouvoir alors qu'ils dirigeaient *de facto* l'administration arménienne au Haut-Karabagh.

### **B. Des négociations épineuses**

Le groupe de Minsk, coprésidé par les Etats-Unis, la Russie et la France, est depuis 1992 le fer de lance des efforts de médiation. Au sommet de Lisbonne de 1996, l'OSCE avait préconisé une solution fondée sur l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, un degré maximal d'autonomie pour le Haut-Karabagh au sein de l'Azerbaïdjan et des garanties de sécurité pour le Haut-Karabagh et l'ensemble de sa population. Ces principes avaient été acceptés par tous les Etats membres de l'OSCE mais avaient buté sur le *veto* de l'Arménie<sup>9</sup>.

En mai et septembre 1997, l'OSCE a été à l'initiative de deux propositions, nommées respectivement « résolution globale » et « méthode par étapes ». Selon l'approche globale, les parties devaient parvenir à un accord global sur l'ensemble des différends, y compris sur le statut du Haut-Karabagh, appelé à rester formellement au sein de l'Azerbaïdjan tout en conservant sa souveraineté. Cette proposition a été refusée par les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, et acceptée, avec des réserves importantes, par l'Arménie et l'Azerbaïdjan en tant que base de négociation. La méthode par étapes présentée peu après par les médiateurs différait en ce sens qu'elle préconisait d'abord le retrait arménien des territoires occupés azéris hors du Haut-Karabagh (à l'exception de la province de Latchine, qui fait la jonction entre l'Arménie et le Haut-Karabagh), le retour chez eux des populations déplacées, la levée des embargos économiques, les négociations finales sur le statut du Haut-Karabagh ne devant commencer qu'une fois ces mesures mises en œuvre. L'Azerbaïdjan puis, après quelques hésitations, l'Arménie, acceptèrent tous deux ce plan à titre conditionnel, mais les autorités arméniennes du Haut-Karabagh le rejetèrent, exigeant la reconnaissance de leur indépendance comme préalable à toute discussion. En outre, l'opposition contraignit le président arménien Levon Ter Petrossian à la démission, permettant à l'ancien président *de facto* du Haut-Karabagh, Robert Kotcharian, appartenant à la frange politique plus dure, d'accéder au pouvoir.

En 1998, le groupe de Minsk avance une proposition d'« Etat commun » : il n'y aurait pas de relations de hiérarchie entre l'Azerbaïdjan et les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, et celui-ci jouirait d'une indépendance *de facto*, mais non *de jure*, car il n'aurait pas le droit de faire sécession. Ce plan a été accepté sous condition par l'Arménie et les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, mais rejeté par l'Azerbaïdjan, qui y a vu une capitulation. Pour le président azerbaïdjanais de l'époque, Heydar Aliev, le projet d'un Etat commun était inacceptable pour la partie azerbaïdjanaise dans la mesure où « cela impliquait que le [Haut]-Karabagh était un

---

<sup>9</sup> La déclaration sur cette question figurait en annexe de la déclaration du sommet de Lisbonne. Voir le texte de la résolution, annexe 1 de la déclaration du sommet de Lisbonne, « Statement of the OSCE Chairman-in-Office », <http://www.osce.org/docs/english/1990-1999/summits/lisbo96e.htm#Anchor-ANNE-32721>.

Etat et une entité territoriale indépendante, et cela lui conférerait un statut égal à celui de l'Azerbaïdjan en tant que sujet de l'Etat commun »<sup>10</sup>.

Les discussions bilatérales entre les présidents Heydar Aliiev et Robert Kotcharian qui s'ensuivirent étaient, semble-t-il, sur le point d'aboutir à un accord sur la base d'une version reformulée et modifiée des propositions de 1998, quand les assassinats au sein du Parlement arménien en octobre 1999 mirent un terme aux discussions<sup>11</sup>.

Des discussions entre les présidents arménien et azerbaïdjanais eurent ensuite lieu en mars-avril 2001 à Paris et à Key West, en Floride. Le détail en a été tenu secret, et les deux parties en ont présenté ensuite des versions contradictoires, mais on sait qu'elles portaient sur un échange de territoire entre la bande reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie – le « corridor de Latchine » –, et la bande située entre l'Azerbaïdjan et l'exclave du Nakhitchevan (le « corridor de Meghri »)<sup>12</sup>. Les deux présidents, en butte à de très fortes critiques intérieures, ont tous les deux nié s'être accordés sur un échange de territoire. Après l'échec des accords de Key West, les négociations connurent un temps d'arrêt prolongé par la relève du pouvoir en Azerbaïdjan. Un échange de territoires était une option irréaliste, inacceptable pour les Azerbaïdjanais comme pour les Arméniens.

Des rencontres entre les ministres des Affaires étrangères arménien et azerbaïdjanais, appelées « processus de Prague », se tinrent dans cette ville à partir d'avril 2004. Elles permirent de discuter une série de « principes de bases » proposés par les médiateurs du groupe de Minsk de l'OSCE en 2005-2006, puis, dans une nouvelle version, en novembre 2007. Ceux-ci peuvent se résumer comme suit : renoncement à l'usage de la force, retrait progressif des forces arméniennes des districts occupés adjacents au Haut-Karabagh, démilitarisation de ces territoires et déploiement d'une force de maintien de la paix internationale, restauration des communications entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et retour des déplacés, engagement mutuel sur l'organisation d'un scrutin portant sur le statut final du Haut-Karabagh

<sup>10</sup> THE US STATE DEPARTMENT, « Remarks with President Kotcharian of Armenia, and President Aliyev of Azerbaijan at Key West Peace Talks », Key West, Florida, 3 avril 2001 ; <http://www.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/1931.htm>.

<sup>11</sup> Les circonstances exactes de ces assassinats qui ont complètement transformé le paysage politique arménien restent inconnues. Le 27 octobre 1999, un groupe d'hommes armés ultranationalistes fait irruption au Parlement et tue le Premier ministre, le président du Parlement ainsi que six autres personnalités officielles. La plupart des observateurs supposent que le gang n'agissait pas de sa propre initiative. Selon l'une des interprétations, il tentait d'empêcher un accord de paix sur le Karabagh, et certains observateurs pointent du doigt les services spéciaux russes. Une autre interprétation voit dans le président Robert Kotcharian l'instigateur de l'attaque qui lui aurait permis de se débarrasser de ses opposants politiques. Aucun indice ne permet de trancher. Voir R. STEPANIAN, « Armenian officials deny Russian role in 1999 parliament carnage », *ArmeniaLiberty.org*, 4 mai 2005.

<sup>12</sup> Appendice IV au rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), « The Conflict over the Nagorno-Karabakh region dealt with by the OSCE Minsk Conference », 29 novembre 2004 ; <http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/doc04/EDOC10364.htm>.

après le retour des déplacés azéris, et statut temporaire, avec une aide et des garanties internationales substantielles jusqu'à l'organisation du scrutin <sup>13</sup>.

Durant le Conseil des ministres de l'OSCE à Madrid en novembre 2007, les co-présidents du groupe de Minsk ont formellement transmis à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan un document appelé « Principes de base pour un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabagh », qui réaffirme les principes susmentionnés. Ce document fut considéré comme une évolution importante, dans la mesure où il ne s'agissait plus d'un *non-paper*, mais d'une proposition officielle du président de l'OSCE devant servir de base aux négociations futures <sup>14</sup>.

Les « principes de base » qui deviendront les « propositions de Madrid » après la rencontre de Madrid, présentaient l'avantage, par rapport aux propositions antérieures, d'éviter un faux dilemme entre la méthode par étapes privilégiée par l'Azerbaïdjan et l'approche globale qui avait les faveurs de l'Arménie. L'Azerbaïdjan et l'Arménie, en discutant des propositions de Madrid, s'accordèrent sur la nécessité de repousser la définition du statut à la fin, lorsque toutes les autres mesures d'instauration de la confiance auraient été mises en œuvre (reprenant là un élément de la méthode par étapes), tout en reconnaissant que ces mesures elles-mêmes ne pourraient être réalisées qu'après que les parties se soient mises d'accord sur le mécanisme visant à définir le statut final (reprenant là un élément de l'approche globale). Selon les termes de l'ancien ministre des Affaires étrangères arménien Vardan Oskanian, « ce n'est qu'après être parvenues à un accord complet sur tous ces principes de base que les parties commencent à travailler sur un projet d'accord sur le règlement du conflit » <sup>15</sup>.

Elles ne purent toutefois rapprocher leurs vues sur les modalités concrètes d'application de ces principes et ne parvinrent pas à surmonter leurs différends quant au fait de savoir qui devait participer au scrutin, sur quelle question celui-ci devrait porter, la date et les modalités de son organisation, chacun étant persuadé que ces points étaient déterminants dans l'issue des pourparlers de paix. Les Arméniens demandent que le plébiscite se tienne exclusivement à l'intérieur du Haut-Karabagh et au scrutin majoritaire. L'Arménie veut également que le statut soit déterminé avant le retour des Azéris au Haut-Karabagh à proprement parler, considérant le retour comme l'une des questions à discuter. En revanche, l'Azerbaïdjan considère que le référendum doit avoir lieu sur l'ensemble de son territoire, la constitution ne permettant pas qu'un référendum se tienne dans une seule région. Il considère également que les Azéris du Karabagh devraient pouvoir rentrer chez eux et décider du statut futur du Haut-Karabagh au même titre que les Arméniens du Karabagh.

---

<sup>13</sup> Pour plus de détails, voir INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Nagorno-Karabakh : Risking War*, Bruxelles, novembre 2007 et aussi *Nagorno-Karabakh : A Plan for Peace*, Bruxelles, octobre 2005.

<sup>14</sup> Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) Report, « The functioning of democratic institutions in Azerbaijan », 6 juin 2008, <http://assembly.coe.int/Main.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc08/EDOC11627.htm>.

<sup>15</sup> L. FULLER, « Nagorno-Karabakh : mediators take the process public », *RFE/RL*, 30 juin 2006.

## 2. L'absence d'espace de négociation, un défi majeur

Cet aperçu de l'état des négociations montre que les parties en conflit sont enfermées dans des comportements à somme nulle fondés sur des rapports de force. La structure des négociations se caractérise par l'absence de prise en compte des besoins et des intérêts de la partie opposée.

Les Arméniens, sortis victorieux de la guerre de 1992-1994, attendent de l'Azerbaïdjan qu'il accepte la « réalité » sur le terrain et abandonne toute prétention sur le Haut-Karabagh. L'Azerbaïdjan, de son côté, refuse d'être traité comme le perdant, d'autant qu'il sait qu'il dispose de ressources et d'un potentiel économique plus importants. L'invocation du droit à l'autodétermination par les Arméniens bute sur l'exigence azerbaïdjanaise du respect de l'intégrité territoriale et de l'intangibilité des frontières internationalement reconnues.

Arméniens et Azerbaïdjanais ne sont donc pas parvenus à établir un « espace de négociation », cadre dans lequel ils pourraient parvenir à un accord pacifique. Au contraire, ils agissent dans des cadres de négociation qui s'excluent mutuellement : les Arméniens demandent l'indépendance ou le rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie, tandis que l'Azerbaïdjan rejette tout compromis sur son intégrité territoriale. L'Arménie insiste pour que tous les différends soient réglés en même temps, car cela optimise ses leviers de négociations, lui permettant d'utiliser les territoires occupés adjacents au Haut-Karabagh comme une monnaie d'échange pour arracher plus de concessions de la part de l'Azerbaïdjan sur le statut du Haut-Karabagh ; la volonté de l'Azerbaïdjan d'obtenir d'abord un retrait pour remettre à plus tard la question du statut est difficile à accepter par l'Arménie qui craint de perdre son avantage stratégique et de se voir imposer par la suite une solution contraire à sa volonté.

Arméniens et Azerbaïdjanais se sont retrouvés dans l'impasse en raison de leur incapacité à créer un espace de négociation. Alors que les discussions piétinent, les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises en viennent à adopter face au conflit des comportements mêlant stratégie d'évitement et poursuite des rivalités, tout en jouant la montre <sup>16</sup>. Les parties évitent tout conflit majeur, préservant le *statu quo*, mais elles cherchent à profiter « du temps gagné » afin de s'assurer un avantage sur l'adversaire en termes de rapport de force ou de légitimité.

Ainsi, au fur et à mesure qu'augmentent ses revenus du pétrole, l'Azerbaïdjan se sent plus assuré de sa supériorité et de sa capacité à dicter à terme ses conditions à l'Arménie. Grâce à des revenus pétroliers en forte hausse et un budget décuplé ces quatre ou cinq dernières années, ses dépenses militaires ont été multipliées par 15 entre 2003 et 2008, passant de 135 millions de dollars à 2 milliards <sup>17</sup>. L'Arménie et les autorités arméniennes du Karabagh cherchent, elles, à gagner du temps, observant le précédent du Kosovo et espérant que l'Azerbaïdjan et la communauté internationale

<sup>16</sup> *Nagorno-Karabakh : Risking War, op. cit.*

<sup>17</sup> En termes absolus, cela représente 4,5 fois plus que les dépenses militaires arméniennes, bien que les dépenses militaires de l'Azerbaïdjan ne représentent que 2,6% de son PIB, contre 6,5% pour l'Arménie. Pour plus de détails, voir INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Azerbaijan : Defence Sector Management and Reform*, Bruxelles, octobre 2008.

seront à terme contraints de reconnaître *de jure* leur avantage *de facto* (cédant là à l'injonction du « fait accompli »).

Les deux parties utilisent ainsi le *statu quo* pour obtenir ce qui leur manque le plus : l'Azerbaïdjan cherche de son côté à faire traîner les choses pour augmenter sa puissance militaire et pouvoir ensuite revenir sur le fait accompli arménien, tandis que l'Arménie cherche à doter ses exigences d'une plus grande légitimité. Aucune des parties n'envisage sérieusement la paix, ce qui accroît naturellement le scepticisme des sociétés arménienne et azerbaïdjanaise sur les chances d'une solution pacifique, et l'insatisfaction par rapport à un processus de paix de plus en plus perçu comme un trompe-l'œil. Le maintien du *statu quo*, dans ces conditions, enracine dans les sociétés une approche « vainqueur contre vaincu » qui fragilise le processus de paix et accroît la probabilité d'une reprise des hostilités.

### 3. Les « principes de base » : une prise en compte des incertitudes

Les « principes de base » proposés par le groupe de Minsk de l'OSCE à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan dans le cadre du processus de Prague constituent probablement la tentative la plus prometteuse de créer les paramètres concrets d'une résolution future, autrement dit, d'établir un espace de négociation au sein duquel les parties pourraient parvenir à un arrangement. Aucune des propositions antérieures n'avait suscité un tel intérêt et de telles discussions de la part des deux parties. Comme cela a été dit plus haut, l'avantage de ces principes est qu'ils combinent les méthodes par étapes et globale qui ont la préférence respectivement de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, et qu'ils tentent de dessiner, non un accord global détaillé, mais un cadre de répartition des droits et des pouvoirs. En ce sens, ils constituent une tentative des médiateurs d'élaborer les paramètres acceptables d'une solution, qui clarifieraient les procédures et les relations basées sur les rapports de force ou la légitimité.

Cependant, les principes de base présentent un défaut important qui leur interdit de servir de cadre à une solution future : ils ne prennent pas en compte les incertitudes auxquelles sont confrontées les parties en conflit, ni leur insécurité.

Sur la question la plus centrale et la plus litigieuse, celle du statut du Haut-Karabagh, les « principes de base » envisagent un processus à l'issue ouverte qui donne à chacune des parties une large marge de manœuvre. Cette formule a certainement des mérites, dans la mesure où il est très peu probable qu'Azerbaïdjanais et Arméniens s'accordent à l'avance sur le statut définitif du Haut-Karabagh. Mais s'ils proposent un processus à l'issue ouverte, les principes de base ne donnent pas aux parties des garanties suffisantes sur le fait qu'elles ne seront pas contraintes, à des stades ultérieurs du règlement, d'accepter des décisions contre leur gré.

Les médiateurs du groupe de Minsk ont eu tendance, dans leur approche et leurs propositions, à se focaliser sur le fait que toute procédure qui prédéterminerait le statut final du Haut-Karabagh était par définition inacceptable pour les parties au conflit. Ainsi, un plébiscite au scrutin majoritaire organisé exclusivement au Haut-Karabagh est par définition inacceptable pour l'Azerbaïdjan, car cela reviendrait à légitimer la sécession du Haut-Karabagh contre la volonté azérie. L'argument selon lequel, dans le cadre du processus, l'Azerbaïdjan aura la possibilité d'attirer les Arméniens du Haut-Karabagh dans son giron n'est pas convaincant pour les Azerbaïdjanais, car il

ne tient pas compte de leur crainte d'être contraints d'accepter une décision contraire à leur volonté. Celle-ci s'en est trouvée renforcée par la déclaration unilatérale de l'indépendance du Kosovo et sa reconnaissance par un certain nombre d'Etats en dépit de l'opposition de la Serbie. Un référendum au scrutin majoritaire à l'échelle de l'Azerbaïdjan est tout aussi inacceptable pour les Arméniens parce que l'issue en serait connue d'avance. Ainsi, tout accord est impossible tant que les propositions faites envisagent que le statut final du Haut-Karabagh soit défini sur la base d'un vote majoritaire.

Cette option n'est pas réaliste, elle entrave également le processus de paix dans la mesure où elle pousse les deux parties à instrumentaliser la question du retour des réfugiés et des déplacés. Elle incite les Arméniens à empêcher le retour des Azéris au Haut-Karabagh, ou du moins à le limiter et le décourager, et incite Bakou à y reloger le plus d'Azéris possible, qu'il s'agisse de ceux qui ont été déplacés durant la guerre ou de leurs descendants. Cela ne manquera pas d'attiser les tensions et désaccords sur l'identité de ceux qui sont habilités à retourner et à prendre part au scrutin sur le statut de la région<sup>18</sup>.

Ainsi, la crainte de se voir imposer une décision contre sa volonté et l'impossibilité de donner des garanties suffisantes pour assurer la sécurité et la dignité des Azéris qui reviendront au Haut-Karabagh constituent les deux apories majeures des négociations en cours dans le cadre des « propositions de Madrid ». Elles sont une source intrinsèque de conflit car même si les parties signent un accord de paix formel, celui-ci autorisera (et en réalité, encouragera) chacune des parties à instrumentaliser le processus afin d'en obtenir l'issue qui lui paraît la plus souhaitable. Ainsi, à mesure qu'approchera l'échéance du plébiscite/référendum, les parties seront moins soucieuses de réconciliation, et plus enclines à créer des conditions qui leurs soient favorables, notamment en jouant sur la composition démographique de la région, en y installant plus de représentants d'un groupe ethnique (de la part de l'Azerbaïdjan ou de l'Arménie) ou en entravant le retour des déplacés (dans le cas de l'Arménie et de l'administration arménienne du Haut-Karabagh).

Dans les « propositions de Madrid », « le diable est dans les détails », comme l'ont abondamment fait remarquer les diplomates azerbaïdjanais et arméniens, car en l'absence d'un accord sur son issue, les procédures techniques *a priori* secondaires pourraient amener à un règlement suscitant l'opposition d'une des parties. Du coup, tant les Arméniens que les Azerbaïdjanais, craignant d'être déçus ou piégés, campent sur leurs positions respectives, comme en témoigne l'idée avancée par les négociateurs arméniens et azerbaïdjanais que « tant qu'on ne se met pas d'accord sur tout, on n'est d'accord sur rien »<sup>19</sup>.

---

<sup>18</sup> Durant les négociations, la partie arménienne, sans dénier explicitement aux Azéris du Karabagh un droit au retour, a essayé de lier cette question à celle du retour des réfugiés arméniens dans les autres régions d'Azerbaïdjan, tandis que l'Azerbaïdjan, y voyant un prétexte pour empêcher le retour des Azéris au Haut-Karabagh, considérait que cette question devait être traitée en parallèle avec celle de la reconnaissance d'un droit similaire pour les réfugiés azéris d'Arménie. Voir T. HUSEYNOV, « A Karabakh Azeri Perspective », in « The Limits of Leadership : Elites and Societies in the Nagorny Karabakh Peace Process », *Accord*, 17 décembre 2005, p. 25-27.

<sup>19</sup> *Nagorno-Karabakh : Risking War, op. cit.*, p. 3.

Afin de dépasser la défiance et l'insécurité qui entravent les négociations, il faut convaincre les parties qu'aucun accord ne leur sera imposé contre leur volonté. Si elles étaient plus en confiance, elles seraient moins inflexibles, et plus enclines à prendre en considération d'autres options. Tout accord paraît peu probable tant que l'une des parties, voire les deux, n'a pas confiance dans le processus de paix.

Il est clair que les parties ne parviendront pas à un accord sur les principes de base tant qu'elles les voient comme impliquant un vote majoritaire.

Il faut que les discussions publiques arrêtent de présenter les « principes de base » comme envisageant un suffrage dans lequel la majorité – quelle qu'elle soit, et quelle que soit la décision prise – décidera du statut final. C'est une condition indispensable pour que les propositions de Madrid soient comprises correctement et puissent amener à des progrès tangibles. Les parties devraient commencer à envisager des scénarios alternatifs permettant aux Arméniens et aux Azerbaïdjanais d'endosser le règlement politique négocié par leurs dirigeants en votant séparément, la décision finale dépendant d'un consensus entre les communautés. Des élections pourraient être organisées à destination des électeurs arméniens et azéris du Haut-Karabagh, puis auprès des Arméniens et des Azéris en général.

Il est fort possible que le résultat des votes soit diamétralement opposé dans le cas des Arméniens et des Azéris. Dans ce cas, le statut intérimaire en vigueur avant le scrutin devra être maintenu. D'après les propositions du groupe de Minsk, celui-ci devrait fournir à la population du Haut-Karabagh un cadre juridique provisoire lui permettant « de protéger et contrôler sa viabilité politique et économique et sa sécurité, (...) d'avoir un statut d'observateur à l'OSCE, (...) de recevoir l'aide de pays tiers et des bailleurs de fonds internationaux, (...) des investissements étrangers directs et d'avoir accès aux marchés internationaux »<sup>20</sup>.

Ce statut intérimaire constituerait ainsi une semi-légitimation de l'administration arménienne *de facto* du Haut-Karabagh, tout en garantissant le retour des déplacés azéris et le déploiement d'une force de maintien de la paix internationale pour protéger leur sécurité. Les communautés arménienne et azérie du Haut-Karabagh ainsi que les sociétés arménienne et azerbaïdjanaise seraient autorisées à tenir des élections autant de fois qu'elles le veulent (par exemple tous les cinq ans après le premier suffrage). A terme, même si l'issue des élections diffère, l'environnement non violent dans lequel Arméniens et Azéris auront réappris à coexister pacifiquement pourra peut-être adoucir les positions et conduire à une paix équitable et durable dans la région.

#### **4. Prise de conscience et dialogue : des clefs pour aller de l'avant**

L'analyse qui vient d'être faite montre que les parties, mais aussi les médiateurs, doivent changer d'approches et de politiques. Les Arméniens et les Azéris doivent comprendre qu'ils ne peuvent garantir leur sécurité par l'insécurité de l'autre. La communauté internationale, et particulièrement les médiateurs, doivent dépasser les concepts traditionnels de « compromis » et adopter une démarche créative pour identifier les intérêts et les besoins communs.

---

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 5.

Plusieurs mesures doivent être prises par les dirigeants politiques, les sociétés civiles des parties en conflit ainsi que les médiateurs, et au-delà, par la communauté internationale.

***A. Impliquer les sociétés dans le débat, notamment sur les options existantes sur la table des négociations et leurs implications, encourager les contacts par le bas entre Arméniens et Azéris***

Dans la déclaration commune de juin 2006 qui rendait pour la première fois publics les principes de base, les présidents du groupe de Minsk disaient qu'un vote sur le statut n'était envisageable que « dans un environnement non coercitif dans lequel des citoyens bien informés auraient eu la possibilité de se forger une opinion après un vrai débat public »<sup>21</sup>. Cette déclaration reconnaissait ce qui tombe sous le sens : la coercition ne peut produire de paix durable, et même si les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises signaient un accord de paix formel, celui-ci serait voué à l'échec s'il n'était pas compris et endossé par les peuples. Une paix durable n'est possible que si les peuples donnent leur assentiment, par le biais d'une décision consciente et informée, à un accord de paix signé par leurs dirigeants.

Si le public était mieux informé des enjeux, des différentes options et de leurs implications, l'insécurité liée à la crainte d'être déçu ou piégé, expliquant que chaque partie campe sur ses positions, pourrait diminuer. Cependant, un débat confiné au cadre intérieur ne pourrait que produire des résultats limités, car il serait concentré sur les arguments et les positions de l'une des parties en conflit. Les contacts et les discussions entre Arméniens et Azéris, y compris sur les sujets les plus sensibles, constituent le meilleur moyen d'apprendre l'un de l'autre. C'est la voie la plus efficace pour se confronter à différents cadres d'interprétation et d'analyse du conflit, et pour apprendre à connaître les revendications, les besoins et les intérêts de chacun.

Impliquer un plus large public dans le processus de paix, mener des discussions publiques sur les sujets sensibles, encourager les contacts à la base entre Arméniens et Azéris alors que ceux-ci interprètent le conflit en des termes radicalement différents : tout cela peut à première vue paraître contre-productif. Le risque est en effet que la confrontation avec des discours et cadres de pensée différents et l'impossibilité de les réconcilier entraîne une plus grande insatisfaction chez les interlocuteurs et qu'ils perdent foi en leur utilité. Les élites politiques et les médiateurs pourraient alors être tentés de poursuivre les négociations en secret. Cependant, il s'agit là d'une stratégie vouée à l'échec, car en évitant le débat sur les sujets les plus sensibles, entre eux ou au sein de leur société respective, les parties adopteraient une stratégie d'évitement qui, comme cela a été montré plus haut, non seulement ne peut résoudre le conflit mais ne peut produire qu'une issue perdant-perdant.

Il est donc crucial que les dirigeants politiques et les médiateurs informent, éduquent les sociétés civiles arménienne et azérie, discutent avec elles des solutions possibles. Il est tout aussi important qu'Arméniens et Azéris se rencontrent sans crainte de s'engager dans un débat sincère et ouvert portant sur leurs revendications,

---

<sup>21</sup> « Statement by the Minsk Group Co-Chairs to the OSCE Permanent Council », 22 juin 2006, <http://www.regnum.ru/english/665413.html>.

leurs besoins et leurs intérêts. Ces discussions ne peuvent, à terme, que produire des citoyens mieux informés, aptes à mieux comprendre le conflit, moins prompts à être l'objet de manipulations populistes, *in fine* plus aptes à prendre de meilleures décisions.

***B. Impliquer les représentants des Arméniens du Karabagh et des Azéris du Karabagh dans les pourparlers de paix***

L'une des spécificités du conflit du Karabagh tient aux divergences sur la définition même des parties en conflit. Les cadres et les interprétations contraires développés par les Arméniens et les Azéris durant le conflit ont créé de la confusion dans la communauté internationale et c'est la raison principale pour laquelle aucune institution internationale ne s'est risquée à en donner une évaluation politique et juridique claire.

L'Arménie cherche à prendre des distances par rapport aux négociations en présentant le conflit comme opposant essentiellement le gouvernement azerbaïdjanais et les Arméniens du Karabagh, c'est-à-dire comme un conflit intra-étatique. L'Azerbaïdjan, qui de son côté se montre réticent à négocier simultanément avec deux parties arméniennes, le voit comme un conflit interétatique avec l'Arménie, et craint que des pourparlers bilatéraux avec les Arméniens du Karabagh n'amènent l'Arménie à se retirer des négociations, tout en continuant à soutenir les autorités séparatistes. Le gouvernement azerbaïdjanais minimise donc le rôle qu'ont joué les Arméniens du Karabagh dans la phase militaire du conflit, rejette toute idée de discussions bilatérales avec les autorités arméniennes du Karabagh, et cherche à ne mener de négociations directes qu'avec l'Arménie.

La partie arménienne, de la même manière, refuse de voir les Azéris du Karabagh comme l'une des parties prenantes du processus de paix. Les Arméniens ont peur d'avoir à partager le pouvoir avec eux dans la future entité autogouvernée et de n'y être qu'une « cinquième colonne » de l'Azerbaïdjan. Les négociateurs arméniens ont donc essayé de mettre en parallèle le sort des Azéris du Karabagh avec celui des réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan, ce qui a nécessairement amené Bakou à exiger que la question des réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan soit examinée en parallèle à celle des réfugiés azéris d'Arménie. Les deux parties en viennent ainsi à instrumentaliser les réfugiés et les déplacés afin d'obtenir des dividendes politiques dans un jeu à somme nulle.

Cette double politique de « non-reconnaissance » de l'une des parties a longtemps encouragé les parties à polémiquer sur des points secondaires, comme les questions terminologiques ou procédurales, entravant ainsi le dialogue sur les questions de fond.

Si l'on définit les « parties en conflit » comme des parties qui peuvent avoir recours à la violence de manière (semi-)indépendante pour poursuivre leurs objectifs, alors, trois parties sont aujourd'hui impliquées dans le conflit du Karabagh : l'Arménie, l'Azerbaïdjan et les Arméniens du Karabagh. Cette approche fondée sur la force laisse sur la touche les Azéris du Karabagh car, contrairement aux Arméniens du Karabagh, ceux-ci ne disposent pas d'institutions propres, ils sont marginalisés et complètement dépendants du gouvernement azerbaïdjanais. Cependant, même s'ils ne constituent

pas aujourd'hui une force organisée, ils sont un facteur potentiel de déstabilisation en Azerbaïdjan.

Si on les définit en revanche comme les principales parties prenantes du conflit, dont l'implication est nécessaire pour parvenir à une paix durable, on doit alors considérer le conflit selon une triple dimension : 1) une dimension interétatique, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, 2) une dimension intra-étatique, entre l'Azerbaïdjan et les Arméniens du Karabagh, 3) une dimension intercommunautaire, entre les Arméniens du Karabagh et les Azéris du Karabagh. Seule une prise en compte de ces trois dimensions dans les pourparlers permettra au processus de paix de progresser.

Pour parvenir à une solution négociée, il est indispensable d'impliquer plus activement les Arméniens et les Azéris du Karabagh dans les négociations, et particulièrement dans les discussions sur des préoccupations communes telles que le statut, le retour des déplacés, la coexistence pacifique au Haut-Karabagh. L'arrivée de ces nouveaux acteurs à la table des négociations, tout comme l'implication d'un large public dans le processus de paix, peut être jugée contre-productive et de nature à compliquer les négociations. Cependant, si des représentants des Arméniens et des Azéris du Karabagh y sont associés, ceux-ci auront moins à craindre qu'une décision ne leur soit imposée contre leur volonté, et de se retrouver exclus du processus. Il sera ainsi plus facile d'obtenir leur assentiment à un accord de paix final.

Mais pour qu'une telle recommandation soit applicable, la plus grande attention doit être accordée aux institutions de la société civile parmi les Arméniens du Karabagh, et plus encore parmi les Azéris du Karabagh, en tant qu'ils constituent le groupe le plus faible et le plus marginalisé du conflit. Cette vulnérabilité hypothèque l'ensemble des négociations, elle renforce le sentiment d'insécurité, et l'imperméabilité aux idées et propositions nouvelles, affaiblissant de ce fait le processus de paix. Une résolution du conflit fondée sur les intérêts, et visant des bénéfices mutuels, nécessite des parties fortes, en confiance, des négociations qui associent toutes les parties, et un dialogue sincère et sans tabou.

### ***C. Elaborer une vision commune fondée sur des valeurs et aspirations partagées***

Les discours et cadres mentaux utilisés pour décrire et analyser le conflit et les positions en présence sont partie intégrante du conflit lui-même. Quand un discours particulier est intériorisé par un groupe, il modèle les attitudes et les perceptions (y compris fausses) de celui-ci. Or, comme on l'a vu, les discours sur le conflit en vigueur chez les Arméniens et chez les Azéris s'articulent tous deux autour de catégories « gagnant contre perdant », dans une logique d'opposition.

Il n'est possible de progresser vers une solution pacifique qu'en transformant les cadres d'interprétation du conflit et les discours antagonistes et s'excluant mutuellement<sup>22</sup>. Arméniens et Azéris ont besoin d'une vision commune reposant sur des valeurs et aspirations partagées, favorisant l'émergence d'un discours commun, et ont besoin de croire sincèrement qu'une solution acceptable par tous

---

<sup>22</sup> Pour une excellente analyse du concept de « *reframing* » dans les processus de résolution de conflits, voir C. McCARTNEY, *Reframing : A Strategy for Conflict Transformation*, Londres, Conciliation Resources, 2007.

et mutuellement avantageuse est possible. Cela suppose qu'un nouveau regard soit porté sur les perceptions traditionnelles qui sous-tendent le conflit, telles que la souveraineté, l'auto-détermination ethnique, les relations majorité-minorité, les territoires nationaux et ethniques, et que de nouvelles formes de gouvernance soient envisagées dans la région. De ce point de vue, l'expérience de l'Union européenne, qui a su concilier en son sein des revendications ethniques antagonistes grâce à des systèmes de gouvernance multi-niveaux et à une intégration politique et économique, peut servir de modèle intéressant.

## 5. Conclusion

Même les meilleures idées prenant en compte les besoins et intérêts sous-jacents des parties au conflit feront long feu si les parties en conflit ne parviennent pas à trouver un espace de négociation, faute d'accord sur qui a raison et qui est en position de force. Malheureusement, Arméniens et Azéris sont aujourd'hui dans une impasse dont ils pourront difficilement s'extraire sans que la communauté internationale les aide à définir des limites claires dans lesquelles parvenir à une solution négociée.

La communauté internationale ne peut pourtant imposer une décision à l'une ou l'autre partie, et cela ne permettrait pas, de toute manière, une paix durable. Les négociations en cours autour des « principes de base » constituent pour l'heure la meilleure chance de parvenir à un règlement, à condition toutefois qu'Arméniens et Azéris sachent qu'ils ne se verront pas imposer, à la fin du processus, une décision contraire à leur volonté, en particulier sur la question du scrutin qui déterminera le statut final du Haut-Karabagh. Celui-ci doit être déterminé dans un « environnement non coercitif » et par « des citoyens bien informés », comme le déclarent les médiateurs.

Seul un changement d'approche et de politique permettra de débloquent le processus de paix. Il est indispensable de rompre les schémas « perdant-gagnant » qui dominent dans la région et d'élaborer une vision commune, qui débouche sur un discours commun fondé sur des valeurs, besoins et aspirations communs.

Les parties en conflit et les médiateurs doivent comprendre que le *statu quo* en vigueur ne peut durer, et que s'il était amené à se prolonger, cela ne pourrait que compliquer la situation et diminuer les chances d'une résolution pacifique. La crise d'août 2008 en Géorgie a démontré la fragilité des *statu quo* dans les conflits ethno-territoriaux non stabilisés. Une reprise des hostilités à propos du Haut-Karabagh représenterait une menace pour la sécurité régionale et européenne plus grande encore que la guerre d'août 2008 en Géorgie.

Afin d'enclencher ce processus, il est urgent, tant en Arménie qu'en Azerbaïdjan, d'associer les élites et les sociétés civiles à un véritable et large débat sur certaines des questions les plus sensibles, y compris sur la nécessité de mener des réformes de fond dans la gouvernance de deux Etats. Seules des décisions réfléchies et bien informées des peuples peuvent mener à la paix et au développement. Les sociétés civiles – y compris les experts et les élites politiques – doivent assumer un rôle de leader pour que les peuples soient à même de prendre de meilleures décisions pour eux-mêmes.

# Nœud gordien ou rocher de Sisyphe ?

## Le conflit du Haut-Karabagh dans les stratégies des chefs d'Etat de l'Arménie postsoviétique

Taline PAPAZIAN

Détonateur majeur des mouvements nationaux dans l'URSS gorbatchévienne en 1988-1989<sup>1</sup>, pierre d'achoppement de la politique des autorités centrales de 1989 à 1991, puis seul conflit international de l'ancien espace soviétique, opposant l'Azerbaïdjan à l'Arménie par le truchement de l'Etat autoproclamé du Haut-Karabagh, ce conflit tient une place particulière parmi ceux qui ont agité l'URSS avant son effondrement et jusqu'au cessez-le-feu de 1994. Mettant à profit les possibilités offertes par la perestroïka et la glasnost, activistes arméniens au Haut-Karabagh et en Arménie font, au début de février 1988, ressurgir le différend sur le rattachement de cette enclave peuplée majoritairement d'Arméniens, au statut de région autonome en Azerbaïdjan, qui avait déjà opposé Arméniens et Azéris avant la soviétisation de la Transcaucasie en 1921<sup>2</sup>.

Depuis 1988, date du début du mouvement pour le Karabagh en Arménie, la question du Karabagh a connu une série de transformations : moteur du mouvement national démocratique arménien de 1988 à 1991, elle est ensuite devenue un conflit militaire entre deux Etats indépendants – l'Arménie et l'Azerbaïdjan – de 1992 à 1994, avant de (re)devenir une question en attente de règlement politique. Le conflit du Haut-Karabagh fait partie de ces conflits du Caucase du Sud que l'on qualifie volontiers de « gelés », mais dont la courte guerre de l'été 2008 entre la Géorgie et la Russie pour le contrôle de l'Ossétie du Sud a largement prouvé qu'ils pouvaient ne plus

---

<sup>1</sup> Pour une analyse de l'apparition des mouvements nationaux dans l'URSS gorbatchévienne, faisant intervenir les notions de cycles ou vagues de protestation et les effets ricochets des mouvements entre eux, voir M. BEISSINGER et L. HAJDA, *The Nationalities Factor in Soviet Politics and Society*, Boulder, Westview, 1990.

<sup>2</sup> Le Haut-Karabagh a été rattaché à la RSS d'Azerbaïdjan par une décision du Bureau caucasien aux nationalités, dirigé par Staline, en juillet 1921.

l'être. Pourtant le *statu quo* semble se maintenir au Haut-Karabagh : indépendance de fait, soutien militaire et financier de l'Arménie, engagement qui se veut volontariste dans les négociations avec l'Azerbaïdjan.

L'histoire politique de l'Arménie indépendante est profondément liée aux évolutions de la question du Karabagh. La généalogie des acteurs politiques de premier plan en est un symptôme flagrant, qui permet de suivre les transformations objectives et subjectives de la question depuis 1988. Trois présidents (et leurs ministres des Affaires étrangères) ont été impliqués dans les négociations sur le conflit : Levon Ter Petrossian, chef de file du « mouvement du Karabagh », le mouvement national arménien de 1988 à 1991, élu président en 1991, contraint de démissionner en 1998 pour ses choix sur la question du Karabagh ; Robert Kotcharian, ancien président de la république non reconnue, Premier ministre de l'Arménie en 1997, président de 1998 à 2008 ; Serge Sarkissian, ancien chef des forces d'autodéfense du Haut-Karabagh, titulaire successif de chaque ministère de force<sup>3</sup> en Arménie à partir de 1993, Premier ministre en 2007, président d'Arménie depuis avril 2008. Alliés sur la question du Karabagh, puis rivaux pour l'accès à la présidence, leurs désaccords tactiques et idéologiques sur cette question ont dessiné le paysage politique arménien, selon des modalités qui ont changé d'une élection nationale à l'autre, de 1991 jusqu'à la plus récente, en 2008. Dans la mesure où, dans les deux premières décennies postsoviétiques, l'ascension à Erevan des figures politiques de premier plan lui est intrinsèquement liée, et où il détermine les évolutions politiques internes, le conflit non réglé est le nœud gordien du pouvoir politique. Tous les gouvernements successifs affirment qu'il est essentiel de résoudre ce contentieux qui pèse sur les capacités politiques et économiques de l'Arménie. Or les négociations toujours poursuivies n'ont jamais abouti ; le Haut-Karabagh est ainsi le rocher que des Sisyphe politiques roulent en haut de la montagne, mais qui retombe de tout son poids.

Sur le plan externe, – qui n'est pas notre propos – le conflit est source de contrainte, tandis que sur le plan interne, il est à la fois ressource et contrainte, en raison des attentes de l'opinion publique et des nécessités de légitimation politique. Les chefs d'Etat arméniens sont donc confrontés à un dilemme : institutionnellement et en pratique, le président – entouré de quelques individus, ministres ou conseillers – est responsable de la politique étrangère<sup>4</sup>, et donc du processus de négociations autour d'une question difficile à résoudre mais dont l'évolution, sur le plan interne, peut conforter ou, au contraire, déstabiliser son pouvoir. Autrement dit, il n'est pas évident de savoir si les chefs d'Etat arméniens ont intérêt à régler la question du Haut-Karabagh, pour autant qu'ils le puissent. D'un côté, ils peuvent considérer la situation de fait comme appelée à durer, par manque d'empressement ou en raison des ressources qu'elle fournit sur la scène interne ; de l'autre, la résolution du conflit

<sup>3</sup> Institutions héritées de la période soviétique, les ministères de force désignent les ministères en charge de la sécurité intérieure et extérieure. Bien que leur composition soit variable, ils regroupent traditionnellement la Défense, la Sécurité (ex-KGB) et l'Intérieur.

<sup>4</sup> L'ascendant souvent éprouvé que possède un décideur politique sur la détermination de la politique étrangère dans les petits Etats, et justifiant, par conséquent, une analyse par les élites, est explorée par J. HEY (éd.), *Small States in World Politics : Explaining Foreign Policy Behaviour*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003.

peut être vue comme une urgence dont dépend leur liberté de mouvement. En suivant les étapes de la transformation de la question du Haut-Karabagh depuis 1988, puis en analysant les oppositions publiques autour des possibilités de règlement et sa place dans les stratégies politiques, nous montrerons les oscillations entre ces deux positionnements. Responsables d'un règlement du conflit, les élites arméniennes construisent un discours qui reflète en partie leur positionnement, mais qui vise aussi à neutraliser les effets potentiellement négatifs de la question dans les jeux politiques, sans toutefois pouvoir – ou vouloir – s'en dégager.

## 1. Les transformations de la question du Haut-Karabagh depuis 1988

La vie politique de la République d'Arménie peut se lire à travers l'évolution de la question du Haut-Karabagh depuis 1988.

### A. *La question du Haut-Karabagh, moteur du mouvement national démocratique en Arménie*

Le 20 février 1988, les députés du Soviet de la Région autonome du Haut-Karabagh adoptent une résolution en faveur du transfert de la région à la RSS d'Arménie, qui se heurte au refus du Soviet suprême d'Azerbaïdjan. L'arbitrage de Moscou, qui refuse la possibilité de changer les frontières administratives, a comme résultat de renforcer la vigueur du mouvement de masse en Arménie autour de la question du Haut-Karabagh, et de l'élargir à des préoccupations nationales et démocratiques. Entre 1988 et 1991, la question du Karabagh a joué un rôle moteur dans la réappropriation nationale et la lecture politique de toutes les autres questions environnementales, sociales, économiques ou culturelles. En retour, n'importe quel événement pouvait alors être lu à travers le prisme du Haut-Karabagh, rendant l'évolution du problème étroitement dépendante de la moindre altération des relations entre parties concernées.

La montée d'une perception sécuritaire de la question du rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie, dans l'année 1988, a amené les activistes arméniens du Comité Karabagh<sup>5</sup> à mettre l'Etat souverain au cœur de leurs revendications. Cette première transformation a commencé au lendemain du pogrom anti-arménien de Soumgaït (Azerbaïdjan) des 26-28 février 1988<sup>6</sup>, échec criant d'un ordre soviétique perçu comme fondé sur la garantie de la sécurité du peuple arménien, au lendemain du génocide de 1915-1918. La question du Haut-Karabagh est devenue l'aiguillon

---

<sup>5</sup> Groupe informel composé d'activistes originaires du Haut-Karabagh et de dissidents d'Arménie, le Comité Karabagh se charge dès le début de l'année 1988 de relayer les revendications du Haut-Karabagh en Arménie. Pour un exposé de l'évolution de la question du Haut-Karabagh au XX<sup>e</sup> siècle et ses transformations avec le mouvement du Karabagh en Arménie, voir C. MOURADIAN, « La Question du Karabagh hier et aujourd'hui », *Les Temps Modernes*, 504-505-506, juillet-août-septembre 1988, p. 133-151.

<sup>6</sup> Les 26, 27 et 28 février 1988, des pogroms anti-arméniens ont lieu à Soumgaït, cité industrielle à 25 km au nord-ouest de Bakou. Ces pogroms font trente-deux morts selon l'agence de presse TASS – un chiffre contesté – et provoquent la fuite des 6 000 survivants arméniens vers l'Arménie ou la Russie. La presse occidentale donne entre 100 et 300 morts. Les doutes sur le rôle de Moscou avant et pendant le déclenchement de ce pogrom, et ses conséquences sur les relations arméno-azéries en font un tournant pour le mouvement national en Arménie.

de la contestation de cet ordre politique par le Comité Karabagh, constitué en porte-parole des intérêts nationaux, dont le plus élémentaire est la sécurité. La demande de rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie, qui reposait sur un argumentaire historique, ethnique et culturel<sup>7</sup>, est désormais assortie d'une justification sécuritaire, qui croît avec la reprise de la violence au Haut-Karabagh, en Azerbaïdjan et en Arménie à partir de 1988<sup>8</sup>. Avec cette première transformation du conflit, la question politique du Haut-Karabagh réactualise la « question arménienne », et par là même les représentations nationales pré-soviétiques liées à la menace contre le peuple arménien<sup>9</sup>. A partir du mois de mai 1988, le Comité Karabagh renouvelé<sup>10</sup> propose une tout autre lecture de l'histoire de la République éphémère de 1918-1920, mettant l'accent sur la tentative d'organiser un Etat indépendant, après plus de cinq siècles

---

<sup>7</sup> Les revendications des Arméniens pour le rattachement du Haut-Karabagh à la RSS d'Arménie ont connu peu de répit durant la période soviétique. Face aux arguments économiques avancés par le pouvoir central dès 1921-1922 pour justifier l'intégration du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan, les Arméniens répondaient par l'histoire passée et présente de la région et le droit à l'autodétermination défendu par Lénine.

<sup>8</sup> Repérer un événement qui marquerait le début de la violence au Haut-Karabagh est une gageure. Le chercheur peut au mieux proposer des événements pour les effets qu'ils ont eus ou les lectures politiques qui en ont été faites. Le premier cas de violences intercommunautaires aux conséquences démographiques importantes a lieu à Khodjalou en septembre 1988, avec l'attaque d'un bus d'étudiants arméniens par des Azéris. Le soir même, des Arméniens de Stepanakert vont en découdre avec les Azéris de Khodjalou, et des coups de feu se font entendre toute la nuit. En conséquence, un chassé-croisé de populations a lieu entre Stepanakert et Chouchi – la deuxième ville du Haut-Karabagh – qui accentue l'homogénéité ethnique des deux villes, facilitant de futures opérations militaires. Cet épisode est également suivi du départ de la population azérie d'Arménie, tandis qu'un second pogrom anti-arménien à Kirovabad (actuelle Gandja), en novembre 1988, accélère le départ des Arméniens d'Azerbaïdjan, avant qu'un troisième à Bakou, en janvier 1990, juste après l'intervention de l'armée soviétique contre les militants du Front populaire d'Azerbaïdjan, ne porte l'exil à son comble. Au total, les 200 000 Azéris vivant en Arménie et les 300 000 Arméniens vivant en Azerbaïdjan (hors Haut-Karabagh) quittent leur pays sous la contrainte entre 1988 et 1990. Pour la ville de Khodjalou, c'est la première étape d'une géographie des violences réciproques : pendant la guerre du Haut-Karabagh, Khodjalou connaît un nettoyage ethnique par les forces *karabaghtsies* d'une partie de la population azérie (l'Azerbaïdjan parle de 613 victimes civiles), en février 1992. Cet événement, qui reste incomplètement éclairci, devient en tout cas une date clé dans l'idéologie politique et dans la propagande de guerre des autorités azerbaïdjanaises à partir de H. Aliev, l'Azerbaïdjan essayant notamment de faire reconnaître Khodjalou comme un acte de génocide.

<sup>9</sup> Sous-ensemble de la question d'Orient au XIX<sup>e</sup> siècle, la question arménienne, consistant d'abord à faire valoir les droits civiques et culturels des Arméniens dans l'Empire ottoman, s'est étendue, dans le dernier quart du siècle, aux droits politiques. Le génocide arménien de 1915, faisant disparaître la population arménienne de l'Anatolie orientale, a bouleversé le contenu de la question arménienne.

<sup>10</sup> En mai 1988, un Comité Karabagh en partie renouvelé remplace les intellectuels en vue proches du pouvoir qui n'avaient pu résoudre le problème du Haut-Karabagh. Ce Comité, composé d'intellectuels audacieux et déterminés, compte parmi ses onze membres Vazguen Manoukian, professeur de mathématiques et Levon Ter Petrossian, philologue et historien.

de rupture<sup>11</sup>. Les dirigeants du Comité Karabagh choisissent de ne pas absolutiser l'engagement aux côtés des *Karabaghtsis* pour des raisons de solidarité nationale, mais de mettre au cœur de leurs préoccupations les moyens de le soutenir. Selon le Comité Karabagh, la sécurité nationale ne peut être véritablement assurée que par les « propres forces » du peuple arménien, forces dont le support doit être un Etat, entendu comme une organisation autonome bénéficiant du soutien populaire et capable de défendre la population arménienne dispersée. Par cette lecture, qui constitue à bien des égards une rupture dans la pensée nationale arménienne, le Comité Karabagh fait de la question du Haut-Karabagh une étape dans l'histoire de l'avènement d'un Etat souverain et indépendant<sup>12</sup>.

### **B. La militarisation du conflit**

La question du Haut-Karabagh dégénère en conflit militaire avant l'effondrement de l'URSS, avec l'échec de l'intervention directe de Moscou sur le terrain. L'opération « Anneau » d'avril-mai 1991, qui porte la marque de l'influence croissante des conservateurs contre Gorbatchev à Moscou, annonce la systématisation de la violence : l'expulsion des habitants d'une vingtaine de villages arméniens du Haut-Karabagh par la 4<sup>e</sup> armée soviétique, aidée des OMON azerbaïdjanais<sup>13</sup> (unités spéciales du ministère de l'Intérieur) entraîne des opérations armées entre les forces d'autodéfense des *Karabaghtsis* et ces OMON. L'Arménie, qui envisage depuis août 1990 sa sortie de l'Union<sup>14</sup>, s'implique de plus en plus activement aux côtés des *Karabaghtsis* en organisant des bataillons armés sous son autorité. L'action de

---

<sup>11</sup> L'Etat de référence est non seulement éloigné dans le temps mais également dans l'espace, hors du berceau territorial des Arméniens : il s'agit du Royaume arménien de Cilicie (1045-1375, au sud-est du territoire de l'actuelle Turquie), dont le dernier roi a cherché refuge en France au XIV<sup>e</sup> siècle. Etat refuge et transfuge, il ne constitue qu'un trait d'union imaginaire, mais néanmoins convoqué par les intellectuels, avec les Républiques d'Arménie de 1918-1920 et celle d'après 1991.

<sup>12</sup> Pour un aperçu de cette nouvelle pensée politique, les lecteurs intéressés pourront se reporter à G. LIBARIDIAN, *Armenia at the Crossroads : Democracy and Nationhood in the Postsoviet Era. Essays, Interviews and Speeches by the Leaders of the National Democratic Movement in Armenia*, Watertown, Blue Crane books, 1991. Ce recueil contient quelques-uns des textes clés de différentes personnalités du Mouvement national arménien traduits en anglais.

<sup>13</sup> Le rôle de la 4<sup>e</sup> armée a été contesté par Moscou. Les informations données ici proviennent des archives personnelles du président L. Ter Petrossian, qui expose les faits lors d'une conférence de presse (compte rendu dans *Hayastani Hanrabédoutiun* (République d'Arménie), 8 mai 1991) et de comptes rendus de plusieurs séances fermées au Soviet suprême (16 mai et 17 mai 1991). Il affirme que l'expulsion de Guetachen et Martounachen, pendant l'opération « Anneau » en avril, a fait plusieurs dizaines de victimes civiles. Alors que Gorbatchev explique les opérations par l'action d'éléments incontrôlés de l'armée et la nécessité de rétablir l'ordre, L. Ter Petrossian pense que recourir à la 4<sup>e</sup> armée, où servent un nombre important de soldats azéris, au lieu de la 7<sup>e</sup> armée, stationnée en Arménie, trahit les mauvaises intentions du Kremlin au Karabagh.

<sup>14</sup> Le 4 août 1990, Levon Ter Petrossian, dirigeant du Mouvement national arménien (MNA), est élu président du Soviet suprême, qui adopte une déclaration sur l'indépendance le 23 août 1990. Le processus de sortie de l'Union de l'Arménie se veut conforme à la Constitution

Moscou qui, de l'avis du nouveau Soviet suprême, punit l'Arménie de sa défection à l'URSS, est interprétée comme une guerre non déclarée, mais nécessitant en retour une mobilisation diplomatique et militaire.

Accélérant le délitement du pouvoir central, le coup d'Etat avorté d'août 1991 précipite la fin de l'Union et donc la transformation du conflit en affrontement militaire entre Etats indépendants, ou aspirant à le devenir. L'Azerbaïdjan proclame son indépendance le 30 août 1991, tandis qu'en septembre, les Arméniens votent unanimement en faveur de l'indépendance<sup>15</sup>, et que le Haut-Karabagh adopte la sienne par référendum quelques jours plus tard<sup>16</sup>. Malgré le coût prévisible d'une guerre, en termes humains, économiques et énergétiques, le gouvernement de L. Ter Petrossian<sup>17</sup> ne pouvait éviter de s'y engager, d'abord parce que la position du Haut-Karabagh, enclave séparée de l'Arménie par une bande de terre étroite, mettait en danger non seulement le territoire et les habitants de la région, mais aussi les frontières du nouvel Etat : durant la première année de guerre, le sud de l'Arménie subit des bombardements importants. A l'argumentaire fondé sur la solidarité ethnique et culturelle, qui renvoie à l'idée d'unité chère à toutes les mythologies nationales, – et peut-être encore plus à celles des nations dispersées – s'ajoute l'impératif sécuritaire. En outre, L. Ter Petrossian conçoit son rôle d'homme politique dans les termes d'une double dette symbolique : la première est celle de l'intellectuel engagé envers son peuple qu'il se doit de servir, la seconde est celle du peuple arménien envers les *Karabaghtsis*, qui ont donné son impulsion au mouvement d'indépendance. Enfin, sa légitimité s'est construite à l'époque sur son engagement en faveur du droit à l'autodétermination des *Karabaghtsis*, sous la forme d'un rattachement à l'Arménie jusqu'en 1991, de l'indépendance du Haut-Karabagh ensuite. Le Haut-Karabagh devient donc, au début de l'année 1992, le théâtre et un des acteurs d'une guerre lourde pour toutes les parties, à laquelle l'épuisement mutuel met un frein en juin 1994, sous la forme d'un cessez-le-feu tripartite, obtenu par médiation russe<sup>18</sup>.

---

soviétique, amendée par la loi sur la sécession d'avril 1990. L. Ter Petrossian est élu président de la République le 16 octobre 1991, avec 84 % des voix.

<sup>15</sup> L'Arménie organise le 21 septembre 1991 un référendum sur l'indépendance, qui obtient 94,5 % de « oui ». Le 23 septembre, l'indépendance est officiellement proclamée.

<sup>16</sup> Le Haut-Karabagh proclame son indépendance le 2 septembre 1991, puis organise un référendum le 10 décembre 1991, où 90 % des votants s'expriment en faveur de l'indépendance.

<sup>17</sup> Parmi les dirigeants du Comité Karabagh, Levon Ter Petrossian occupe une place particulière : philologue et historien, il entre au Comité en mai, pressenti par Vazguen Manoukian en tant qu'intellectuel pragmatique, capable de porter le mouvement du Karabagh sur le long terme. Ter Petrossian contribue à élargir les objectifs politiques du mouvement, et nourrit son idéologie par une réflexion historique sur l'Etat et la nation arménienne, qu'il adapte aux nécessités politiques du moment.

<sup>18</sup> Des tentatives du groupe de Minsk – chargé de la médiation au nom de la CSCE qui deviendra OSCE en 1994, voir note suivante – de la Russie et même de l'Iran, ont échoué entre 1991 et 1994, pour diverses raisons tenant aussi bien aux belligérants qu'aux médiateurs et tierces parties. Sur le plan de la médiation, la raison principale de ces échecs a été le manque de coordination, voire la rivalité entre médiateurs occidentaux et russes. Le protocole de Bichkek, établi le 12 mai 1994, est formalisé par la signature du cessez-le-feu le 6 juin. Les signataires

### C. *Le cessez-le-feu de juin 1994, un nouveau statu quo ?*

Les discussions en vue d'un règlement négocié du conflit commencent à cette date, sous l'action conjuguée de l'OSCE (par l'intermédiaire du « groupe de Minsk ») et de la Russie<sup>19</sup>. La guerre a partiellement refaçonné la question<sup>20</sup> : le problème ancien du Haut-Karabagh reste entier – quel sera le statut de la région ? – mais un problème nouveau – comment sortir d'un affrontement militaire et en résorber les multiples conséquences ? – y est assorti. Au fil des discussions, deux méthodes de négociation sont apparues, connues sous le nom de méthode « par étapes » et de méthode « globale »<sup>21</sup>. Succinctement, la méthode « par étapes » s'apparente à une résolution analytique des problèmes, les uns après les autres, laissant la question du statut du Haut-Karabagh pour un stade ultérieur des discussions. La méthode globale est, quant à elle, une méthode synthétique qui envisage la totalité des problèmes, y compris celui du statut, dans un même mouvement. Nous aurons l'occasion de revenir sur le détail de ces méthodes, qui ont été au centre de la plus sérieuse crise politique interne de l'Arménie à l'automne-hiver 1997-1998, aboutissant à la démission du président Ter Petrossian en février 1998.

Depuis cette crise, qui a dévoilé la question du Haut-Karabagh comme nœud gordien du pouvoir, aucune avancée décisive n'a été inscrite dans les négociations<sup>22</sup>. Ce quasi *statu quo* a été interprété différemment. On a pu y voir la preuve de la

---

en sont les ministres de la Défense arménien, azerbaïdjanais et russe, ainsi que le commandant des forces armées du Haut-Karabagh, Samuel Babayan.

<sup>19</sup> En juillet 1992, la conférence de paix de Minsk est instaurée, sous l'égide de la CSCE, qui répond à la demande des belligérants de s'investir pour parvenir à une cessation du conflit, afin de contrebalancer l'influence russe, la Russie menant indépendamment de la CSCE des discussions en vue d'un cessez-le-feu, qui aboutissent au printemps 1994. Celle-ci est finalement incluse dans le groupe de Minsk en décembre 1994. Le format de médiation avec trois co-présidents, américain, français et russe, est adopté en 1996.

<sup>20</sup> Pour une étude des évolutions de la nature des conflits, avec l'exemple particulier du conflit ethnique et du conflit religieux, voir l'article de E. WALKER, « Ethnic War, Holy War, War O' War : Does the Adjective Matter in Explaining Collective Political Violence ? », *Berkeley Program in Soviet and Post-Soviet Studies Working Paper Series*, Spring 2006, disponible sur [http://bps.berkeley.edu/publications/2006\\_01-walk.pdf](http://bps.berkeley.edu/publications/2006_01-walk.pdf) (consulté en juin 2008).

<sup>21</sup> Pour une analyse détaillée des implications des deux méthodes, le lecteur se reportera à G. LIBARIDIAN, *La Construction de l'Etat en Arménie : un enjeu caucasien*, Paris, Karthala, 2000. « L'approche « pas à pas » fait référence à une méthodologie consistant à négocier d'abord une catégorie de problèmes et à mettre en œuvre les solutions relatives à cette catégorie, pour s'atteler ensuite à la seconde catégorie de problèmes. L'approche « *package deal* » se réfère à un processus de négociations où on s'attellerait aux deux ensembles de questions simultanément, et où la possible mise en œuvre de chaque accord serait conditionnée par l'accord sur d'autres points. Tel que cela a été conçu dans le contexte de l'histoire des négociations sur le Karabagh, l'approche « pas à pas » fait appel à des négociations concernant [les questions « militaro-techniques »]. (...) La question du statut serait résolue uniquement par des négociations, une fois réglée la première phase ». Voir également *supra* la contribution de T. HUSEYNOV.

<sup>22</sup> Il est possible que des propositions réaménagées aient été approuvées par l'une ou l'autre des parties, bien que la confidentialité des discussions ainsi que les démentis des parties adverses empêchent toute certitude sur ce point. Cependant, aucun accord, même préalable, n'a encore obtenu l'adhésion formelle de toutes les parties au conflit.

complexité indépassable du problème, de la mauvaise volonté politique d'une ou de toutes les parties au conflit, voire des tierces parties intéressées (Etats-Unis, Russie, Turquie) qui bloqueraient le règlement pour des raisons économiques ou d'influence politique. Pourtant, les discussions n'ont jamais été rompues depuis 1994 : faisant alterner bouffées d'optimisme et reculs flagrants, elles renvoient la question du Haut-Karabagh à l'image d'un rocher que des Sisyphe politiques seraient condamnés à pousser sans relâche. Comment évolue la (re)présentation du conflit dans les discours, notamment électoraux, des trois chefs d'Etat, depuis la crise de 1997-1998 ? Et que nous apprend-elle de leurs stratégies politiques ?

## 2. La crise politique de 1997-1998 : généalogie d'une triple opposition

La crise politique qui s'ouvre en octobre 1997 en Arménie oppose le président Ter Petrossian à son Premier ministre, Robert Kotcharian, soutenu par deux ministres de force, Serge Sarkissian (ministre de la Sécurité nationale), rejoint, après bien des hésitations, par le ministre de la Défense, Vazguen Sarkissian. L'objet de cette opposition est un plan de règlement « par étapes » proposé par le groupe de Minsk en septembre 1997<sup>23</sup>.

### A. Méthode « globale » versus méthode « par étapes »

La différence entre les deux méthodes tient au moment où les discussions sont supposées aborder le problème le plus sensible du conflit, à savoir la question du statut du Haut-Karabagh, la difficulté étant que celle-ci ne peut être réglée sans la résorption des conséquences de la guerre, regroupées dans un volet militaire et technique. La conquête par les forces arméniennes de territoires extérieurs aux frontières de l'ancienne région autonome en 1992-1993<sup>24</sup>, le problème des personnes déplacées qui concerne majoritairement des Azéris des territoires occupés mais également des Arméniens ayant fui des régions contiguës au Karabagh en 1991, sont les principaux éléments de ce volet militaro-technique<sup>25</sup>. Le problème du statut est d'autant plus compliqué qu'il

<sup>23</sup> Selon G. Libaridian (*op. cit.*), deux propositions de règlement « global » ont été présentées, en mai 1997 et en juillet 1997, incluant la question du statut du Karabagh, selon deux voies de négociations parallèles mais supposant que l'adoption d'une catégorie ne dépende pas du succès de l'autre. Erevan a accepté ces propositions avec des réserves, Stepanakert les a rejetées, et Bakou a émis de telles réserves qu'il devenait impossible de poursuivre. Voir *supra* la contribution de T. HUSEYNOV.

<sup>24</sup> En 1992, le district de Latchine, première jonction entre l'Arménie et le Haut-Karabagh, puis en 1993 celui de Kelbadjar, suivi d'Aghdam, de Fizouli, de Djebrail, de Zanguelan et de Koubatli.

<sup>25</sup> Les chiffres des réfugiés et des personnes déplacées représentent un enjeu politique tel que nous proposons de simples estimations, à partir d'un rapport de l'International Crisis Group de 2005 : *Nagorno-Karabakh : Viewing the Conflict from the Ground*, 14 septembre 2005. Le nombre d'Arméniens qui ont quitté le Karabagh ou les districts voisins (Chahoumian et Guetachen) et sont retournés au Haut-Karabagh depuis 1994 serait de 10 à 15 000, tandis que 20 000 auraient quitté Mardakert et Martouni aujourd'hui sous contrôle partiel des forces azerbaïdjanaises. Il y aurait, par ailleurs, 30 000 déplacés venant du reste de l'Azerbaïdjan installés au Haut-Karabagh. Le nombre d'Azéris ayant fui les districts capturés par les forces arméniennes (PDI) entre 1991 et 1994 serait de 686 000 selon le Conseil norvégien

est lié au second aspect, mais qu'il n'a pas la même valeur pour les parties au conflit, chacune tentant de faire, qui du statut, qui des territoires, une monnaie d'échange pour obtenir un maximum de concessions de la partie adverse : pour l'Azerbaïdjan, les problèmes des personnes déplacées et de la violation de son intégrité territoriale, dans la mesure où ils mettent en cause la capacité de l'Etat à affirmer sa souveraineté sur son territoire et à assurer la sécurité de sa population, demandent un règlement plus urgent que la question du statut du Haut-Karabagh. A l'inverse, pour les autorités élues du Haut-Karabagh<sup>26</sup> qui lient la sécurité du territoire à la fois au statut et au futur tracé des frontières, ces questions sont d'importance égale, mais les territoires occupés ne sont pas tous négociables au même degré : le district de Latchine qui relie le Haut-Karabagh à l'Arménie, ainsi que celui de Kelbadjar qui en est l'extension nord, sont considérés comme essentiels à la sécurité du Karabagh et de l'Arménie, et donc difficilement restituables (voir carte). Quant aux représentants de l'Arménie, le désaccord de 1997 a montré que leur position pouvait osciller entre tous ces scénarios, soit par conviction, soit par stratégie, traçant une ligne de fracture déterminante dans l'élite politique arménienne. Celle-ci tient davantage, nous le verrons, à une différence d'appréciation de l'urgence et des conditions de la résolution, qu'à un attachement inaltérable pour l'une ou l'autre des méthodes.

### ***B. Partisans et détracteurs de la proposition de 1997***

En septembre 1997, L. Ter Petrossian, en signe de bonne volonté, avait donné son accord pour que les discussions se poursuivent « par étapes », quoique avec des réserves. Conformément à cette base de négociations, au cours de la première étape, les forces du Haut-Karabagh devaient se retirer des régions azerbaïdjanaises à l'est du Haut-Karabagh, et les personnes déplacées devaient y être rapatriées. Lors d'une deuxième étape, un corridor reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie devait être créé, l'Azerbaïdjan reprenant le contrôle des régions restantes, à l'exception de Latchine et de la ville de Chouchi dont les sorts devaient être discutés. Dans une dernière étape, le statut du Haut-Karabagh devait être négocié. L'ensemble du processus devait être supervisé par des forces internationales, promesse qui ne constituait une garantie de sécurité solide pour aucune des parties en présence.

Pour la première fois depuis le cessez-le-feu, un désaccord intra-arménien sur les négociations est rendu partiellement public et la presse arménienne se fait l'écho des arguments des uns et des autres. Le Premier ministre, Robert Kotcharian, le ministre de la Sécurité nationale Serge Sarkissian, le ministre de la Défense Vazguen Sarkissian, ainsi que le président du Haut-Karabagh Arkadi Ghoukassian, refusent cette base de

---

des réfugiés en 2005 et 2006 (chiffre officiel repris par le CNR) et de 572 000 en 2008, à la suite des premières politiques de relogement du gouvernement. Les données complètes sont disponibles sur : [http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/\(httpCountries\)/2E505E95ABC577FA802570A7004C6378?OpenDocument](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpCountries)/2E505E95ABC577FA802570A7004C6378?OpenDocument) (consulté en avril 2009).

<sup>26</sup> Sur le statut trouble des autorités élues, l'imbroglio juridique reflète le flou plus général entourant les républiques non reconnues. Le groupe de Minsk avait admis lors de sa constitution en 1992 que le Haut-Karabagh participerait aux discussions par ses représentants. Depuis le cessez-le-feu, des élections générales et locales ont donc eu lieu régulièrement, mais leur tenue a toujours été condamnée par l'OSCE et l'Azerbaïdjan.

négociations, arguant qu'elle ne présente pas de garantie de sécurité suffisante pour le Haut-Karabagh. En effet, la première concession viendrait de la partie arménienne, qui, en cédant une partie de sa « ceinture de sécurité » sans garantie que le processus aille jusqu'à son terme, romprait ses lignes de défense, donnant à son adversaire une occasion de renverser le *statu quo* par la force.

L. Ter Petrossian a rendu compte de sa vision du conflit et de la place qu'il occupe dans les problèmes de l'Arménie lors d'une conférence de presse en septembre 1997 et dans un article fleuve, « Guerre ou paix ? L'heure de la réflexion »<sup>27</sup>. D'accord avec ces réserves, L. Ter Petrossian soutenait cependant que le moment était propice à la négociation, l'Azerbaïdjan aussi bien que la communauté internationale ayant besoin de la paix pour réaliser leurs projets pétroliers au Caucase, et que l'Arménie devait profiter de cette occasion pour obtenir la paix et briser l'enfermement géopolitique et économique auquel elle était soumise. Ter Petrossian voyait dans les blocus de l'Arménie – blocus par l'Azerbaïdjan depuis 1991 et par la Turquie depuis 1993 – un obstacle incontournable au développement économique. Les opposants de L. Ter Petrossian, à l'exception de Vazguen Sarkissian<sup>28</sup>, n'ont pas voulu croire que le président aurait la détermination nécessaire pour obtenir davantage de garanties de sécurité, et ils ont bâti leur argumentation sur le rejet catégorique de la méthode « par étapes ».

De nombreux commentateurs et analystes de la scène politique arménienne ont interprété cette opposition entre les deux camps en termes idéologiques. Cette dimension a existé mais a joué un rôle secondaire, ne concernant qu'un seul des protagonistes de la crise, le ministre de la Défense V. Sarkissian. Dans la mesure où celui-ci disposait de l'appui de l'armée, qui voyait en lui un chef juste et intègre, et qu'il était à la tête des *Yerkrpahs* (Gardiens du territoire), une organisation de vétérans du Haut-Karabagh élue à l'Assemblée nationale en 1995 et ayant absorbé la majorité du parti républicain, son soutien à l'une ou l'autre partie était déterminant. V. Sarkissian voyait dans l'Etat arménien la réalisation de l'idée romantique d'unité du peuple. Séduit par la perspective d'une victoire militaire imputable à une telle unité<sup>29</sup>, victoire d'autant plus tentante qu'elle était rare dans l'histoire des Arméniens, Vazguen Sarkissian s'est finalement rallié aux hommes politiques originaires du Karabagh, R. Kotcharian et S. Sarkissian, comme symboles et garants de l'attachement à ces principes.

<sup>27</sup> La conférence de presse, un événement peu habituel pour le président, a eu lieu le 26 septembre 1997. L'article (*Badérazm té khaghaghoutiun ? Lrdjanalou bahe*) a été publié le 1<sup>er</sup> novembre 1997 dans *Hayastani Hanrabédoutiun* (République d'Arménie), l'organe officiel du gouvernement, ainsi que dans la plupart des journaux de la république, et en Turquie dans *Marmara* (publication arménienne). Une version en russe est parue dans *Respublika Armenia*, le 4 novembre, et une version anglaise dans *Yerevan Times*, le 13 novembre.

<sup>28</sup> Le détail des interactions et des tractations entre les protagonistes durant ces quelques mois dépasserait le cadre de ce texte. Les tergiversations de Vazguen Sarkissian sont le pivot de cette crise politique.

<sup>29</sup> Bien entendu, cette vision idéalisée – mais néanmoins loin d'être complètement fautive – fait abstraction des facteurs matériels dans le conflit, de l'aide officielle et non officielle de la Russie, notamment.

### C. L. Ter Petrossian versus R. Kotcharian : deux pragmatismes opposés

Au-delà de l'affrontement verbal accentué par le climat délétère de la fin de l'année 1997, l'opposition entre le président et son Premier ministre traduit une différence de perception de la nécessité d'un règlement politique et de son urgence. La ligne de fracture majeure concerne le développement économique de l'Arménie, que L. Ter Petrossian n'envisage pas dans l'environnement régional et international d'un pays sous blocus, avec deux frontières fermées sur quatre (Azerbaïdjan et Turquie)<sup>30</sup>, sans accès à la mer, pauvre en ressources naturelles, et isolé des projets de développement régionaux. Le processus de privatisation et d'adaptation du système économique et financier aux standards recommandés par les organismes financiers internationaux avait pris de l'élan à la fin de l'année 1994<sup>31</sup>. Le cessez-le-feu, stable, avait également permis aux investisseurs américains, russes et européens d'accélérer des négociations avec le gouvernement azerbaïdjanais pour l'exploitation des réserves pétrolières, aboutissant aux premiers accords de grande envergure en 1994<sup>32</sup>. Des négociations sur les routes de passage des oléoducs s'ensuivirent, qui au final exclurent l'Arménie du transit<sup>33</sup>, renforçant L. Ter Petrossian dans sa conviction que l'Arménie devait profiter d'un rapport de forces point trop défavorable pour conclure la paix rapidement, faute de quoi elle serait mise au ban de la coopération régionale. Afin de rendre la paix irréversible, L. Ter Petrossian, s'inspirant de l'histoire de la construction européenne, aurait souhaité la garantir par l'insertion de son pays dans les projets régionaux et par une coopération bilatérale avec l'Azerbaïdjan<sup>34</sup>.

---

<sup>30</sup> La Turquie a décidé de ne pas ouvrir sa frontière avec l'Arménie au printemps 1993, par mesure de rétorsion contre les forces armées du Haut-Karabagh qui venaient d'occuper Kelbadjar en Azerbaïdjan. La Turquie lie l'établissement de liens diplomatiques avec l'Arménie à des avancées conformes aux intérêts de l'Azerbaïdjan dans les négociations sur le conflit du Haut-Karabagh, ainsi qu'à l'abandon des revendications pour la reconnaissance du génocide de 1915 soutenues par l'Arménie. Depuis l'élection de S. Sarkissian en mars 2008, et les initiatives diplomatiques dans le sens d'une normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie, les trois pays concernés au premier chef – Arménie, Turquie, Azerbaïdjan – attendent de voir si la Turquie modifiera ou non sa position, ce qui est une clé d'une modification éventuelle des équilibres régionaux au Caucase du sud.

<sup>31</sup> Le FMI et la Banque mondiale ont lancé un programme de restructuration du secteur bancaire dès 1994, puis en 1995, les facilités pour la transition systémique et le programme d'aide à la réduction de la pauvreté.

<sup>32</sup> En septembre 1994, l'Azerbaijan International Operating Company, composé de la compagnie nationale pétrolière SOCAR et de dix multinationales, signe le « contrat du siècle » pour l'exploitation des réserves pétrolières azerbaïdjanaises. L'oléoduc Bakou-Soupsa sera inauguré en avril 1999.

<sup>33</sup> La route de passage choisie est la Géorgie, pour l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, adopté en novembre 2000, commencé en 2002 et entré en activité en 2005.

<sup>34</sup> Les principes de la construction européenne sont le modèle de référence du président depuis l'indépendance. Le 26 septembre 1991, lors d'une séance du Soviet suprême, L. Ter Petrossian décrit l'avenir de l'Arménie et de l'espace ex-soviétique. S'inspirant de l'histoire politique de l'Europe, il demande si le passage par la guerre, que l'Europe a connue avant de lancer sa construction économique et institutionnelle, sera inévitable pour l'Arménie et ses voisins, *in Endrani* (Sélection), « Yélouyt Hayastani Hanrabédoutian Kérakouyn Khrti

Le Premier ministre R. Kotcharian, quant à lui, nie l'urgence d'un accord de paix : le potentiel économique de l'Arménie aurait été sous-estimé et mal exploité par les gouvernements de L. Ter Petrossian avant 1997. Nommé chef du gouvernement au début du printemps 1997, R. Kotcharian s'est appliqué à la reconstruction de la zone sinistrée depuis le séisme de 1988 et à faire renouer l'économie avec la croissance. Alors que L. Ter Petrossian avait imaginé qu'en confiant à R. Kotcharian la charge du redressement économique et social de l'Arménie, il le confronterait à l'étendue des difficultés surgissant de sa situation géopolitique et, partant, à la nécessité de la paix, l'effet obtenu est exactement inverse. Le Premier ministre admet que l'économie de l'Arménie souffre du double blocus, mais n'y voit pas d'obstacle majeur au développement du commerce régional. Le pays pourrait tirer de la privatisation de quelques usines des revenus suffisants à sa croissance, particulièrement dans le secteur énergétique, sans devoir quémander des partenariats régionaux<sup>35</sup>. Dernier atout du plan de croissance que R. Kotcharian a mis en avant, la diaspora : cantonnée à une assistance essentiellement humanitaire, ses possibilités seraient restées largement sous-exploitées. Indépendamment du réalisme de ce projet diasporique, il existe une opposition tactique entre R. Kotcharian et L. Ter Petrossian sur la question de la diaspora : depuis le début du mouvement d'indépendance en 1988, L. Ter Petrossian avait cherché à faire de la diaspora une alliée de l'Arménie en politique étrangère ; il visait l'établissement de relations de voisinage normalisées avec tous, y compris avec la Turquie et, une fois que la question du Haut-Karabagh serait réglée, avec l'Azerbaïdjan. Cette attitude a surpris et parfois rebuté une partie de la diaspora. Sur ce point comme sur d'autres, R. Kotcharian a pris le contre-pied de L. Ter Petrossian, non pour des raisons d'opposition idéologique, mais par opportunisme politique. Si le nouveau ton dans les discours à la diaspora a pu donner l'impression d'une rupture idéologique par rapport à la période précédente, il ne vise en réalité qu'à stimuler l'action de la diaspora dans le secteur économique et politique (par l'intermédiaire de groupes d'influence dans les démocraties occidentales). Par conséquent, pour R. Kotcharian, la paix n'est désirable que si elle est à l'avantage de l'Arménie ; à défaut, le *statu quo* reste une source de stabilité, à préserver en l'accompagnant à la fois de négociations et d'un renforcement des capacités militaires de l'Arménie.

Si tous deux se veulent des pragmatiques, leurs approches diffèrent. L. Ter Petrossian déduit de l'interprétation de l'histoire politique des Arméniens une stratégie de la construction de l'Etat en rupture avec le passé, tandis que R. Kotcharian est un tacticien du pouvoir. Encore président par intérim (entre février et avril 1998), ce dernier affirme qu'il soutient le respect du cessez-le-feu, et qu'il reste fidèle au

---

Nisdoum » (Discours en séance du Soviet suprême de la République d'Arménie), 26 septembre 1991).

<sup>35</sup> Le premier mandat présidentiel de R. Kotcharian, après les attentats du 27 octobre 1999, a montré qu'en fait d'investissement économique l'administration Kotcharian ne répugne pas à l'hégémonie : la Russie a été l'acteur clé de la privatisation des grandes entreprises, puis, lors du second mandat de R. Kotcharian, entre 2003 et 2008, a acquis la majorité dans presque tout le secteur énergétique. Pour une présentation des relations entre l'Arménie et la Russie dans les années 2000, voir G. MINASSIAN, « L'Arménie, avant-poste russe au Caucase ? », *Russie. NEI. Visions*, 27, 2008, IFRI.

principe d'un règlement négocié pour le conflit. Celui-là même qui a fondé toute sa légitimité sur une approche différente du processus de négociations, reprend les principes généraux défendus par le gouvernement précédent. Au lendemain de son élection à la fonction de président en avril 1998, il expédie en deux phrases la ligne de conduite de l'Arménie sur cette question :

« La question du Haut-Karabagh est une question concernant la nation tout entière, et nous devons la régler avec dignité. A partir des principes d'une résolution pacifique, nous devrions aboutir à la reconnaissance internationale du droit du peuple du Haut-Karabagh à l'autodétermination, garantir son développement à l'intérieur de frontières sûres et une connexion géographique permanente avec l'Arménie »<sup>36</sup>.

Rien de plus qu'en 1997, sinon que le président ménage, dans ses formulations, les sensibilités d'une partie de ses alliés dans la question du Haut-Karabagh.

Mais pour L. Ter Petrossian, résoudre le conflit du Haut-Karabagh est nécessaire à la clôture du processus d'indépendance de l'Arménie, amorcé en 1988, mais resté inachevé. Pour R. Kotcharian, la question de l'indépendance n'est pas problématique : même si l'indépendance de fait du Karabagh dépend entièrement du soutien de l'Arménie, et que l'indépendance de l'Arménie est liée à un système de sécurité centré sur la Russie, cette question est malgré tout réglée depuis la victoire sur le terrain des *Karabaghtsis*. Confirmant cette vision, l'objectif du second mandat de R. Kotcharian (2003-2008) est de faire de l'Arménie « l'Etat le plus organisé de la région »<sup>37</sup>. D'après le contenu de son programme en 2003, un « Etat organisé » signifie pour lui un Etat présentant des garanties de sécurité et de développement économique – dont il ne précise pas les moyens financiers par ailleurs – qui assoient son « indépendance ». Il ne s'agit pas d'une réforme des structures de l'Etat, de l'appareil administratif ni d'une amélioration du fonctionnement des institutions, mais de ce que nous qualifions d'« Etat refuge » : refuge garantissant la sécurité du Haut-Karabagh, mais aussi refuge par son isolement relatif, par manque d'ouverture sur son voisinage, de possibilités d'intégration internationale poussées, le tout nourri par la garantie de l'alliance militaire, économique et énergétique avec la Russie. A l'opposé, la logique défendue par L. Ter Petrossian peut être appelée intégrationniste : là aussi, l'Etat est au centre de la sécurité du Karabagh et de l'Arménie mais, sur le long terme, elle ne peut être mieux garantie que par une paix mutuellement acceptée, dont dépendent la prospérité et l'intégration de l'Arménie dans sa région et dans la communauté internationale.

### 3. Sisyphe récalcitrant ? Le conflit dans les discours électoraux des présidences Kotcharian (1998-2008)

En dépit de quelques propositions de règlement à grand retentissement qui ont marqué la première présidence de R. Kotcharian, à l'issue de son second mandat, en 2008, le conflit du Haut-Karabagh ne semblait pas davantage prêt à se résoudre

<sup>36</sup> Discours inaugural de Robert Kotcharian devant l'Assemblée nationale, le 9 avril 1998.

<sup>37</sup> « Hayastane tarnalou è daradzachrtchani amena gazmagerbvadz bédoutiune » (L'Arménie va devenir l'Etat le plus organisé de la région), *Hayastani Hanrabédoutiun*, 22 janvier 2003.

selon la manière prônée par R. Kotcharian en 1997. Nonobstant les facteurs externes pesant lourdement sur le processus de négociations (équilibres régionaux, volonté politique de l'Azerbaïdjan, relations économiques, rôle de la Russie), peut-on repérer des éléments d'explication de cette impasse apparente dans la vie politique intérieure arménienne et le rôle qu'y joue encore le conflit du Haut-Karabagh ?

#### A. 1998-2003 : activisme ou excès de zèle ?

Elu en 1998 sur la promesse de régler le conflit du Haut-Karabagh sans courir les risques de la méthode « par étapes », R. Kotcharian reprend activement les négociations. Son premier mandat est marqué par des discussions, de 1998 à 2001, autour de la proposition de l'« Etat global ». Il semble que cette innovation juridique incertaine devait permettre au Haut-Karabagh de se doter de quasiment toutes les structures propres à un Etat, hormis la représentation diplomatique, mais l'aurait laissé intégré à l'ensemble azerbaïdjanais, qui aurait alors compté deux Etats. Les principes de ces souverainetés superposées n'avaient pas encore reçu d'explications certaines quand, le 21 février 2001, le président de l'Azerbaïdjan Heïdar Aliev a dévoilé les trois propositions confidentielles de règlement à la presse azerbaïdjanaise, compromettant par là-même celui-ci. Selon les principes de Key West<sup>38</sup>, discutés au printemps 2001, le corridor de Latchine aurait dû être échangé contre un corridor passant à Meghri (au sud de l'Arménie), assurant ainsi à l'Azerbaïdjan un lien direct avec le Nakhitchevan, une république autonome coupée de son territoire (voir carte). Que l'un ou l'autre des chefs d'Etat ait ou non accepté tout ou partie de ces propositions, toujours est-il qu'elles sont devenues lettre morte à leur retour à Bakou et à Erevan. R. Kotcharian a été vivement critiqué pour cette possibilité, qu'il nie avoir jamais acceptée, tout en revendiquant les rencontres de Key West comme un quasi-succès. Agassi Ienokian, universitaire d'Erevan proche de l'opposition, résume de manière lapidaire le dilemme que pose le conflit du Haut-Karabagh au gouvernement Kotcharian :

« Les dirigeants sont légitimes tant que le problème n'est pas réglé, mais leur refus de s'y attaquer fragilise la légitimité déjà vacillante des dirigeants actuels. Ils doivent chercher une solution pour renforcer leur position aux yeux du public, et répondre aux attentes des Arméniens. Mais une fois réglée, la question aura détruit la légitimité des dirigeants. Les autorités devront alors répondre à de nombreuses questions, allant de la situation économique et sociale dans la république aux assassinats mystérieux qui ont commencé en 1998. Ce qui explique pourquoi un règlement final est retardé »<sup>39</sup>.

Sisyphes pousserait-il lui-même le rocher vers le bas, pour avoir l'air de le remonter après ?

<sup>38</sup> Voir *supra*, la contribution de T. HUSEYNOV.

<sup>39</sup> A. YÉNOKIAN, « Armenia : Contradictory Approaches to the Karabagh Settlement », *Central Asia and the Caucasus*, 1/13, 2002, [http://www.ca-c.org/online/2002/journal\\_eng/cac-01/12.enoen.shtml](http://www.ca-c.org/online/2002/journal_eng/cac-01/12.enoen.shtml) (consulté en juin 2008).

## **B. *L'attentat d'octobre 1999 et la mise en retrait de la question du Haut-Karabagh***

La mise en retrait de la question du Haut-Karabagh ne vient pas tant de l'échec – programmé ? – de ces propositions que de la concentration du pouvoir dans les mains du président Kotcharian et de ses fidèles après l'attentat au Parlement du 27 octobre 1999 : l'assassinat, en pleine séance, du Premier ministre, Vazguen Sarkissian, du président de l'Assemblée, Karen Demirdjian, et de six autres députés, a sérieusement déstabilisé la classe politique et le pays tout entier. Ancien secrétaire du parti communiste d'Arménie reconverti à la direction d'une usine, K. Demirdjian, rival de Kotcharian à l'élection de 1998, reflète une époque de prospérité relative. L'alliance improbable entre ces deux hommes, scellée après l'élection de R. Kotcharian en vue des législatives du printemps 1999, remporte un franc succès<sup>40</sup>. Elle ne résulte pas uniquement d'un calcul électoral de court terme, mais surtout de la volonté de V. Sarkissian de faire contrepoids au pouvoir du président, en revigorant les fonctions de Premier ministre et de président de l'Assemblée. La disparition de ce pôle politique populaire<sup>41</sup> a considérablement réduit la légitimité, et donc le potentiel de négociation du président Kotcharian, qui a passé l'année suivante à raffermir son pouvoir en resserrant les rangs de ses fidèles et en s'assurant le contrôle progressif des agences de sécurité de l'Etat. Le règlement du conflit est alors devenu secondaire.

Avec la mort de V. Sarkissian, c'est également la cheville idéologique de la question du Haut-Karabagh qui a disparu. Sa décision d'assumer un rôle politique de premier plan en 1999 avait été motivée par des désaccords croissants avec le président Kotcharian et avec Serge Sarkissian, sur des questions économiques, mais aussi sur le règlement du conflit. Ces rivalités politiques et personnelles expliquent qu'il ait cherché à diviser le pouvoir de S. Sarkissian, en réduisant les attributions de son ministère de l'Intérieur et de la Sécurité nationale à cette dernière uniquement. Sur la résolution du conflit, les dissensions sont demeurées confidentielles ; cependant, elles n'étaient sans doute pas sans rapport avec les prises de position du Premier ministre incitant à prendre davantage en compte les intérêts américains dans la résolution

---

<sup>40</sup> L'alliance Unité regroupant le parti républicain, avec à sa tête Vazguen Sarkissian, et le parti populaire d'Arménie, mené par Karen Demirdjian, a remporté le plus grand nombre de voix et de sièges aux élections de mai 1999, avec 41,6 % des voix, et 61 sièges, ce qui ne constitue pas une majorité absolue. Cependant, le jeu des alliances après l'élection et le ralliement de députés indépendants (non affiliés à un parti) permettaient d'atteindre aisément la majorité.

<sup>41</sup> A titre d'illustration, les enquêtes de l'International Republican Institute (IRI, financé par USAID) menées entre 2006 et 2008 sur l'état de l'opinion font apparaître systématiquement Vazguen Sarkissian comme le premier personnage cité dans la catégorie des « héros de notre temps », et Karen Demirdjian, au 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> rang. Voir « Armenia National Voter Study », août 2006, <http://www.iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2006-10-12-Armenia-poll.pdf>, novembre 2006, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2006-11-06-Armenia-poll.pdf>, mars 2007, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2007-07-27-Armenia-poll.pdf>, octobre-novembre 2007, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2008-01-22-Armenia.pdf>, et janvier 2008, <http://iri.org/eurasia/armenia/pdfs/2008%20February%2015%20Survey%20of%20Armenian%20Public%20Opinion,%20January%2013-20,%202008.pdf> (consultés en avril 2009).

du conflit. Les attentats du 27 octobre surviennent en effet alors que les Etats-Unis accentuaient la pression en faveur de l'« Etat global », organisant plusieurs rencontres bilatérales des présidents arménien et azerbaïdjanais au printemps et à l'été 1999. De nombreux commentateurs spéculaient sur la signature d'un accord au sommet de l'OSCE à Istanbul prévu pour novembre 1999<sup>42</sup>. Tous ces éléments n'expliquent pas les attentats, mais donnent le contexte dans lequel ils interviennent, et, probablement, un faisceau de facteurs ayant contribué à l'élimination de Vazguen Sarkissian et Karen Demirdjian.

Alors que l'autorité de R. Kotcharian se trouve gravement compromise par la disparition d'une partie essentielle de la classe politique, et que les circonstances non élucidées des attentats jettent la suspicion sur son entourage, il installe Serge Sarkissian à la tête de l'administration présidentielle puis au secrétariat du Conseil de sécurité, avant de lui confier le ministère de la Défense en mai 2000. Familier des appareils de sécurité depuis 1993, S. Sarkissian est le bras droit nécessaire à un président arrivé récemment dans le milieu politique d'Erevan. La disparition du seul contrepoids sérieux au pouvoir du président permet à ce dernier de faire oublier la raison de son mandat, c'est-à-dire la résolution du conflit du Haut-Karabagh, mais aussi l'origine de son pouvoir dans cette même question.

Cette évolution est facilitée par l'exclusion de fait des autorités *karabaghsties* du processus de négociations. Celles-ci n'ont certes jamais été admises à négocier directement avec l'Azerbaïdjan – ce dernier ne voulant pas donner la moindre prise à la reconnaissance de leur légitimité ni à leur rôle indépendamment d'Erevan dans le conflit. Mais après les attentats, faisant valoir auprès d'Arkadi Gougassian, président du Haut-Karabagh, qu'un accord de paix serait plus acceptable pour l'Azerbaïdjan dans des négociations directes avec l'Arménie, R. Kotcharian se pose en porte-parole temporaire des intérêts des deux parties arméniennes et multiplie, entre 2000 et 2002, les rencontres bilatérales avec le président Aliiev. Par impuissance ou stratégie volontaire, R. Kotcharian réaffirme souvent son attachement à une solution négociée et reposant sur des compromis mutuels, dont il se garde néanmoins de préciser le contenu. Cependant, l'échec de la rencontre de Key West ainsi que la méfiance quant à l'existence de l'option Meghri (échange de territoires) renforce le mécontentement des autorités du Karabagh par rapport à un format de négociations appelé à durer et dans lesquelles elles n'interviendraient que dans les phases finales. D'un point de vue de politique étrangère, le Haut-Karabagh est une question parmi d'autres qui témoigne de la faible marge de manœuvre de l'Arménie : elle ne veut pas d'une subordination du Haut-Karabagh au gouvernement de Bakou, mais elle ne peut guère avancer au-delà de cette position sans risquer de compromettre le processus de négociations. Par conséquent, chaque gouvernement successif se trouve dans la nécessité paradoxale de poursuivre des négociations dont l'objectif premier, faute de certitude quant

---

<sup>42</sup> Nous nous contentons de mentionner les hypothèses les plus généralement envisagées à Erevan. Immédiatement après l'attentat, les Etats-Unis étaient le plus souvent suspectés, mais les circonstances de l'arrivée au pouvoir du président V. Poutine en Russie, le rapprochement entre R. Kotcharian et V. Poutine, ainsi que les accusations de l'ancien officier du FSB A. Litvinenko, impliquant le GRU, dans le but d'empêcher la signature d'un accord sur le Haut-Karabagh, ont contribué à un changement, l'opinion penchant en 2008 vers une implication de la Russie.

à la bonne volonté de toutes les parties impliquées, est de préserver les acquis. Avec le renforcement de son pouvoir et la prise en main personnelle du processus de négociations, R. Kotcharian pense s'être donné plus de temps pour redresser la situation économique du pays, s'assurer le contrôle des ressources administratives, tout en poursuivant les discussions sur les principes d'un règlement.

### ***C. La campagne de 2003 et la relégation de la question du Haut-Karabagh au second plan***

La campagne présidentielle s'ouvre en 2002, et confirme le recul de la question du Haut-Karabagh dans les priorités du candidat. Les deux tiers du programme de R. Kotcharian, au slogan révélateur de « Travaillons ensemble », concernent différents domaines du développement économique et social, suivis de la mention obligatoire de l'Etat de droit et de la démocratisation. L'armée, l'« Artsakh » (c'est le nom arménien du Karabagh qu'il emploie) et la politique étrangère, comprenant la politique de sécurité et les relations internationales, font l'objet d'un traitement séparé<sup>43</sup>. Sur le Haut-Karabagh, R. Kotcharian propose la poursuite des négociations de paix, le droit à l'autodétermination, la sécurité des populations et des frontières, le lien avec l'Arménie. Sans plus de précision par rapport au statut envisagé, le droit à l'autodétermination peut viser aussi bien la reconnaissance de l'indépendance que toute autre forme d'autonomie acceptée par les autorités du Karabagh. La mise en retrait du Haut-Karabagh en 2003 pourrait apparaître comme un aveu du manque d'avancée des négociations pendant le premier mandat de R. Kotcharian. Mais cette discrétion n'est pas qu'une stratégie électorale : la rhétorique de la victoire de fait, – supposée acquise par le *statu quo* – de plus en plus prégnante dans la deuxième moitié du mandat, a fait son chemin dans l'opinion publique<sup>44</sup>. Si la position de l'Arménie s'est durcie, cela transparait dans le manque d'empressement en faveur d'un règlement politique, plutôt que dans la conviction qu'un compromis serait impossible. Les propos tapageurs de R. Kotcharian en janvier 2003 sur « l'incompatibilité ethnique »<sup>45</sup> entre les deux peuples laissent croire à un attachement de R. Kotcharian à une idéologie ultranationaliste. Elle est cependant dictée par les circonstances de la campagne présidentielle, mais aussi par le lieu où le discours est prononcé, la Russie, où de nombreux réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan ont choisi de s'installer. De même,

<sup>43</sup> Programme publié dans *Hayastani Hanrabédoutiun* (République d'Arménie), l'organe officiel du gouvernement, le 22 janvier 2003.

<sup>44</sup> A titre d'illustration, une enquête menée par ACNIS (Armenian Center for National and International Studies) en juin 2004 révèle qu'à la question « Seriez-vous d'accord pour temporairement geler la question du Haut-Karabagh dans son état actuel ? », 44,2 % des 1 950 personnes interrogées répondent « oui ». Les raisons données pour un accord reflètent bien le message du gouvernement de R. Kotcharian : le temps réconciliera la communauté internationale et l'Azerbaïdjan avec l'idée de l'indépendance du Haut-Karabagh pour 29,3 % d'entre eux, et l'Arménie pourra obtenir un règlement plus favorable quand elle sera politiquement et économiquement plus forte, pour 25,8 % des sondés. Disponible sur [http://www.acnis.am/pr/soc\\_arc/Public.pdf](http://www.acnis.am/pr/soc_arc/Public.pdf) (consulté en septembre 2008).

<sup>45</sup> « Kocharian says Armenians, Azeris « ethnically incompatible » », *RFE/RL*, 16 janvier 2003.

son insistance à rappeler que le problème du Haut-Karabagh est « un problème pan-national », qui doit rassembler l'Arménie, le Karabagh et la diaspora ressemble plutôt à une grand-messe patriotique camouflant l'échec diplomatique de l'Arménie qu'à un plan d'action. Sous-entendre que l'Arménie consulterait la diaspora au moment d'un règlement possible, sans en préciser ni les modalités ni la portée, est une précaution oratoire qui s'explique par la levée de boucliers à laquelle a été confronté L. Ter Petrossian depuis le milieu des années 1990.

R. Kotcharian a dû sa réélection (avec 67,5 % des voix) en mars 2003<sup>46</sup> au contrôle des « ressources administratives » et des appareils de sécurité, ainsi qu'à la résignation de citoyens soucieux de stabilité. Le rôle que joue le Haut-Karabagh est, pour la première fois depuis 1988, passif : les élites parvenues au pouvoir grâce à cette question, par les mécanismes de vampirisation du centre par la périphérie<sup>47</sup>, continuent à se reproduire en utilisant la force d'inertie du conflit non réglé. L'entourage de R. Kotcharian rappelle que son origine est une garantie pour la sécurité de l'Arménie et du Haut-Karabagh, justifiant son maintien au pouvoir dans une situation géopolitique régionale toujours aussi incertaine. L'année suivant sa réélection, Garnik Issagoulian<sup>48</sup>, conseiller à la sécurité nationale du président, déclare que le successeur de R. Kotcharian devra être « un autre dirigeant originaire du Karabagh »<sup>49</sup>. Outre le pessimisme que cette déclaration pouvait susciter quant à l'issue des négociations – en effet, quel besoin d'un dirigeant issu du Karabagh si un accord de paix garantit la sécurité des deux territoires ? –, celle-ci a levé les doutes sur le successeur implicitement désigné.

#### ***D. Echec diplomatique ou simulacre de négociations ?***

Les échéances électorales en Azerbaïdjan intervenant huit mois après les élections arméniennes, les négociations se trouvent bloquées pendant plus d'une année. En outre, suite à la maladie puis à la disparition de Heïdar Aliev, c'est son fils, Ilham

---

<sup>46</sup> Robert Kotcharian a remporté l'élection présidentielle en mars 2003, au second tour, contre Stepan Demirdjian, (fils de Karen Demirdjian), avec 67,5 % des voix contre 32,5 %. Plus encore que les fraudes, constatées à chaque élection, c'est le score de Kotcharian qui a entretenu le mécontentement de l'opposition dans les mois qui ont suivi l'élection.

<sup>47</sup> Pour une étude comparée de l'influence des enclaves périphériques sur les centres politiques, voir S. NIES, *Sands in the Works. Enclaves Challenging Metropolitan States : a comparative study on the governance of Cabinda, Ceuta, Kaliningrad, Mountainous Karabagh, Nakhichevan, Melilla and Gibraltar*, HDR, sous la direction de Bertrand Badie, IEP, 2004.

<sup>48</sup> Quelques éléments biographiques sur ce personnage exemplaire du brassage idéologique que le pragmatique Kotcharian a su faire sien : il a travaillé au KGB, a été proche de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), bastion traditionnel de la cause arménienne, puis a soutenu Kotcharian. Il crée, avec quatre anciens membres de la FRA, le parti Sécurité nationale, qui défend une position dure sur le Haut-Karabagh. En novembre 1998, il voit dans son parti un « garde-fou » à la politique « non claire » de Kotcharian sur le Haut-Karabagh.

<sup>49</sup> « Kocharian aid wants another Karabagh born leader for Armenia », *RFE/RL*, 7 juin 2004.

Aliev, qui est élu président en octobre 2003. Celui-ci reprend les discussions<sup>50</sup>, en adoptant toutefois une rhétorique plus agressive envers l'Arménie et souvent négative sur le travail des médiateurs<sup>51</sup>. En février 2004, R. Kotcharian revient sur l'état des discussions depuis l'élection qui, selon lui, indique que la paix n'est pas la priorité de son homologue azerbaïdjanais : celui-ci miserait sur le développement économique et social rapide de son pays pour asseoir sa popularité<sup>52</sup> et pouvoir par la suite exercer davantage de pressions sur l'Arménie dans la négociation. Une interprétation qui ne doit pas manquer de rappeler quelques souvenirs à R. Kotcharian, qui avait lui aussi fait le pari, bien plus audacieux qu'en Azerbaïdjan, du développement économique avant tout. L'Azerbaïdjan, pas plus que l'Arménie, ne peut se permettre de rompre les discussions sans être sûr qu'une reprise éventuelle des hostilités ne tourne à son avantage.

En avril 2004, les diplomaties azerbaïdjanaise et arménienne renouent à Prague, par le biais de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs, Elmar Mamediarov et Vartan Oskanian. Les chefs d'Etat acceptent de se rencontrer en marge de sommets internationaux, mais semblent laisser à leur diplomatie le soin de faire montre de leur bonne volonté. Pourtant, la répartition des compétences rend les deux présidents responsables d'un éventuel accord de paix. Rien n'indique que ceux-ci en prennent le chemin, à tel point qu'en mai 2004, V. Oskanian revoit à la baisse la qualification des discussions : pas encore des « négociations », précise-t-il, mais de simples « consultations »<sup>53</sup>. Ces consultations, connues sous le nom de « processus de Prague », font appel à une combinaison des deux méthodologies de règlement<sup>54</sup>, la méthode « globale » et celle « par étapes ». Le contenu de ces consultations, qui prévoieraient une résolution graduelle de tous les problèmes puis un référendum au Haut-Karabagh dans dix ou quinze ans pour décider de son statut, devait recevoir une première formalisation lors du sommet de Rambouillet, le 10 février 2006. Celui-ci n'a pas abouti mais sans remettre en cause le contenu des consultations. Le rocher aurait peut-être recommencé sa lente ascension. Mais l'opinion publique, elle, est gagnée par la lassitude et l'incertitude sur la politique menée à l'égard du conflit. Une enquête d'ACNIS menée en juin 2005 auprès de 1 950 citoyens<sup>55</sup> montre que 67,7 % d'entre eux pensent que la question du Haut-Karabagh est la priorité du pays, seuls 35,5 % estiment qu'elle est effectivement traitée comme telle par le gouvernement,

---

<sup>50</sup> « Yerevan angered by fresh Azeri threat of Karabagh war », *RFE/RL*, 28 juillet 2004 ; « Azeri official yearns for Armenia's conquest », *RFE/RL*, 4 août 2004 ; « Aliev, Kocharian vow to keep up Karabagh talks », *RFE/RL*, 16 septembre 2004.

<sup>51</sup> « Aliev Jr. slams Armenia, world community at UN », *RFE/RL*, 25 septembre 2003 ; « Mediators call for Armenian-Azeri summit on « new Karabagh ideas » », *RFE/RL*, 8 décembre 2003 ; « Azerbaijan cancels crucial talks on Karabagh », *RFE/RL*, 25 mars 2004.

<sup>52</sup> « Karabagh peace « less urgent » for Azeri leader », *RFE/RL*, 6 février 2004.

<sup>53</sup> « Oskanian does not rule out change in Karabagh peace strategy », *RFE/RL*, 17 mai 2004.

<sup>54</sup> « Oskanian holds « useful » talks with Azeri counterpart », *RFE/RL*, 21 juin 2004.

<sup>55</sup> ACNIS, Public and Expert Survey, « The Karabagh story, 17 years in progress », avril 2005. Disponible sur [http://www.acnis.am/pr/Karabagh\\_story/Socio12eng.pdf](http://www.acnis.am/pr/Karabagh_story/Socio12eng.pdf) (consulté en septembre 2008).

tandis qu'un pourcentage équivalent considère que ce n'est pas le cas. 29 % des personnes interrogées ne se prononcent pas, 61 % se disent insatisfaits du processus de négociations, les autorités arméniennes étant jugées les premières responsables. Un autre sondage, publié à la fin de l'année 2004 sur *Radio Liberty*, indique que l'écart de confiance entre le premier et le second président est faible, avec 26 % des sondés faisant confiance à R. Kotcharian, et 21 % à L. Ter Petrossian<sup>56</sup>. Il montre également la faible diffusion des arguments avancés par ce dernier en 1997 : 20 % seulement des habitants de la capitale auraient connaissance de l'article « Guerre ou paix ». L'opposition n'a pas désarmé, et la publication de ce sondage est suivie d'une série de réimpressions de l'article en question dans les journaux d'opposition entre 2004 et 2007. L. Ter Petrossian observe les lents progrès de ses arguments, l'œil rivé sur l'échéance électorale suivante de 2008.

#### **4. La question du Haut-Karabagh comme enjeu électoral de l'élection présidentielle de 2008**

L'élection présidentielle de 2008 témoigne des effets structurels du conflit sur les reconfigurations politiques arméniennes.

##### **A. L. Ter Petrossian versus S. Sarkissian ou comment la question du Haut-Karabagh continue de travailler la scène politique arménienne**

A bien des égards, l'élection présidentielle de 2008 semblerait n'être qu'une répétition plus violente des élections précédentes : le candidat désigné par R. Kotcharian comme son successeur probable, S. Sarkissian, remporte les élections avec une facilité déconcertante dès le premier tour avec 52,8 % des voix contre Levon Ter Petrossian<sup>57</sup>, puis l'administration du président sortant cherche à étouffer les remous postélectorales par l'emploi de méthodes violentes<sup>58</sup>, affaiblissant encore plus la légitimité du nouvel élu. Comme pour la campagne présidentielle de 2003, les principaux candidats<sup>59</sup> ont confronté leurs programmes en priorité sur des questions économiques et sociales, auxquelles s'ajoutent les passages obligés

<sup>56</sup> « Poll gives Kocharian, Ter-Petrosian close ratings on Karabagh », *RFE/RL*, 6 décembre 2004. Sondage mené par *Vox populi*.

<sup>57</sup> Serge Sarkissian a remporté l'élection au premier tour, avec 52,8 % des suffrages exprimés, Levon Ter Petrossian arrivant second avec 21,5 %. Ce dernier, ainsi que les partis d'opposition ralliés à lui depuis le début de la campagne, n'ont eu de cesse de dénoncer ces résultats, qu'ils jugent frauduleux.

<sup>58</sup> Des manifestations importantes ont eu lieu dès le lendemain des élections, jusqu'à leur dispersion par les forces de l'ordre le 1<sup>er</sup> mars, qui a fait dix morts. Les manifestations ont repris quelques semaines plus tard, continuant à mobiliser des milliers de personnes. Le mouvement s'est institutionnalisé en un parti d'opposition, le Congrès national arménien (*Hay Azgayin Congres*), sans représentation parlementaire, voulant aboutir à un changement de pouvoir par les urnes.

<sup>59</sup> Outre S. Sarkissian et L. Ter Petrossian, Artur Baghdassarian, chef du parti Pays des lois, et Vahan Hovhannissian, de la Fédération révolutionnaire arménienne. Ces deux hommes, qui ont oscillé entre les autorités et l'opposition, n'ont pas réussi à fédérer d'alliance autour d'eux en vue des élections, mais ont pesé dans la dispersion des voix. Ils ont signé un accord de coalition avec le nouveau président peu après la proclamation des résultats.

sur la démocratisation et l'Etat de droit. *A priori*, l'élection de 2008 ne traduirait qu'un dysfonctionnement des institutions censément démocratiques de l'Arménie, témoignant ici comme ailleurs dans l'espace postsoviétique de la difficulté d'une transition vers la démocratie, indépendamment, semble-t-il, du conflit du Haut-Karabagh. Les candidats, et particulièrement ceux qui, comme L. Ter Petrossian et S. Sarkissian, sont d'anciens compagnons dans l'histoire du conflit, feraient-ils une impasse relative sur cette question pour des raisons de stratégie électorale ? La vie politique arménienne se serait-elle, au moins partiellement, affranchie de la question du Haut-Karabagh ?

La structuration du champ politique en 2008 ne se comprendrait pourtant pas sans la référence, y compris implicite, au rôle qu'a joué la question du Haut-Karabagh dans la construction du système politique dans son ensemble depuis la fin des années 1980. Du point de vue des protagonistes, le conflit du Karabagh est déterminant et l'élection de 2008 serait illisible sans remonter au cœur de l'opposition entre S. Sarkissian et L. Ter Petrossian. Second représentant, après R. Kotcharian, d'une élite politique venue du Haut-Karabagh, S. Sarkissian était à la direction administrative de l'armée de la république autoproclamée avant d'être appelé comme ministre de la Défense en Arménie par L. Ter Petrossian, en 1993. Quant à l'ancien président, dix ans après sa démission et vingt ans après le début du mouvement d'indépendance, c'est une figure contrastée, contestée, mais qui ne laisse pas indifférent. Pour les uns, il reste le symbole du mouvement national démocratique ; pour les autres, c'est surtout le président « des années du froid et de l'obscurité » d'un pays privé d'électricité ; pour d'autres encore, un « traître » prêt au compromis honteux avec l'Azerbaïdjan. Son retour et sa campagne extrêmement virulente contre les politiques de R. Kotcharian depuis les attentats du 27 octobre ont en tout état de cause ranimé l'intérêt du public pour la politique. En septembre 2007, il justifie son retour avant tout par une responsabilité morale et politique par rapport à la question non réglée du Haut-Karabagh, question dont la gravité échapperait à la plupart des citoyens<sup>60</sup> : « (...) le problème le plus lourd auquel notre peuple, l'Arménie, notre Etat, restent confrontés, le problème dont dépendent et l'avenir de l'Arménie, et le bien-être de notre peuple, et la prospérité de notre économie, [est] celui de la résolution de la question du Haut-Karabagh »<sup>61</sup>. Sa critique concerne le processus de négociations et, plus largement, le traitement de la question du Haut-Karabagh pendant les présidences de R. Kotcharian, – ces dix années passées à ne rien faire, dit-il en substance, sont leur « plus grand crime »<sup>62</sup> – mais cette critique n'est plus le fait d'un homme isolé : le soutien que lui apportent les figures les plus en vue des *Yerkrapahs* ainsi qu'Aram Sarkissian – frère du défunt

---

<sup>60</sup> A l'occasion du 16<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la République d'Arménie, le 21 septembre 2007, l'ancien président s'est exprimé devant une assemblée fermée d'invités à l'hôtel Armenia, suscitant une forte attente pour l'élection présidentielle. Il déplore que le problème du Haut-Karabagh ait perdu de son acuité dans l'opinion, tout en reconnaissant une part de responsabilité dans cette évolution.

<sup>61</sup> Traduction de l'auteur : « *Aysor hay joghovrti, Hayastani, mér bédoutian artchev ganknadz kèrakouyn khntir, vorits gakhvadz è yév' Hayastani abakan, yév mér joghovrti paroroutiune, yév' mér dndésoutian parkavadjoume, LGH hartsi garkavoroumn è : ».*

<sup>62</sup> *Loc. cit.*

ministre de la Défense, V. Sarkissian et Stepan Demirdjian, fils du défunt président de l'Assemblée, Karen Demirdjian, signale le déplacement des protagonistes héritiers de la crise de 1997.

En revanche, les programmes électoraux de L. Ter Petrossian et de S. Sarkissian se rejoignent sur la place modeste accordée au conflit du Haut-Karabagh : un paragraphe ressassé, mais nécessaire pour les électeurs inquiets à l'idée de tout bouleversement, expose une ligne générale minimale, à savoir la poursuite des négociations. S. Sarkissian, qui place son programme<sup>63</sup> sous le principe de l'« unité du peuple »<sup>64</sup>, aborde la question du Haut-Karabagh immédiatement par un point appelant une politique étrangère plus active et plus avantageuse sur le plan international et régional. Il rappelle brièvement les trois principes de règlement – le droit à l'autodétermination, la sécurité de la population civile et des frontières, et une « frontière globale »<sup>65</sup> avec l'Arménie –, qui, sans davantage de précision, ne constituent qu'une reprise de la position diplomatique officielle de l'Arménie telle qu'elle a été défendue par tous les dirigeants. L. Ter Petrossian n'en dit pas plus sur ses propres intentions : il fait intervenir le problème du Haut-Karabagh dans un paragraphe consacré à la politique étrangère, un domaine parmi d'autres où il expose « la vraie photographie de l'Arménie de l'ère Kotcharian-Serge »<sup>66</sup>. Une simple critique de l'échec à résoudre le problème, dû selon lui, à l'absence de volonté politique du précédent dirigeant<sup>67</sup>.

Les maigres bénéfices électoraux que les candidats en attendent et non un quelconque désintérêt de la population pour cette question, expliquent sa place modeste dans les programmes. Les enquêtes de l'IRI menées de 2006 à 2008<sup>68</sup> montrent qu'elle se situe au second rang des préoccupations quotidiennes des sondés,

---

<sup>63</sup> Le programme de Serge Sarkissian était disponible sur un site qui lui était consacré pendant la campagne présidentielle. Depuis son investiture en avril 2008, ce programme est disponible sur le site du président de la République. Voir, pour la version anglaise, [http://www.president.am/library/program/program\\_eng.doc](http://www.president.am/library/program/program_eng.doc) et pour la version arménienne, dont nous nous servons ici, [http://www.president.am/library/program/program\\_arm.doc](http://www.president.am/library/program/program_arm.doc) (consulté en juin 2008).

<sup>64</sup> « La garantie fondamentale du développement de notre pays est l'unité spirituelle de notre peuple » (« *Mér yérgri zargatsman himnagan yérachkhike mér joghovrti hokévor miasnoutiunn è :* »).

<sup>65</sup> « La République d'Arménie et la République du Haut-Karabagh doivent avoir une frontière globale » (« *HH-n yév LGH-n bédk è ounéan enthanour sahman :* »).

<sup>66</sup> Une dénonciation qui suit un développement sur la situation économique et sociale des villages et des provinces de la périphérie : « *aha sa è kotchariana-serjagan chrdjani Hayasdani iragan badkère* » (« voilà la vraie photographie de l'Arménie de l'ère Kotcharian-Serge »).

<sup>67</sup> Les électeurs seraient, quant à eux, sans doute plus réservés sur ce jugement. Le même sondage ACNIS d'avril 2005 montre que s'ils sont incertains de la volonté politique de leurs dirigeants, ils voient dans les faibles capacités diplomatiques et de propagande de l'Arménie le premier obstacle à une résolution du conflit (37,2 %), en deuxième position la complexité du problème (25,5 %) et en troisième rang seulement l'absence de compromis de la part de l'Azerbaïdjan (23,8 %).

<sup>68</sup> Cette série de sept enquêtes sur l'état de l'opinion menées par l'IRI entre 2006 et 2008 est disponible sur <http://www.iri.org/Polls.asp> (consulté en juin 2008).

derrière les questions économiques et sociales. Mais elle arrive au premier rang lorsque ceux-ci sont interrogés sur ce qu'ils craignent le plus : l'incertitude du lendemain, le problème du Haut-Karabagh, et/ou la guerre et la sécurité, occupent nettement les premières places, catégories qui se rapportent peu ou prou au conflit non résolu.

### **B. Les silences des programmes, révélateurs des positions des protagonistes**

Le quasi-silence qui entoure cette question paraît néanmoins suspect alors que le conflit continue de déterminer la politique étrangère et les relations économiques du pays, et que son champ politique interne lui-même est en partie structuré par ce paramètre. Depuis 1991, et malgré la volonté des dirigeants arméniens de revoir complètement les relations de leur pays avec ses voisins, le conflit du Haut-Karabagh a surdéterminé les choix de l'Arménie, réduisant sa marge de manœuvre, déjà peu importante. Le besoin de sécurité a dicté un nouveau rapprochement avec la Russie, et une intégration poussée à la CEI, tandis que la perspective de relations avec la Turquie a été compromise par son soutien diplomatique sans faille à l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabagh, allant jusqu'à manifester sa solidarité dans le blocus de l'Arménie. L'impossibilité de régler le conflit a renforcé ce système d'alliances régionales (Turquie-Azerbaïdjan d'un côté, Arménie-Russie de l'autre) et isolé l'Arménie aussi bien sur le plan diplomatique qu'économique, la Russie s'imposant dans les années 2000 comme un investisseur massif, et souvent exclusif, dans le pays. Dans le programme de S. Sarkissian, le premier soupçon vient de l'absence du terme de compromis, assortie d'une insistance sur l'impossibilité d'un règlement rapide, ce qui laisse penser que le nouveau président ne sera pas prêt à s'engager plus que son prédécesseur. La deuxième étrangeté est l'association entre le principe de « règlement global » (« *meg patéti metch* »), qui avait été le point de litige avec L. Ter Petrossian, et la description des négociations comme une chaîne de points de contentieux à discuter entre les parties qui, « pas à pas », produirait un règlement<sup>69</sup>. On ne saurait mieux dire qu'en dépit de la discussion enragée sur la méthode, le choix de l'une ou de l'autre ne détermine finalement pas la possibilité d'un règlement, et que le candidat S. Sarkissian n'a pas d'opinion arrêtée sur les modalités d'un règlement possible. On ne saurait d'ailleurs lui en faire grief : quatorze années de négociations ont certainement permis de passer en revue, dans tous les ordres possibles, les points de litige du conflit. Troisième absence remarquable, celle de l'état des discussions : S. Sarkissian n'assume pas officiellement une continuité par rapport à son prédécesseur, qu'il n'ait pas de proposition concrète à discuter ou juge possible de faire du neuf avec de l'ancien. Enfin, il n'est pas non plus anodin que S. Sarkissian passe sous silence son origine *karabaghtsie*, ainsi que sa longue expérience dans les coulisses de la négociation comme ministre de la Défense d'Arménie, conscient de l'aigreur profonde de la société arménienne envers ces *Karabaghtsis* qui ont profité de l'accès au pouvoir politique à Erevan pour engranger des bénéfices économiques considérables<sup>70</sup>. Passant aux priorités de son futur gouvernement en politique

<sup>69</sup> Le règlement « est la totalité d'opérations qui s'effectuent pas à pas. » (« (...) *mi kani kaylov iraganatsvogh kordzoghoutiunneri ampoghtchoutiun è* : »).

<sup>70</sup> Comme dans de nombreux autres Etats postsoviétiques, le pouvoir en place s'est entouré d'hommes d'affaires qui contribuent au financement des partis politiques et des campagnes

étrangère, S. Sarkissian met au premier rang l'amélioration des relations avec tous les pays voisins et particulièrement la Turquie, tout en souhaitant que la résolution du conflit et les autres questions de politique étrangère de l'Arménie soient indépendantes l'une de l'autre.

Le programme de L. Ter Petrossian est une série de réflexions qui s'opposent au cours politique suivi depuis 1998, plutôt que l'exposition de mesures concrètes. Pas plus que son concurrent, il ne mentionne la phase en cours des discussions : prudemment, il réserve sa position pour le cas où il aurait un mandat qui lui permettrait de négocier. Il ne faut pas non plus exclure l'hypothèse que L. Ter-Petrossian n'ait tout simplement pas d'idée arrêtée sur ce que l'Arménie serait capable d'obtenir à l'avenir dans des négociations avec l'Azerbaïdjan, et qu'il n'ait alors qu'à offrir « la démonstration d'une volonté politique de règlement »<sup>71</sup>. Si la question du Haut-Karabagh semble être en retrait dans le discours public, on voit bien comment elle continue à peser, y compris par sa force d'inertie, sur la situation *hic et nunc* de l'Arménie.

## 5. Conclusion

Catalyseur des mouvements nationaux des deux pays, conflit international, question en attente de règlement politique, facteur de légitimation des hommes politiques nationaux, le conflit du Haut-Karabagh a subi des transformations mais reste un élément central des politiques externes et internes de l'Arménie. Le Haut-Karabagh a longtemps été le facteur de légitimation principal, ses acteurs politiques et militaires ont ensuite investi la scène politique à Erevan. Parfois en dépit d'un discours public qui se veut rassurant sur les retombées du conflit, celui-ci a un impact sur tous les choix de politique étrangère et les relations internationales de l'Arménie.

Le discours des autorités arméniennes a toutefois conforté l'illusion d'une stabilité acquise, parfois contre leur gré. Ce mouvement d'effacement progressif de la question du Haut-Karabagh de la vie politique ordinaire de l'Arménie a commencé avec L. Ter Petrossian pour s'accentuer ensuite sous R. Kotcharian. Malgré cette érosion publique, une généalogie des élites politiques met en lumière le rôle essentiel du conflit dans la construction de l'Arménie postsoviétique. La crise de 1997-1998 avait révélé le nœud gordien qui permet l'accès au pouvoir. Dans sa tentative de le dénouer, celui-ci a échappé à L. Ter Petrossian. Une leçon qui n'a pas été perdue pour tout le monde : bien que tirant sa légitimité de son origine, R. Kotcharian, pour conforter son

---

électorales, tout en bénéficiant de l'immunité parlementaire que leur assure un siège de député. Ce mouvement a commencé aux élections législatives de 1995, mais a pris de l'ampleur avec les vagues de privatisation successives des grandes entreprises à la fin des années 1990 et dans les années 2000, l'essor de la construction immobilière et des activités de service (Erevan ayant sans doute le ratio de cafés par habitant le plus élevé de la région). Ce phénomène, accompagné d'une augmentation régulière de la corruption, a nourri le mécontentement de la population envers la classe politique dans son ensemble, dont la partie la plus en vue se trouve être originaire du Haut-Karabagh (bien qu'il n'y ait évidemment aucune source fiable – à notre connaissance – sur la corruption supposée des plus hautes autorités du pays, mais seulement des bruits plus ou moins bien informés).

<sup>71</sup> « (...) *garkavorman kordzoum kaghakagan gamki drsévouroume* », programme de Levon Ter Petrossian en 2008.

autorité, s'est bien gardé de trop s'impliquer en vue d'une résolution depuis l'échec des négociations de Key West. Parallèlement, il soutient l'ascension du rocher de Sisyphe en déployant une activité importante sur le plan des discussions bilatérales. L'élection de S. Sarkissian, en février 2008, montre que les ressources fournies par le Haut-Karabagh en termes de légitimation politique aussi bien, probablement, que de transmission de pouvoir, se sont épuisées. Sur la vision du conflit du Haut-Karabagh, l'activité et le succès relatif de L. Ter Petrossian à l'élection de 2008 indiquent que la ligne de fracture de 1997 n'a pas disparu.

Il est encore trop tôt pour dire si le second président originaire du Karabagh sera soucieux de résoudre le conflit et s'il saura concrétiser les propositions discutées depuis 2004. Devant les membres du parti républicain<sup>72</sup> qui ont voté son investiture comme candidat à l'élection en novembre 2007, S. Sarkissian expliquait : « nous nous approchons doucement mais sûrement du règlement du problème du Haut-Karabagh, mais sans faire de concessions unilatérales »<sup>73</sup>. Réponse à peine voilée au retour de L. Ter Petrossian en politique : la critique contre ce dernier serait toujours d'actualité et sur le point de trouver son dénouement dans une résolution acceptable pour la partie arménienne. La mise en retrait progressive de la question du Haut-Karabagh n'empêche pas l'opposition de points de vue sur la place du conflit dans la construction de l'Etat arménien de continuer à travailler la scène politique nationale.

Le chef d'Etat qui parviendra à porter le rocher au sommet de la montagne et à l'y maintenir, autrement dit à conclure un accord de paix acceptable pour toutes les parties au conflit, tranchera en même temps le nœud gordien. D'un côté, L. Ter Petrossian a tenté de le faire en capitalisant sur le coup de théâtre de son retour pour l'élection de 2008, réaffirmant la nécessité d'un règlement. De l'autre, on ne peut exclure d'emblée que Serge Sarkissian, ayant brandi le slogan symptomatique d'« En avant vers une Arménie victorieuse », ne veuille mettre au compte de ses victoires politiques la résolution du conflit du Haut-Karabagh. La faible légitimité dont il dispose aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur (la Russie est un des rares pays à ne pas avoir mis en doute la validité de l'élection de février 2008), rendait un règlement du conflit improbable au début de son mandat. En revanche, un rapprochement avec la Turquie pouvait faire office de démonstration de bonne volonté nécessaire à S. Sarkissian pour atténuer la pression des partenaires occidentaux consécutive à la répression du 1<sup>er</sup> mars 2008<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> Un des partis les mieux organisés et les plus anciens du pays, le parti républicain a été investi par les *Yerkrapahs* en 1995, et a élu Vazguen Sarkissian à sa tête. Après le départ d'une grande partie des *Yerkrapahs* à la suite des attentats du 27 octobre, des alliés de R. Kotcharian (qui n'en a jamais fait partie) et de S. Sarkissian ont investi le parti, qui est devenu un bastion du pouvoir présidentiel au Parlement depuis 2003. Remportant le plus grand nombre de sièges aux élections législatives de 2007, devant le parti créé par le riche homme d'affaires Gagiik Tsaghoukian, proche de R. Kotcharian, il se pose en soutien de la candidature de S. Sarkissian aux élections présidentielles de 2008.

<sup>73</sup> Le discours de Serge Sarkissian au 11<sup>e</sup> congrès du parti républicain est disponible en arménien sur [www.hhk.am/content/arm/11rd\\_hamagumar.pdf](http://www.hhk.am/content/arm/11rd_hamagumar.pdf) (consulté en juin 2008).

<sup>74</sup> Le campement devant l'Opéra mis en place par l'opposition depuis l'annonce des résultats a été dispersé sur ordre de R. Kotcharian, et L. Ter Petrossian conduit à son domicile et surveillé. Pour disperser un nouveau rassemblement, commencé dans l'après-midi aux environs

Il a été esquissé par la visite du président Gül à Erevan, à l'occasion d'un match de football le 6 septembre 2008<sup>75</sup>. Mais les propositions turques d'assister l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans leur recherche d'une solution au conflit du Haut-Karabagh ne vont pas sans susciter des craintes, en diaspora comme en Arménie : les plus pessimistes voient déjà la médiation de l'OSCE remise en cause au profit de la Turquie, qui ne s'est jamais montrée impartiale dans le conflit. A la suite de la guerre russo-géorgienne d'août 2008, la situation géopolitique au Caucase du Sud a changé. Mais en ce qui concerne l'Arménie, la prudence est toujours de mise : ni l'Arménie – en dépit de son alliance avec la Russie – ni le Haut-Karabagh, qui s'est contenté de féliciter les « frères » abkhazes et ossètes, n'ont emboîté le pas à la Russie dans sa reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud le 26 août 2008. La Turquie a profité de la condamnation de la Russie par ses partenaires européens et américains pour la concurrencer dans son rôle de puissance régionale au Caucase. Le désir de partenariat renforcé des Etats-Unis avec la Turquie et les divisions de l'Europe concernant son adhésion éventuelle à l'Union européenne ont été mises à profit pour lancer une diplomatie à la fois plus agressive envers l'Arménie, en raison du maintien de conditions implicites à la normalisation des relations bilatérales, mais s'inscrivant dans un objectif plus global de « zéro problème aux frontières ». A l'issue de la très controversée « diplomatie du football », une « feuille de route » sur la normalisation des relations a été rendue opportunément publique la veille de la commémoration du génocide arménien, le 23 avril 2009, évitant au président américain Obama d'avoir à tenir la promesse, faite pendant la campagne présidentielle, de reconnaître le génocide arménien. Moins de six mois plus tard, le 10 octobre 2009, un protocole d'accord sur la normalisation a été signé par l'Arménie et la Turquie en Suisse, parrainées par les Etats-Unis, la Russie et la France. Le contenu de ce protocole<sup>76</sup> a provoqué protestations et manifestations dans la diaspora et en Arménie, sur deux points en particulier : il prévoit la mise en place d'une sous-commission intergouvernementale « sur la dimension historique » devant conduire « un examen scientifique impartial », sans plus de précision quant à l'objet de l'histoire en question ; et il réaffirme le principe d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires intérieures, sans mention du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le premier point est celui qui a fait l'objet de la désapprobation la plus grande, le génocide – que les gouvernements turcs successifs nient depuis 1920 – étant l'objet évident de cette sous-commission intergouvernementale. Cependant, du point de vue de la diplomatie turque, la question du génocide ne constitue pas le seul – ni peut-être même le principal – problème concernant une éventuelle ouverture des frontières avec l'Arménie. La véritable pierre d'achoppement du processus de normalisation était le conflit du Karabagh,

---

de l'ambassade de France, le président a, cette fois, fait appel aux services de police et de sécurité. Agissant avec une grande brutalité, ceux-ci ont causé la mort de huit civils, et ont eu à déplorer deux victimes dans leurs rangs. A la date de parution de cet ouvrage, il reste bien des faits à éclaircir sur ces décès et sur l'étendue exacte des ordres qu'ils avaient reçus.

<sup>75</sup> Voir P. VANRIE, « Le football, étincelle du rapprochement turco-arménien », *La Revue nouvelle*, Bruxelles, octobre 2008, p. 16-18.

<sup>76</sup> Le texte du protocole en anglais est consultable sur : [http://www.armeniapedia.org/index.php?title=Armenia-Turkey\\_Protocol](http://www.armeniapedia.org/index.php?title=Armenia-Turkey_Protocol) (consulté le 10 octobre 2009).

comme l'indiquait une déclaration du président turc Erdogan dès le lendemain de la signature : en butte à l'opposition de certains partis nationalistes au Parlement, ce dernier a rappelé, une fois de plus, que la mise en œuvre de l'ouverture de la frontière serait possible « seulement si l'Arménie se retir[ait] des territoires azerbaïdjanais occupés », entendus par son ministre des Affaires étrangères comme « non seulement le Karabagh mais aussi les sept districts adjacents »<sup>77</sup>. Au cours des mois suivant la signature du protocole, la diplomatie turque a refusé de soumettre le protocole aux débats parlementaires tant que le conflit du Karabagh ne serait pas réglé. L'Arménie a, de son côté, refusé de lier les deux questions, soutenant que le conflit du Karabagh ne concernait en aucun cas les relations entre l'Arménie et la Turquie, et que la Turquie tentait de poser des pré-conditions à l'avancée du processus de normalisation, ce qui a conduit le président Sarkissian à suspendre le processus, le 22 avril 2010, sans toutefois renoncer au protocole. Dans une telle configuration régionale, le conflit du Karabagh était et demeure un des verrous principaux de la stabilisation du Caucase du Sud. Mais que les chances d'aboutir à un règlement équitable pour toutes les parties concernées (au premier plan desquelles le Haut-Karabagh, grand absent des négociations) se soient trouvées renforcées depuis le début du mandat de Serge Sarkissian paraît douteux.

---

<sup>77</sup> <http://www.armenialiberty.org/content/article/1849079.html> (consulté le 12 octobre 2009).



# La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud : une analyse normative <sup>1</sup>

Bruno COPPIETERS

Dès lors que l'option d'une indépendance du Kosovo sous supervision internationale s'est répandue à Washington et dans les milieux européens comme la meilleure option statutaire possible, cette reconnaissance a été présentée comme un fait unique. Les gouvernements des pays en proie à des conflits sécessionnistes devaient être convaincus que l'engagement en faveur d'un Kosovo indépendant ne se retournerait pas contre eux. Des pays tels que la Géorgie et la République de Chypre avaient, de fait, de bonnes raisons d'être inquiets. Cependant, l'insistance sur le caractère unique du cas kosovar ne voulait laisser aucune ambiguïté. La reconnaissance du Kosovo en qualité d'Etat souverain ne devait pas être considérée comme un précédent juridique ou politique face à toute autre décision que l'UE ou les Etats-Unis auraient pu être amenés à prendre ultérieurement. Cette insistance visait en outre à contrer l'argument russe selon lequel la reconnaissance occidentale du Kosovo pouvait servir de précédent pour l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie.

La qualification de la reconnaissance du Kosovo comme cas « unique » n'est pas sans intérêt. Chercher à comprendre pourquoi les pays en faveur de son indépendance se sont acharnés à invoquer l'unicité plutôt que l'exception est en soi important. La réponse la plus simple serait d'avancer que l'unicité, à la différence de l'exception, ne se réfère à aucun principe général. L'exception, elle, est liée aux règles auxquelles elle

---

<sup>1</sup> L'analyse de la reconnaissance du Kosovo par les principales puissances occidentales incluse dans la présente contribution a été présentée à une session du European Security Forum à Bruxelles le 7 février 2008 : « The Recognition of Kosovo : Exceptional but not Unique », in *What is « just » secession ? (Is Kosovo unique ?)*, European Security Forum Working Paper 28, Centre for European Policy Studies/ International Institute for Strategic Studies/Centre for the Democratic Control of Armed Forces/Geneva Centre for Security Policy, 3-7 février 2008, [http://shop.ceps.eu/BookDetail.php?item\\_id=1601](http://shop.ceps.eu/BookDetail.php?item_id=1601).

s'oppose et donc à des principes. Pour une part, il existe des règles et des principes de valeur générale, et pour une autre, des principes qui peuvent justifier des exceptions à ces mêmes règles. En revanche, un cas est unique lorsqu'il échappe à toute règle générale et qu'aucun principe défini n'indique pourquoi on sort de ce cadre normatif : soit parce qu'on ignore les principes mêmes qui peuvent justifier cette sortie, soit qu'on a échoué à s'entendre sur leur sens ou leur application, soit enfin que l'on n'a aucun intérêt à les expliciter. Sous toutes ces conditions, nous pouvons trouver avantage à dire que le cas s'exclut du cadre général parce qu'il est unique.

Cette question est cruciale pour l'UE. La reconnaissance des États par l'UE est l'affaire des États membres de l'Union et non de l'Union même. Mais l'UE ne peut se permettre d'apparaître comme divisée lorsqu'elle doit affronter des crises sécessionnistes dans son voisinage. Ceci pourrait mettre en cause sa politique d'élargissement dans les Balkans. Mais ceci ne signifie pas que l'UE sache de quelle manière expliquer comment et avec quels principes il est possible, dans une situation donnée, de dissoudre l'intégrité territoriale d'un État. Dans le cas du Kosovo, ses États membres ont échoué à arrêter ensemble de tels principes ou à s'entendre sur leur mise en application.

Une raison cruciale explique que l'UE ou ses États membres ne justifient pas une telle décision exceptionnelle en recourant à un ensemble de principes clairs et généraux. L'UE – et c'est aussi vrai pour les États-Unis – n'a aucun intérêt à assouplir la définition du principe d'intégrité territoriale, ce qui découle inévitablement d'une discussion sur les conditions dans lesquelles le principe d'intégrité territoriale pourrait légitimement être mis en cause. L'UE ne veut pas entendre parler d'une quelconque doctrine sur la reconnaissance de nouveaux États, doctrine qui reviendrait à limiter sa liberté d'action dans des situations de crise. Toute intervention dans un conflit de souveraineté doit se faire en fonction de conditions particulières et requiert une grande flexibilité. En l'absence de tout ensemble de critères déterminés qui lui permettrait d'avaliser une déclaration sécessionniste unilatérale, on peut comprendre à présent pourquoi l'Europe se réfère à un événement unique.

Moscou a adopté un autre raisonnement en justifiant sa décision de reconnaître, en août 2008, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud comme États souverains. Le président russe Dmitri Medvedev déclarait alors que la révision de sa position antérieure – le respect des frontières internationalement reconnues de la Géorgie – avait été faite en fonction de circonstances particulières, et surtout du conflit armé d'août 2008 qui venait de prendre fin. Mais il tenait également à souligner le fait que les règles appliquées à un cas doivent également l'être à d'autres. Dans son esprit, « dans les relations internationales, on ne peut avoir une règle pour certains cas et une autre pour d'autres »<sup>2</sup>. Ceci ne veut pas dire pour autant que la Russie défendrait une quelconque doctrine en ce qui concerne la reconnaissance de nouveaux États.

Le fait de caractériser comme « unique » la reconnaissance de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo et la déclaration par la Russie visant à justifier

---

<sup>2</sup> D. MEDVEDEV, « Why I Had to Recognise Georgia's Breakaway Regions », *Financial Times*, 26 août 2008.

sa décision comme « dictée par la situation du terrain »<sup>3</sup> furent donc motivés par des considérations diverses. Mais malgré la rhétorique sur le caractère unique du cas kosovar, ou l'absence de doctrine politique sur la reconnaissance, les politiques russe et occidentale de reconnaissance ont été justifiées par des arguments moraux, politiques et légaux. Ces arguments ne furent, cependant, pas clairement ni explicitement liés à un ensemble de principes.

Dans cet exposé, j'entends analyser ces différents arguments en les reliant systématiquement à un ensemble de principes normatifs. Dans un premier temps, je compte décrire les arguments présents dans le débat sur la reconnaissance du Kosovo. Des principes normatifs que j'ai tirés de la tradition de la guerre juste me serviront d'instruments d'analyse pour savoir si une telle démarche à l'égard du Kosovo peut s'inscrire ou non comme une exception légitime<sup>4</sup>. A la lumière de ces mêmes principes, j'aimerais examiner dans un deuxième temps la question du statut de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, en m'attachant aux points de vue des différentes parties présentes dans ces conflits.

## 1. La reconnaissance internationale du Kosovo

La philosophie politique dispose de différentes approches morales pour traiter de la sécession<sup>5</sup>. A mon sens, celle qui est traditionnellement employée pour décider de l'usage de la force est la mieux indiquée pour cerner une question comme celle de la légitimité de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo<sup>6</sup>. Ces principes

---

<sup>3</sup> « Statement by President of Russia Dmitry Medvedev, 26 August 2008 », [http://www.kremlin.ru/eng/speeches/2008/08/26/1543\\_type82912\\_205752.shtml](http://www.kremlin.ru/eng/speeches/2008/08/26/1543_type82912_205752.shtml) (consulté le 15 décembre 2008).

<sup>4</sup> Une application des principes de la guerre juste à la question de la sécession se trouve dans mes contributions suivantes : « Kosovo and the Principles of Just Secession », *CEPS Policy Briefs*, décembre 2007, [http://shop.ceps.eu/BookDetail.php?item\\_id=1564](http://shop.ceps.eu/BookDetail.php?item_id=1564) ; « War and Secession : A Moral Analysis of the Georgian-Abkhazian Conflict », in B. COPPIETERS et R. SAKWA (éd.), *Contextualizing Secession : Normative Studies in a Comparative Perspective*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 187-212 ; « Secession and War : a Moral Analysis of the Russian-Chechen Conflict », *Central Asian Survey*, 22/4, décembre 2003, p. 377-404. La présente étude fait partie d'un projet de recherche sur l'application des principes de la guerre juste à la question de la légitimité de déclarations unilatérales d'indépendance et de projets de règlement de paix dans des conflits de souveraineté. Cette étude comparative inclut les cas de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud, de Chypre, du Monténégro, du Kosovo, de la Transnistrie et de Taïwan.

<sup>5</sup> L. C. BUCHHEIT, *Secession : The Legitimacy of Self-Determination*, New Haven, Yale University Press, 1978 ; H. BERAN, « A Liberal Theory of Secession », *Political Studies*, 32, 1984, p. 21-31 ; A. BUCHANAN, *Secession. The Morality of Political Divorce from Fort Sumter to Lithuania and Quebec*, Boulder, San Francisco, and Oxford, Westview Press, 1991 ; M. MOORE (éd.), *National Self-Determination and Secession*, Oxford, Oxford University Press, 1998 ; P. B. LEHNING (éd.), *Theories of Secession*, London, Routledge, 1998 ; Chr. HEATH WELLMAN, *A Theory of Secession. The Case for Political Self-Determination*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

<sup>6</sup> Sur la tradition de la guerre juste, voir M. WALZER, *Just and Unjust Wars : A Moral Argument with Historical Illustrations*, New York, Basic Books, 1992 ; A. J. COATES, *The Ethics of War*, Manchester, Manchester University Press, 1997 ; B. COPPIETERS et N. FOTION (éd.),

sont ceux de la tradition de la guerre juste, plus particulièrement ceux qui relèvent du *jus ad bellum* et qui autorisent ou non l'intervention militaire. Ils sont employés en général pour traiter des exceptions à la règle commune selon laquelle les Etats doivent nouer des liens pacifiques les uns avec les autres et s'abstenir de recourir à la force. Le cas de la sécession peut s'inscrire dans le même ordre d'idées. Si l'on accepte le principe selon lequel la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un Etat doivent être préservées, si l'on suppose que le choix de formes unilatérales de sécession ne peut être concédé qu'en des circonstances exceptionnelles et par l'adoption systématique de principes moraux, alors les six principes de la tradition de la guerre juste peuvent s'avérer tout à fait pertinents. Mais nous devons évidemment leur donner une définition spécifique dans le contexte de la sécession<sup>7</sup>.

Le fait de considérer la reconnaissance d'une déclaration unilatérale d'indépendance comme exceptionnelle est partagé par les gouvernements qui ont reconnu le Kosovo, l'Abkhazie ou l'Ossétie du Sud. Les politiques qu'ils ont adoptées en l'occurrence sont exceptionnelles si on les compare à leur pratique diplomatique habituelle dans d'autres crises sécessionnistes, dans lesquelles ils défendent les principes classiques d'intégrité territoriale et de non-intervention. Certains de leurs arguments avaient trait aux problèmes exceptionnels qui devaient être résolus précisément par la reconnaissance. Ces arguments peuvent être reliés au principe de la juste cause, même s'il n'est pas explicitement invoqué par les gouvernements eux-mêmes. D'autres arguments utilisés par ces gouvernements ont trait au droit qu'ils ont de prendre une telle décision en tant qu'Etats souverains. Ceci peut être relié au principe de l'autorité légitime. Tous ces gouvernements font aussi référence au caractère droit de leurs intentions, avec les conséquences que leur décision exceptionnelle peut avoir sur d'autres crises sécessionnistes, la probabilité que d'autres Etats les suivent, ainsi que le manque de perspectives sur des négociations futures visant à trouver un compromis avec le gouvernement central. Ces arguments peuvent être systématiquement liés, respectivement, aux principes des intentions droites, de la proportionnalité, de la chance raisonnable de succès, et de l'ultime recours. Ces principes peuvent s'utiliser autant de manière descriptive – en examinant comment les divers arguments dans les débats sur la reconnaissance et la sécession sont liés à un principe ou un autre – que de manière normative – afin de parvenir à une évaluation personnelle de la justification de la sécession.

---

*Moral Constraints on War : Principles and Cases*, Lanham/Md, Lexington Books, 2008 (2<sup>e</sup> éd.). Voir aussi sur internet « War », *Stanford Encyclopedia of Philosophy*, <http://plato.stanford.edu/entries/war>.

<sup>7</sup> Une déclaration d'indépendance unilatérale peut très bien apparaître aux autorités de l'Etat central comme une déclaration de guerre, et ceci explique essentiellement pourquoi elle débouche très souvent sur un conflit armé.

*Les principes de la sécession juste en vue de la reconnaissance  
d'une déclaration unilatérale d'indépendance*

1. La sécession doit avoir une *cause juste*. Autrement dit, l'injustice que l'on veut empêcher ou réparer doit être suffisamment caractérisée pour qu'une déclaration unilatérale devienne acceptable.
2. La décision de reconnaître un Etat ayant fait sécession de manière unilatérale doit être gouvernée par des *intentions droites*. Les motivations réelles d'une reconnaissance de la souveraineté d'un Etat doivent être en adéquation avec la justification donnée en termes de cause juste.
3. La reconnaissance d'une déclaration unilatérale d'indépendance ne peut être qu'une solution d'*ultime recours*. Tous les efforts pour parvenir à un accord entre l'entité sécessionniste et le gouvernement central doivent avoir été tentés, sans succès.
4. Une déclaration unilatérale d'indépendance doit être reconnue par une *autorité légitime*. Une reconnaissance partielle peut être accordée par un nombre limité d'Etats. Une reconnaissance par l'ensemble des Etats qui composent la communauté internationale est symbolisée par l'octroi d'un siège aux Nations unies.
5. La reconnaissance d'une déclaration unilatérale d'indépendance doit parvenir à ses fins en ayant une *chance raisonnable de succès*. Il doit exister une chance raisonnable de voir le nouvel Etat reconnu à long terme au moins par une partie substantielle de la communauté internationale, voire par sa totalité.
6. Le souci de la *proportionnalité* doit être respecté. Les coûts et bénéfices de l'opération doivent être évalués au préalable, à un niveau à la fois national et international.

Le premier principe est celui de la cause juste. Il suppose en l'occurrence qu'une déclaration d'indépendance, lorsqu'elle intervient contre la volonté du gouvernement central et entame l'intégrité territoriale d'un pays, peut être reconnue si elle a une raison valable. Autrement dit, l'injustice que l'on veut empêcher ou réparer doit être assez caractérisée pour qu'au final une déclaration unilatérale soit approuvée. La défense d'une « cause juste » est précisément mise en exergue par les gouvernements en faveur d'une reconnaissance du Kosovo, avec l'expulsion forcée de près de 700 000 Kosovars albanais de leurs habitations<sup>8</sup> et 5 000 à 8 000 civils tués<sup>9</sup> entre 1998 et 1999. Le risque d'une nouvelle guerre civile entre Serbes et Kosovars albanais fut également avancé comme une raison juste pour reconnaître la souveraineté du Kosovo.

Mais il faut noter que d'un autre côté, Belgrade se place aussi dans la perspective d'une « cause juste ». La reconnaissance d'un Kosovo indépendant porterait atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Serbie et partant, menacerait sur place les

<sup>8</sup> INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Kosovo : Toward Final Status*, Europe Report, 161, 24 janvier 2005, p. 2.

<sup>9</sup> M. WELLER, « Negotiating the Final Status of Kosovo », *Chaillot Paper*, 114, décembre 2008, p. 16.

droits de la minorité serbe de ce territoire qui constitue environ 5 % de la population du Kosovo <sup>10</sup>.

Le deuxième principe à prendre en considération est celui de « l'intention droite » : les véritables motivations qui animent la décision de reconnaître un Kosovo indépendant doivent être compatibles avec la justification donnée en termes de « cause juste » et n'avoir aucune autre visée dominante. La volonté de convaincre la Serbie et les autres Etats impliqués dans la gestion du dossier kosovar que les Etats décidant d'établir des relations diplomatiques avec le Kosovo étaient animés d'« intentions droites » a coûté à leurs diplomates beaucoup de temps et d'efforts. Selon ces Etats, la reconnaissance du Kosovo correspond à une volonté de la population de ce territoire et sert la stabilité régionale voire, à long terme, les intérêts réels de la Serbie.

Quant aux opposants à cette reconnaissance, ils recourent au même principe, mais de façon critique. A leurs yeux, les Etats qui soutiennent la volonté d'indépendance du Kosovo défendent avant tout des intérêts géopolitiques particuliers dans la région, qui vont à l'encontre de ceux de la Serbie. Moscou est convaincue que l'intervention de l'Otan au Kosovo en 1999 et la reconnaissance de son indépendance en 2008 ont pour but principal de marginaliser la Russie dans l'architecture de sécurité européenne <sup>11</sup>. Mon point de vue est qu'aucun des critiques n'a, cependant, été capable de démontrer de façon convaincante que les politiques de reconnaissance envers le Kosovo allèrent à l'encontre du principe des intentions droites. Les pays occidentaux considèrent la préservation de leurs intérêts régionaux en matière de sécurité – au tout premier plan la stabilité – comme constitutive d'une cause juste. Ils considèrent aussi que l'Union européenne devrait avoir un rôle de leader dans ce sens. Ceci ne permet pas de dissocier les motifs réels de la stratégie occidentale dans les Balkans – y compris dans sa dimension militaire – de sa justification en tant que cause juste. Les motivations réelles de la reconnaissance de l'indépendance encadrée du Kosovo sont donc en adéquation avec la justification donnée en termes de cause juste.

Le troisième principe applicable à la situation kosovare est l'option de l'« ultime recours ». Martti Ahtisaari, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, indiquait en mars 2007, après une année de médiations infructueuses entre Serbes et Kosovars albanais, qu'il avait abandonné tout espoir de trouver un accord entre les parties. Il avait plaidé auprès du Conseil de sécurité en faveur d'une indépendance sous supervision internationale. Il est difficile, bien sûr, de juger le seuil critique à partir duquel toute nouvelle négociation est désormais perçue comme vaine. La définition de ce seuil a précisément divisé la communauté internationale. Le gouvernement russe avait demandé plus de temps pour assurer aux négociations une issue positive.

---

<sup>10</sup> Plus de 50 000 Serbes du Kosovo vivent dans la partie Nord du Kosovo où ils constituent la majorité de la population, et environ 70 000 vivent au sud du fleuve Ibar, dans des enclaves au sein de territoires albanais. Voir Reuters AlertNet, Factbox – Facts about Kosovo's Serb Minority, <http://www.alertnet.org/thenews/newsdesk/BUZZ246229.htm> (consulté le 5 juillet 2009). Selon d'autres sources, environ 100 000 Serbes sont restés au Kosovo. Voir BBC News, « Regions and Territories : Kosovo », [http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country\\_profiles/3524092.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country_profiles/3524092.stm) (consulté le 5 juillet 2009).

<sup>11</sup> Cet argument est développé par B. KASHNIKOV, « NATO's Intervention in the Kosovo Crisis. Whose Justice ? », in B. COPPIETERS et N. FOTION (éd.), *op. cit.*, p. 223-225.

En outre, en ce qui concerne l'application du principe d'ultime recours, la diplomatie occidentale espérait convaincre la Russie d'accepter ou de tolérer le projet d'une indépendance encadrée de la même manière que Moscou, sous Eltsine, avait endossé en 1999 la création d'une administration internationale du Kosovo par le Conseil de sécurité<sup>12</sup>. Il n'en a rien été. Aux Nations unies, la Russie a menacé de brandir son droit de véto. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France n'ont pas apprécié quant à eux d'être confrontés à un « véto déraisonnable », pour reprendre les termes employés par Tony Blair en 2003 lors des discussions sur l'Irak. Mieux valait, semble-t-il, balayer toute opposition par une décision unilatérale plutôt que s'engager dans des négociations pénibles avec la Russie.

Le quatrième principe a trait à l'existence d'une autorité légitime. L'institution de la souveraineté a une dimension interne et externe. Les Etats puisent leur origine dans la volonté populaire mais ils doivent également, à l'échelle internationale, bénéficier de la reconnaissance d'autres Etats. La reconnaissance est un acte politique mais elle ne doit pas être contraire aux fondements du droit international. Et qui, au bout du compte, détient le droit de morceler des Etats ? Le Conseil de sécurité ? Ou tout Etat de la communauté internationale peut-il y prétendre, vu que la reconnaissance de nouveaux Etats reste la prérogative des Etats souverains ? Si la reconnaissance d'un Etat est un acte politique, quel rôle l'UE devrait-elle jouer dans la coordination de chacun des actes de ses Etats membres ? Les capitales européennes ne sont pas parvenues à s'entendre sur ce dernier point, mais une large majorité – vingt-deux Etats sur vingt-sept en juillet 2010<sup>13</sup> – s'est dégagée pour établir des liens diplomatiques avec Pristina.

Les gouvernements occidentaux en faveur d'une indépendance supervisée pour le Kosovo avaient espéré que leur geste clarifierait toutes les questions juridiques liées au statut de ce territoire. Cela devait faciliter les activités des institutions européennes et des organisations internationales dans la région, ainsi qu'un investissement économique à grande échelle. Mais seule une reconnaissance partielle du Kosovo a eu lieu, et beaucoup de questions juridiques sont demeurées sujettes à interprétation. La division des tâches entre les Nations unies et l'Union européenne est demeurée peu claire pendant les mois qui ont suivi la déclaration d'indépendance du Kosovo en février 2008. Les dissensions entre Etats membres de l'UE ont créé, qui plus est, de sérieux obstacles juridiques pour la mise en œuvre de la politique et des programmes d'intégration de l'UE.

Le déploiement de la Mission sur l'Etat de droit de l'Union européenne (EULEX) a dû être reporté de nombreuses fois, avant qu'une formule de compromis, acceptée par différentes parties, y compris la Serbie, puisse être trouvée. EULEX devait fournir une assistance technique au gouvernement du Kosovo dans le domaine de l'Etat de droit. 1 900 employés internationaux devaient conseiller et contrôler les douanes, la

---

<sup>12</sup> La recommandation d'Ahtisaari aux Nations unies d'octroyer à ce territoire une indépendance sous supervision internationale présupposait un accord avec la Russie. Un tel accord fut également l'objectif de nombreux efforts diplomatiques.

<sup>13</sup> Voir « Who Recognized Kosovo as an Independent State ? », <http://www.kosovothankyou.com/> (consulté le 31 juillet 2010). L'Espagne, la Slovaquie, la Roumanie, la Grèce et Chypre ont refusé de reconnaître l'indépendance du Kosovo.

police, et les tribunaux kosovars<sup>14</sup>. Ceci devait fonctionner dans le cadre général de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies mais avec une chaîne de commandement unifiée liée aux institutions européennes. Cette version révisée de l'EULEX reçut le soutien du Conseil de sécurité des Nations unies et put ainsi être appliquée à l'ensemble du Kosovo en décembre 2008.

Le cinquième principe est celui de la « chance raisonnable de succès ». Lors de sa déclaration d'indépendance, le 17 février 2008, le gouvernement du Kosovo avait exprimé l'espoir que celle-ci serait approuvée rapidement par une centaine de pays, soit environ la moitié des Etats composant la communauté internationale<sup>15</sup>. Ce calcul semblait fort optimiste. Pour ce faire, bien du temps sera nécessaire. A la date du 9 août 2010, 69 des 192 Etats membres des Nations unies avaient reconnu sa souveraineté<sup>16</sup>. En outre, rien ne dit qu'une reconnaissance partielle offrirait au Kosovo un siège aux Nations unies. La reconnaissance du Kosovo par les grandes puissances occidentales fera toutefois de l'indépendance à l'égard de la Serbie un geste irréversible. Ceci répond ainsi largement, quoique partiellement, aux conditions de ce cinquième principe. Mais, surtout, une reconnaissance partielle du Kosovo ne peut être considérée comme suffisante car elle ne porte guère de véritable projet d'avenir quant à une possible coexistence de la majorité albanaise avec la minorité serbe et, à un niveau régional, du pays lui-même avec la Serbie.

Le sixième – et dernier – principe qui peut nous renseigner sur le degré de légitimité à reconnaître la déclaration unilatérale d'indépendance d'un Etat est celui de la proportionnalité. Cette reconnaissance a des coûts et bénéfices moraux qu'il convient d'évaluer au plan national comme international. Où se situent les Etats qui ont reconnu le Kosovo par rapport à cela ? Ils estiment que l'indépendance du Kosovo permettra de stabiliser le nouveau pays. Cette reconnaissance pourrait aider à empêcher des émeutes comme celles qui avaient éclaté en 2004, lorsque des Albanais kosovars avaient utilisé la violence contre la minorité serbe et les forces de maintien de la paix<sup>17</sup>. Le statut d'Etat souverain lui assurera une égalité de droit avec la Serbie, qui devrait faciliter l'intégration européenne de l'un et de l'autre et ouvrir la voie, à long terme, à une résolution du conflit. Une transformation positive inclurait un changement de perception des intérêts et identités, préparant la voie pour la coopération et une intégration commune au sein du cadre européen. Un tel objectif exclut d'emblée toute autre option statutaire telle qu'une éventuelle autonomie kosovare à l'intérieur de la Serbie ou le possible maintien d'un *statu quo*.

---

<sup>14</sup> EULEX a son propre site Internet, <http://www.eulex-kosovo.eu/?id=2> (consulté le 22 février 2009).

<sup>15</sup> Reuters, « Kosovo expects quick recognition by « 100 countries » », 8 février 2008, <http://www.reuters.com/article/worldNews/idUSHAM84339620080208> (consulté le 24 février 2009).

<sup>16</sup> « Who Recognized Kosovo as an Independent State ? », *op. cit.*

<sup>17</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, Human Rights News, Kosovo, « Criminal Justice System Fails Victims », 30 mai 2006, <http://hrw.org/english/docs/2006/05/30/serbia13441.htm>. (consulté le 9 février 2009). Voir aussi HUMAN RIGHTS WATCH, « Not on the Agenda : The Continuing Failure to Address Accountability in Kosovo Post-March 2004 », 30 mai 2006, <http://hrw.org/reports/2006/kosovo0506>. (consulté le 9 février 2009).

Ces vues sont réfutées par les adversaires de la reconnaissance formelle. Ceux-ci posent que la minorité serbe du Kosovo ne pourra jamais être intégrée dans un Etat indépendant et que l'opposition de Belgrade aux initiatives de Bruxelles empêchera toute réconciliation des parties ou même tout règlement du conflit dans un cadre européen.

Le fait que les retombées positives d'une reconnaissance formelle sur la réforme des structures étatiques du Kosovo aient été plus aisées à prévoir que ses effets négatifs sur la scène mondiale explique essentiellement pourquoi une majorité des Etats membres de l'UE s'est engagée dans cette décision. Or, cette reconnaissance a eu sans tarder au moins une répercussion défavorable à l'échelle internationale : l'ouverture de nouvelles lignes de faille au sein de l'UE sur la question d'une sécurité commune. Les relations diplomatiques entre l'Occident et la Russie en sortent également détériorées. Enfin, les démarches européennes en faveur d'un respect des résolutions des Nations unies sur d'autres conflits sont décrédibilisées par le fait même que l'UE a outrepassé la résolution 1244 de 1999 du Conseil de sécurité sur l'administration internationale du Kosovo et a dû se rétracter quelques mois plus tard, à la fin 2008, en reconnaissant que l'EULEX serait déployée dans le cadre général de cette résolution<sup>18</sup>.

Cette reconnaissance a rendu par ailleurs plus difficile la gestion internationale d'autres conflits sécessionnistes situés en Europe – Ossétie du Sud, Abkhazie, Transnistrie, Haut-Karabagh –, dans lesquels la Russie joue un rôle de premier plan. En dépit de toutes les garanties sur le fait qu'il s'agit d'un cas unique, le Kosovo restera au centre de la moindre négociation attachée au règlement de tout autre conflit indépendantiste.

Elle affaiblit l'option du fédéralisme. On peut se demander pourquoi les gouvernements occidentaux préfèrent en général l'application de modèles fédéraux dans les conflits sécessionnistes, si par ailleurs ils considèrent ces modèles comme inadaptés pour le Kosovo.

La reconnaissance du Kosovo renforce par ailleurs la vision selon laquelle la politique de reconnaissance d'un Etat ne doit pas nécessairement s'attacher à des principes du droit international, comme celui par exemple de l'intégrité territoriale. Cette conception est déjà très répandue parmi les entités séparatistes comme l'Abkhazie ou l'Ossétie du Sud. Dans ces deux entités comme dans beaucoup d'autres circule par ailleurs l'idée que toutes ces questions liées à la création de nouveaux Etats peuvent se régler à l'échelle mondiale par la violence et les rapports de force. Selon cette perspective, le Kosovo démontre qu'il n'est pas toujours nécessaire ni même utile pour la partie sécessionniste d'arriver à un accord avec l'Etat central mais que l'on peut finir par imposer sa volonté d'indépendance.

A mon sens, la position européenne marque des points s'agissant des deux principes de la cause juste et des intentions droites, mais elle est plus faible en terme de chances raisonnables de succès. Elle accuse de très larges faiblesses au niveau des principes de l'ultime recours, de l'autorité légitime et de la proportionnalité. Du point de vue de l'ultime recours et de l'autorité légitime, une reconnaissance partielle n'est

---

<sup>18</sup> Tel que mentionné sur le site officiel d'EULEX. Voir <http://www.eulex-kosovo.eu/?id=2> (consulté le 7 janvier 2009).

pas satisfaisante pour le Kosovo. Une intégration internationale partielle ne garantit pas son intégration et son développement. Au-delà de la querelle autour du « fait accompli » imposé par la reconnaissance du Kosovo, de nouvelles négociations seront à mon avis nécessaires en vue d'un accord définitif au sein du Conseil de sécurité. Seul un accord de ce type, susceptible de déboucher sur une reconnaissance internationale à part entière, peut répondre entièrement au principe de la « chance raisonnable de succès » tout en étant en adéquation avec le principe d'« autorité légitime » et en faisant pencher du bon côté la balance de la « proportionnalité ».

## 2. La reconnaissance internationale de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud

Selon le président russe Dmitri Medvedev, la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud comme Etats indépendants en août 2008 ne fut pas un pas facile à franchir<sup>19</sup>. Pendant des années, les autorités d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud avaient en effet fait pression sur Moscou pour obtenir la reconnaissance de leur revendication d'indépendance ou, dans le cas de l'Ossétie du Sud, pour être rattachée à la Fédération de Russie<sup>20</sup>. Avant la guerre d'août, le gouvernement russe ne considérait pas de telles revendications comme en accord avec ses vues et ses intérêts. Du point de vue de Moscou, la question du statut international des entités séparatistes en Géorgie ne devait pas être résolue sur décision unilatérale de quelque partie que ce soit, y compris des acteurs externes. Moscou défendait en principe le maintien de l'intégrité territoriale de la Géorgie et revendiquait un rôle impartial dans ces conflits. Mais, en s'opposant aux politiques européennes sur la reconnaissance du Kosovo, Moscou a modifié sa position. La Russie a menacé d'appliquer les mêmes standards dans son propre voisinage, tout particulièrement en Géorgie. Les plans de Tbilissi de rejoindre l'OTAN ont intensifié les tensions, ce qui a ouvert une fenêtre d'opportunité pour les entités séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

Pour prétendre à une indépendance souveraine, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud font valoir, tout d'abord, que leur cause n'est sûrement pas moins juste que celle du Kosovo. De leur point de vue, le cas du Kosovo témoigne de la force du principe d'autodétermination des peuples, c'est ce principe qui doit guider le processus de reconnaissance des nouveaux Etats, même lorsqu'il va à l'encontre du principe

<sup>19</sup> D. MEDVEDEV, « Why I had to Recognise Georgia's Breakaway Regions », *Financial Times*, 27 août 2008.

<sup>20</sup> Conformément à une analyse du chercheur abkhaze Viatcheslav Tchirikba de 2004, l'absence de reconnaissance de l'Abkhazie par la Russie a fragilisé l'étatisme abkhaze. Influencées par une série de facteurs, comme la pression extérieure des Etats-Unis, les politiques russes ont manqué de cohérence. V. CHIRIKBA, « Geopolitical Aspects of the Abkhazian Statehood : Some Results and Perspectives », présenté à la conférence « Abkhazia in the Context of Contemporary International Relations », Pitsunda, The Republic of Abkhazia, 29 juin-1<sup>er</sup> juillet 2004, <http://www.circassianworld.com/Chirikba.html> (consulté le 22 février 2009). Selon une déclaration de Stanislav Kessaev, vice-président du Parlement de la République d'Ossétie du Nord-Alanie, parue sur le site officiel des autorités de Tskhinval(i) au printemps 2008, l'Ossétie du Sud et l'Ossétie du Nord devraient exercer plus de pression sur Moscou pour la reconnaissance de l'Ossétie du Sud et à terme la réunification de toute la nation ossète. Voir S. KESAEV, « We Ought to be More Pushing in Dialog with Russia », 8 avril 2008, <http://cominf.org/2008/04/08/1166476866.html> (consulté le 5 juillet 2009).

d'intégrité territoriale. Plutôt que de faire figure d'exception, la reconnaissance de nouveaux Etats sur la base du principe de l'autodétermination des peuples devrait incarner une règle, pleinement acceptée par la pratique internationale<sup>21</sup>. De leur point de vue, cette règle resterait même valable dans les cas où elle va à l'encontre du principe de l'intégrité territoriale. Ceci est particulièrement vrai pour l'Ossétie du Sud, qui aspire à long terme à une unification avec l'Ossétie du Nord, république fédérée de la Fédération de Russie.

Cette définition particulière du droit à la sécession ne se trouve pas dans le discours russe sur la reconnaissance. Les autorités russes voient plutôt la reconnaissance d'une déclaration unilatérale d'indépendance comme une exception au respect de l'unité territoriale, comme c'est aussi le cas pour la décision occidentale de reconnaître le Kosovo. C'est une des raisons pour lesquelles les autorités abkhazes et ossètes avancent des justifications morales et légales supplémentaires pour l'indépendance, en lien avec la vision d'une sécession se justifiant dans des circonstances exceptionnelles. Il y a donc deux discours différents en faveur de l'indépendance : un premier discours qui se base sur la volonté exprimée par les peuples abkhaze et ossète et un second discours qui se fonde sur de profondes injustices que ces peuples auraient subies et qui ne pourraient être corrigées que par l'indépendance. Dans ce qui suit, nous analyserons comment la direction de ces deux entités, le gouvernement central géorgien, et les gouvernements occidentaux ont appliqué ces principes, et comment le gouvernement russe a en réponse justifié sa décision de reconnaître finalement l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Du point de vue abkhaze et ossète, l'indépendance s'avère inéluctable si l'on veut corriger ou prévenir les injustices subies par les Abkhazes et les Ossètes. Leurs langues, leurs cultures ont été bafouées<sup>22</sup>. La forte présence géorgienne en Abkhazie, – les Géorgiens représentaient 45 % des habitants d'Abkhazie avant la guerre de

<sup>21</sup> Voir V. CHIRIKBA, « An Abkhaz Perspective : Abkhazia after Kosovo », *Russian Analytical Digest*, 40, 8 mai 2008, p. 14-16.

<sup>22</sup> Pour une vision abkhaze de l'histoire des relations abkhazo-géorgiennes, voir St. LAKOBA, *Ocherki politicheskoi istorii Abkhazii* (Essais d'une histoire politique de l'Abkhazie), Sukhum, Alashara, 1990 et *Abkhazia. Posle dvukh okkupatsii* (L'Abkhazie après deux occupations), Gagra, Assotsiatsiya « Intelligentsia Abkhazii », 1994 ; G. HEWITT (éd.), *The Abkhazians*, Richmond, Surrey, Curzon, 1999. On trouve des contributions de chercheurs géorgiens et abkhazes dans les ouvrages suivants : B. COPPIETERS, G. NODIA et YURI ANCHABADZE (éd.), *Georgians and Abkhazians. The Search for a Peace Settlement*, Cologne, Sonderveröffentlichung des Bundesinstituts für Ostwissenschaftliche und internationale Studien, 1998, et également dans le numéro spécial de l'édition électronique *Caucasian Regional Studies*, 2 & 3, 1998, <http://poli.vub.ac.be/publi/Georgians/index.html> (consulté le 5 juillet 2009) ; B. COPPIETERS, D. DARCHIASHVILI et N. AKABA, *Federal Practice. Exploring Alternatives for Georgia and Abkhazia*, Brussels, VUB University Press, 2000, et <http://poli.vub.ac.be/> (consulté le 9 février 2009) ; J. COHEN (éd.), *A Question of Sovereignty. The Georgia–Abkhazia Peace Process*, Accord. An International Review of Peace Initiatives, 7, 1999. On peut trouver sur le site officiel des autorités de Tskhinvali la vision sud-ossète de l'histoire et les éléments visant à justifier la revendication d'indépendance, <http://cominf.org/english/> (consulté le 9 février 2009), ainsi que le site ossète dédié à la « question du génocide du peuple ossète par le gouvernement géorgien », <http://osgenocide.ru/> (consulté le 9 février 2009).

1992-1993 –, est perçue par les nationalistes abkhazes comme la conséquence d'une politique d'immigration à l'époque tsariste et soviétique, où les autorités auraient favorisé le peuplement de leur territoire par des colons géorgiens et autres. Les interventions armées de Tbilissi, d'abord en Ossétie du Sud en 1991 puis en Abkhazie en 1992 et de nouveau en Ossétie du Sud en 2008, font à leurs yeux partie intégrante d'une politique répressive et systématique à l'encontre des peuples ossète et abkhaze ; une politique qualifiée même de génocidaire et à laquelle seule une indépendance de fait vis-à-vis de Tbilissi pourrait mettre un terme. La reconnaissance de la souveraineté et de l'indépendance de ces deux territoires par la communauté internationale devrait ainsi empêcher à tout jamais la répétition de ces injustices.

Tout comme les Ossètes et les Abkhazes, la partie géorgienne considère que l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle est jalonnée d'injustices. Du point de vue géorgien, le futur statut de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie au sein de la Géorgie doit prévenir tout risque possible de répétition. Ces injustices seraient dues d'abord à l'occupation russe puis soviétique du pays. En imposant le fédéralisme à la nation géorgienne, le pouvoir soviétique aurait cherché à diviser le territoire et ses populations. L'établissement de deux Républiques autonomes (l'Abkhazie et l'Adjarie) et d'une Région autonome (l'Ossétie du Sud) était, vu de Tbilissi, destiné à renforcer l'influence de Moscou. Dans les deux cas, les institutions fédérales ont renforcé la mobilisation des nationalistes abkhazes et ossètes et augmenté les tensions avec la population géorgienne locale et les autorités centrales.

Le refus des autorités abkhazes de permettre le retour de la totalité des habitants géorgiens qui ont fui le territoire à la suite de la guerre de 1992-1993 a alimenté une série de nouveaux arguments opposés à l'indépendance de l'Abkhazie, en faveur d'une restauration rapide de l'intégrité territoriale géorgienne. La nécessité de ne pas entériner la « purification ethnique » devint l'objectif-clé du discours géorgien sur la juste cause en faveur de la réunification avec l'Abkhazie.

Dans le cas de l'Ossétie du Sud, le gouvernement géorgien revendique avoir été dans l'impossibilité d'établir une bonne gouvernance tant qu'il a eu à faire avec des frontières non surveillées et un impossible contrôle sur le transfert de biens entre la Géorgie et la Russie à travers le territoire sud-ossète. Les coûts économiques de cet état des choses constituent à ses yeux une autre cause juste pour le rétablissement de la souveraineté géorgienne sur l'ensemble du territoire.

L'UE et les États-Unis ont évité de prendre position sur les nombreuses questions historiques opposant les Ossètes et les Abkhazes aux Géorgiens. Si Européens et Américains ont condamné en bloc la suppression de l'autonomie kosovare par le dirigeant serbe Slobodan Milošević et les opérations militaires serbes de 1998-1999, ils n'ont en revanche jamais pris de position formelle sur les nombreuses mesures unilatérales prises par les autorités ossètes, abkhazes ou géorgiennes lors de la dissolution de l'Union soviétique ou sur la question des responsabilités concernant l'usage de la force dans les conflits ethniques. Ils ne se sont par exemple pas opposés à l'intervention militaire des milices géorgiennes en Abkhazie en août 1992.

Après la défaite géorgienne, les gouvernements occidentaux se sont contentés de défendre le principe d'intégrité territoriale et de condamner – sans rencontrer l'opposition du président russe Boris Eltsine – la politique abkhaze de nettoyage

ethnique dans plusieurs déclarations de l'OSCE<sup>23</sup>. Ils ont aussi accueilli positivement les propositions fédérales successives des présidents géorgiens Chevardnadze et Saakachvili en faveur de la réunification. A leurs yeux, les droits des minorités et l'autonomie dans un contexte fédéral constitueraient des mécanismes suffisamment efficaces pour la protection des communautés abkhaze et sud-ossète. Les gouvernements occidentaux étaient réceptifs à l'argument géorgien selon lequel le manque de contrôle sur le territoire créait de sévères problèmes de gouvernance. Contrastant avec les différentes déclarations de Chevardnadze et Saakachvili qui menaçaient de réintégrer par la force les territoires séparatistes au cas où les négociations piétineraient, ils ont défendu le point de vue selon lequel un compromis devait être trouvé entre les parties, excluant le recours à la force. Une option militaire ne pouvait manquer, en effet, de créer de nouveaux drames humanitaires, indépendamment des conséquences que pourraient avoir des conflits ethniques sur les relations entre l'Occident et la Russie.

Tout comme les pays occidentaux, la Russie s'est réservé le droit de soutenir une des parties dans le conflit de souveraineté divisant les communautés ethniques sur le territoire géorgien. Comme dans le cas du soutien occidental au Kosovo, une telle politique était présentée comme étant *in fine* dans l'intérêt du gouvernement central. Moscou a justifié sa présence militaire dans les zones de conflit et son soutien à la partie sécessionniste par le désir de corriger et de prévenir tout risque d'injustice – comme l'a fait l'Occident dans le cas du Kosovo. Moscou a en outre rappelé la longue suite de conflits ethniques qui ont opposé les communautés abkhaze et ossète aux Géorgiens et l'impossibilité d'une réconciliation à moyen terme. La Russie a, depuis le début, présenté la mission de maintien de paix qu'elle remplit dans la région comme la meilleure garantie possible d'éviter toute nouvelle injustice. Jusqu'en août 2008, et dans le droit fil de ces revendications, elle fournissait un soutien économique et militaire aux territoires sécessionnistes et prétendait en même temps respecter, en principe, la volonté géorgienne de résoudre la question des statuts sur la base du principe de l'intégrité territoriale.

La guerre d'août 2008 a progressivement réorienté l'argumentation de la Russie sur la juste cause en faveur de la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Les activités militaires géorgiennes ont été qualifiées par les autorités russes au début de la guerre « d'actes de génocide ». Celles-ci pointèrent que le nombre de victimes était peut-être faible en valeur absolue (1 600 civils tués et 30 000 réfugiés selon le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov le 13 août 2008)<sup>24</sup>, mais substantielle si la petite taille de la population d'Ossétie du Sud était prise en compte – 72 000 personnes selon les autorités ossètes, dont 80 % d'Ossètes<sup>25</sup>. Qui plus est, Moscou avait distribué des passeports russes à la grande majorité des citoyens vivant en Abkhazie et en Ossétie du Sud et considérait donc

<sup>23</sup> Voir la déclaration au sommet de l'OSCE (Istanbul, 18 et 19 novembre 1999), in ENA European Navigator, [http://www.ena.lu/declaration\\_sommet\\_osce\\_istanbul\\_18\\_19\\_novembre\\_1999-010006477.html](http://www.ena.lu/declaration_sommet_osce_istanbul_18_19_novembre_1999-010006477.html) (consulté le 21 février 2009).

<sup>24</sup> S. LAVROV, « Why Russia's Response to Georgia was Right », *Financial Times*, 13 août 2008. Ces chiffres ont été contestés, y compris par des sources russes.

<sup>25</sup> Voir le site officiel de la République d'Ossétie du Sud, [http://cominf.org/rso\\_en.html](http://cominf.org/rso_en.html) (consulté le 9 février 2009).

en conséquence qu'elle avait le droit, même le devoir, de protéger ces populations, constituées de ce fait en grande majorité de citoyens russes.

Malgré le fait qu'elle avait nettement revu à la baisse le nombre de morts civiles en Ossétie du Sud à la suite de la guerre d'août (les chiffres sont tombés de 1 600 à 133)<sup>26</sup>, la Russie a considéré que l'argument de la menace pour la survie des peuples d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud était suffisamment fort pour justifier une reconnaissance de ces entités séparatistes. La Russie a par ailleurs justifié sa décision d'intervenir d'abord, puis de reconnaître, dans un second temps, les entités séparatistes, par l'argument selon lequel les politiques géorgiennes créaient des « poudrières aux portes de la Russie »<sup>27</sup>. Dans cette optique, la reconnaissance par la Russie des entités séparatistes permettrait à la Géorgie de signer des traités militaires avec Soukhoum(i) et Tskhinval(i) et permettrait ainsi aux Russes de déployer des troupes sur leurs territoires. Ceci donnerait toutes les garanties de sécurité à la population locale et à la Russie elle-même. La question de la juste cause du conflit opposant la communauté géorgienne aux communautés abkhaze et ossète est sans doute la première question à se poser lorsque l'on s'engage dans une analyse des solutions institutionnelles qui pourraient être apportées aux conflits ethniques de Géorgie. Les injustices subies par toutes les communautés engagées dans ces conflits nécessitent une solution à même de prévenir toute nouvelle injustice, et surtout tout recours à la force contre la population civile. Selon la Russie, cet objectif ne peut être atteint que par l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Mais le choix final entre différents types de solutions institutionnelles dépend non seulement du principe de la juste cause, mais aussi d'autres principes normatifs.

Tout d'abord, en ce qui concerne le principe de l'ultime recours, qui est le second principe à analyser dans le contexte des conflits de souveraineté en Géorgie, la Russie a dû démontrer que les options alternatives, discutées pendant des années – allant de variantes spécifiques du fédéralisme à des accords sur les garanties de sécurité pour toutes les parties au conflit – avaient échoué. Par ailleurs, les autres parties impliquées dans ces conflits durent justifier leur position dans le droit fil de ce principe.

Dans un premier temps, lors de sa lutte pour l'indépendance, le mouvement nationaliste géorgien a vu dans le fédéralisme soviétique un système contraire aux notions de justice et d'unité nationale<sup>28</sup>. Puis, peu à peu, en fait après la déroute de l'armée géorgienne à l'automne 1993 dans le conflit abkhaze et durant la discussion sur une nouvelle Constitution en 1995, l'idée d'un fédéralisme permettant de résoudre les conflits par la voie institutionnelle s'est imposée comme une solution acceptable, mue par la volonté de réunifier le pays.

---

<sup>26</sup> « Russia scales Down Georgia Toll », *BBC News*, 20 août 2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7572635.stm> (consulté le 9 février 2009). Pour des informations détaillées sur les crimes de guerre commis durant la guerre d'août, voir HUMAN RIGHTS WATCH, « Up in Flames : Humanitarian Law Violations and Civilian Victims in the Conflict over South Ossetia », 23 janvier 2009, <http://www.hrw.org/en/reports/2009/01/22/flames-0> (consulté le 23 février 2009).

<sup>27</sup> D. MEDVEDEV, *op. cit.*

<sup>28</sup> Voir J. GERBER, *Georgien : Nationale Opposition und kommunistische Herrschaft seit 1956*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1997, p. 209.

Cette approche fédérale n'impliquait pas l'égalité entre les diverses communautés de Géorgie. Dans l'esprit des présidents Edouard Chevardnadze et Mikheil Saakachvili, la division des pouvoirs entre le gouvernement central et les autorités locales d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie devait tenir compte autant de l'histoire et de la situation démographique des deux minorités que du fait que les Ossètes disposaient d'un territoire propre en Russie. Dans un fédéralisme asymétrique, les Géorgiens, Abkhazes et Ossètes devaient avoir différents degrés de compétence. Ainsi, les possibilités de définir une autonomie abkhaze étaient plus fortes que dans le cas ossète. Le gouvernement central devait être dominé par des représentants géorgiens, mais avec un certain partage du pouvoir avec les communautés abkhazes et ossètes. Le poste de vice-président de l'Etat géorgien pouvait par exemple être occupé par un représentant d'une de ces deux communautés. Abkhazes et Ossètes auraient eu en outre à partager le pouvoir avec la population géorgienne vivant sur leur territoire. Une telle solution fédérale sous-entendait que l'Abkhazie aurait dû s'accommoder du retour de toute la population géorgienne ayant fui son territoire.

La Russie n'a jamais proposé de statut particulier pour l'Ossétie du Sud. Moscou, en revanche, fait une proposition concrète pour la création d'un Etat commun entre la Géorgie et l'Abkhazie, qui aurait permis, dans une étape ultérieure, de réintégrer également l'Ossétie du Sud. En 1997, Evgueni Primakov, ministre des Affaires étrangères russe de l'époque, présenta ainsi un projet de ce type : Géorgie et Abkhazie devaient constituer des parties égales dans un seul Etat, sur la base d'un traité ayant force de loi constitutionnelle, la Russie garantissant le respect de cet accord. Ce projet fut rejeté par Edouard Chevardnadze.

Les Abkhazes prétendirent à l'époque qu'ils avaient fait tous les efforts pour arriver à un accord avec Tbilissi sur un modèle confédéral ou sur tout autre modèle qui respecterait leur souveraineté. Mais en 1999, ils organisèrent un référendum sur l'indépendance de l'Abkhazie, excluant toute forme de compromis.

En 2001, la Russie a donné un appui formel au document préparé par Dieter Boden, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies. Ce document énonçait les principes d'un accord entre les parties, comme la souveraineté de l'Abkhazie dans les limites du cadre constitutionnel géorgien. Ce plan dessine une souveraineté qui exclut tout contrôle et toute forme de subordination d'une communauté envers une autre. Ce parti pris va à rebrousse-poil des conceptions que se sont forgées les parties de ce que doivent être leurs relations mutuelles, relevant soit de l'égalité souveraine, soit d'une forme ou d'une autre de subordination<sup>29</sup>. Ce projet fut soutenu par le Groupe des amis du secrétaire général des Nations unies pour la Géorgie (composé de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de la Russie) et accepté par le gouvernement géorgien. Mais il fut rejeté par la partie abkhaze.

Depuis le refus abkhaze de négocier le plan Boden, en 2001, et une confrontation violente en 2004 entre les parties géorgienne et ossète, au lendemain de la Révolution des roses de 2003, aucun dialogue approfondi n'a pu s'emparer de la question du statut

---

<sup>29</sup> Le gouvernement serbe a avancé le modèle de Hong-Kong et le gouvernement géorgien celui du Tyrol du Sud comme modèles de règlement de conflit. Les deux modèles s'appuient sur la subordination de l'entité autonome à l'Etat central.

légal de ces entités. Toutes les négociations en vue d'une solution fédérale aux conflits ossète et abkhaze se sont trouvées depuis lors dans une impasse. Le déploiement de troupes dans les gorges de Kodori en Abkhazie en 2006 et la guerre d'août 2008 sont vus à Soukhoum(i) et Tskhinval(i)<sup>30</sup> comme de nouvelles preuves que seule l'indépendance peut fournir des garanties de sécurité adéquates.

L'UE et certains de ses membres, comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne, se sont attachées à poursuivre une politique de rapprochement des parties adverses, de manière à transformer le conflit<sup>31</sup>. Cela passe par une assistance à des projets d'infrastructures, en Ossétie du Sud et en Abkhazie, qui profiteraient aux diverses communautés, par un soutien à des projets de paix initiés par des organisations de la société civile et par le recours à une diplomatie parallèle ou citoyenne (*second-track diplomacy*). Malheureusement, de tels projets n'ont pas reçu le plein soutien du gouvernement géorgien. Tbilissi n'était pas toujours prête à accepter des programmes à destination de la population placés sous le contrôle des autorités *de facto* sans concessions en contrepartie, et ne considérait pas comme propices à la réintégration et donc dignes de soutien les positions des ONG locales. Le refus des parties d'aller au compromis et la politique géorgienne d'isolement et de confrontation a mis à mal la politique de l'UE de transformation de conflit.

Du point de vue géorgien, c'est non l'indépendance mais l'usage de la force qui doit être considéré comme un ultime recours, à l'image de l'intervention en 1995 des forces de l'OTAN en Bosnie puis au Kosovo en 1999. Le président géorgien Edouard Chevardnadze avait indiqué alors chaque fois que, pour son pays, la voie des négociations était en principe préférable, mais qu'une solution militaire – avec le soutien du Conseil de sécurité des Nations unies – ne devait pas être exclue. Dans tous les cas, qu'il s'agisse de la Bosnie, du Kosovo ou de l'Abkhazie, il n'a jamais manqué de mettre en avant la profonde injustice des nettoyages ethniques. Son successeur, Mikheil Saakachvili, a continué de promouvoir des solutions négociées mais cela ne s'est jamais fait sans la forte pression des diplomaties occidentales. Les pays membres de l'OTAN jugeaient tout recours à la force comme relevant du pur aventurisme. Un tel recours hypothéquerait pour longtemps les chances d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN.

Dans sa justification pour reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, le président Medvedev a utilisé le principe de l'ultime recours en rappelant que la Russie avait insisté pendant des mois pour que la Géorgie signe un accord de non-utilisation de la force avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, mais en vain<sup>32</sup>.

Le troisième principe à prendre en considération dans une analyse de la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud est celui de la proportionnalité.

<sup>30</sup> Les orthographes en français des noms des capitales ossète et abkhaze sont sujettes à caution. Ossètes et Abkhazes ne mettent pas de i à la fin du nom de leur capitale respective, contrairement à l'appellation géorgienne.

<sup>31</sup> Voir « The EU and Georgia : Time Perspectives in Conflict Resolution », European Union Institute for Security Studies, Occasional Paper n° 70, décembre 2007, [http://www.iss.europa.eu/index.php?id=18&no\\_cache=1&L=0&tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=978&tx\\_ttnews\[backPid\]=1&cHash=f0c7891d2e](http://www.iss.europa.eu/index.php?id=18&no_cache=1&L=0&tx_ttnews[tt_news]=978&tx_ttnews[backPid]=1&cHash=f0c7891d2e) (consulté le 9 février 2009).

<sup>32</sup> D. MEDVEDEV, *op. cit.*

L'évaluation des coûts et bénéfices pour chacune des parties est bien entendu présente dans les discussions sur le statut de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Les acteurs impliqués dans ces deux conflits sont convaincus que le statut qu'ils défendent respectivement sera le gage d'une plus grande justice et bénéficiera à toutes les parties concernées pour un coût somme toute acceptable.

La question de la proportionnalité s'est posée de façon toute particulière à la Russie dans la suite qu'elle devait donner à la requête de reconnaissance par l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Jusqu'à la guerre d'août, ses intérêts, y compris ses intérêts moraux à défendre ce qu'elle considérait comme une juste cause, dictaient une préférence pour la préservation du *statu quo*. La reconnaissance de ces entités aurait réduit à terme les marges de manœuvre diplomatiques de Moscou et pouvait avoir des conséquences négatives sur la stabilité du Caucase du Nord. Des discussions sur la légitimité d'une sécession, si elles ne menacent pas, dans l'immédiat, l'intégrité territoriale du pays, ne renforcent pas l'autorité centrale et ne valent pas d'être encouragées sans une bonne raison. Enfin, une reconnaissance par Moscou était perçue comme n'améliorant pas nécessairement la position des deux entités sécessionnistes dans les négociations pour la simple raison que la Russie pouvait user dans tous les cas d'un droit de veto factuel. Enfin, Moscou n'avait raisonnablement aucune chance d'entraîner dans son choix une part substantielle de la communauté internationale.

Les calculs russes ont changé du fait de la guerre. Les accords de cessez-le feu que la Russie a signés avec la Géorgie en août 2008 n'excluaient pas complètement que ses troupes stationnées en Abkhazie et en Ossétie du Sud soient, à long terme, remplacées par des forces internationales de maintien de la paix. Dans ce cas, elle aurait été incapable de contrôler ces territoires, de stabiliser ses propres frontières et de fournir des garanties de sécurité aux populations abkhaze et ossète. Les désaccords sur la nécessité de changer le format des négociations et d'internationaliser les troupes de maintien de la paix constitueraient par ailleurs une source permanente d'irritations dans ses relations avec les pays occidentaux. Mais le coût moral d'une telle reconnaissance ne peut pas non plus être négligé : elle rend les négociations sur la résolution bien plus difficiles et ceci constitue une menace de long terme pour la stabilité régionale. Qui plus est, un tel mouvement constitue un modèle négatif pour les autres conflits sécessionnistes qui ne peuvent être résolus que par des solutions de compromis. Il est peu probable que la Russie, qui a tant mis l'accent sur de tels risques dans le cas du Kosovo, n'ait pas été consciente des mêmes types de risques dans ce cas particulier.

La quatrième question est celle des motivations et des intentions des diverses parties, analysées par le biais du principe de l'intention droite. Selon ce principe, une décision exceptionnelle, comme la reconnaissance d'une déclaration unilatérale d'indépendance, doit être motivée avant tout par des considérations compatibles avec la manière dont on présente la juste cause. Il va sans dire que toutes les parties prétendent que leur cause est juste. Mais il est toujours possible de faire une distinction entre les motifs que les parties elles-mêmes considèrent comme étant dans le droit fil du principe de la juste cause, et d'autres motifs qu'elles ne présentent pas de cette façon. Le principe des intentions droites ne peut être appliqué qu'en fonction de ce que les parties elles-mêmes avancent comme motivations moralement droites.

Les parties sont en outre persuadées que leurs adversaires agissent selon des motivations qui diffèrent largement de la cause morale qu'elles prétendent servir. Les Abkhazes et les Ossètes sont ainsi certains que la Géorgie est animée par un dessein nationaliste et impérial.

La revendication géorgienne d'un retour de tous les réfugiés aurait d'après Soukhoum(i) pour conséquence de déstabiliser l'Etat abkhaze et d'entraîner sa prise de contrôle par Tbilissi. Ce serait d'ailleurs là l'intention principale qui présiderait à cette revendication.

Du point de vue géorgien, les autorités *de facto* d'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ne représenteraient pas les intérêts de leur population et viseraient surtout à défendre leurs privilèges ainsi que les intérêts géostratégiques de la Russie. La dimension identitaire de ces conflits ethniques est ici niée. Ils sont réduits à de simples enjeux économiques et géopolitiques.

La Russie et les Etats occidentaux impliqués dans ces deux conflits ont également une forte méfiance les uns à l'égard des autres. Du point de vue occidental, la Russie tente surtout de préserver ses intérêts géopolitiques dans la région, tandis que l'intégration progressive de la Géorgie dans l'Alliance atlantique démontre, selon Moscou, que les gouvernements occidentaux s'emploient avant tout à isoler la Russie et à renforcer leur sécurité à ses dépens.

La Russie prétend que sa reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud avait pour première motivation son désir de protéger les populations abkhaze et sud-ossète et d'assurer la stabilité sur ses propres frontières. Elle revendique aussi le fait que cette démarche ait été entreprise après avoir essayé en vain, pendant des années, de servir de médiatrice dans les conflits ethniques en Géorgie. Mais elle ne prit que peu d'initiatives pour la réconciliation entre les populations géorgienne, abkhaze et ossète. Sa reconnaissance des deux entités séparatistes fut suivie de plans visant à construire une base navale dans le port abkhaze d'Otchamtchira, qui pourrait constituer une alternative au port de Sébastopol sur la mer Noire, en Crimée, dont le bail doit expirer en 2017<sup>33</sup>. Le manque d'initiatives en vue d'une réconciliation entre les parties et les projets de construction militaire dont l'importance va bien au delà de la protection de la population locale sont à prendre en considération dans une analyse de la sincérité de cette revendication en termes de « cause juste ». Mais ces faits ne constituent pas pour autant la preuve selon laquelle ce seraient d'abord des motifs non moraux qui seraient à la base de ces reconnaissances d'indépendance.

Il est de même nécessaire d'analyser comment les parties en présence abordent la question de l'autorité légitime. C'est le cinquième principe à prendre en compte dans une étude du statut futur des territoires ossète et abkhaze. Cette question ne se pose pas seulement pour les diverses communautés qui se trouvent sur le territoire géorgien, mais aussi pour les acteurs extérieurs, la Russie en particulier. Depuis que les conflits sécessionnistes se sont envenimés en Géorgie à partir de la fin des années 1980, les Abkhazes ont toujours clamé haut et fort que leur peuple avait déjà décidé de façon irrévocable de ce que serait leur souveraineté. Et les Ossètes

---

<sup>33</sup> J. BLITZ, « Russia's Plan in Abkhazia Worries Nato », *Financial Times*, 29 janvier 2009. L'accord signé le 21 avril 2010 par les présidents russe et ukrainien prévoit que la Russie peut maintenir sa flotte pour une période supplémentaire de vingt-cinq ans jusqu'en 2042.

revendiquent la même chose pour ce qui est de la réunification avec l'Ossétie du Nord. Les deux communautés ont progressivement radicalisé leurs positions. Toutes deux ont organisé des référendums sur l'indépendance. A leurs yeux, leurs histoires nationales témoigneraient d'une lutte continue contre l'oppression géorgienne. Les gouvernements occidentaux s'opposant à la reconnaissance de leur Etat défendraient en fait les politiques staliniennes des nationalités et leur héritage constitutionnel<sup>34</sup>.

Selon le point de vue géorgien, les directions ossète et abkhaze n'ont qu'un pouvoir *de facto* et ne bénéficient d'aucune légitimité démocratique ou juridique. L'indépendance ne peut se décider de manière unilatérale. En ce qui concerne l'Abkhazie, on estime qu'une grande partie voire la majorité de la population a fui le pays, ce qui exclut toute participation démocratique. En ce qui concerne l'Ossétie du Sud, le gouvernement géorgien avance que la population géorgienne et une partie de la population ossète s'opposeraient à l'autorité *de facto* et soutiendraient en revanche le dirigeant ossète Dmitri Sanakoev, connu pour avoir fait défection du gouvernement séparatiste. Il est depuis mai 2007 le représentant officiel des autorités géorgiennes en Ossétie du Sud. Jusqu'à la guerre d'août 2008, il opérait sur une partie du territoire d'Ossétie du Sud resté sous le contrôle du gouvernement central. Ainsi, selon le gouvernement géorgien, toute négociation sur l'avenir de cette entité doit accepter sa présence.

En vertu de l'application du principe de l'autorité légitime, la Russie a mis l'accent sur le fait que le droit international lui donne le plein droit, en tant que nation souveraine, de reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Moscou a fait référence à la légitimité et la légalité de cette décision, mentionnant le principe général du droit à l'auto-détermination des peuples ainsi que la charte des Nations unies et l'acte final d'Helsinki de 1975<sup>35</sup>. La volonté de la population locale aurait trouvé une expression concrète dans les référendums en faveur de l'indépendance de l'Abkhazie en 1999 et de l'Ossétie du Sud en 2006<sup>36</sup>. Medvedev a également fait référence à la pression de l'opinion publique en Russie même, et aux votes du 25 août 2008 dans les chambres du Parlement russe en faveur de la reconnaissance<sup>37</sup>.

En ce qui concerne le principe d'une chance raisonnable de succès, la décision de Moscou de reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud avait beaucoup moins de chances d'être suivie par d'autres Etats que la décision des principaux pays occidentaux de reconnaître le Kosovo. Seuls le Nicaragua, le Venezuela et Nauru se sont montrés

<sup>34</sup> « Abkhazian Minister Likens EU to Stalin for Georgia Policy », *RIA Novosti*, 26 janvier 2009, <http://en.rian.ru/world/20090126/119808096.html> (consulté le 9 février 2009).

<sup>35</sup> « Statement by President of Russia Dmitry Medvedev, 26 August 2008 », *op. cit.*

<sup>36</sup> Avant la guerre d'août, Moscou avait défendu la position selon laquelle ces référendums n'avaient aucune valeur juridique en droit international mais devaient être pris en considération comme expression de la volonté populaire des populations locales quand le temps viendrait de négocier une solution pour ces deux territoires.

<sup>37</sup> Le Conseil de la Fédération a voté en faveur de la reconnaissance par 130 voix pour (zéro contre), et la *Douma* par 447 pour, zéro contre. Voir T. HALPIN et Ch. BREMNER, « President Medvedev Gets Final Say on Recognition for the Regions », *Timesonline*, 26 août 2008, <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/europe/article4608421.ece> (consulté le 9 février 2009).

prêts à établir des relations diplomatiques avec Soukhoum(i) et Tskhinval(i). Mais du point de vue ossète ou abkhaze, cette décision aidera sur le long terme à préserver leur sécurité et leur lien avec la Russie, dans l'attente de jours meilleurs.

Mon opinion personnelle est qu'il est possible de conclure que la reconnaissance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud par la Russie est relativement forte en termes de juste cause, particulièrement en regard des tentatives successives de la Géorgie de résoudre ces conflits sécessionnistes par la force. La position russe est plus difficile à évaluer du point de vue du principe des intentions droites. La Russie a sans aucun doute des intérêts géostratégiques dans la région, et il faut les distinguer des intérêts des populations locales, mais elle a elle-même défendu que sa juste cause inclue la préservation de la stabilité régionale et la sécurité à ses propres frontières. Ses motivations réelles dans la reconnaissance de la souveraineté de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud semblent donc être en adéquation avec la justification donnée en termes de cause juste.

Pour ce qui est du principe de l'autorité légitime, la Russie revendique le droit de reconnaître ces deux entités, et ce en accord avec la volonté des populations locales, exprimée librement. Mais elle omet le fait que l'application du principe de l'autorité légitime devrait aussi prendre en compte les intérêts et positions du gouvernement central et des populations locales qui durent fuir ces territoires. La position russe est également faible en termes d'ultime recours, étant donné que la Russie elle-même et pas seulement l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud partagent une responsabilité directe avec la Géorgie en ce qui concerne l'échec de la transformation du conflit et le blocage des négociations sur le statut. Les coûts moraux de la décision unilatérale russe semblent aussi plus élevés que ses bénéfices, en premier lieu parce qu'elle rend les possibilités de transformation et de résolution du conflit plus difficiles dans un futur proche. Pour ce qui est du principe de la possibilité de succès, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud demeurent isolées sur la scène internationale.

### **3. Comparaison des politiques de reconnaissance**

La reconnaissance par l'Occident du Kosovo et la reconnaissance russe de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud sont fondées sur des arguments invoquant la justice des causes défendues. Les populations désirant faire sécession ont été victimes du gouvernement central. Ceci requiert l'établissement de fortes garanties de sécurité, telles qu'elles sont traditionnellement fournies par la reconnaissance de leur souveraineté. Aux yeux des Etats qui reconnaissent ces entités comme indépendantes, les menaces pour la sécurité régionale sont invoquées comme faisant partie des arguments de la juste cause.

Dans ces deux cas, les acteurs externes ne font pas simplement un usage instrumental de l'argument moral de la juste cause. Tous ces conflits sécessionnistes sont alimentés par des discours nationalistes et sont fondés sur la conviction sincère de chacune des parties qu'elles ont une cause morale forte, à l'inverse de leurs adversaires. En reconnaissant les revendications d'une des parties comme légitime, les acteurs externes intègrent bien des arguments nationalistes dans leur propre justification. Les pays occidentaux, tout comme la Russie, s'accusent réciproquement de chercher en premier lieu à servir leurs intérêts géostratégiques, mais dans un cas

comme dans l'autre il est impossible de prouver que ceci met en cause la justice de leurs intentions. Les arguments de la cause juste en faveur de la reconnaissance du Kosovo, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud se réfèrent en effet à la nécessité de contribuer à la stabilité régionale. Les Américains ont une base militaire importante au Kosovo (Camp Bondsteel) et les Russes projettent de construire une base navale en Abkhazie, mais ceci ne signifie pas que ces objectifs et leurs politiques de reconnaissance soient à leurs yeux en contradiction avec la réalisation d'une cause juste.

Dans ces deux cas, le processus de transformation du conflit précédant la reconnaissance partielle a été négatif et les négociations sur le statut verrouillées. Toutes les parties partagent une responsabilité dans l'échec d'un compromis, y compris ces parties extérieures qui reconnaissent de telles entités en justifiant une telle position comme ultime recours.

Dans ces deux cas, les politiques de reconnaissance appliquent le principe de l'autorité légitime au droit de chaque Etat souverain de reconnaître un autre Etat comme souverain. L'argumentaire repose sur l'auto-détermination, la démocratie et les droits de l'Homme. En revanche, il exclut le gouvernement central du règlement du conflit. La question de l'indépendance est en outre source de clivage pour les populations locales dans les territoires sécessionnistes. Les conflits ont créé de nouvelles minorités, dont les droits ne sont pas (ou ne sont que partiellement) reconnus par les autorités du nouvel Etat. Ils échouent en particulier à corriger les conséquences des nettoyages ethniques.

Pour ce qui est du principe de proportionnalité, les gouvernements qui ont soutenu une déclaration unilatérale d'indépendance sont désireux de mettre en avant les bénéfices qui découleraient de l'acceptation de leur position, mais restent silencieux sur la question des coûts. Ceux-ci incluent un manque de perspective pour la résolution du conflit avec le gouvernement central et l'intégration des nouvelles minorités. La reconnaissance de ces entités renforce les processus de transformation négative du conflit. Il faut aussi évaluer les conséquences négatives sur d'autres conflits sécessionnistes. Dans ces trois cas, la reconnaissance se fait en dépit des conséquences négatives.

Ces gouvernements ont aussi les plus grandes difficultés à justifier leur position en termes de chance raisonnable de succès. Les pays occidentaux reconnaissent que le Kosovo s'attendait à ce que sa décision unilatérale soit suivie par la grande majorité de la communauté internationale et ouvre la porte des institutions internationales au Kosovo, y compris les Nations unies. Plus d'un an plus tard, le Kosovo a obtenu une reconnaissance partielle, par à peu près un tiers de la communauté mondiale des Etats, mais n'a que peu de chances de devenir membre des Nations unies dans un futur proche. Les perspectives sont pires pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Mais dans tous ces cas, la partie sécessionniste a réussi à étoffer son statut international.

Il est donc possible de conclure que ces cas ne remplissent que partiellement et de manière inégale les principes de juste sécession. Les politiques de reconnaissance font d'abord partie d'une politique de transformation négative, en conflit avec la politique proclamée de justice et de réconciliation.



# Caucase : repères chronologiques

Début XVI <sup>e</sup> siècle	Premières expéditions cosaques et début de la colonisation russe du Caucase du Nord.
1774	Traité de Kutchuk-Kaïnardji : annexion par l'Empire tsariste du <i>khanat</i> de Crimée, de la Kabarda et de l'Ossétie.
1783	Traité de Gueorguievsk : protectorat russe sur la Kartlie et la Kakhétie (Géorgie orientale).
1785-1791	Résistance armée nord-caucasienne à la colonisation russe sous la direction du cheikh tchéchéne Mansour.
1801	Annexion russe de la Kartlie-Kakhétie.
1813	Traité russo-persan du Gulistan : l'empire perse perd tous ses territoires situés au nord de l'Araxe et est forcé de reconnaître l'autorité de l'empire tsariste sur ceux-ci.
1818	Le général russe Ermolov relance la conquête du Caucase du Nord depuis la Tchétchénie, où il construit la forteresse de Grozny.
1828	Traité de Turkmentchaï : l'empire perse perd de nombreux territoires septentrionaux au profit de la Russie impériale après sa défaite à la fin de la guerre russo-persane de 1826-1828.
1829	Traité d'Andrinople : la Russie gagne des territoires au Caucase méridional sur l'Empire ottoman.
1859	Reddition de Chamil qui avait uni Daghestanais et Tchétchénes dans la lutte contre la colonisation russe et créé un <i>imamat</i> en 1840, annexion de la Tchétchénie à la Russie impériale.

- 1864-1865 Exil forcé de Nord-Caucasiens dans l'Empire ottoman, en particulier des Circassiens.
- 1877 Nouvelle vague d'exil forcé, des Abkhazes en particulier, dans l'Empire ottoman.
- 1917 Révolution bolchevique.
- 1918 La République des Montagnes au Caucase du Nord et l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie au Sud proclament leur indépendance.
- Avril 1920 Annexion de l'Azerbaïdjan par la Russie soviétique.
- Décembre 1920 Annexion de l'Arménie par la Russie soviétique.
- Février 1921 Annexion de la Géorgie par la Russie soviétique.
- 1921 Annexion de la République des Montagnes par la Russie soviétique. L'Abkhazie est dotée du statut de République de l'Union. En décembre, elle signe un traité d'union avec la Géorgie.
- 1922 Création de l'URSS. La Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, y sont intégrés.  
Création de la région autonome d'Ossétie du Sud au sein de la Géorgie.
- Juillet 1923 Création de la Région autonome du Haut-Karabagh rattachée à l'Azerbaïdjan.
- 1924 Dissolution de la République autonome des Montagnes.
- 1931 L'Abkhazie change de statut et devient République autonome au sein de la Géorgie.
- 1936 Plusieurs régions autonomes du Caucase du Nord sont hissées au rang de Républiques soviétiques autonomes.
- 1943- 1944 Vagues de déportation de peuples nord-caucasiens. Les territoires des entités abolies sont redistribués, en partie à la Géorgie au Sud, et aux autres entités nord-caucasiennes.
- 1957 Un décret de Khrouchtchev autorise le retour des « peuples punis ».
- 1962 Une pétition signée par des Arméniens du Haut-Karabagh est adressée à Khrouchtchev en protestation contre la politique anti-arménienne de Bakou.
- 1978 Forte mobilisation abkhaze en faveur de droits culturels et linguistiques, en écho à des revendications géorgiennes en faveur de la langue géorgienne.
- 1985 Arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, qui amorcera la politique de perestroïka.
- Février 1988 Vote par le Soviet suprême du Haut-Karabagh du rattachement de ce territoire à l'Arménie ; manifestations massives de

	soutien à Erevan ; pogroms anti-arméniens à Soumgaït en particulier.
9 avril 1989	Dispersion sanglante d'une manifestation à Tbilissi.
Juillet 1989	Premiers affrontements en Abkhazie.
1989-1990	« Parade des souverainetés » dans toute l'URSS.
Janvier 1990	Pogroms anti-arméniens à Bakou suivis d'une répression très forte contre le Front populaire d'Azerbaïdjan.
Août 1990	Les députés abkhazes du Soviet suprême d'Abkhazie adoptent une déclaration de souveraineté. La République d'Arménie adopte une déclaration sur l'indépendance.
Septembre 1990	Le Soviet suprême d'Ossétie du Sud proclame la création d'une « République démocratique d'Ossétie du Sud ».
Décembre 1990	Le Soviet suprême de Géorgie abolit le statut d' « autonomie » de l'Ossétie du Sud.
Janvier 1991- juin 1992	Conflit d'Ossétie du Sud.
17 mars 1991	Référendum sur le maintien d'une Union renouée. Neuf des quinze Républiques de l'Union y participent. La Géorgie, l'Arménie, la Moldavie et les trois Etats baltes boycottent ce scrutin, mais les Abkhazes y participent. Le résultat est en faveur d'une Union renouée.
9 avril 1991	Déclaration d'indépendance de la Géorgie.
Août 1991	Déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan.
Septembre 1991	Déclaration d'indépendance du Haut-Karabagh. L'Arménie devient indépendante par référendum.
1 <sup>er</sup> novembre 1991	Déclaration d'indépendance tchéchène. Moscou juge cette autoproclamation illégale et impose l'état d'urgence le 8 novembre.
26 novembre 1991	Le Parlement azéri abolit l'autonomie du Haut-Karabagh.
Décembre 1991	L'Ingouchie se sépare par référendum de la Tchétchénie. Un référendum au Haut-Karabagh donne 90 % des voix en faveur de l'indépendance.
31 décembre 1991	Dissolution de l'Union soviétique.
Janvier 1992	Référendum en Ossétie du Sud sur l'indépendance et le rattachement à la Russie (plus de 99 % de oui).
Février 1992	Prise de Khodjalou par les forces armées du Haut-Karabagh, massacre de civils azéris.
Mars 1992	Formation du groupe de Minsk sous l'égide de la CSCE.

Mai 1992	Prise de Chouchi (Choucha) puis de Latchine par les Arméniens.
Juin 1992	Accords de Dagomys mettant fin au conflit d'Ossétie du Sud. Etablissement d'une force de maintien de la paix quadripartite.
Août 1992	Début du conflit d'Abkhazie.
Octobre- novembre 1992	Conflit osséto-ingouche du Prigorodny.
Avril 1993	Prise de Kelbadjar par les forces du Haut-Karabagh. La Turquie ferme sa frontière avec l'Arménie par solidarité avec l'Azerbaïdjan.
Septembre 1993	Fin du conflit abkhaze, exode massif des Géorgiens d'Abkhazie.
Octobre 1993	Adhésion de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan à la CEI.
Mai 1994	Cessez-le-feu au Karabagh. Accord de cessez-le-feu sur l'Abkhazie prévoyant des forces de « maintien de la paix » de la CEI.
Septembre 1994	« Contrat du siècle » entre la compagnie pétrolière azerbaïdjanaise et un consortium international sur l'exploitation des ressources de la Caspienne.
11 déc. 1994	Début de la « première guerre » de Tchétchénie.
Avril 1995	Exactions massives des troupes russes dans le village de Samachki.
Avril 1996	Elimination de D. Doudaev.
31 août 1996	Accord de cessez-le-feu de Khassav-Iourt qui prévoit le retrait des troupes russes. Le statut de la Tchétchénie doit être tranché avant fin 2001.
12 mai 1997	Signature d'un accord sur « la paix et les principes de relations mutuelles entre la Fédération de Russie et la République de Tchétchénie-Itchkérie ».
Mai 1998	Echauffourées à Gali en Abkhazie.
Juillet 1998	Violents affrontements à Goudermes entre groupes armés pro-Maskhadov et islamistes.
Novembre 1998	Proposition par le groupe de Minsk de « l'Etat commun », acceptée par l'Arménie et le Karabakh mais refusée par l'Azerbaïdjan.
Avril 1999	Inauguration de l'oléoduc Bakou-Soupsa par Chevardnadze et Aliev.
Août 1999	Incursion de Bassaev et Khattab au Daghestan. V. Poutine devient Premier ministre.

5 septembre 1999	Reprise de la guerre en Tchétchénie.
4-16 septembre 1999	Plusieurs explosions d'immeubles à Moscou (les 8 et 13) et dans le sud de la Russie (Bouïnaksk le 4, Volgodonsk le 16) attribuées sans preuve aux Tchétchènes.
27 octobre 1999	Assassinat du Premier ministre d'Arménie Sarkissian et du président du Parlement Demirchian.
Novembre 1999	Sommet de l'OSCE à Istanbul où la Russie s'engage à retirer ses quatre bases militaires de Géorgie.
Février 2000	Prise de Grozny par les forces russes.
Juin 2000	Le mufti de Tchétchénie, Akhmad Kadyrov, est nommé chef de l'administration tchétchène pro-russe.
Avril 2001	Négociations à Key West (Floride) sur le Haut-Karabagh.
26 octobre 2002	Prise d'otages du théâtre de la Doubrovka à Moscou, par un commando tchétchène.
23 mars 2003	Nouvelle constitution qui sanctionne le retour de la Tchétchénie au sein de la Russie.
Novembre 2003	« Révolution des roses » en Géorgie.
Avril 2004	Début du processus dit de Prague pour résoudre le conflit du Karabagh.
Mai 2004	Assassinat d'Akhmad Kadyrov.
Août 2004	Heurts en Ossétie du Sud.
Septembre 2004	Prise d'otages sanglante à l'école de Beslan en Ossétie du Nord par un commando tchétchène.
Mars 2005	Assassinat du président Aslan Maskhadov. Abdoul-Khalim Sadoulaev lui succède à la tête de la résistance.
Octobre 2005	Raid de combattants nord-caucasiens à Naltchik.
Février 2006	Rencontres de Rambouillet sur le Haut-Karabagh, sans résultat.
Mars 2006	R. Kadyrov devient Premier ministre de Tchétchénie.
Juin 2006	Abdoul-Khalim Sadoulaev est assassiné. Dokka Oumarov lui succède.
Juillet 2006	Chamil Bassaev est tué dans une embuscade en Ingouchie.
Octobre 2006	Assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa.
Novembre 2006	Référendum en Ossétie du Sud sur l'indépendance.
Mars 2007	Ramzan Kadyrov devient président de Tchétchénie.
Novembre 2007	Proclamation par D. Oumarov d'un émirat nord-caucasien.
17 février 2008	Proclamation de l'indépendance du Kosovo.
1 <sup>er</sup> mars 2008	Répression sanglante des manifestations à Erevan suite à l'élection contestée de Serge Sarkissian à la présidence.

- 7-12 août 2008 Guerre russo-géorgienne.
- 26 août 2008 Reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.
- Été 2009 Accords de coopération militaire signés par la Russie avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Depuis, une série d'accords resserrent les relations avec Moscou.  
Regain de violences en particulier au Daghestan et en Ingouchie, série d'assassinats politiques en Tchétchénie.
- 10 octobre 2009 Signature de protocoles turco-arméniens prévoyant la normalisation des relations entre les deux États, désavoués au printemps 2010.
- Janvier 2010 Création du district du Caucase du Nord (SKFO).
- Mars 2010 Attentat meurtrier dans le métro à Moscou, revendiqué par D. Oumarov.

# Liste des auteurs

Moussa BASNOUKAEV est professeur à l'Université d'Etat de Tchétchénie, Grozny.

Bruno COPPIETERS est professeur de science politique à la VUB (Vrije Universiteit Brussel), Bruxelles.

Thorniké GORDADZÉ est chercheur en science politique et directeur de l'Observatoire du Caucase (Institut français d'études anatoliennes), Bakou.

Tabib HUSEYNOV est analyste à l'International Crisis Group, Bakou.

Alekseï MALACHENKO est chercheur à la Fondation Carnegie, professeur à la Haute Ecole d'Economie de Moscou.

Aude MERLIN est chargée de cours en science politique à l'ULB (Université libre de Bruxelles), membre du CEVIPOL (Centre d'étude de la vie politique), Bruxelles.

Taline PAPAZIAN est doctorante en science politique à l'Institut d'études politiques, Paris.

Jean RADVANYI est professeur des Universités à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales) et directeur du Centre franco-russe de recherches en sciences humaines et sociales, Moscou.

Arsène SAPAROV est historien post-doctorant au CERCEC (Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen), EHESS/CNRS, Paris.

Silvia SERRANO est maître de conférences en science politique, Université d'Auvergne et chercheur au CERCEC (Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen), EHESS/CNRS, Paris.

Maïrbek VATCHAGAEV est historien, Paris.

Anna ZELKINA est historienne, chercheuse associée au Centre of Contemporary Central Asia & the Caucasus, SOAS, Londres.

# Table des matières

PRÉFACE. Etats et conflits au Caucase Aude MERLIN et Silvia SERRANO .....	7
Analyser le Caucase contemporain. Enjeux géopolitiques, enjeux de recherche Jean RADVANYI .....	15

## PREMIÈRE PARTIE

### **Frontières et reconstruction des territoires : le cas sud-ossète**

Aux origines de l'autonomie sud-ossète (1918-1922) Arsène SAPAROV .....	27
L'Empire contre l'Etat-nation. L'Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-géorgien (1922-2008) Thorniké GORDADZÉ .....	47
Les répercussions du conflit d'Ossétie du Sud d'août 2008 sur le Caucase du Nord Alexeï MALACHENKO .....	77

## DEUXIÈME PARTIE

### **Mobilisations et transformation de la violence au Caucase du Nord**

Les <i>djamaats</i> , nouvelle forme de résistance au Caucase du Nord ? Maïrbek VATCHAGAEV .....	97
Repenser l'islam au Daghestan postsoviétique Anna ZELKINA .....	113

Tchéchénie, un « après-guerre » sans paix Aude MERLIN .....	125
Reconstruction économique et « normalisation » en Tchéchénie Moussa BASNOUKAEV .....	145

TROISIÈME PARTIE

**Conflits, négociations et construction de l'Etat**

Haut-Karabagh : de nouveaux paradigmes pour la paix et le développement Tabib HUSEYNOV .....	155
Nœud gordien ou rocher de Sisyphe ? Le conflit du Haut-Karabagh dans les stratégies des chefs d'Etat de l'Arménie postsoviétique Taline PAPAIZIAN .....	169
La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud : une analyse normative Bruno COPPIETERS .....	197
Caucase : repères chronologiques .....	219
Liste des auteurs.....	225
Table des matières.....	227

Vingt ans après le déclenchement des premiers conflits armés qui ont embrasé la région, la violence ne s'est pas tue au Caucase : elle persiste de façon diffuse au Nord, tandis qu'éclatait en août 2008 sur le territoire géorgien une guerre qui remettait pour la première fois en cause les frontières internationales issues de l'effondrement de l'URSS. Cette instabilité persistante ne doit toutefois pas occulter les transformations profondes qui ont affecté la région. Avec l'accession des Etats du Caucase du Sud à l'indépendance et leur entrée dans la mondialisation, et la redéfinition des relations entre Moscou et les entités nord-caucasiennes, les conflits ont changé.

Loïn d'une lecture qui verrait dans ces violences la marque d'une culture locale, cet ouvrage s'attache à analyser les évolutions historiques et politiques qui déterminent les conflits, en mettant l'accent sur les effets des mobilisations identitaires et des tutelles extérieures, mais aussi sur leurs ressorts internes. Le lien entre conflits et trajectoires étatiques est donc au cœur de sa problématique.

En dépit d'évolutions très différentes au Nord et au Sud, le Caucase constitue un système de sécurité tant les interdépendances restent importantes. Le défi consiste donc à appréhender la complexité de la région.

Les auteurs – Caucasiens, Russes, Occidentaux, tous fins connaisseurs de leur terrain d'étude –, relèvent le défi avec originalité, en restituant l'hétérogénéité de la région. La diversité des points de vue exprimés dans ce livre constitue à cet égard une richesse indéniable. Il apportera des clés de compréhension aux étudiants, aux chercheurs mais aussi aux praticiens, aux journalistes, aux diplomates ou aux voyageurs désireux d'entrer dans la complexité du Caucase sans céder aux clichés.

**Aude Merlin** est chargée de cours en science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB), où elle mène ses recherches sur la Russie et les Etats issus de l'ex-Union soviétique au sein du Centre d'étude de la vie politique – CEVIPOL.

**Silvia Serrano** est maître de conférences en science politique à l'Université d'Auvergne et chercheure au Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen auprès de l'EHESS.



9 782800 414904

[www.editions-universite-bruxelles.be](http://www.editions-universite-bruxelles.be)

## **Règles d'utilisation de copies numériques d'œuvres littéraires publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles et mises à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB**

L'usage des copies numériques d'œuvres littéraires, ci-après dénommées « copies numériques », publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles, ci-après dénommées EUB, et mises à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB, implique un certain nombre de règles de bonne conduite, précisées ici. Celles-ci sont reproduites sur la dernière page de chaque copie numérique publiée par les EUB et mises en ligne par les Archives & Bibliothèques. Elles s'articulent selon les trois axes : protection, utilisation et reproduction.

### **Protection**

#### **1. Droits d'auteur**

La première page de chaque copie numérique indique les droits d'auteur d'application sur l'œuvre littéraire. La mise à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB de la copie numérique a fait l'objet d'un accord avec les EUB, notamment concernant les règles d'utilisation précisées ici. Pour les œuvres soumises à la législation belge en matière de droit d'auteur, les EUB auront pris le soin de conclure un accord avec leurs ayants droits afin de permettre la mise en ligne des copies numériques.

#### **2. Responsabilité**

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures qualité et accessibilité des copies numériques, certaines déficiences peuvent y subsister – telles, mais non limitées à, des incomplétudes, des erreurs dans les fichiers, un défaut empêchant l'accès au document, etc. -. Les EUB et les Archives & Bibliothèques de l'ULB déclinent toute responsabilité concernant les dommages, coûts et dépenses, y compris des honoraires légaux, entraînés par l'accès et/ou l'utilisation des copies numériques. De plus, les EUB et les Archives & Bibliothèques de l'ULB ne pourront être mis en cause dans l'exploitation subséquente des copies numériques ; et la dénomination des EUB et des 'Archives & Bibliothèques de l'ULB', ne pourra être ni utilisée, ni ternie, au prétexte d'utiliser des copies numériques mises à disposition par eux.

#### **3. Localisation**

Chaque copie numérique dispose d'un URL (uniform resource locator) stable de la forme <[http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom\\_du\\_fichier.pdf](http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom_du_fichier.pdf)> qui permet d'accéder au document ; l'adresse physique ou logique des fichiers étant elle sujette à modifications sans préavis. Les Archives & Bibliothèques de l'ULB encouragent les utilisateurs à utiliser cet URL lorsqu'ils souhaitent faire référence à une copie numérique.

### **Utilisation**

#### **4. Gratuité**

Les EUB et les Archives & Bibliothèques de l'ULB mettent gratuitement à la disposition du public les copies numériques d'œuvres littéraires sélectionnées par les EUB : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation, ni au prétexte du droit d'auteur.

#### **5. Buts poursuivis**

Les copies numériques peuvent être utilisés à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les copies numériques à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation aux EUB, en joignant à sa requête, l'auteur, le titre, et l'éditeur du (ou des) document(s) concerné(s). Demande à adresser aux Editions de l'Université de Bruxelles ([editions@admin.ulb.ac.be](mailto:editions@admin.ulb.ac.be)).

#### **6. Citation**

Pour toutes les utilisations autorisées, l'utilisateur s'engage à citer dans son travail, les documents utilisés, par la mention « Université Libre de Bruxelles – Editions de l'Université de Bruxelles et Archives & Bibliothèques » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents (auteur, titre, date et lieu d'édition).

#### **7. Liens profonds**

Les liens profonds, donnant directement accès à une copie numérique particulière, sont autorisés si les conditions suivantes sont respectées :

- a) les sites pointant vers ces documents doivent clairement informer leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web des Archives & Bibliothèques de l'ULB ;
- b) l'utilisateur, cliquant un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre ; cette action pourra être accompagnée de l'avertissement 'Vous accédez à un document du site web des Archives & Bibliothèques de l'ULB'.

### **Reproduction**

#### **8. Sous format électronique**

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement le téléchargement, la copie et le stockage des copies numériques sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre *base de données*, qui est interdit.

#### **9. Sur support papier**

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé (lorsque le document est au format texte) sont permis.

#### **10. Références**

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références aux EUB et aux Archives & Bibliothèques de l'ULB dans les copies numériques est interdite.